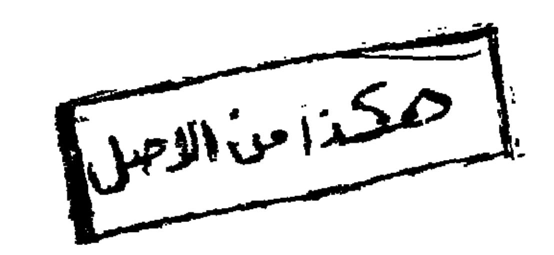




**● QUI A PROFITÉ DE L'UNIFICATION ALLEMANDE ? – Pages 20 et 21**

N° 517 - 44e année — AVRIL 1997

# LE MONDE diplomatique

32 pages - 22 F

Allemagne : 7,50 DM Antill./Guyane : 26 F Autriche : 60,00 ATS Belgique : 150 FB Canada : 4,95 $C Espagne : 550 PTA Etats-Unis : 4,50 $US G.-B. : 2,90 £ Grèce : 1 100 DR Italie : 7 000 lires Luxembourg : 150 FL Maroc : 30 DH Portugal (Cont.) : 730 PTE Réunion : 26 F Sénégal : 2 200 F CFA Suisse : 6 FS Tunisie : 3,8 din.

Abonnements : voir tarif page 9

Publication mensuelle - 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05

**PROCHE-ORIENT**

**Naissance et agonie des accords d'Oslo**

(Page 7)

VERS UN GOUVERNEMENT PLANÉTAIRE DES MULTINATIONALES

# Apocalypse médias

**Par IGNACIO RAMONET***

SUR toute la « une », en lettres énormes, un seul titre : « *The Sun* backs Blair (1) ». Diffusé chaque jour à quatre millions d'exemplaires, lu par dix millions de personnes, défenseur fanatique des thèses de Mme Margaret Thatcher, le *Sun* de Londres annonçait ainsi, le 18 mars dernier, sa spectaculaire décision d'appuyer ouvertement, aux législatives britanniques du 1er mai prochain, le candidat travailliste, M. Tony Blair, « *dirigeant doué de vision, d'objectifs et de courage* ». Et de cesser de soutenir le gouvernement de M. John Major, lui-même pourtant qualifié, en avril 1992, lors des précédentes élections, de « *dirigeant visionnaire, courageux et déterminé* »...

A ceux qui s'interrogeaient sur les raisons d'une si soudaine volte-face, Trevor Kavanagh, éditorialiste politique du *Sun*, a expliqué : « *Je pense que le journal n'a pas modifié sa ligne, ce sont les travaillistes qui ont changé* (2). »

Quelles leçons tirer de cette affligeante anecdote ? Au moins deux. La première, politique, est que certains partis sociaux-démocrates se sont à tel point convertis au néolibéralisme qu'ils deviennent, aux yeux de nombreux électeurs, interchangeables avec la droite conservatrice classique. Le seconde, médiatique, est que l'information continue d'exercer sur les esprits une considérable influence à l'heure des choix électoraux, et que cette influence, parfois, se négocie.

Le Parti travailliste a-t-il acheté l'appui du *Sun* ? Il est avéré que M. Tony Blair a rencontré à plusieurs reprises, au cours de ces derniers mois, M. Rupert Murdoch, patron du groupe News Corporation, propriétaire du *Sun*. Le soutien de celui-ci serait le résultat de ces rencontres (3). « *Laissez-moi être clair*, s'est défendu M. Tony Blair, *nous n'avons jamais passé d'accord avec M. Rupert Murdoch en échange du soutien de ses journaux.* » Mais, curieusement, dans une autre déclaration, M. Blair a admis qu'il ne modifierait pas « *les règles régissant la propriété croisée des journaux et de l'audiovisuel* », confirmant ainsi que, s'il gagnait les élections, il ne toucherait pas, contrairement aux engagements pris par son parti, à l'empire médiatique de M. Murdoch (4)...

Magnat des médias d'Australie (il y possède une centaine de journaux, ainsi que plusieurs chaînes de radio et de télévision), M. Rupert Murdoch s'était rendu célèbre au milieu des années 80 en brisant, avec le ferme soutien du gouvernement de Mme Margaret Thatcher, les syndicats des ouvriers de l'imprimerie, très liés au Parti travailliste. Il contrôle actuellement le tiers du tirage des quotidiens britanniques – avec, notamment, le *Sun* et le prestigieux *Times*, et leurs versions dominicales *News of the World* et *Sunday Times*. Cela représente une toute petite partie de l'empire News Corp. (10 milliards de dollars de chiffre d'affaires), qui, au Royaume-Uni, contrôle également British Sky Broadcasting (BSkyB), réseau de télévision payante par satellite et par câble (6 millions d'abonnés, l'une des sociétés les plus rentables de la Bourse de Londres), sans concurrent local. Et qui s'apprête à lancer le premier bouquet de télévision numérique par satellite en Grande-Bretagne à l'automne prochain (projet qui n'est sans doute pas étranger à la décision du *Sun* de soutenir M. Tony Blair, probable futur premier ministre...).



STANISLAO LEPRI. – « Cavalier » (1946)

NEWS CORPORATION, dont M. Rupert Murdoch possède 30 % des actions, est l'exemple type du grand groupe multimédia contemporain. Aux Etats-Unis, il contrôle les éditions Harpercollins (550 millions de dollars de bénéfice en 1995) (5) ; le quotidien *New York Post* ; plusieurs magazines dont *TV Guide* ; la société de production Twentieth Century Fox (qui, entre autres, produit la série télévisée « X-Files ») ; le réseau de télévision Fox Network ; une chaîne câblée populaire, FX ; une chaîne d'information en continu, Fox News Channel (qui rivalise avec CNN, du groupe Time Warner, et avec MSNBC, créée par Microsoft et la chaîne NBC de General Electric) ; une entreprise de marketing et promotion, Heritage Media ; ainsi qu'une vingtaine de sites sur Internet. Dans le domaine du numérique, M. Rupert Murdoch vient d'investir 1 milliard de dollars pour proposer, en alliance avec Echostar et la compagnie téléphonique MCI, un bouquet de plus de 200 chaînes aux téléspectateurs américains.

En partenariat avec les sociétés japonaises Sony et Softbank, M. Murdoch a également mis sur pied le projet de télévision par satellite Japan Sky Broadcasting (JSkyB) et s'apprête à diffuser sur le Japon 150 programmes au printemps 1998. Son groupe possède déjà une chaîne de télévision par satellite, Star TV, diffusant plusieurs dizaines de programmes en direction du Japon, de la Chine, de l'Inde, du Sud-Est asiatique et de l'Est africain.

Cette profusion d'alliances sans frontières, de fusions et de concentrations – dont M. Rupert Murdoch est un architecte exemplaire – caractérise l'univers actuel des médias.

*(Lire la suite page 24.)*

(1) « Le *Sun* soutient Blair ».
(2) *El País*, Madrid, 19 mars 1997.
(3) *Libération*, Paris, 19 mars 1997.
(4) *Correspondance de la presse*, Paris, 21 mars 1997.
(5) Lire le dossier « The Crushing Power of Big Publishing », *The Nation*, New York, 17 mars 1997.

# Ces deux cents sociétés qui contrôlent le monde

*Alors que 50 000 sidérurgistes de Thyssen manifestaient à Francfort, Krupp renonçait au lancement de son offre publique d'achat hostile qui visait son concurrent. En revanche, les deux entreprises allemandes annonçaient la création d'une société commune de l'acier, décision qui devrait se traduire par des milliers de licenciements. Par ailleurs, la fermeture par Renault de son usine de Vilvoorde, en Belgique, a également illustré le mépris dans lequel sont tenus les salariés. Deux exemples, parmi d'autres, du rôle que jouent les deux cents principales entreprises multinationales à l'échelle de la planète, mues par des intérêts particuliers, qui s'éloignent de plus en plus de l'intérêt général. Depuis le début des années 80, ces « deux cents premières » ont connu, à travers des fusions et des rachats d'entreprises, une expansion ininterrompue qui leur permet d'exercer une domination pour ainsi dire totalitaire non seulement sur l'économie, mais aussi sur l'information et les esprits* (lire, ci-contre, l'article d'Ignacio Ramonet).

**Par FRÉDÉRIC F. CLAIRMONT ***

ON chercherait en vain dans les discours électoraux, ou chez les chantres de la théorie néo-classique, la moindre allusion au fait que les concentrations d'entreprises sont devenues le principal moteur de l'accumulation du capital. Certes, celle-ci fut une constante dans l'histoire du capitalisme, et même une condition de sa survie comme mode de domination de classe ; mais jamais elle n'avait connu un rythme aussi rapide.

C'est depuis le milieu des années 70 que l'accumulation du capital se réalise essentiellement par le biais des annexions d'entreprises, rachats et fusions. Combinée à l'expansion colossale des flux financiers, spéculatifs et non spéculatifs, elle agit directement sur la décision d'investissement : mais rien de cela n'est clairement expliqué aux travailleurs dont, pourtant, le sort se trouve ainsi mis en jeu. Au lieu de quoi on met en avant le rôle dynamique du « marché », censé guider la décision des grandes sociétés. Mais, sept ans après le démembrement de l'Union soviétique, la colonisation massive de l'Europe de l'Est, le ralentissement de la croissance et l'aggravation des antagonismes au sein des nations et à l'intérieur même du monde impérialiste, où sont les glorieuses promesses du « marché libre » (1) ?

Un moment entrevue à la fin des années 80, la « reprise » économique tant vantée n'a pas tenu ses promesses. Les industries manufacturières mondiales (moins celles de la Chine) ne tournent qu'à 70 % ou 75 % de leurs capacités.

*(Lire la suite page 16.)*

* Economiste.

(1) *Cf.* Frédéric F. Clairmont et John H. Cavanagh, *The World in their Web : the Dynamics of Textile Multinationals*, Zed, Londres, 1981.





## DANS CE NUMÉRO : Sauvegarder l'information

*« L'information est devenue pullulante et prolifique,* constate Ignacio Ramonet. *De moins en moins chère au fur et à mesure que son débit augmente, elle est – tout comme l'air et l'eau – de plus en plus polluée, contaminée. »*

### MARCHÉ SANS ÉTHIQUE

Pourtant, une libre information est nécessaire au citoyen durement frappé par les actuelles mutations. Les déboires de Renault, qui, par ses licenciements, provoque la première eurogrève, ne peuvent occulter que les deux cents plus puissantes entreprises transnationales de la planète édifient un complexe économique totalitaire *(pages 1, 16 et 17)*. Le capital financier, à travers les fonds de pension, prend en otage salariés et retraités *(pages 14 et 15)*. Tandis que des entreprises vendent de nouvelles armes aux tortionnaires *(page 3)*, la corruption à la française alimente le discours des extrémistes *(pages 18 et 19)*.

La Nouvelle-Zélande, laboratoire de la société de marché *(pages 10 et 11)*, et la Slovénie, bien qu'échappant aux déchirements de ses voisins *(pages 22 et 23)*, n'ont rien des modèles vantés en Occident. En Allemagne, où la contestation sociale s'affirme, la question de l'unification et de ses profiteurs retrouve une singulière actualité *(pages 20 et 21)*. Les « pyramides financières » albanaises, symboles du capitalisme sauvage, ont débouché sur le chaos *(pages 22 et 23)*.

### INTERVENTIONNISME

La lutte contre la drogue – grande « réussite » de la mondialisation –, permet un renouveau de l'interventionnisme américain en Amérique latine et renforce le rôle des armées du continent *(pages 8 et 9)*. C'est sur fond de richesses minières, au Zaïre, que la révolte fait vaciller le pouvoir, vieux de trente ans, du maréchal Mobutu. Moins remarqués, les anciens tenants de l'apartheid étendent leur mainmise sur les pays voisins *(pages 4 et 5)*. Au Proche-Orient, des accords injustes n'ont pas créé la nécessaire dynamique de paix *(page 7)*, et, lorsque des espaces de liberté émergent, comme au Yémen, ils suscitent l'inquiétude des monarchies pétrolières *(page 6)*.

Lire le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 517 - 22,00 F

# FIN DE RÈGNE AU ZAÏRE

**LA chute de Kisangani, ex-Stanleyville, troisième ville du Zaïre, le 13 mars dernier, a offert une nouvelle « capitale » aux rebelles et leur a ouvert la voie du fleuve Zaïre, en direction de Kinshasa, où la panique a commencé à s'emparer de la classe politique et des populations. Elle leur a permis aussi de poursuivre, au sud, vers Lubumbashi, la capitale de l'ex-Katanga – la province minière la plus riche du pays. Et elle a donné à M. Laurent-Désiré Kabila, chef des rebelles, la dimension d'un « tombeur » du maréchal Mobutu, susceptible de renverser le régime au pouvoir depuis trente-cinq ans à Kinshasa et instaurer une nouvelle « République du Kongo ». En dépit des soutiens qu'il a encore en France, où il a pu se faire soigner ces derniers mois, le « dinosaure » zaïrois, lâché par les Etats-Unis, et plus récemment par le gouvernement belge, a tenté, en revenant fin mars dans son pays, de reprendre en mains une situation apparemment désespérée.**

**Cette nouvelle « guerre des Grands Lacs » aura été plus psychologique que technique : les grandes villes sont tombées une à une, sans combat, comme autant de fruits mûrs. Les efforts tactiques de ce qui restait du pouvoir zaïrois (recours aux mercenaires, emploi d'hélicoptères et d'avions de chasse) ont été sans effet notable sur le cours des combats. Les rebelles, conseillés par des militaires rwandais et ougandais, ont paru entraînés et disciplinés, contrastant avec la démoralisation et le manque d'esprit civique des forces régulières.**

**Les civils, notamment les réfugiés hutus rwandais, auront été les principales victimes des actions militaires. Les centaines de milliers de réfugiés hutus manquant encore à l'appel (c'est-à-dire n'ayant pu être « dirigés » vers la frontière rwandaise) ont fait à plusieurs reprises l'objet d'une chasse systématique de la part des rebelles de l'Alliance de M. Laurent-Désiré Kabila, majoritairement banyamulenges (1), comme l'accréditent les récits de proches des victimes et de nombreux témoignages. Le gouvernement français – isolé en Europe comme à l'ONU – est le seul parmi les Occidentaux à avoir proposé jusqu'au bout une opération internationale de sécurisation des agences ou associations humanitaires, qui aurait permis de porter secours à ces réfugiés. Il est vrai que le soutien sans faille de Paris au maréchal Mobutu discréditait la proposition française. Sa chute annoncée – qui coïncide, en France, avec la disparition d'un de ses principaux partisans, M. Jacques Foccart, le « M. Afrique » officiel ou officieux de tous les présidents gaullistes de la Vᵉ République – marque un nouvel échec cinglant de la politique française sur le continent, face aux Etats-Unis.**

**DANS une région souvent qualifiée de « *scandale géologique* », en raison de l'extraordinaire abondance de ses ressources minérales, ce conflit n'a cessé de s'internationaliser, mettant aux prises – outre le Zaïre (champ de batailles) – l'Ouganda et le Rwanda (servant de bases arrière, fournisseurs d'armes et d'hommes), le Burundi (qui règle ses comptes avec ses propres rebelles hutus), la Tanzanie (qui a pu expulser plusieurs centaines de milliers de réfugiés hutus), et jusqu'à l'Angola d'où seraient venus des ex-combattants de l'Unita (envoyés au secours des troupes zaïroises) et une partie des descendants des « ex-gendarmes katangais » (pour renforcer les rebelles).**

**La tenue, en mars 1997, de deux sommets africains consacrés à la situation au Zaïre et dans les Grands Lacs (2) a témoigné de l'inquiétude des Etats de la région, au moment où, par ailleurs, la mise en œuvre des accords de paix en Angola butait une fois de plus sur les manœuvres de l'ancien chef de guerre M. Jonas Savimbi, et où la guerre civile a repris au Soudan, après les succès de la guérilla sudiste, qui rêve de faire sa jonction avec une opposition nordiste tentée, elle aussi, par la lutte armée.**

**Ph. L.**

(1) Tutsis du Rwanda ayant émigré au Zaïre, souvent depuis plusieurs générations.

(2) C'est alors qu'il se rendait à l'un de ces sommets tenu à Nairobi, le 18 mars, que M. Léon Kengo wa Dondo, premier ministre zaïrois, accusé d'être à l'origine des revers des Forces armées zaïroises, a été destitué par le Parlement dit « de transition ». *Cf. Le Monde*, 20 mars 1997.

PETITES ET GRANDES

# Mensonges et

Par **AUGUSTA CONCHIGLIA** *

L'ANGOLA n'est plus en guerre mais est loin d'être en paix. La « *réconciliation nationale* » et la mise en œuvre des accords signés à Lusaka en novembre 1994 butent sur la question de l'avenir de M. Jonas Savimbi, dirigeant de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), mouvement d'opposition armée, qui mène depuis plus de trente ans une lutte acharnée et sans scrupules pour la conquête du pouvoir (1). Conseillé par les Américains, le gouvernement de Luanda avait proposé que M. Savimbi occupe l'un des deux postes de vice-président, selon une formule s'inspirant du modèle sud-africain de transition (2). Après une année de flottement, en août 1996, M. Jonas Savimbi a rejeté « *catégoriquement* » cette proposition.

Irrité par cette volte-face, le gouvernement a décidé de ne plus lui accorder que de simples privilèges « protocolaires », assortis de garanties pour sa sécurité et son immunité, refusant de lui attribuer le rôle de « dirigeant de l'opposition », avec attributions constitutionnelles, auquel il aspire désormais. La formation du gouvernement d'unité et de réconciliation nationales (GURN), auquel devraient participer quatre ministres et sept vice-ministres de l'Unita, a ainsi été reportée à deux reprises depuis décembre 1996, et une nouvelle tentative semblait compromise en mars dernier, en dépit de nouvelles menaces de sanctions brandies par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Il est certes ardu de satisfaire les ambitions de M. Jonas Savimbi : mais l'absence d'une entente sur le « *statut spécial* » réservé au président de l'Unita n'explique pas, à elle seule, les réticences de l'ancien mouvement rebelle à accomplir les obligations découlant des accords de paix, et l'énergie déployée pour multiplier les obstacles à leur mise en œuvre, voire pour en modifier les termes.

En mai 1991, on put croire que les accords de Bicesse – parrainés par les Etats-Unis, le Portugal et la Russie – allaient mettre un terme à la guerre civile qui ravageait le pays depuis l'indépendance (1975). Les élections présidentielle et législatives prévues au terme de ces accords eurent lieu les 29 et 30 septembre 1992. Elles consacrèrent la victoire du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) au pouvoir (53,7 % des voix) sur l'Unita (34,1 %). A l'élection présidentielle, M. Eduardo Dos Santos obtint 49,5 % des voix au premier tour contre 40 % à M. Jonas Savimbi. Le second tour fut annulé pour cause... de guerre. Manifestant le parfait dédain dans

* Journaliste.



KADIR VAN LOHUIZEN - VU

ENFANTS DES RUES À LUANDA
Chassés par la guerre, ils tentent de survivre dans la capitale

# Quand l'apartheid s'exporte au sud

*Forcés de renoncer à l'odieux régime qui les avait mis au banc des nations, les fermiers blancs sud-africains se redéploient en direction du Mozambique et de l'Angola. Fer de lance de la nouvelle puissance régionale, ils prétendent s'emparer des meilleures terres agricoles et mettent en danger, avec l'aide de la communauté internationale, la survie des communautés locales.*

Par **MICHEL CHOSSUDOVSKY** *

CRÉER un « couloir agroalimentaire » de l'Angola au Mozambique, tel est le projet d'une organisation de la droite sud-africaine blanche, le Front de la liberté. Avec le soutien de la Chambre sud-africaine pour le développement de l'agriculture, la Sacada, l'agrobusiness afrikaner voudrait ainsi étendre sa mainmise sur les pays voisins en investissant massivement dans l'agriculture commerciale, l'industrie alimentaire et l'écotourisme. Objectif : mettre sur pied, au-delà des frontières de l'Afrique du Sud, des exploitations agricoles gérées par des Blancs. Car ce « couloir agroalimentaire » n'est nullement destiné à satisfaire les besoins de la population locale – au contraire : des paysans perdront leurs terres et les petits propriétaires se transformeront en métayers ou en ouvriers agricoles travaillant pour le compte des Boers, propriétaires des grandes plantations.

Le Front de la liberté est dirigé par le général Constand Viljoen : cet ancien commandant en chef de l'armée au temps de l'apartheid fut jadis impliqué dans l'assassinat de militants anti-apartheid et comme responsable d'une organisation secrète (Stratcom) mise en cause dans des attentats, des actes de torture et la diffusion de propagande extrémiste (1). Si son parti semble modéré, comparé au groupe d'extrême droite de Eugène Terreblanche, l'Afrikaner Weerstandebeweging (AWB), il n'en est pas moins un mouvement politique raciste fidèle à l'idée d'un Etat afrikaner (2). Paradoxalement, l'initiative commune de la Sacada et du Front de la liberté bénéficie du soutien politique de l'ANC, notamment de la bénédiction du président Nelson Mandela. Ce dernier a délégué au conseil d'administration de la Sacada le premier ministre de la province de Mpumalanga (Transvaal de l'Est), M. Matthews Phosa, l'un des hommes d'affaires noirs les plus prospères de la province, qui a préparé l'extension aux pays voisins des intérêts des hommes d'affaires blancs (3).

Au cours des discussions avec le président sud-africain, le général Viljoen a soutenu que « *l'installation des fermiers afrikaners dans des pays voisins stimulera les économies de ces pays, procurera à la population locale de la nourriture et des emplois, ce qui endiguera le flux de l'immigration illégale vers l'Afrique du Sud* (4) ». Approuvant ce projet, le président Mandela a invité les autres pays africains à « *considérer ces immigrants comme une sorte d'aide étrangère* (5) ». Et Pretoria négocie d'ores et déjà avec plusieurs d'entre eux – à ce jour, douze pays « *intéressés par les fermiers blancs sud-africains* » se sont adressés à la Sacada (6).

Mais le « couloir agroalimentaire » en question perturbera le système agricole existant. L'agrobusiness sud-africain va non seulement s'approprier des millions d'hectares des meilleures terres, mais aussi s'emparer des infrastructures économiques et sociales du pays d'accueil – les Boers dirigeront ainsi de grandes exploitations utilisant la population rurale locale comme métayers ou comme saisonniers. Bref, il portera un coup fatal tant à l'agriculture de subsistance qu'à l'agriculture commerciale des paysans et se substituera au marché agricole local, entretenant une famine déjà endémique dans cette région.

La Sacada a l'intention d'investir au Zaïre, en Zambie, en Angola et de mener « *une expérience pilote au Mozambique* (7) ». A cet effet, en mai 1996, les présidents mozambicain et sud-africain, MM. Joaquim Chissano et Nelson Mandela, ont signé un accord intergouvernemental autorisant l'agroalimentaire afrikaner à investir dans au moins six provinces du Mozambique et à y créer un ensemble de concessions s'étendant sur huit millions d'hectares. « *Le Mozambique a besoin de notre compétence technique et de notre argent, et nous avons les personnes indiquées*, déclarait alors un responsable sud-africain. *Nous préférons avoir une région peu peuplée.* (...) *Pour les Boers, la terre est à ranger avec Dieu et la Bible.* » Quant aux petits propriétaires ruraux et aux agriculteurs qui ne produisent que le minimum vital et sont en général dans l'impossibilité de fournir des titres de propriété, ils connaîtront l'expulsion ou le déplacement vers des terres à moindre rendement (8).

## Un véritable cadeau

POUR 0,15 dollar l'hectare, les fermiers afrikaners se verront en particulier concéder les meilleures terres agricoles de la province mozambicaine de Niassa : un véritable cadeau. Grâce à une forme de co-entreprise, baptisée projet Mosagrius, la Sacada a pu s'établir dans la vallée fertile du Luganda. Les Boers convoitent de surcroît les terres agricoles qui bordent deux autres fleuves, le Zambèze et le Limpopo, ainsi que le réseau routier et ferroviaire liant Licinga, la capitale de Niassa, au port maritime de Nagala – la ligne de chemin de fer a été modernisée et réhabilitée par une entreprise française avec les crédits au développement fournis par Paris.

Un premier pas a été franchi, en 1996, dans la mise en œuvre de cet accord, avec la cession à la Sacada de concessions où 500 exploitations agricoles blanches doivent s'installer sur des terres destinées à l'exploitation commerciale (9). La gestion des nouvelles propriétés boers sera entièrement intégrée à celle de leurs entreprises en Afrique du Sud, qui enverront au Mozambique directeurs et surveillants afrikaners blancs, mais aussi hommes de main, chauffeurs de tracteurs et techniciens noirs. « *Chaque fermier afrikaner emmènera son cadre de service noir* » pour contrôler et commander la population locale, affirme le chargé de liaison à la Commission sud-africaine de Maputo. En revanche, peu de colons blancs se rendront eux-mêmes dans les concessions de Niassa.

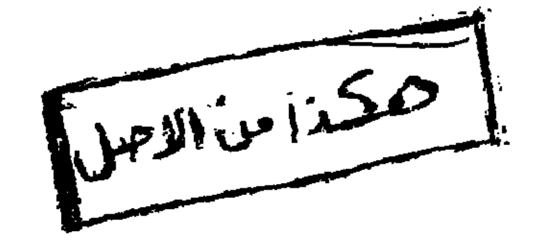
D'après le projet de la Sacada, les communautés locales vivant sur les futures concessions seront regroupées dans des « *townships rurales* » similaires à celles qui prévalaient sous le régime d'apartheid. « *On installera des villages le long des routes proches des fermes* [blanches], *à proximité des champs – pour que les ouvriers agricoles puissent facilement se déplacer entre leur domicile et leur lieu de travail. On établira un minimum d'infrastructures, et un lopin de terre sera alloué à chaque ménage pour subvenir à ses besoins* (10). » A moins de se voir assurer un droit à la terre dans les concessions ou les zones limitrophes, les paysans deviendront ainsi rapidement des travailleurs agricoles sans terre ou des métayers, selon le système cher aux Boers depuis le XIXᵉ siècle. Celui-ci consiste à accorder aux Noirs une parcelle de terre en échange de leur corvée sur les plantations blanches. Bien qu'illégal en Afrique du Sud depuis 1960, il reste en vigueur notamment dans l'est du Transvaal et au Kwazulu Natal (11).

Les grandes banques sud-africaines, la Banque mondiale et l'Union européenne soutiennent cette entreprise. Le « couloir agroalimentaire » fait partie des programmes d'ajustement structurel appuyés par les institutions de Bretton Woods. Les investissements afrikaners dans le domaine agricole vont de pair avec la réforme agraire parrainée par la Banque mondiale. Les bailleurs de fonds considèrent même l'expropriation des paysans comme la condition préalable au rééchelonnement des dettes accordées par le Club de Paris. « *La Sacada*, explique son secrétaire, M. Willie Jordan, *a décidé d'aligner sa politique sur celle de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, et entend devenir une agence internationale pour le développement* » autorisée à conclure des accords pour réaliser « *des programmes de coopération et d'aide au développement* (12) ».

Si la communauté internationale a soutenu (tardivement) le combat de l'ANC contre l'apartheid, elle aide maintenant financièrement les organisations racistes afrikaners de développement. Autrement dit, les pays occidentaux donateurs contribuent à l'extension de l'apartheid aux pays voisins de l'Afrique du Sud. L'Union européenne a ainsi financé la Sacada dans le cadre d'aides octroyées à Pretoria au titre du programme de reconstruction et de développement. Un responsable de Bruxelles considère l'initiative de la Sacada comme « *la meilleure nouvelle pour ce continent depuis trente ans* (13) ».

Une grande partie du littoral mozambicain du lac Niassa – dont 160 kilomètres à travers la vallée du Rif, de Meponda jusqu'à Metangula, et, au nord, jusqu'à la frontière tanzanienne – est incluse dans un projet de « *tourisme et autres activités complémentaires et écologiquement durables* (14) », qui

* Professeur d'économie à l'université d'Ottawa.



## DÉCHARGES ÉLECTRIQUES POUR RÉPRIMER LES CORPS

# Armes nouvelles au service des tortionnaires

**C'EST dans une indifférence quasi générale qu'Amnesty International a rendu public, en mars dernier, un rapport consacré aux nouvelles méthodes de torture par l'électricité. Autant que les tortionnaires, l'organisation dénonce les fournisseurs de ce type de matériel de plus en plus « performant » et incapacitant dont l'usage tend à se généraliser. Ces fournisseurs se trouvent être, pour la plupart, des pays industrialisés et démocratiques, au nombre desquels figurent les Etats-Unis, mais aussi la France... Voici les principaux extraits de ce document (1).**

Les armes modernes incapacitantes qui envoient des décharges électriques sont rapidement en train de devenir l'outil technologique de prédilection des tortionnaires. (...) Il apparaît que ces derniers préfèrent parfois avoir recours à la torture à l'électricité, parce qu'ils pensent que cette méthode ne laissera pas de traces compromettantes sur le corps des victimes.

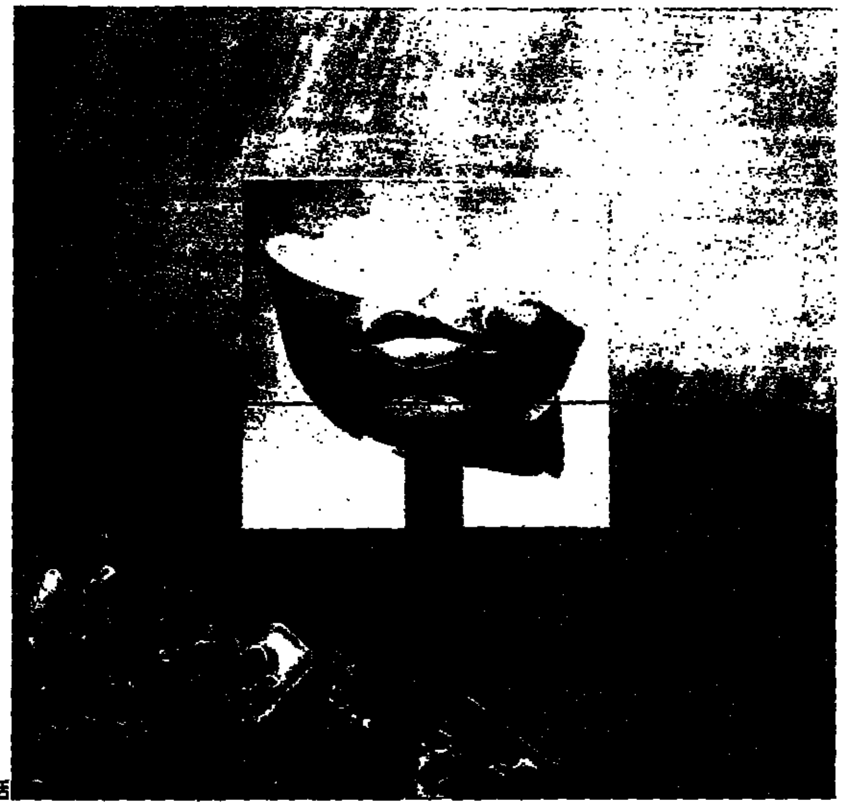
Le témoignage de « Roberto », un professeur d'université zaïrois de cinquante ans, détenu et torturé pendant quatre semaines après avoir tenté d'organiser un forum sur la paix en 1991, va dans ce sens : les coups de matraque auraient cessé de pleuvoir lorsqu'un policier a fait remarquer : *« Ça va lui faire des cicatrices et on aura Amnesty International sur le dos. »* Les policiers ont alors opté pour les décharges électriques, une méthode de torture décrite par Roberto dans les termes suivants : *« Ce type d'armes... c'est vraiment quelque chose d'horrible, d'immoral. Ceux qui fabriquent des instruments de torture, ils ne les essaient pas sur eux-mêmes, ils ne savent pas à quel point ça fait mal... »*

(...) Amnesty International a recensé des cas de torture à l'électricité dans cinquante pays depuis 1990, dix-huit ayant eu recours à des dispositifs portatifs modernes envoyant des décharges. De par le monde, une centaine de sociétés commercialisent ce type de matériels. Pour l'organisation, il s'agit d'une industrie florissante, dont les produits ne sont, bien souvent, pas correctement testés. Et ce n'est un secret pour personne que bon nombre des « clients » n'hésitent pas à les utiliser pour torturer systématiquement hommes, femmes et enfants. Pourtant, de nombreux pays – y compris les Etats-Unis, qui sont les plus gros producteurs – autorisent ce commerce et quelques-uns, comme la France, ont même activement participé à sa promotion.

Cela fait des années qu'Amnesty International fait campagne contre la torture à l'électricité au moyen d'instruments tels que les aiguillons électriques. Mais aujourd'hui un nombre croissant d'armes modernes à haute tension sont spécifiquement conçues à usage humain. A la différence des aiguillons électriques, qui peuvent servir à immobiliser quelqu'un ou à lui infliger une douleur localisée, les armes incapacitantes sont conçues pour infliger une vive douleur en l'espace de quelques secondes ou de quelques millièmes de seconde, et elles peuvent même provoquer une paralysie temporaire. Cette douleur a été décrite par Medina Curabaz, une infirmière de vingt-cinq ans, qui a été torturée par des membres de la section politique au siège de la police d'Adana, en Turquie, en 1991 : *« Ils m'ont violemment enfoncé une matraque électrique dans le vagin et j'ai eu aussi mal que si j'avais été perforée par une perceuse électrique.* (...) *Avant que je n'aie totalement repris mes esprits, ils m'avaient forcée à signer différents papiers. »*

L'organisation appelle tous les gouvernements concernés à n'accorder aucune licence d'exportation pour des armes électrifiées destinées à des pays où le recours persistant à la torture et aux mauvais traitements a été signalé (...). Amnesty International invite également les entreprises qui commercialisent ce type d'armes à ne pas les exporter vers des pays où perdure la pratique de la torture.

Pour Amnesty, en mettant ces armes en de mauvaises mains, en toute connaissance de cause, les commerciaux et les directeurs de ces entreprises se rendent responsables de l'usage qu'en font les tortionnaires. *« Si ces armes sont effectivement destinées à maintenir l'ordre public dans des limites prévues par la loi et qu'elles sont inoffensives,* poursuit le rapport, *nous voulons que les fabricants nous le prouvent. Si les utilisateurs ont besoin de recevoir une formation pour apprendre à les utiliser, nous voulons avoir la preuve que cette formation est dispensée à tous les clients, sans exception, y compris à l'étranger. Lorsque des armes sont fournies à des pays étrangers, nous voulons voir les garanties selon lesquelles elles ne serviront pas à infliger des sévices. »*



JACQUES MONORY. – « Tanstorolls n° 2 » (1986)

**Pistolets et matraques à décharges.** D'après des recherches conduites par le gouvernement britannique, il a été établi que même les premiers pistolets à décharges, dont la tension était plus basse, pouvaient déjà provoquer une douleur aiguë, avoir un effet incapacitant très puissant, et même causer la mort par suite d'une mauvaise coordination de la contraction du muscle cardiaque. Vantant les mérites de son dernier modèle de pistolet à décharges, un fournisseur soulignait que cette arme s'arrêtait automatiquement au bout de quinze secondes d'utilisation. Cependant, des travaux ont montré qu'une décharge de trois à cinq secondes était suffisante pour paralyser quelqu'un pendant quinze minutes. (...)

**Boucliers électrifiés.** A la suite du décès de Harry Landis, un gardien de prison texan mort en 1995 après avoir activé accidentellement un bouclier électrifié, un ingénieur ayant effectué des tests sur ce bouclier a déclaré : *« Le fabricant annonce dans sa documentation que le bouclier n'est pas dangereux, même pour les personnes ayant une maladie de cœur. Mais ces gens-là n'ont fait aucune étude sur l'homme. Ils ont fait leurs expériences sur des animaux, et qui plus est, des animaux sous anesthésie. »*

**Pistolets incapacitants.** Utilisés dans certains Etats américains, ces pistolets tirent deux fléchettes munies d'un crochet, qui sont reliées à l'arme par un fil électrique. D'une portée pouvant atteindre 10 mètres, ces projectiles se plantent dans le corps de la victime et lui envoient une décharge. Selon le rapport d'un médecin légiste datant de 1991, *« les seize personnes mortes à Los Angeles après avoir reçu ces fléchettes font mentir l'idée selon laquelle cette arme n'est pas mortelle. A mon avis, ce pistolet est à l'origine d'au moins neuf décès... ».*

**Ceintures incapacitantes.** Deux sociétés américaines fabriquent des ceintures à décharges télécommandées. On voit de plus en plus souvent ce type de ceintures sur les accusés qui comparaissent devant le tribunal, la télécommande étant parfois dans les mains du président. Ce *« bijou technologique »* inflige pendant huit secondes une décharge de 50 000 volts. Le porteur de la ceinture est immédiatement immobilisé, il défèque et urine involontairement, et des zébrures apparaissent sur sa peau. On vante les mérites de cette ceinture, qui peut être activée dans un périmètre de 300 mètres ou plus, après *« tout accès de colère ou tout mouvement rapide ».* (...)

**La production et la vente d'armes à décharges.** Amnesty International connaît plus de cent entreprises dans des pays industrialisés, comme l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Belgique, la Chine, les États-Unis, la France, Israël et Taïwan, qui ont mis sur le marché des armes de ce type depuis 1990. Les fabricants américains représentent près de la moitié du nombre total de fournisseurs. Ces armes sont de plus en plus fréquemment vendues par catalogue ou lors de foires-expositions. C'est ainsi que des matraques électrifiées fabriquées à Taïwan ont été exposées à Shanghaï, des matraques brésiliennes à Washington, des matraques chinoises et russes à Paris, et que des matraques électrifiées en Afrique du Sud ont été exposées en Israël et dans les territoires relevant de l'Autorité palestinienne.

(...) Un certain nombre de gouvernements ont quand même interdit l'usage de ces armes, sachant qu'elles peuvent trop facilement entraîner des souffrances inutiles, des blessures graves et même la mort. (...) Dans certains pays tels que le Royaume-Uni, cependant, il semble que l'interdiction n'inclue pas le trafic d'armes avec les « pays tiers ». Des porte-parole de sociétés britanniques ont reconnu qu'ils réalisaient des ventes d'armes à destination de la Chine en passant par Hongkong et Chypre par l'intermédiaire d'un « associé sud-africain », et souhaitaient vendre des armes au Liban et au Zaïre en passant par des « pays tiers ».

Bien que les caractéristiques de ces armes soient connues, la plupart des gouvernements des pays fournisseurs se gardent bien de durcir la réglementation des transferts d'armes à décharges vers des pays où les responsables de l'application des lois se rendent responsables de graves sévices. Le gouvernement américain a approuvé l'exportation de pistolets à décharges à destination de l'Arabie saoudite, de boucliers électrifiés au Mexique et de pistolets électriques au Venezuela. Une entreprise française a reconnu avoir fourni des armes à des pays d'Afrique du Nord, tandis qu'un important fournisseur allemand publie son catalogue en russe et en arabe. Les sociétés chinoises cherchent à conquérir les marchés d'Asie et d'Europe, tandis que des compagnies taïwanaises exportent vers les États-Unis, l'Asie et l'Afrique du Sud. L'une d'elles a décrit l'Europe de l'Est comme un *« marché en forte progression ».* (...)

(1) « Les nouvelles technologies au service des tortionnaires. » Il s'agit ici d'un résumé publié par la section française d'Amnesty. Le rapport dans son intégralité, traduit de l'anglais, est à présent disponible au siège d'Amnesty International à Paris, service des relations extérieures ou service presse, 4, rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11.

## Une insupportable hypocrisie

EN France, sept sociétés au moins produisent ou vendent du matériel à décharges électriques. Deux d'entre elles sont nommément citées en annexe du rapport d'Amnesty International : Auto F, installée à Cruseilles (Haute-Savoie), et Doursoux, à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne).

Gadget destiné à l'autodéfense ou arme ? C'est toute la question. Pour l'heure, les « arcs électriques » et divers bâtons, poings et matraques électriques, rebaptisés souvent « body guard », ne rentrent pas, en France, dans la catégorie officielle des « armes » et sont donc en vente libre. Ces instruments sont pourtant capables d'envoyer des décharges allant jusqu'à 250 000 volts (1).

S'il y a un vide, actuellement, en France, en matière de réglementation pour ce qui concerne la fabrication, l'utilisation et l'exportation de ces armes, cela tient d'abord au fait qu'il s'agit d'une technologie relativement récente et qui ne cesse d'évoluer. Bien sûr, ce type de matériel en lui-même n'est pas nouveau. Il a fait son apparition dans les années 70, mais c'est à partir des années 80 que des organisations de défense des droits de l'homme ont commencé à entendre parler d'une « mauvaise utilisation » d'instruments incapacitants dans des pays connus pour pratiquer la torture.

Depuis le tout début des années 90, on assiste à une « explosion » de cette industrie et du commerce qui lui est lié, et cela dans la plus grande discrétion. Pas moins de 42 sociétés ont été identifiées aux Etats-Unis comme produisant ce type de matériel, 13 en Allemagne, 7 en France, 6 à Taïwan et 5 en Israël, pour ne citer que ces pays. Le nombre réel de ces sociétés – souvent des PME – est sans doute beaucoup plus élevé, mais il est difficile de les recenser, ainsi que d'obtenir de leur part des renseignements.

Que ce soit en France ou à l'étranger, aucune d'entre elles ne tient à se faire remarquer, d'autant qu'elles n'ont pas réellement besoin de publicité pour prospérer. Tout indique que « l'industrie sécuritaire » est promise à un bel avenir, surtout dans les pays riches où la demande des particuliers pour des armes d'autodéfense est en perpétuelle augmentation... Le plus grand flou entoure donc le chiffre d'affaires de ces compagnies, l'identité des acheteurs (simples particuliers ou professionnels tels que gardes du corps, agences de sécurité, forces de police (2), etc.) et, surtout, les exportations et les pays destinataires.

*« Il est évident que ces entreprises ne fabriquent pas ce matériel avec l'intention délibérée d'en faire des instruments de torture. Nous n'avons pas affaire à des sadiques,* explique M. Francis Perrin, membre de la commission des transferts militaires de sécurité et de police à Amnesty International à Paris, et ancien président de la section française de l'organisation. *Mais quand on leur pose des questions, qu'on essaie d'évoquer le problème que posent leurs produits, qu'on les interroge sur les conditions dans lesquelles leur matériel a été testé et quels sont précisément les résultats de ces tests, on se heurte à un mur de silence. Ou bien on entend des réactions du genre : "Je vends mes produits, mais je ne peux pas garantir à 100 % ce qui se passera lors de leur utilisation." »*

QU'ELLES comportent ou non un risque sérieux d'être utilisées comme des instruments de torture, ces nouvelles techniques ne contribuent-elles pas, de toute façon, à violer les droits de l'homme ? Ne constituent-elles pas des traitements cruels, inhumains et dégradants ?

Cette question, Amnesty International a l'intention de la porter sur la place publique. *« Le grand danger de ces méthodes, c'est leur banalisation. Et le fait que la police américaine et le personnel pénitentiaire les utilisent dans certains Etats aux Etats-Unis, pays considéré comme démocratique, ne peut qu'augmenter ce risque,* souligne M. Francis Perrin. *Si on ne s'arrête qu'à l'aspect technique de ce dossier, on n'en retiendra que son côté "séduisant" : pourquoi, en effet, ne pas utiliser des armes électriques dès lors qu'on a besoin d'instaurer ou de maintenir l'ordre quelque part ? Après tout, ces armes sont moins dangereuses que les armes à feu puisque en principe, et en règle générale, elles ne sont pas mortelles. Mais il ne faut pas qu'on se limite à ces considérations d'efficacité et de prétendue innocuité. Il faut qu'on mène une réflexion d'ensemble sur cette question et qu'on prenne en compte d'autres aspects : éthique, juridique, médical... En abordant ce problème – et nous n'en sommes qu'au tout début – on ouvre, en fait, un débat véritablement éthique.»*

**FLORENCE BEAUGÉ.**

(1) La tension n'est cependant pas la seule mesure à prendre en compte. Selon les experts, on peut infliger des décharges électriques aussi élevées pendant une durée très courte, sans provoquer la mort, car d'autres paramètres, tels que l'intensité, la fréquence et la puissance du courant, sont déterminants.

(2) Pour l'heure, la police française n'est pas munie de ce type de matériel. En revanche, l'unité anti-émeute de la police nationale du Nicaragua dispose d'un tel équipement. Elle a en effet reçu, à la mi-septembre 1996, une importante livraison de boucliers et bâtons à électrochocs, de fabrication française et sud-coréenne.

SOCIÉTÉ CIVILE, GROUPES TRADITIONNELS ET IDENTITÉS RÉGIONALES

# Expérimentation démocratique au Yémen

**PRÉVUES le 27 avril, les élections générales au Yémen verront s'affronter deux forces en principe alliées au gouvernement, le Congrès général du peuple, du président Ali Abdallah Saleh, et l'Islah, islamiste. Après un long débat interne, le Parti socialiste a décidé de boycotter le scrutin. Malgré la crispation du pouvoir et les désillusions créées par la guerre civile de 1994, de nouveaux espaces de liberté émergent petit à petit, suscitant l'inquiétude des monarchies pétrolières, et notamment de l'Arabie saoudite dont les relations avec le Yémen se sont à nouveau détériorées ces dernières semaines.**

**Par FRANCK MERMIER ***

Entre 12 h 30 et 13 heures le vendredi, les prêches des mosquées retransmis par haut-parleurs, virulents dans le ton et parfois dans le propos, résonnent dans les rues quasi désertées des villes. L'après-midi, l'absence d'animation urbaine, mais aussi villageoise, résulte d'un autre appel, celui du qat, cette plante euphorisante, objet d'une consommation de masse en pleine expansion. *« Le Yémen n'a aucun espoir de se développer tant que l'arbre à qat, qui nous maintient dans l'arriération et hors du cours de l'histoire et du siècle, ne sera pas arraché »*, écrit l'écrivain satirique Abd Al Karim Al Razihi. Et de comparer le qat, l'*« opium du peuple »*, à un nouvel imam que seule une révolution pourrait destituer, comme celle du 26 septembre 1962 l'avait fait pour le dernier souverain zaydite. Mais l'écrivain regrette qu'*« aucun parti ne mentionne de près ou de loin l'existence de cet imam vert »*.

A première vue, le bel unanimisme suscité par la pratique de ces deux rituels, la prière et la mastication du qat, peut faire penser à l'observateur superficiel ou limité par les œillères du culturalisme que la voix patriarcale du minaret et le baume protecteur du qat agissent sur la société yéménite comme un masque chloroformant les individualités et modelant une opinion collective engluée dans le sacré. Même l'engouement grandissant pour les chaînes satellites paraît renforcer cette apparence de retraite paresseuse dans les replis d'une parole imposée de l'extérieur.

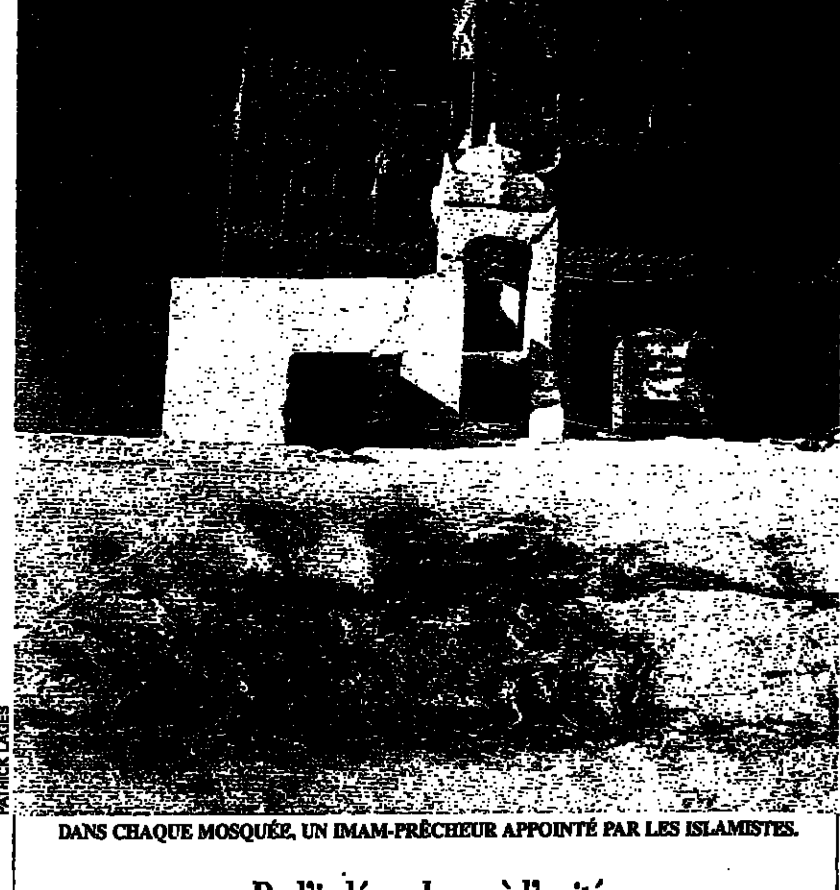
Une impression que l'anecdote suivante pourrait étayer : au cours du ramadan de l'année 1997, le président yéménite se rend à la grande mosquée de Sanaa pour la prière du vendredi. Certains des fidèles le pressent de faire agrandir le lieu de culte car, depuis que la prière est retransmise sur la chaîne satellite yéménite, le nombre de ceux qui désirent se regarder à la télévision ne cesse d'augmenter. Effet en miroir du petit écran, curiosité massive pour les chaînes étrangères qui a suscité la floraison d'antennes satellites dans tout le pays : le Yémen a été raccordé au marché mondial du spectacle alors même qu'il se trouve confronté à une nouvelle expérience politique, celle de la démocratie.

Depuis l'unification des deux Yémens, le 22 mai 1990, l'instauration du pluripartisme a fait surgir, de manière chaotique mais réelle, de nouveaux espaces d'expression dans cette république unique dans toute la péninsule Arabique. Promulguée le 22 décembre 1990, la loi sur la presse garantit théoriquement la liberté d'expression et, durant les quatre premières années de l'unité, près de soixante-dix journaux et hebdomadaires politiques virent le jour, représentant toutes les tendances de la scène politique – du Congrès populaire général, le parti présidentiel, au Rassemblement yéménite pour la réforme (El Islah), au parti islamiste du cheikh Abdallah El Ahmar, en passant par divers courants islamistes, nassériens, baasistes et socialistes. Cette efflorescence de l'écrit politique suscita des vocations de journalistes et amena de nombreux publicistes et intellectuels à débattre ou à s'invectiver par organes de presse interposés. Sur les vingt et un partis qui participèrent aux premières élections législatives du Yémen unifié, en avril 1993, une douzaine continuent d'avoir une existence légale et réelle.

De 1990 à la guerre civile de 1994 (1), l'expérience démocratique était le fruit d'un compromis pour l'unité établi par les deux régimes à parti unique de Sanaa et d'Aden, le Congrès populaire général (CPG) et le Parti socialiste yéménite (PSY). L'objectif du partage du pouvoir était alors concrétisé par une coalition gouvernementale entre ces deux formations, toutes deux s'appuyant sur des forces armées – la présidence de la République était dévolue à M. Ali Abdallah Saleh, l'ancien président de l'ex-Yémen du Nord et dirigeant du CPG, la vice-présidence à Ali Salim El Bid, l'ancien dirigeant du Sud et secrétaire général du PSY, aujourd'hui en exil à Oman. Après les élections de 1993, ce partage s'élargit pour intégrer des dirigeants du parti El Islah, la présidence du Parlement revenant au cheikh Abdallah El Ahmar. La guerre de 1994, qui se conclut par la défaite des sécessionnistes du Parti socialiste et de leurs alliés, retranchés dans les provinces du Sud, aboutit à l'éviction du PSY de la coalition au pouvoir, composée du CPG et d'El Islah.

L'accord passé entre ces deux formations, en janvier 1997, en vue de se répartir les circonscriptions électorales avant les élections législatives de ce mois-ci, illustre cette culture du consensus, entretenue par la volonté de se partager les rênes de l'autorité politique. Une culture néanmoins remise en cause, de manière périodique, par un autocratisme compulsif qui suscite, en réaction, une forte dose d'autocensure. Et pourtant, la nature même de l'évolution démocratique – avec l'affirmation au grand jour, à travers leurs prises de position politique, des différents groupes d'intérêts – a fait admettre implicitement l'existence d'une société plurielle, alors que les idéologies, pourtant si dissemblables, des deux partis uniques du Sud et du Nord tendaient à ériger la société en une totalité mythique.

L'émergence d'un débat démocratique n'a pas pu éviter le recours à la violence armée : cherchant à préserver leurs prérogatives étatiques, les principaux acteurs de la scène politique délaissèrent la guerre des communiqués pour la guerre tout court en 1994. Il n'en reste pas moins que les principaux acquis de l'expérience démocratique garantis par la Constitution de 1991 – multipartisme, liberté de presse, droit d'association – constituent un socle de légitimité pour les gouvernants de la République du Yémen. En même temps, dans ce pays où 76,5 % de la population vivent dans les campagnes, les institutions de la vie démocratique (Parlement et partis) s'entremêlent évidemment avec celles de la société traditionnelle (tribus, groupes de parenté et de statuts), tout en se conjuguant avec les héritages d'une histoire morcelée qui inspirent de fortes identités régionales.


PATRICK LAGÈS

DANS CHAQUE MOSQUÉE, UN IMAM-PRÊCHEUR APPOINTÉ PAR LES ISLAMISTES.

## De l'indépendance à l'unité

**26 septembre 1962 :** Au Yémen du Nord, mort de l'imam Ahmad et prise du pouvoir par un groupe d'officiers nationalistes.

**1962-1967 :** Au Nord, guerre civile entre les forces républicaines, soutenues par l'Egypte nassérienne, et les royalistes, appuyés par l'Arabie saoudite.

**30 novembre 1967 :** Indépendance du Yémen du Sud, jusqu'alors occupé par les Britanniques.

**1969 :** Au Sud, les radicaux prosoviétiques s'emparent du pouvoir.

**Septembre-octobre 1972 :** Guerre entre les deux Yémens.

**Mi-juin 1982 :** Au Nord, un cessez-le-feu entre les radicaux du Front national démocratique et l'armée met fin à la guerre civile.

**Janvier 1986 :** Au Sud, une sanglante guerre civile met aux prises les factions du Parti socialiste au pouvoir.

**21 mai 1990 :** Ratification de l'accord d'unification entre les deux Yémens.

**27 avril 1993 :** Premières élections législatives depuis l'unification, qui donnent la victoire au président Ali Abdallah Saleh et à son parti, le Congrès général du peuple.

**Février-juillet 1994 :** Les affrontements armés entre nordistes et sudistes dégénèrent en une véritable guerre civile, qui tourne à l'avantage des premiers. Aden tombe le 5 juillet. Le Parti socialiste est marginalisé.



## Une exception dans la péninsule

L'INTÉGRATION nationale est loin d'être achevée. Le développement d'un espace de citoyenneté homogène représente un des principaux objectifs des acteurs d'une société civile encore embryonnaire, soumise à la double pression d'un Etat soucieux d'en contrôler les organisations et des groupes traditionnels soucieux de préserver leurs modes d'allégeance et d'appartenance. Pourtant, les conférences tribales organisées, entre 1991 et 1994, sur les hauts plateaux du Nord au sein des confédérations Hashed, Bakil et Madhaj, plus ou moins indépendantes des grands partis, ne traitèrent pas seulement des problèmes internes à la vie tribale : elles avancèrent aussi des revendications pour une réforme de l'Etat et pour plus de justice et de démocratie.

Par cette forme de mobilisation, les hommes des tribus franchissaient symboliquement les limites de leurs communautés tribales pour exprimer des aspirations que relayaient, dans les grandes villes, d'autres conférences populaires, organisées par des partis d'opposition, des forums d'intellectuels, des associations culturelles et des syndicats. Ceux-ci tentèrent, durant les quatre premières années de l'unité, face à la paralysie d'un Etat déchiré par les luttes partisanes, d'enrayer la montée de la violence politique et de faire prévaloir la voie du dialogue démocratique.

Sur le terrain de l'action sociale, si la création de centaines d'ONG à l'existence souvent éphémère n'a certes pas permis de pallier toutes les carences de l'Etat, elle a néanmoins contribué – parfois de manière efficace – à promouvoir les intérêts de certaines catégories d'exclus ou à formuler les difficultés et les attentes de différents segments de la population. Les unions de femmes et de planning familial, les associations d'aide aux handicapés, les ligues d'entraide ou les coopératives de développement à base locale ou régionale (telle que l'association hadramie de bienfaisance, particulièrement active), les ligues de défense des droits de l'homme et autres instituts d'observation et de contrôle des élections et de la démocratie demeurent cependant confrontés à un manque criant de ressources et aux tentatives du régime de limiter leur indépendance – en octobre 1996, l'inauguration de la branche d'Aden du Comité de surveillance des élections se termina par une rafle de ses participants, relâchés quelques heures plus tard...

Les associations caritatives islamistes peuvent compter sur des financements internationaux, et la plus importante d'entre elles, l'Association de bienfaisance pour la réforme sociale, sur le soutien du parti El Islah. D'autres organisations peuvent être qualifiées de pseudo-ONG du fait de leurs liens organiques avec l'appareil d'Etat – celui-ci entend à la fois susciter des contre-feux à l'émergence d'une sphère d'intervention autonome et capter les ressources des donateurs étrangers. De fait, le mouvement associatif demeure encore bien fragile et ses capacités de mobilisation, comme celles des partis d'opposition, restent négligeables si elles ne sont pas relayées par un accès privilégié de ses responsables dans les allées du pouvoir (2).

Les désillusions suscitées par la guerre de 1994 et la crispation du pouvoir face à la liberté d'expression ont semblé mettre en veilleuse l'effervescence civique et pluraliste de cette période. La montée en puissance des islamistes du parti El Islah – dont certains idéologues, tels MM. Abdel Majid El Zendani ou Abdel Wahab Dailami, assimilèrent la lutte contre les socialistes et les séparatistes d'Aden à la djihad contre les infidèles – modifia radicalement le rapport de forces politique, le PSY grandement affaibli par la perte de ses forces armées et la désintégration de sa direction passant dans l'opposition. Suite à la victoire des forces unionistes, les islamistes obtinrent que la charia soit la source *« unique »* – et non plus *« principale »* – de la Constitution, après avoir proclamé durant des années que *« la Sunna et le Coran sont au-dessus de la Constitution et de la Loi* (3) *»*.

Durant les premiers mois de l'après-guerre, le climat était moins propice à l'expression des critiques. Ainsi la tenue, fin juillet 1994, d'un colloque sur la récente guerre interyéménite, organisé par M. Abdel Aziz Al Sakkaf, le directeur du *Yemen Times*, s'acheva par l'arrestation et la détention momentanée de ses participants. La suspension ultérieure de plusieurs titres de la presse indépendante ou liée à des partis d'opposition – *Al Shura* (Union des forces populaires, islamistes modérés), *Al Ayyam* (hebdomadaire adénite de tendance libérale), *Al Tajammu* (Rassemblement unioniste yéménite, de tendance laïque et socialiste) –, leur mise en procès, l'emprisonnement de quelques journalistes socialistes dans les provinces du Sud parurent menacer une liberté d'expression dont ces organes de presse étaient les principaux supports. Mais tous ces procès tournèrent à l'avantage des journalistes mis en cause, et ces publications purent reprendre leur parution, ce qui attestait d'ailleurs l'existence de juges indépendants du pouvoir aussi bien que le respect par ce dernier de leurs décisions.

Tout au long de son histoire, le pouvoir yéménite a remporté des victoires militaires, non contre des envahisseurs étrangers, mais uniquement lors de guerres civiles, pouvait écrire, en 1996, Abdel Karim Al Razihi dans sa rubrique hebdomadaire d'*Al Shura*, faisant clairement allusion à la guerre de 1994. De tels propos seraient impensables dans beaucoup de pays arabes, où le culte de la victoire se nourrit souvent des défaites. Quant à M. Abou Bakr Al Saqqaf, opposant imperturbable de la gauche laïque, professeur de philosophie à l'université de Sanaa, il reprenait sa plume, dans les pages d'*Al Ayyam*, pour critiquer l'administration *« coloniale »* mise en place par le régime de Sanaa dans les provinces du Sud, et ce malgré deux passages à tabac par des *« inconnus »* en janvier et en décembre 1995. Exclu de l'université pour ses propos jugés *« séparatistes »*, il la réintégra, un an plus tard, par décision du tribunal.

Entre les colonnes d'une presse d'opinion dont le lectorat est limité – environ 75 % de la population serait analphabète –, et les salons de qat de l'après-midi, où se débattent les grands problèmes de l'heure et où se préparent les communiqués, la marge dont les intellectuels disposent pour exprimer une pensée critique est étroite. En face, tous les médias audiovisuels et une partie de la presse écrite sont contrôlés par le pouvoir.

Par le biais du ministère des waqfs et de l'orientation dont ils ont la charge, les islamistes appointent les imams-prêcheurs dans les mosquées de la République. L'ouverture de nombreux points de vente de cassettes audio et vidéo leur permet aussi de diffuser largement les discours de leurs maîtres à penser. De surcroît, depuis la fin des années 60, grâce à la création dans l'ex-Yémen du Nord des *« instituts scientifiques »* – des écoles primaires et secondaires axées sur les sciences religieuses, dont la gestion et l'administration sont contrôlées par le mouvement islamiste –, ce dernier a pu implanter un système scolaire parallèle, financé par le budget de l'Etat et avec l'aide de l'Arabie saoudite.

Avec cette importante concession, les différents régimes qui se sont succédé au Nord entendaient, soit empêcher l'activisme clandestin des islamistes, soit récompenser ceux-ci de leur mobilisation contre le Front national démocratique soutenu par le Sud – jusqu'en 1982, Aden entretenait des actions de guérilla contre le régime de Sanaa. Entre-temps, elle s'est transformée en un véritable cheval de Troie de l'influence islamiste. D'autant que la loi sur l'éducation de 1992 élaborée à l'initiative du PSY, qui prévoyait l'unification du système scolaire, n'a jamais été suivie d'effet. Ainsi, durant l'année scolaire 1994-1995, les « instituts scientifiques » ont accueilli 13 % des écoliers yéménites (soit 326 484 sur un nombre total de 2 493 017). Certes, le président menace régulièrement le parti El Islah de supprimer ces instituts, mais c'est surtout pour l'amener à faire des concessions sur d'autres sujets (4).

Entouré de monarchies pétrolières, le Yémen fait figure d'exception dans l'ensemble de la péninsule : c'est à la fois le pays le plus peuplé et le plus pauvre. Les effluves de l'or noir n'ont pas anesthésié sa société. L'Etat a laissé prospérer de plus grands espaces de liberté, même s'ils ne coïncident pas toujours avec ceux de la citoyenneté : l'homme de tribu garantit son autonomie sur un rapport de forces, et non pas sur des droits universels. Et pourtant la demande d'Etat y grandit. La réforme de celui-ci pourrait un jour s'engager, grâce aux acquis de l'expérience démocratique.

(1) Lire Micheline Paunet, « Exsangue, le nouveau Yémen se tourne vers l'Occident », *Le Monde diplomatique*, septembre 1992, et Olivier Da Lage, « Les rêves brisés de l'unité yéménite », *Le Monde diplomatique*, juillet 1994.

(2) Voir Sheila Carapico, « Yemen between civility and civil war », dans Richard A. Norton (sous la direction de), *Civil Society in the Middle East*, E. J. Brill, Leiden, vol. 2, 1996, pp. 287-316.

(3) La Sunna est l'ensemble des faits et dits du prophète Mahomet et de ses proches compagnons.

(4) Sur l'islamisme au Yémen, voir aussi Eric Rouleau, « Grignotage islamiste au Yémen », *Le Monde diplomatique*, mai 1995, et Franck Mermier, « L'Islam politique au Yémen ou la "Tradition" contre les traditions », *Maghreb-Machrek*, Paris, janvier-mars 1997, n° 155.

* Anthropologue, auteur du *Cheikh de la nuit : Sanaa, organisation des souks et société citadine*, Sindbad, Paris, 1997.

PETITES ET GRAND

lensonges



'exporte au su

MANŒUVRES EN AFRIQUE

# diamants en Angola

lequel elle tenait l'expression démocratique, et prétendant obtenir, au sein d'un « gouvernement de transition », la parité avec son vainqueur politique, l'Unita refusa en effet de s'incliner et relança les combats. La résolution 864 du Conseil de sécurité de l'ONU la condamna pour cette reprise du conflit, mais il fallut attendre le 20 novembre 1994 pour qu'un nouvel accord de paix soit signé, à Lusaka (3).

Depuis, si M. Jonas Savimbi a pu revenir sur nombre d'arrangements passés après Lusaka, notamment sur les questions militaires, il n'a cependant pas obtenu gain de cause sur l'essentiel : l'abandon du cadre institutionnel sur lequel reposent ces accords.

Derrière une apparence conciliante, le médiateur de l'ONU, le Malien Alioune Blondin Beye, a maintenu le cap et rendu vaine toute velléité de renégocier les questions de fond. L'ONU s'est en revanche montrée impuissante à obtenir le respect des échéances (selon le calendrier originel, le GURN devait être inauguré en mai 1995). Les Etats-Unis se sont également tenus du côté de la « légalité» qu'incarne le protocole de Lusaka, en dépit d'un manque évident de volonté d'exercer des pressions plus musclées sur leur allié et protégé du temps de la guerre froide.

Le chef de l'Unita s'est insurgé à plusieurs reprises contre le fait que, dans le cadre de ces accords, seul son mouvement a été contraint à cantonner et désarmer ses troupes, contrairement à ce qui s'était passé après Bicesse, lorsque les deux armées étaient placées sur le même plan et avaient des obligations identiques. Il a également tenté d'imposer l'idée selon laquelle, depuis l'expiration du mandat légal du Parlement, le 20 novembre 1996, le MPLA se trouve dépourvu de la légitimité conférée par le vote. Dans ces conditions, estime M. Jonas Savimbi, seul un gouvernement où le MPLA et l'Unita se partageraient le pouvoir, avec la participation éventuelle d'autres formations politiques, serait en mesure de conduire le pays jusqu'à de nouvelles élections. Cette interprétation n'est pas celle de l'ONU, qui considère que les quatre dernières années ont été une période d'exception, et que le Parlement n'exercera pleinement son rôle que lorsque les 70 députés de l'Unita l'auront rejoint.

Tirant la leçon des événements de 1992, les Nations unies comptent, avant de donner le feu vert à la tenue de nouvelles élections, s'assurer d'abord de la réinstallation effective de l'administration de l'Etat dans toutes les régions occupées par l'Unita – près de 40 % du territoire – ; de la totale liberté de circulation pour les personnes et les biens ; et surtout de l'achèvement de la formation de l'armée nationale (les forces armées angolaises – FAA – compteront 90 000 hommes, dont 26 300 provenant de l'Unita) et de la démobilisation des 100 000 combattants en surnombre, dont près de 40 000 provenant de l'Unita.

## Où sont les anciens combattants

DANS l'immédiat, les tergiversations de M. Jonas Savimbi ont eu un effet démobilisateur auprès des bailleurs de fonds des accords de paix, qui prévoient la réinstallation de deux millions de personnes déplacées, le retour de 200 000 réfugiés et la mise en chantier des projets destinés à la réinsertion des soldats démobilisés. L'ambitieux programme de « réhabilitation communautaire », présenté à Bruxelles en septembre 1995, en présence du président Dos Santos et de M. Jonas Savimbi, qui avait obtenu des promesses de près d'un milliard de dollars, est actuellement paralysé par manque de financement (4).

« Lorsque les barrages sur les routes seront levés et que la liberté de circulation et la sécurité des personnes seront garanties, nous sommes sûrs que les donateurs tiendront leurs promesses », estime M. Balima, vice-représentant du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) à Luanda. Selon le rapport du secrétaire général de l'ONU du 7 février 1997, l'Unita maintient 75 postes de contrôle en divers points du pays et les FAA, 50. Tous auraient dû être démantelés. La libre circulation est également contrariée par la recrudescence du banditisme et par les millions de mines antipersonnel encore enfouies dans le sol angolais, le plus miné du monde après celui du Cambodge, d'après la Croix-Rouge internationale.

En décembre dernier, l'ONU – dont la mission en Angola, l'Unavem III, compte un effectif record de 6 500 agents, qui doivent se retirer d'ici à septembre prochain – a déclaré officiellement terminés le casernement et le désarmement des forces de l'Unita, ce qui ouvrait la voie au volet politique des accords de paix, mais elle a émis de sérieuses « réserves » concernant la faible quantité d'armement livré (5) et le « grand nombre de déserteurs » : 18 605 sur un total de 70 336 soldats et éléments de la police de l'Unita.

Ce phénomène, jugé « inquiétant » par le Conseil de sécurité, n'a fait que s'accentuer au cours de ces dernières semaines : les anciens combattants de l'Unita ayant abandonné les camps étaient, au 18 février 1997, près de 32 000. Si l'on y ajoute les 7 342 mineurs recensés par l'Unavem III – et déjà en partie démobilisés –, on peut se demander si les unités spéciales de l'Unita ayant suivi des entraînements successifs dans les camps de l'armée sud-africaine en Namibie et au Zaïre se trouvent bien dans les camps de l'ONU.

Fait troublant : l'Unita ajouta à la dernière minute à la liste du personnel devant intégrer les Forces armées angolaises – des 18 000 soldats et officiers de l'Unita sélectionnés jusqu'ici, seulement 6 000 ont, à ce jour, effectivement intégré l'armée nationale – trois cents officiers qui n'avaient jamais transité par les camps de l'ONU. D'où venaient-ils ? Ces faits contribuent à accréditer la thèse de l'existence d'une armée secrète de l'Unita, dont une partie se trouverait actuellement aux côtés de forces du maréchal Mobutu, dans l'est du Zaïre. Dans le même temps, le gouvernement de Luanda, depuis toujours en délicatesse avec le maréchal, apporte discrètement son soutien à l'Alliance démocratique, le mouvement rebelle zaïrois.

## Inquiétante montée du racisme

LES opérations de réinstallation de l'Etat dans les régions sous le contrôle de l'Unita, dont le coût est évalué à 54 millions de dollars, seront à coup sûr un test de la solidité des accords de paix, notamment dans les régions où ce mouvement dispose de ses plus forts soutiens ethniques : les hauts plateaux du Centre et les zones d'Uige et de Lunda-Norte, proches de la frontière zaïroise, où l'Unavem n'a jamais pu se rendre.

Dans la zone de Lunda-Norte, l'Unita exploite, à Luzamba et à Kuango, des mines de diamant qu'elle a occupées militairement alors que des opérateurs privés venaient de s'y installer. M. Jonas Savimbi ne cache pas son intention de poursuivre, au-delà de l'installation du GURN, l'exploitation de ces mines, dont le revenu est pour l'Unita « une question de survie (6) ». Selon des sources britanniques, l'extraction de ces pierres précieuses a rapporté à l'Unita, depuis 1993, un total de 2,1 milliards de dollars (7) ; grâce à ces revenus, l'organisation de M. Savimbi a pu surmonter un isolement politique et diplomatique croissant, et faire face aux sanctions reconduites par le Conseil de sécurité de l'ONU, en septembre dernier.

Le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans ces régions sera long et complexe, d'autant que certains lobbies installés à Luanda pourraient avoir intérêt à ce qu'une partie de la région diamantifère conserve son statut actuel de no man's land. De nombreuses villes de l'intérieur sont partiellement ou totalement détruites. Deux ans après la fin des confrontations, Huambo, qui fut le deuxième pôle industriel du pays, n'est ravitaillé en électricité que quelques heures par jour. La situation s'est tellement dégradée depuis 1992 que pour un grand nombre d'Angolais, notait le secrétaire général du MPLA, M. Lopo do Nascimento, « la démocratie est tenue pour responsable de l'aggravation des conditions de vie de la majorité de la population (8) ». En 1993, d'après un rapport de la Banque mondiale, le revenu par tête d'habitant était passé à 410 dollars (contre 970 en 1990) : le deuxième pays producteur de pétrole de l'Afrique subsaharienne rejoignait ainsi le groupe des pays les plus pauvres du continent...

Rares sont ceux qui croient que la formation du GURN changera l'ordinaire des Angolais, mais beaucoup considèrent néanmoins qu'il représentera un pas vers la consolidation de la paix, et conditionnera en grande partie la capacité d'organisation et d'expression des forces démocratiques, actuellement dispersées et affaiblies, impuissantes par exemple à endiguer la montée du racisme (9).

Cette dérive touche également le parti au pouvoir, autrefois porteur d'un message universaliste : une majorité de députés du MPLA a ainsi voté, en mai 1996, un amendement à la loi sur la nouvelle carte d'identité nationale afin d'y ajouter la mention de race ! Dans un pays culturellement et ethniquement très métissé, cela peut être lourd de conséquences. L'Unita, qui aime à déguiser sa lutte pour le pouvoir en une révolte des « autochtones » contre les oppresseurs métis ou les « noirs assimilés », selon la formule coloniale (10), ne peut qu'applaudir une telle décision. Et, le moment venu, contribuer à la rendre opérationnelle...

AUGUSTA CONCHIGLIA.

(1) L'alliance de M. Savimbi avec le régime colonial portugais et avec les Sud-Africains de l'apartheid est décrite dans le supplément « Angola » du *Monde diplomatique* d'octobre 1986, et dans les livres de William Minter : *Operation Timber Pages from the Savimbi Dossier* (Trenton NJ : Africa World press, 1988) et *Apartheid's Contra's*, Witwatersrand University Press, Johannesburg, 1994.

(2) Une vice-présidence avait été confiée en 1994 à M. Frederik De Klerk, chef du principal parti de l'opposition, et l'autre à M. Thabo Mbeki, numéro deux de l'ANC.

(3) Lire Victoria Britain et Kevin Watkins, « Impossible réconciliation en Angola et au Mozambique », *Le Monde diplomatique*, février 1994, et Victoria Britain, « Les défis de l'après-guerre en Angola », *Le Monde diplomatique*, octobre 1995.

(4) En décembre dernier, le total des déboursements atteignait seulement 42,6 millions de dollars pour les projets de reconstruction, et 181 millions au titre de l'aide alimentaire.

(5) 37 375 armes individuelles et collectives ont été remises à l'Unavem III, dont 40 % hors d'usage.

(6) Entretien au *Figaro*, Paris, 15 avril 1996.

(7) *Angola Peace Monitor*, 16 décembre 1996.

(8) Entretien à *Visao*, 30 mai 1996. Sur la dégradation économique, lire Victoria Britain, « Les défis de l'après-guerre en Angola », *Le Monde diplomatique*, octobre 1995.

(9) Dans *Folha oito*, une des publications indépendantes les plus prisées, la race des personnalités citées est systématiquement indiquée entre parenthèses.

(10) Thèse développée par Atsutsé Agbobli, « Des épines sur le chemin de Luanda », *Africa International*, Paris, février 1997.

# du continent

prévoit également l'attribution à des fermiers afrikaners de zones de pêche et d'aquaculture au détriment de la pêche locale. Les Boers auront en outre le droit d'exploiter les 20 000 hectares de la réserve du Niassa Game, située sur la frontière avec la Tanzanie, toujours au nom du « tourisme écologiquement durable ».

M. James Ulysses Blanchard III s'est lancé dans une entreprise plus importante encore. Durant la guerre civile qui a longtemps sévi au Mozambique, ce magnat texan avait financé le mouvement rebelle Renamo, alors soutenu par le régime de l'apartheid et entraîné par l'armée sud-africaine. Cela n'a pas empêché le gouvernement du Frelimo de lui accorder une vaste concession comprenant la réserve d'éléphants de Maputo et, au sud, un vaste territoire, la péninsule de Machangula. M. Blanchard III a l'intention d'y créer un parc de loisirs, l'Indian Ocean Dream Park, avec hôtel lacustre, chambres de luxe pour touristes facturées de 600 à 800 dollars la nuit et casino. Evidemment, les communautés locales vivant sur cette concession seront expropriées. « Nous allons venir et leur dire : "Désormais vous vivez dans un parc national. Vous avez le choix entre enclore vos villages ou voir se balader dans votre rue principale des animaux sauvages" », explique tranquillement le directeur général du parc, M. John Parrot.

A terme, cette évolution pourrait déboucher sur un morcellement du territoire national en différentes concessions. Au Mozambique, on l'a vu, un territoire autonome, véritable Etat dans l'Etat, est en train d'émerger dans la province de Niassa. Le projet Mosagrius – que contrôlent les Boers et qui échappe à l'autorité des gouvernements nationaux et provinciaux – est la seule autorité compétente et reconnue en matière de droit d'exploitation de la terre. De plus, il constitue une zone franche bénéficiant de la libre circulation des personnes – des Afrikaners, s'entend –, des marchandises et des capitaux, les investissements étant « dispensés de droits de douane et de toute autre imposition ». Des concessions semblables étant accordées à des investisseurs étrangers dans différentes régions du pays, le territoire national sera bientôt partagé en « couloirs ». Voilà qui, en fin de compte, pourrait annoncer la naissance d'une nouvelle ère coloniale.

MICHEL CHOSSUDOVSKY.

(1) « Ten Years Ago », *Weekly Mail and Guardian*, Johannesburg, 23 juin 1995.

(2) M. Viljoen a renoncé à ses menaces de résistance armée peu avant les élections de 1994.

(3) « Trade Block Planned for Eastern Regions », *Weekly Mail and Guardian*, Johannesburg, 12 mai 1995.

(4) « EU Backs Boers Trek to Mozambique », *Weekly Mail and Guardian*, Johannesburg, 1er décembre 1995.

(5) « The Boers are Back », *South Africa : Programme Support Online*, n° 4, 1996. Voir aussi « Boers Seek Greener Pastures », *Los Angeles Times*, 2 septembre 1995.

(6) Cité dans « EU Backs Boers Trek to Mozambique », *op. cit.*

(7) *Ibidem.*

(8) Voir les documents de la Land Conference, *Conferencia nacional de terras, documento de trabalho*, Maputo, juillet 1996.

(9) Selon les rapports de presse et les responsables de la South African High Commission.

L'accord lui-même fait explicitement référence à 170 000 hectares et à la perspective de droits d'exploitation sur le lac Niassa. *Cf.* « The Agreement on Basic Principles and Understanding Concerning the *Mosagrius Development Program* » (L'accord sur les principes de base concernant le programme de développement Mosagrius), *Maputo, mai 1996.*

(10) Entrevue avec le responsable du haut-commissariat d'Afrique du Sud à Maputo, juillet 1996.

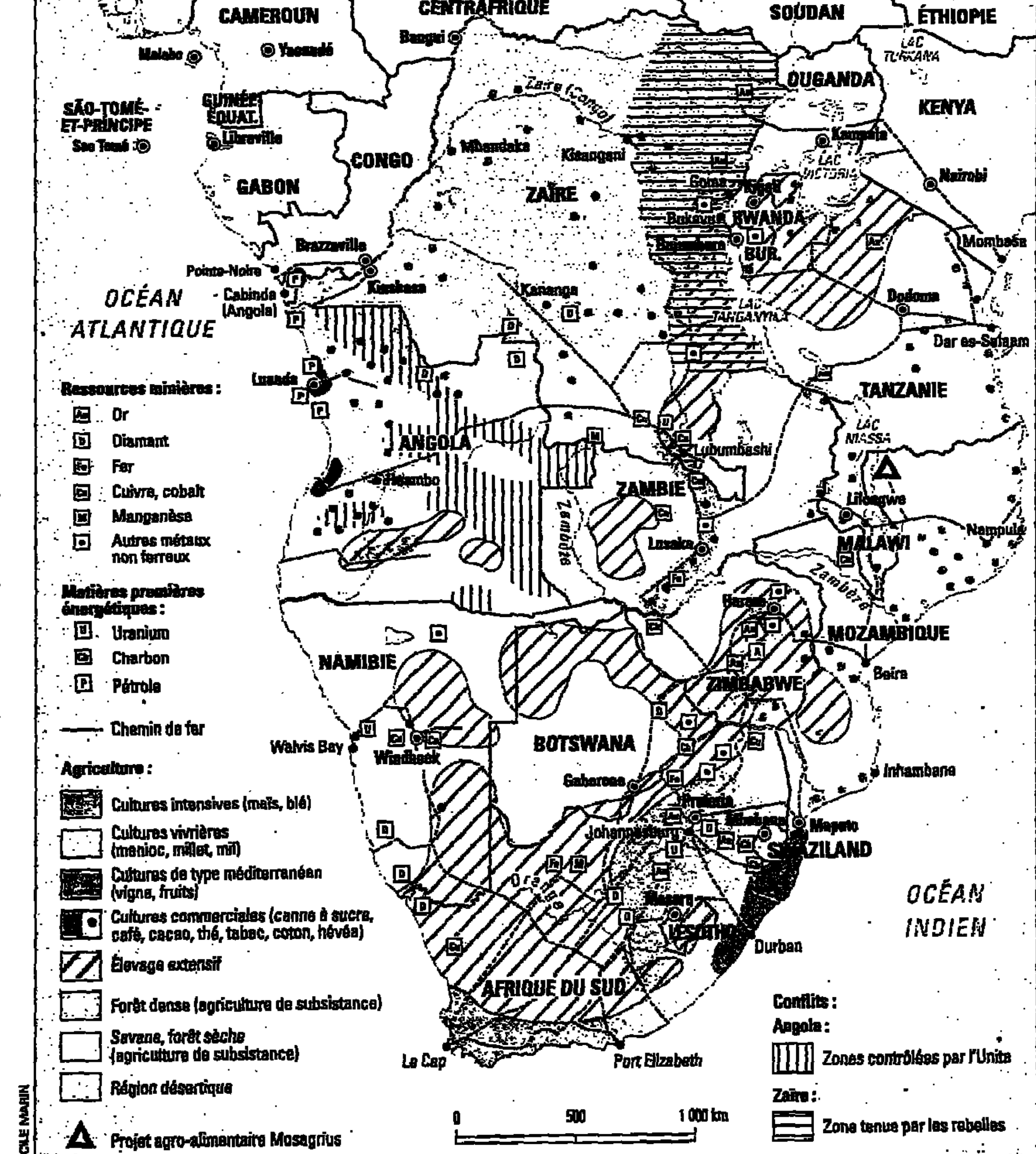
(11) « Hanekom's Bill to Bury Slavery », Eddie Koch et Gaye Davis, *Weekly Mail and Guardian*, Johannesburg, 2 juin 1995.

(12) Cité dans « EU Backs Boers Trek to Mozambique », *op. cit.* Pour le rôle du FMI au Mozambique, voir « FMI nao concorda », *Mediafax*, Maputo, 26 septembre 1995, page 1.

(13) « EU Backs Boers Trek to Mozambique », *op. cit.*

(14) *Addendum I*, art. 1 de l'accord de Mosagrius.

## AU CŒUR DES CONFLITS DES RICHESSES CONVOITÉES



MILITARISATION DE LA LUTTE CONTRE

# La drogue, alibi de Washington

**LE 13 mars dernier, l'accusant de faiblesse dans sa lutte contre le narcotrafic, le Congrès américain demandait des sanctions contre le Mexique. La résolution provoqua une vive réaction à Mexico où, comme partout en Amérique latine, les pressions des Etats-Unis – premier consommateur mondial de cocaïne – sont vécues comme autant d'atteintes à la souveraineté nationale. La guerre à la drogue semble avoir remplacé la « doctrine de la contre-insurrection » appliquée par Washington durant les années 80. Elle permet un nouvel « interventionnisme » américain, militaire notamment.**

Par MARIANO AGUIRRE *

Près de 80 % de la cocaïne et environ 90 % de la marijuana entrant aux Etats-Unis proviennent d'Amérique latine. Produite dans la région des Andes (Bolivie, Pérou, Colombie), la « marchandise » transite par les Caraïbes (mais aussi l'Amérique centrale et le Mexique), plaques tournantes pour les mafias internationales alliées aux cartels colombiens qui font la loi dans la région (1). Le montant annuel des ventes de la drogue pénétrant en territoire américain atteint 50 milliards de dollars. Washington considère ce narcotrafic comme une *« affaire intérieure »*, dont les conséquences sociales sont de très grande ampleur en raison de ses incidences sur la criminalité.

Pour lutter contre ce fléau, les autorités américaines ont adopté deux stratégies : l'élimination des sources d'approvisionnement en détruisant les récoltes et les laboratoires clandestins en Amérique latine ; l'interception des passages aux frontières, dans l'espace aérien et en haute mer. *« L'objectif est de réduire le trafic de drogues illicites à l'intérieur des Etats-Unis, d'en faire monter le prix, de poursuivre les trafiquants dans leurs propres retranchements, de décourager les consommateurs éventuels et de propulser les personnes dépendantes de la drogue hors du marché* (2). »

Pour réaliser ces objectifs, fallait-il faire appel à l'armée ? Traditionnellement, le Pentagone s'était toujours opposé à l'engagement des militaires contre les trafiquants de drogue. Cette position repose sur le Posse Comitatus Act de 1878, selon lequel les forces armées *« ne doivent en aucun cas intervenir dans les affaires intérieures »*.

Passant outre, le gouvernement fédéral leur a donné mission, dès 1988, de mettre fin au trafic, de former des troupes spéciales pour agir contre les vendeurs de drogue *« sur le territoire des Etats-Unis comme à l'étranger »* ; et de créer leurs propres réseaux de services secrets et de communications. En 1989, le président George Bush intégra officiellement les forces armées dans sa stratégie nationale pour le contrôle des drogues (NDCS). Et le Congrès accepta que des tâches telles que la détection et la surveillance de transferts de drogue par voie aérienne ou maritime, et la mise sur pied d'un réseau de communications, de contrôles et de services secrets (C3I) soient confiées aux forces armées (3). Dès lors, pour surveiller les régions des Caraïbes et des Andes, le Pentagone recourut aux satellites, aux radars et aux systèmes de détection utilisés pour épier l'ex-URSS et Cuba.

Depuis, les Etats-Unis envoient, dans des pays latino-américains, des commandos militaires qui forment des équipes locales aux problèmes de sécurité et aux techniques d'éradication des cultures. La CIA, la Drug Enforcement Administration (DEA), le Pentagone, le service des garde-côtes et le Southern Command sont mobilisés pour mettre en œuvre cette politique.

Affirmant que *« des phénomènes internationaux comme le terrorisme, le trafic de drogue, la dégradation de l'environnement, l'épuisement des ressources naturelles, la démographie galopante et l'arrivée massive de réfugiés impliquent une politique américaine sécuritaire à court et long terme* (4) », le président William Clinton intensifia la lutte contre le blanchiment de l'argent et demanda aux pays latino-américains d'extrader vers les Etats-Unis les trafiquants – ce dernier point entraînant un vif conflit avec la Colombie. Il signa, en 1995, la Presidential Decision Directive (PDD) établissant comme priorité des services secrets le contrôle du *« trafic international de la drogue et du crime international organisé »*.

M. Clinton a utilisé l'Emergency Economic Powers Act pour geler les fonds des narcotrafiquants aux Etats-Unis et leur interdire toute transaction financière. En même temps, il a intensifié l'aide antidrogue : même s'ils demeurent notoirement insuffisants, les programmes destinés à encourager les agriculteurs latino-américains à abandonner la culture de la coca représentent environ 20 % du montant de l'aide extérieure américaine pour la région, contre 3 % il y a dix ans (5).

Ces mesures ont-elles gêné les trafiquants ? M. Mathea Falco, président de l'institut Drug Stategies, estime que tant sur le plan national, où la répression prend le pas sur la prévention, qu'à échelle internationale, la politique américaine sur la drogue n'est qu'*« une suite d'échecs* (6) ». Mme Coletta Youngers, expert au centre de recherches Washington Office on Latin America (WOLA) et auteur du livre *Clear and Present Dangers*, affirme : *« Il n'existe aucune stratégie militaire concrète pour faire face au problème de la drogue. Trop de services sont impliqués à trop de niveaux politiques différents. En général, les militaires américains ont été plutôt réticents à adopter une position forte contre la drogue : seul le Southern Command a montré beaucoup d'enthousiasme, estimant que c'était l'unique jeu à jouer. »*

Le Southern Command tient un rôle fondamental dans cette guerre. Depuis les années 60, il a entraîné des milliers d'effectifs latino-américains à la lutte antiguérilla. Il retrouve une mission qui le conforte. Et traite actuellement la question de la drogue sous l'angle exclusivement militaire sans se préoccuper des racines socio-économiques du problème. Tout en reconnaissant que d'autres actions de soutien doivent être menées, comme la lutte contre la pauvreté ou l'aide humanitaire, le lieutenant-colonel David G. Bradford estime : *« Nous autres, militaires, nous ne désirons pas prendre part à ces actions-là* (7). »

L'idée du Pentagone est que les militaires américains apportent la pensée stratégique et les renseignements aux forces locales, qui doivent, seules, s'engager sur le terrain (8). Selon Mme Coletta Youngers : *« Le souhait est que les forces américaines n'interviennent pas directement dans des situations de combat. Des rumeurs ont cependant circulé sur une éventuelle implication d'agents américains dans des opérations comme l'assassinat du trafiquant Gonzalo Rodriguez Gacha en Colombie. C'est très difficile à prouver, mais cela ne me surprendrait pas. »*

Bien que la plupart de leurs activités


TOM STODDART - IPG/REA

DESTRUCTION D'UNE PISTE AÉRIENNE UTILISÉE PAR LES « NARCOS » EN COLOMBIE
Une approche répressive et uniquement tournée vers le Sud.

* Directeur du Centro de Investigacion para la Paz (CIP), Madrid : chercheur au Transnational Institute, Amsterdam.

(1) Depuis le quasi-démantèlement des cartels de Medellin (fin 1993) et de Cali (1995), les trafiquants non organisés en cartel se sont multipliés, mettant en place des structures beaucoup plus souples, indépendantes et compartimentées.

(2) Peter H. Smith, *Talons of the Eagle. Dynamics of US-Latin American Relations*, Oxford University Press, New York, 1996, p. 265.

(3) *Cf.* l'article du colonel Joseph L. Bergantz, *Military Review*, novembre-décembre 1992, p. 79.

(4) William J. Clinton, « National Security Strategy of Engagement and Enlargement », Washington D.C, février 1995, p. 1.

(5) Mathea Falco, « US Drug Policy : Addicted to Failure », *Foreign Policy*, n° 102, printemps 1996, p. 120.

(6) *Ibid.*, p. 120.

(7) Colonel David G. Bradford, *Military Review*, New York, septembre-octobre 1995, Fort Leavenworth, Kansas, p. 23.

(8) Entretien avec l'auteur, 21 octobre 1996. Voir « Clear and Present Dangers. The US Military and the War con Drugs in the Andes », Washington Office on Latin America, Washington DC, 1991. (WOLA, 110 Maryland Av. NE, Washington DC, 20002-5696. Courriel : Cyoungers wola. org.)

# Compromissions avec les paramilitaires colombiens

Par ANDRÉ LINARD *

EN Colombie, les affrontements entre les guérillas et l'armée, ainsi que les agissements des narcotrafiquants, causent infiniment moins de victimes que la répression contre les couches populaires. Dans cette *« guerre sale »* menée contre l'exercice d'une véritable démocratie, les groupes *« paramilitaires »* tiennent un rôle de premier plan (1). Avec la participation d'officiers en retraite, ces milices (souvent liées au narcotrafic) s'attaquent non seulement à la guérilla mais aussi à ses sympathisants supposés, aux paysans ayant des différends avec les propriétaires terriens, aux syndicalistes, aux militants des mouvements sociaux, ainsi qu'aux partis politiques légaux qualifiés d'« ennemi intérieur » (2).

A ce sujet, c'est un pavé dans la mare que vient de lancer un rapport de l'organisation Human Rights Watch (3) en soulignant, d'abord, que l'aide militaire apportée par les Etats-Unis – matériels, munitions, formation et aide à l'organisation –, officiellement destinée à combattre les trafiquants de drogue, est utilisée dans la lutte contre la *« subversion »*, dans l'acception large que les Colombiens donnent à celle-ci. En notant, en second lieu, que cette aide facilite l'existence et l'action de groupes paramilitaires étroitement liés aux forces de l'ordre officielles. La troisième conclusion est beaucoup plus gênante pour les Etats-Unis, puisque, documents et chronologie à l'appui, l'organisation de défense des droits humains affirme que Washington connaissait, ou avait tous les éléments pour connaître l'usage fait de son aide. Mais que les vérifications élémentaires ont été négligées.

En 1983, un rapport du procureur Jimenez Gomez avait déjà établi la participation de policiers et de militaires aux Escadrons de la mort. Six ans plus tard, un décret interdit, officiellement, de tels liens. Mais les militaires persistèrent, arguant de la plus grande efficacité des paramilitaires dans la lutte contre la drogue.

Malgré les méthodes discutables de ces groupes, les Etats-Unis auraient pu considérer qu'il s'agissait là d'un moindre mal. Mais, en vérifiant, ils auraient pu découvrir, par exemple, le contenu de l'Instruction 200-05/91 donnée, en 1991, par le ministre de la défense colombien. Ce texte ne fait pas allusion à la drogue mais prévoit que les différents corps d'armée établissent des réseaux *« de civils et de militaires »*, tout en *« évitant les interactions et contacts publics entre eux »*.

Human Rights Watch confirme que l'armée et les Escadrons de la mort recourent à la recherche de renseignements, aux menaces et aux assassinats non seulement contre les guérillas, mais surtout contre les opposants politiques, syndicaux, associatifs... Le document affirme que le Pentagone et la CIA, connaissant ces liens et se contentant de démentis officiels, ont maintenu leur aide. Le colonel Roach, alors attaché militaire américain à Bogota, a répondu à Human Rights Watch : *« Nous savions, d'après des rapports colombiens, que les militaires continuaient de travailler avec des paramilitaires. (...) Les Etats-Unis cherchaient le meilleur moyen d'agir, mais quand l'aide ne peut pas aller aux combattants, il faut trouver d'autres moyens. »*

OFFICIELLEMENT, il s'agissait d'aider à lutter contre les narcotrafiquants. Pourtant, si aucune unité de l'armée ne se destine uniquement à cette tâche, toutes ont une mission contre-insurrectionnelle.

Les relations entre les Etats-Unis et la Colombie ne sont pas simples. D'une part, Washington ne peut abandonner entièrement le gouvernement de Bogota, dont il attend un traité d'extradition. Mais le pouvoir politique et les cartels sont tellement imbriqués que le premier ne lutte contre les seconds que s'il y est contraint. C'est ainsi que, en 1995, une loi d'amnistie en faveur des personnalités politiques compromises dans le narcotrafic, votée par le Sénat colombien, a été repoussée suite aux pressions de Washington (4). Et que, quelques mois plus tard, la Colombie a été déclarée *« inéligible à l'aide américaine »* en raison de sa *« timidité »* dans la lutte contre la drogue. Enfin, sous la menace de sanctions économiques, le Parlement de Bogota a voté en décembre 1996 une loi rétroactive permettant la confiscation des biens des narcotrafiquants, en l'absence de sanction pénale contre eux.

Les autorités colombiennes ne se sont pas trompées sur les répercussions politiques que pourrait avoir ce rapport, et se sont lancées dans une attaque en règle contre lui. Comme d'habitude dans ces cas-là, Human Rights Watch est accusé de participer à la lutte subversive, transposée sur le terrain de l'information.

Les démentis du gouvernement colombien ont cependant trouvé un contradicteur en la personne du colonel en retraite Carlos Alfonso Velasquez. Il a affirmé publiquement que l'armée ne consacrait pas ses efforts à lutter contre les trafiquants de drogue, mais contre la *« subversion »*. Ce constat figurait dans un rapport du colonel remis à ses supérieurs qui lui a valu sa mise à la retraite. Autre démenti, implicite celui-là : deux lois ont été votées qui, manifestement, sont des réponses au rapport *Colombia's Killer Networks*. La première est celle déjà citée ; la seconde oblige les responsables de l'armée à dénoncer les dirigeants des groupes paramilitaires.

Sans doute l'adoption de tels textes constitue-t-elle un progrès. Mais les imbrications entre les autorités et les illégaux conduisent à mettre en doute la volonté et la capacité d'appliquer de telles lois, même si, pour éviter des tensions avec l'Union européenne, l'ambassadeur de Colombie auprès de Bruxelles a été contraint à démissionner fin 1996 : il était actionnaire d'une société familiale qui convoitait des terres de petits paysans et avait recours à des groupes paramilitaires pour expulser les occupants par la force...

Après des manifestations d'ONG, le Parlement européen a condamné la Colombie en octobre 1996 et, quinze jours plus tard, l'ambassadeur démissionnait. Signe que la pression peut payer. Sur le plan symbolique en tout cas, car sur le terrain les paramilitaires restent à l'œuvre.

* Journaliste.

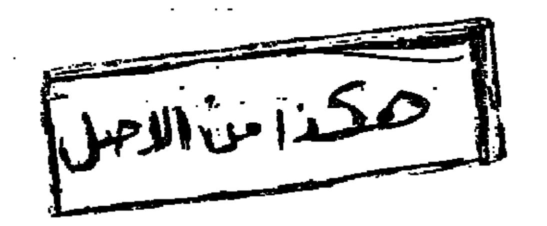
(1) D'après le rapport du rapporteur spécial de l'ONU, présenté en février 1990 à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, plus de 140 groupes paramilitaires opéraient alors en Colombie, en lien étroit avec l'armée et la police.

(2) De janvier 1988 à juin 1994, on compte 25 211 morts pour raisons politiques, auxquelles s'ajoutent 31 385 assassinats douteux soit, sur six années, 56 596 victimes (rapport *Justice et Paix*, 1995). Depuis sa fondation en 1985, l'Union patriotique (UP), parti de gauche fondé par d'ex-guérilleros et le Parti communiste, a eu plus de 2 000 militants assassinés.

(3) *Colombia's Killer Networks : the Military-Paramilitary Partnership and the United States*, Human Rights Watch/Americas, New York, 1996, 103 p. + annexes.

(4) Marcel Niedergang, « La gangrène des narcodollars en Colombie atteint des proportions insoupçonnées », *Le Monde*, 17 janvier 1996.





au Yémen





« LE PROCHE-ORIENT ÉCLATÉ - II », UN LIVRE DE GEORGES CORM

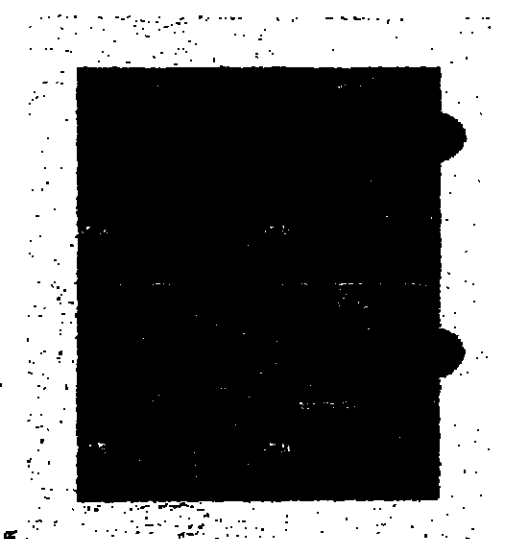
# Naissance et agonie des accords d'Oslo

## RETOUR AUX NATIONS UNIES

LES accords d'Oslo sont moribonds. Le cadre de négociation entre l'OLP et le gouvernement israélien fixé par la Déclaration de principes signée le 13 septembre 1993 à Washington est désormais caduc. Comme on le sait, il s'agissait, durant une période intérimaire de cinq ans (mai 1994-mai 1999), de mettre en place un « autogouvernement » palestinien. La négociation sur le statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza devait s'ouvrir en mai 1996 et s'achever dans les trois ans. Les questions les plus épineuses – le statut de Jérusalem, la définition des frontières, l'avenir des colonies, le sort des réfugiés, la création d'un Etat palestinien – seraient laissées en suspens en attendant l'accord final.

Cet échafaudage avait été dressé dans des conditions très défavorables aux Palestiniens. Pour permettre la construction d'une entente durable, il aurait fallu que s'édifie, étage après étage, une relation de confiance entre les deux partenaires, fondée sur une « dynamique de la paix ». Il aurait fallu aussi que la partie la plus puissante, Israël, accepte, en échange de son intégration au Proche-Orient, de satisfaire la revendication nationale palestinienne.

Trois ans et demi plus tard, force est de constater que les fondations mêmes de la paix restent à creuser. Les Palestiniens ne contrôlent que quelques grandes villes isolées, coupées de leur arrière-pays, soumises à des bouclages répétés. La plupart des mesures de confiance inscrites dans les textes (libération des prisonniers politiques palestiniens, ouverture d'un passage sûr entre Gaza et la Cisjordanie, construction d'un port et ouverture d'un aéroport à Gaza, redéploiement de l'armée israélienne, etc.) n'ont pas été appliquées.



DR

MENASHE KADISHMAN. – « Un olivier à Jérusalem » (1972)

La colonisation s'est poursuivie et intensifée, rendant presque chimérique toute continuité territoriale palestinienne : entre septembre 1993 et l'arrivée de la droite israélienne au pouvoir, en mai 1996, le nombre de colons en Cisjordanie (en dehors de Jérusalem) est passé de cent mille à cent quarante-cinq mille. En 1996, selon le mouvement La Paix maintenant, le nombre d'habitants dans trente-six colonies de la Cisjordanie et de Gaza a augmenté de treize mille; le gouvernement a donné son feu vert à la construction de milliers d'appartements alors même que 12,1 % d'entre eux restent inoccupés (1). L'édification de six mille cinq cents logements à Jabal Abou Ghnaim – Har Homa pour les Israéliens –, une colline située presque aux portes de Bethléem, achève l'encerclement de Jérusalem-Est par des colonies juives.

Enfin, l'espoir d'une paix fondée sur le développement économique s'est aussi dissipé. Un récent rapport du FMI indique que le taux de chômage en Cisjordanie et à Gaza est passé, depuis 1993, de 18 % à plus de 34 %.

DEPUIS 1993, les gouvernements successifs d'Israël – ainsi que son opinion publique – ont déduit des interminables tractations avec les Palestiniens qu'il était possible d'aboutir à la paix sans en acquitter le prix. Autrement dit, la violence s'arrêterait et les relations avec les pays arabes se normaliseraient sans qu'il faille rendre l'ensemble des territoires occupés ou renoncer aux colonies. Alimentée par le soutien américain indéfectible à Israël, confirmé par le double veto opposé à une résolution très modérée du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant les constructions israéliennes dans la région de Jérusalem, cette certitude est pourtant illusoire, comme l'attentat de Tel Aviv, le 21 mars dernier, l'a encore une fois tragiquement établi.

Reste alors à s'engager sur une autre voie, la négociation « par étapes » ayant échoué. Plusieurs commentateurs palestiniens ont soutenu l'idée d'une négociation rapide sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza (2). Les rumeurs sur la tenue de discussions secrètes sur ce thème se font insistantes. M. Benyamin Nétanyahou lui-même s'est prononcé en ce sens, le 20 mars dernier, à la veille de l'attentat de Tel Aviv. Mais, avec cette offre, le premier ministre, qui affirme par ailleurs vouloir annexer 70 % de la Cisjordanie, ne cherche-t-il pas simplement à repousser tout redéploiement supplémentaire de l'armée dans les territoires occupés ?

UNE approche nouvelle du conflit israélo-arabe n'est envisageable que si l'on sort des principes flous définis par les accords d'Oslo pour retourner à ceux fixés, depuis longtemps déjà, par les Nations unies : le retrait des troupes israéliennes de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est (ainsi que du Golan) ; le droit à l'autodétermination des Palestiniens ; le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité dans des frontières reconnues. Sur cette base, la communauté internationale, et notamment l'Union européenne, passant outre la partialité des Etats-Unis, pourrait jouer enfin un rôle actif.

ALAIN GRESH.

(1) *The Jerusalem Post*, 18 mars 1997, cité par *Mideast Mirror*, Londres, 18 mars 1997.

(2) Bilal El Hassan, *Al Chark Al Awsat*, Londres, 18 mars 1997, cité par *Mideast Mirror*, 18 mars 1997.

***Economiste libanais et collaborateur du* Monde diplomatique, *Georges Corm donne, à La Découverte, une suite à son livre* Le Proche-Orient éclaté. *Ce second volume, en librairie le 11 avril, porte sur les années 1990-1996. En voici quelques extraits consacrés à l'accord conclu, le 13 septembre 1993, entre le gouvernement israélien et l'OLP.***

L'ANNONCE de la reconnaissance mutuelle entre l'OLP et le premier ministre israélien les 9 et 10 septembre 1993, puis la grandiose cérémonie organisée par le président Clinton à la Maison Blanche, à Washington, le 13 septembre, donnent lieu à une nouvelle escalade médiatique. « Miracle de la paix », titre en couverture de son numéro du 20 septembre le grand hebdomadaire américain *Time*. La presse et les télévisions se régalent non seulement du spectacle donné à la Maison Blanche par le chef de guerre « terroriste », avec sa coiffure palestinienne traditionnelle et son uniforme kaki, serrant la main tendue avec hésitation d'Itzhak Rabin puis celle de Shimon Pérès, en costume élégant, sous l'oeil attendri du président Clinton, mais aussi de tous les détails du roman pittoresque des contacts secrets à Oslo.

Après la guerre du Golfe, si prisée comme feuilleton télévisé rappelant *La Guerre des étoiles*, puis le grand théâtre dramatique au Palais royal de Madrid (1), voici enfin l'heureux dénouement dans le cadre élégant de la Maison Blanche, qui permet au monde entier de constater qu'il n'y a plus deux poids et deux mesures dans l'ordre international, que les Etats-Unis, après avoir fait une guerre juste au Proche-Orient, y amènent maintenant, sur les belles pelouses de la résidence présidentielle, la paix. Le plus vieux conflit du Moyen-Orient prend fin sur tous les écrans de télévision du monde. Arabes et Juifs, frères sémitiques ennemis, sont enfin réconciliés. Une aube nouvelle peut se lever dans la région.(...)

Le patronage américain est une garantie additionnelle et ce n'est plus un secret que la Banque mondiale et la Communauté économique européenne ont travaillé sur un « plan Marshall » pour la Cisjordanie et Gaza. En sortant les Palestiniens de la misère, la paix faite dans le secret des discrètes demeures norvégiennes n'en sera que consolidée. (...)

Comme pour Madrid, cependant, l'enthousiasme médiatique est si total que personne n'oserait mettre en doute cette diplomatie secrète qui aboutit en dix mois à réhabiliter le chef de l'OLP, jusque-là conspué aux Etats-Unis et en Israël, comme terroriste, assassin, allié de Saddam Hussein, ayant fait le malheur de son peuple comme celui du Liban, où sa présence avait mis le pays à feu et à sang. « *Après l'annonce de l'accord*, écrit Mamdouh Naufal, *et comme par un coup de baguette magique, l'image* [d'Arafat] *a changé, non seulement aux Etats-Unis, mais dans le monde entier. L'OLP est devenue une organisation militante pour la paix. En quelques jours, la presse internationale s'est ruée vers Tunis de tous les coins du monde, pour suivre et rapporter l'événement, d'un côté, mais aussi pour embellir l'image de l'OLP et d'Abou Ammar, d'un autre côté. Au dire de l'un des correspondants importants qui ont rempli les hôtels de Tunis : "Ce sont les instructions que nous avons reçues"* (2). »

Cette réhabilitation spectaculaire de l'OLP et de son chef par les Etats-Unis et Israël se fait au moment même où plus de cinq ans de « guerre des pierres » dans les territoires occupés et le processus de Madrid avaient enfin permis la naissance d'une nouvelle élite politique palestinienne vivant au milieu de la population. Les accords sont unanimement présentés comme un compromis subtil et harmonieux entre, d'un côté, le souci de sécurité des Israéliens et, de l'autre, l'aspiration des Palestiniens à l'autogouvernement préparant à l'indépendance dans une étape ultérieure. Ils sont constitués d'un échange de lettres entre le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, et Yasser Arafat, chef de l'OLP, d'une Déclaration de principes avec quatre annexes et d'un mémorandum d'accord concernant la Déclaration de principes.

Dans l'échange de lettres qui a précédé la signature officielle des accords et fait l'objet de nombreux marchandages de dernière minute, on est frappé par la dissymétrie existant entre les quatre lignes sèches qu'adresse le premier ministre israélien au chef de l'OLP et les six paragraphes qu'adresse le chef de l'OLP au chef de gouvernement israélien, dont cinq constituent des engagements juridiques solennels et stricts. Yasser Arafat s'est en effet engagé dans ce document à : reconnaître le droit d'Israël à vivre en paix et dans la sécurité ; régler pacifiquement et par la négociation toutes les questions qui resteront en suspens ; considérer que la Déclaration de principes constitue un « *événement historique inaugurant une époque nouvelle de coexistence pacifique, sans violence ni acte qui pourrait mettre en danger la paix et la stabilité* » ; renoncer à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence, assumer « *sa responsabilité sur tous les membres et personnels de l'OLP afin de garantir leur acceptation, prévenir les violations* [de cet engagement] *et sanctionner les contrevenants* (3) ».

Le chef de l'OLP affirme aussi dans la lettre que « *les articles et points de la Charte palestinienne niant le droit d'Israël à exister ainsi que les clauses de la Charte qui sont en contradiction avec les engagements de cette lettre sont désormais inopérants et non valides* » ; il s'engage aussi à faire modifier par le Conseil national palestinien, le Parlement en exil des Palestiniens, l'ensemble de la Charte pour la rendre conforme aux exigences de la lettre qu'il adresse au premier ministre israélien (4). De plus, dans une lettre additionnelle adressée au ministre norvégien des affaires étrangères, qui a joué un rôle-clé dans les négociations secrètes israélo-palestiniennes, Yasser Arafat s'engage publiquement à encourager et à appeler les Palestiniens des territoires occupés à coopérer à la « *normalisation* » et à rejeter « *la violence et le terrorisme* » ; en clair, au vu de la lettre précédente, il s'agit de l'appel à mettre fin à la « *révolte des pierres* », l'Intifada, qui a tant fait pour rappeler au monde l'existence du problème palestinien et embarrasser l'armée israélienne, réduite depuis 1988 à une répression féroce d'enfants et d'adolescents arabes, qui n'ont pour toutes armes que des pierres.

A cette batterie impressionnante d'engagements très précis du chef de l'OLP, Yitzhak Rabin répond très sèchement à Yasser Arafat : « *En réponse à votre lettre du 9 septembre 1993, je souhaite vous confirmer qu'à la lumière des engagements de l'OLP qui y figurent, le gouvernement d'Israël a décidé de reconnaître l'OLP comme le représentant du peuple palestinien et d'engager des négociations avec l'OLP dans le cadre du processus de paix au Proche-Orient.* »

Il n'y a donc, du côté israélien, aucun engagement symétrique de faire cesser les innombrables mesures vexatoires dont sont victimes les Palestiniens depuis les débuts de l'occupation, en 1967 : expulsions, dynamitages de maisons, confiscations de terres, couvre-feux, arrestations arbitraires, bouclage des territoires, etc. Désormais, entre les deux parties, qui deviennent ainsi « partenaires », l'une a conservé tous les moyens violents d'action, l'autre s'en est désistée et s'est engagée à assurer la pacification de la population palestinienne occupée pour le prix de sa reconnaissance comme représentant du peuple palestinien, reconnaissance pourtant conquise depuis longtemps aux yeux de la majorité des Etats membres des Nations unies. Dans une bataille qui ne pourra qu'être longue avec un adversaire tout-puissant, le chef de l'OLP accepte donc de déposer, sans mandat des différents organes palestiniens, les quelques armes qui pouvaient encore lui rester. Il semble, de la sorte, faire confiance à une dynamique de la paix qui obligerait immanquablement les Israéliens à un comportement pacifique, rompant avec les attitudes du passé.

Le chef de l'OLP n'a pas non plus obtenu d'engagement juridiquement clair d'un arrêt de la colonisation des territoires occupés. « *Avec une naïveté presque criminelle*, écrit un observateur israélien, *les négociateurs palestiniens ont accepté qu'aucune clause explicite dans les différents accords n'interdise aux Israéliens de poursuivre leur politique de colonisation pendant la période intérimaire* (5). »

LE paradoxe le plus fort est d'ailleurs que les lettres et les documents signés ne sont nullement un accord de paix prévoyant le règlement de toutes les questions litigieuses en vue d'un règlement définitif : sort des territoires occupés du point de vue de la souveraineté finale qui s'y exercera, consistance du compromis territorial tant réclamé par les Israéliens de tout bord politique, sort des colonies de peuplement implantées par les Israéliens depuis 1967, droit au retour ou à une compensation financière des réfugiés palestiniens de 1948 et 1967, statut de Jérusalem, en particulier la partie arabe de la ville, dont l'annexion par Israël n'a pas été reconnue par les Nations unies et les grandes puissances. Les réponses à trouver à ces questions fondamentales sont remises à plus tard, après une période intérimaire de cinq ans, mais avec des négociations qui devront débuter au plus tard au début de la troisième année de cette période (article V de la Déclaration de principes).

Ce n'est donc pas une solution au contentieux israélo-palestinien qui est enfin trouvée et signée de façon solennelle, mais des « arrangements intérimaires d'autonomie », objets d'une Déclaration de principes, document de dimension très modeste puisqu'il ne comprend que dix-sept articles. L'article premier, intitulé « But des négociations », parle de l'établissement d'une « *autorité palestinienne intérimaire autonome, le Conseil élu* (le "Conseil"), *pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, pour une période transitoire n'excédant pas cinq ans, en vue d'un règlement permanent fondé sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité* (...) ».

La paix ne se réalise pas par l'accord sur les questions de base qui constituent le coeur du conflit (la souveraineté, la terre, Jérusalem, les réfugiés, la création d'un Etat national palestinien), permettant par la suite le développement pacifique de relations de coopération économique entre les peuples en conflit ; elle résulte d'abord de la mise en place de mécanismes économiques de coopération, la solution des questions litigieuses étant remise à plus tard. C'est évidemment un pari très risqué quand on connaît l'intensité émotionnelle, les souffrances, les peurs qui existent sur le terrain du conflit, aussi bien du côté palestinien, qui voit ce qui reste de la terre palestinienne être grignoté depuis 1967 par les implantations israéliennes, que du côté de la population israélienne, qui se sent menacée par l'hostilité arabe et qui considère, pour une large part, que toute cette terre biblique lui revient, puisque Israël est un Etat juif et que les gouvernements successifs travaillistes ou du Likoud ont encouragé la colonisation de la Cisjordanie et de Gaza. (...)

(1) NDLR – Le 30 octobre 1991 s'ouvre la conférence de la paix de Madrid avec la participation d'Israël et des pays arabes. Les Palestiniens des territoires occupés sont intégrés dans une délégation commune jordano-palestinienne.

(2) Lire Mamdouh Naufal, *L'Histoire de l'accord d'Oslo* (en arabe), Amman, 1995, p. 161.

(3) Textes des lettres dans *Maghreb-Machrek*, Paris, nº 142, octobre-décembre 1993.

(4) Les amendements de la Charte palestinienne seront soumis au Conseil national palestinien, qui siège pour la première fois dans les territoires occupés le 22 avril 1996, à Gaza.

(5) Michel Warschawski, *Revue d'études palestiniennes*, Paris, nº 9, automne 1996.

# La Nouvelle-Zélande éprouvette du capitalisme total

***En 1984, la Nouvelle-Zélande s'est lancée dans une transformation radicale. Pionnière de l'Etat-providence, elle s'est métamorphosée en laboratoire de la société de marché. Au point que désormais tous les « décideurs » de la planète lui décernent des notes flatteuses. Et intiment aux pays européens « retardataires » de s'inspirer de son exemple. Séduisant un parti de gauche, c'est le volontarisme libéral d'un petit groupe de hauts-fonctionnaires qui a enclenché le grand bouleversement.***

**Par notre envoyé spécial SERGE HALIMI**

J. C. PATACCINI

DOUZE ANNÉES AU RYTHME DE L'« EFFICIENCE »

CES temps-ci, la Nouvelle-Zélande accueille beaucoup de touristes politiques. Dans son laboratoire du Pacifique, devenue une éprouvette débordant de promesses apparemment tenues, la longue île en deux morceaux aurait en effet indiqué à la planète entière la voie radieuse d'une société de marché. Déjà, sous le titre comminatoire « L'Europe doit suivre l'exemple néo-zélandais », le très libéral éditorialiste d'un quotidien américain s'extasie : *« Si l'économie était un sport olympique, la Nouvelle-Zélande aurait ramassé une brassée de médailles d'or* (1). »

*« Les résultats de la Nouvelle-Zélande demeurent remarquables »,* ajoute la première phrase du rapport de l'OCDE consacré à ce pays (2). Et toutes les institutions, fondations, publications du capitalisme réellement existant font chorus : l'OMC félicite la Nouvelle-Zélande, la Banque mondiale et le secrétariat du Commonwealth y envoient une délégation presque chaque mois, le Conseil national du patronat français (CNPF) enjoint à l'Hexagone d'*« imiter »* le modèle des antipodes. Même l'hebdomadaire mondial des « décideurs » ne peut résister à la tentation de rompre avec son détachement légendaire quand il explique à ses lecteurs : *« Pourquoi, demanderez-vous,* The Economist *consacre-t-il tant de place à la Nouvelle-Zélande ? C'est que depuis une décennie la Nouvelle-Zélande a appliqué davantage de réformes économiques défendues par ce journal qu'aucun autre pays* (3). »

## Un 14 juillet, la gauche prend le pouvoir...

TANT d'adulation amuse presque M. Murray Sherwin, vice-gouverneur de la Banque centrale néo-zélandaise : *« Ces jours-ci,* nous explique-t-il, *c'est une coulée ininterrompue d'hommes politiques, de patrons et de journalistes qui se répand sur Wellington. Ils viennent d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine. L'étude de nos privatisations, déréglementations et réformes de la fonction publique est presque devenue une industrie. »* En mai, la Nouvelle-Zélande attend M. Helmut Kohl. L'année prochaine, ce sera le président William Clinton.

Dans son bureau de l'université d'Auckland, Mme Jane Kelsey, juriste et économiste, formule sans qu'on la prie la question à laquelle elle a déjà répondu cent fois : *« Chaque observateur de nos réformes se demande comment un pays autrefois renommé comme lieu de naissance de l'Etat-providence, première nation à avoir dès 1893 accordé le droit de vote aux femmes, mondialement célèbre pour ses combats en faveur d'un environnement propre, vert et libre de tout nucléaire, a pu ainsi, presque d'une nuit à l'autre, devenir la vitrine du néolibéralisme. Et en particulier comment un gouvernement travailliste, avec son passé social-démocrate, a pu aller aussi loin dans cette direction. »*

La Nouvelle-Zélande est un modèle. Mais pas celui qu'elle pense. Lorsqu'on les étudie de près, ses performances économiques ne sont nullement spectaculaires. Certes, à l'aune d'une OCDE qui, sur ce point, se contente de très peu, les taux de chômage et de pauvreté sont plutôt satisfaisants, en partie parce que le filet de protection sociale a été abaissé plutôt que cisaillé, en partie parce que l'économie du pays a bénéficié du dynamisme de la région Asie-Pacifique.

Mais la croissance est tout juste moyenne (4), le niveau de formation médiocre, la productivité stagnante, la balance des échanges déséquilibrée et la monnaie dopée par des taux d'intérêt réels exorbitants. Il n'y a donc pas là de quoi donner des leçons au monde – à l'Australie, dont les « réformes » économiques seraient trop lentes, à l'Europe, qui subventionnerait à l'excès ses agriculteurs – comme le fait presque chaque semaine une presse néo-zélandaise aussi vaniteuse qu'elle est médiocre.

En revanche, pour celui qui veut comprendre comment on révolutionne une société de fond en comble afin d'imposer presque partout le primat du marché, comment on utilise systématiquement les instruments du volontarisme politique et de la guerre idéologique, comment on convertit les transfuges de gauche amoureux de « modernité » avant de les rejeter ou de les corrompre, comment on profite pour arriver à ses fins du désarroi des militants socialistes et syndicalistes, de la tendance des intellectuels à abandonner l'économie et le peuple pour se préoccuper de « société civile » et de « minorités », alors là oui, la Nouvelle-Zélande est vraiment exemplaire.

Et puisque c'est une révolution qu'elle a vécue, celle-ci a commencé un 14 juillet. Le 14 juillet 1984, le Parti travailliste arrive au pouvoir sans savoir encore qu'il deviendra le grand architecte de l'avènement du capitalisme total. Jusque-là, le pays avait connu une grande stabilité politique (la droite ayant gouverné pendant vingt-neuf des trente-cinq années précédentes) et, surtout, idéologique.

Le keynésianisme et l'Etat-providence dominent presque tous les esprits. Y compris ceux des conservateurs du Parti national : leur dirigeant de l'époque, M. Robert Muldoon, premier ministre et ministre des finances depuis 1975, épouse ouvertement les thèses interventionnistes et protectionnistes qui avaient assuré la prospérité du pays. Autoritaire, il n'hésite ni à geler les prix et les salaires ni à engager l'Etat dans des entreprises industrielles aussi dispendieuses qu'elles sont périlleuses (les *« Think Big Projects »*). En somme, ni M. Ronald Reagan, ni Mme Margaret Thatcher, ni vent d'Amérique, ni vent d'Angleterre : la droite néo-zélandaise croit encore aux grands combinats. Pour que tout cela change, il fallait que M. Muldoon tombât. Il tombe.

M. Donald Brash, l'actuel gouverneur de la Banque centrale, véritable Etat dans l'Etat, aide à comprendre la suite des événements. De 1966 à 1971, il travaille à la Banque mondiale. Et c'est là-bas, à Washington, qu'il opère sa conversion. Keynésien il était, monétariste il devient. Il y a quelques mois, il s'en est expliqué dans un texte célébrant Friedrich Hayek, l'économiste autrichien ultralibéral, ancien professeur à l'université de Chicago et fondateur de la Société du Mont-Pèlerin : *« Même si leurs architectes n'en étaient pas toujours conscients, les réformes néo-zélandaises ont le goût de Friedrich Hayek. Car le déclin de la Nouvelle-Zélande, après la seconde guerre mondiale, a illustré la logique implacable que dénonçait Hayek dans son livre* La Route de la servitude. *Depuis la fin des années 30, la Nouvelle-Zélande était en effet devenue un pionnier de l'Etat-providence, une forme de servage même si elle était différente du type Etat policier et camp de concentration dominant l'Europe à l'époque* [en 1944] *où Hayek rédigeait son ouvrage. »*

Sitôt faite cette concession fort généreuse, M. Brash précise : *« 1984 fut rendu possible par l'effondrement spectaculaire des résistances mentales à la contre-révolution intellectuelle qu'Hayek avait lancée dans les années 40. Le débat économique s'est trouvé animé par une équipe, réduite mais stratégiquement bien placée, de hauts fonctionnaires, d'intellectuels et d'hommes politiques, réunis autour de Roger Douglas* (5). »

## Les idées de la « nouvelle droite »

M. ROGER DOUGLAS a bien été le grand stratège des « réformes » (souvent qualifiées de *« Rogernomics »*). Actuellement président d'un petit parti d'opposition ultralibéral, l'ACT, et « consultant » international, il fut de 1984 à 1988 ministre des finances du gouvernement travailliste.

Le témoignage de M. Brash éclaire le rôle que joua la bataille des idées – ici le triomphe de celles de Friedrich Hayek et de M. Milton Friedman – dans les décisions économiques néo-zélandaises. Il révèle aussi à quel point, depuis 1980, la pensée de marché a réussi à séduire indifféremment la droite et la gauche, transformant l'alternance politique en un jeu à risque nul pour le capital. En cela la démonstration néo-zélandaise, certes plus aboutie qu'ailleurs, n'a fait que précéder la leçon de choses française (septennats de François Mitterrand), américaine (présidence de M. William Clinton) et britannique (conversion de M. Tony Blair au thatchérisme). Sans parler de toutes les autres apostasies, beaucoup trop nombreuses pour qu'on les cite ici.

L'administration d'un remède de cheval contre les « servitudes » de l'Etat-providence exigeait le prétexte d'une crise. Elle survint en 1984 sous forme de bourrasque monétaire, sans doute précipitée par des hauts fonctionnaires du ministère des finances qui voulaient la chute de M. Muldoon *(« le dernier socialiste »),* un conservateur décidément trop peu inspiré par l'exemple de Mme Thatcher. A vrai dire, l'économie stagnait et la balance des paiements prenait la forme d'un précipice. Secrétaire général du Parti travailliste, M. Rob Allen nous rappelle la situation d'alors : *« L'agriculture opérait dans un environnement très protégé. Jusqu'aux années 60, nous avions vécu une ère de prospérité dans une sorte de colonie de vacances. Le Parti national défendait les agriculteurs, nous les syndicats. Soudain nous avons compris qu'il fallait qu'on se réveille, qu'on conquière notre place dans le monde. Or le Parti national perpétuait le statu quo et un régime interventionniste socialiste. En 1982-1983, nous nous dirigions tout droit sur les récifs. »*

Pour changer de cap, la nouvelle équipe travailliste n'hésita pas. Elle emprunta la boussole de ce que M. Allen admet être l'*« idéologie de la nouvelle droite ».* Toutefois, il nuance aussitôt : *« Beaucoup de réformes devaient être faites. On ne pouvait pas continuer à isoler la Nouvelle-Zélande du reste du monde ; il fallait s'adapter à l'économie moderne. Bien sûr, nous l'avons fait à un rythme qui a généré beaucoup de souffrances. Et nous avons blessé notre propre électorat. Mais une économie qui ressemblait un peu trop à celle des pays de l'Est ne fonctionnait plus. L'Etat devait se désengager. »*

Voyager en Nouvelle-Zélande, y interroger les acteurs et les observateurs de la grande transformation néolibérale (6), c'est souvent entendre deux histoires opposées mais symétriques. Pour la quasi-totalité d'une droite qui, une fois M. Muldoon écarté, a mené à leur terme les « réformes » lancées par les socialistes, tout allait mal avant 1984. Et tout va très bien depuis. Surtout depuis 1990 et le retour au pouvoir d'un Parti national entre-temps devenu presque thatchéro-reaganien. Au contraire, pour ceux qui à gauche ont rompu avec les socialistes (l'Alliance, un parti rouge-vert, recueille environ 10 % des suffrages), l'éden communautaire et pastoral des années 60 aurait été remplacé par l'enfer de Dante. Seuls les socialistes pataugent un peu, ni vraiment honteux de leurs « réformes » capitalistes ni tout à fait fiers d'elles : *« Le Parti travailliste a veillé à se positionner à la gauche de l'endroit où il se trouvait. Il nous a bien*

(1) *International Herald Tribune*, Paris, 17 décembre 1996.

(2) Etudes économiques de l'OCDE : Nouvelle-Zélande, 1996. OCDE, Paris, mai 1996.

(3) « Kiwis Turn Sour », *The Economist*, Londres, 19 octobre 1996.

(4) Toujours à la recherche d'un conte de fées néolibéral, la presse de marché s'extasie depuis que, en 1993, 1994 et 1995, la production intérieure brute néo-zélandaise a crû de 4,6 %, 6,3 % et 3,5 %. C'est oublier que, entre 1984 et 1994, le PIB par habitant avait reculé de 10 % par rapport à la moyenne de l'OCDE. En 1996, le taux de croissance ne sera que d'environ 2 %. Et quant aux prévisions à long terme, même les plus optimistes vont rarement au-delà de 3 % par an."

(5) Donald Brash, *New Zealand's Remarkable Reforms*, The Institute of Economic Affairs, Londres, 1996.

(6) L'expérience néo-zélandaise fait en effet penser à la naissance au forceps du capitalisme anglais, naissance qu'analyse Karl Polanyi dans *La Grande transformation*, Gallimard, Paris, 1983.



## Points de repère

**Population** : 3 660 000 habitants (dont 12,9 % de Maoris).

**Superficie** : 266 000 km².

**PIB par habitant** : 14 500 dollars (France : 23 000 dollars).

**Taux de chômage** : 6,1 % (mais 15 % pour les Maoris).

**Exportations** (majoritairement agricoles) :
– vers l'Asie-Pacifique : 52,3 % en 1994 (4,5 % en 1952).
– vers le Royaume-Uni : 6 % en 1994 (65, 5 % en 1952).

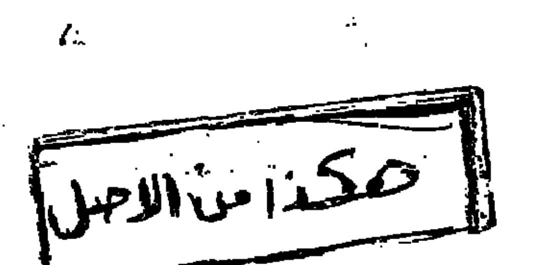
**Principaux partis** : Parti national (coalition au pouvoir) : 34 % des voix en 1996 ; Parti travailliste (opposition) : 28 % ; New Zealand First (coalition au pouvoir) : 13 % ; Alliance (opposition de gauche) : 10 % ; ACT (opposition de droite) : 6 %.

## Calendrier des fêtes nationales

1er-30 avril 1997

| | | |
|---|---|---|
| 4 | SÉNÉGAL | Fête de l'indépendance |
| 17 | SYRIE | Fête nationale |
| 18 | ZIMBABWE | Fête de l'indépendance |
| 27 | AFRIQUE DU SUD | Fête nationale |
| | SIERRA LEONE | Fête nationale |
| | TOGO | Fête de l'indépendance |
| 30 | PAYS-BAS | Fête nationale |





## LE NARCOTRAFIC

# en Amérique latine

soient gardées secrètes, nul n'ignore que les forces spéciales américaines, préparées durant les années 80 à mener des combats antiguérilla, entraînent et forment désormais des commandos spéciaux des armées d'Amérique latine pour livrer bataille aux trafiquants.

D'après le témoignage du directeur de la police de Colombie, le général José Rosso Serrano, c'est avec le concours des troupes américaines que les forces armées locales ont mis en place, en 1995, le plan « Condor » et l'opération « Vichada » pour couper les voies du trafic depuis le Pérou et le Brésil. Des experts américains ont également installé un radar sur la base militaire de Mirandua pour contrôler l'espace aérien (9). Par ailleurs, en avril 1996, des forces américaines, péruviennes et colombiennes, spécialisées dans la lutte contre les narcotrafiquants, ont réalisé des manœuvres conjointes (opération « Laser Strike »). Cette collaboration avec des militaires américains est très impopulaire. Ainsi, lorsque, en 1993, des commandos américains s'installèrent dans la région colombienne de San Andrès, à Juanchaco, pour créer une base de lutte contre le trafic, la presse, le Congrès et le Conseil d'Etat colombiens exigèrent immédiatement, de manière véhémente, des explications au gouvernement de M. Cesar Gaviria...

### Un désir d'hégémonie

LES Etats-Unis pourraient-ils utiliser cette infrastructure pour conduire des interventions à caractère impérialiste comme par le passé ? Selon le professeur Robert Matthews, de l'université de New York : *« Pour assouvir leur désir d'hégémonie, il est plus facile, aujourd'hui, pour les Etat-Unis, de se servir des instruments de contrôle financiers dont ils disposent, comme la Banque mondiale, le FMI ou le BID* (10). » Toutefois, il est évident qu'en accumulant de l'information et en maintenant sur place un important appui militaire, Washington dispose de moyens qui pourraient se révéler fort utiles pour contrôler tel ou tel pays d'Amérique latine.

La guerre américaine contre la drogue a d'autres effets pervers. Elle fait vivre les paysans locaux dans la crainte, et provoque des affrontements entre les gouvernements et les agriculteurs, que ce soit, en 1996, en Colombie, lors de la destruction forcée de cultures dans la région de Putumayo, ou en Bolivie, à Villa Union et Mamorecillo (11). D'autre part, cela fournit un prétexte aux forces de sécurité locales pour exercer des répressions, limiter le pouvoir civil ou intensifier la corruption.

Le WOLA estime que la politique des Etats-Unis a un double impact négatif : d'une part, l'aide aux polices et aux forces armées locales *« peut encourager les atteintes aux droits de l'homme et renforce le pouvoir des militaires des pays andins auxquels, justement, on avait tenté d'imposer un contrôle civil »*. D'autre part, *« le gouvernement des Etats-Unis s'est révélé incapable d'appliquer des mesures efficaces pour garantir que la finalité ultime de l'assistance et de l'entraînement militaires n'est pas de soutenir les campagnes de contre-révolution, ou d'autres opérations qui ont pour conséquence la violation des droits de l'homme* (12) ».

Ainsi, au Mexique où les liens entre la drogue et le pouvoir demeurent très étroits, Washington reconnaît qu'il existe *« de graves problèmes d'assassinats extrajudiciaires perpétrés par la police, ainsi que des arrestations illégales* (13) ». Les Etats-Unis ont donc fait pression pour que des militaires mexicains remplacent la police dans la guerre contre la drogue ; mais l'efficacité de cette mesure n'est pas évidente, comme l'a prouvé l'arrestation, le *18 février 1997, du général Jesus Gutierrez* Rebollo, chef de la lutte antidrogue, accusé de complicité avec les narcotrafiquants (14).

En dépit de ces révélations, et alors qu'un rapport du Government Accounting Office accuse le Mexique d'avoir utilisé les hélicoptères (fournis à des fins de lutte antidrogue par les Etats-Unis) dans des opérations contre les zapatistes du Chiapas, Washington vient d'envoyer en Colombie des hélicoptères et des canonnières antidrogue pour une valeur de 30 millions de dollars... *(voir, page 8, l'article d'André Linard)*.

Les armées latino-américaines conviennent, avec les Etats-Unis, que la lutte contre la drogue est une vraie *« guerre de faible intensité »* telle que la définit le *US Army Field Manual (FM)* 100-5 (15). Ce concept, développé durant les années 80, définissait des stratégies contre des « ennemis incertains » dans la phase de transition entre la fin de la guerre froide et le début d'une nouvelle ère (16). Elle concerne les menaces – dont le trafic de drogue ou la guérilla – à la sécurité nationale et relève donc du ressort des militaires, qui trouvent ainsi un prétexte pour s'équiper et se renforcer face au pouvoir civil (17).

Le vrai dilemme des gouvernements latino-américains est de réussir à concilier les exigences américaines en matière de collaboration dans la lutte contre la drogue, et les destructions de cultures très rentables sur le marché international, sans offrir de compensation financière aux paysans lésés. Ces gouvernements ont, indiscutablement, plus à perdre qu'à gagner en cédant aux actuelles pressions de Washington.

MARIANO AGUIRRE.

(9) Nelson Freddy Padilla, « Guerrilla de Cartel », *Cambio 16*, 16 septembre 1996.

(10) Cité par Marian Hens *in* « La diplomacia de la droga : una estrategia viciada », *El Mundo*, Madrid, 3 avril 1996.

(11) Voir *Cocapress*, bulletin hebdomadaire par courrier électronique sur la coca, la guerre contre la drogue et le développement durable, vol. III, n° 8, 3 mars 1996. Courriel : ain.scz.scbbs-bo.com.

(12) Coletta Youngers, « The Andean Quagmire », *op. cit.*, p. 3.

(13) John Shattuck, Overview of Human Rights Practices 1995, US Department of State, Washington DC, mars 1996. Lire Alma Guillermoprieto, « Mexico : Murder Without Justice », *The New York Review of Books*, 3 octobre 1996, p. 34.

(14) *El Pais*, Madrid, 20 février 1997.

(15) Général George A. Joulwan, « Operations other than War. A CINC's Perspective », *Military Review*, février 1994.

(16) Lire Mariano Aguirre et Robert Matthews, *Guerras de Baja Intensidad*, Fundamentos, Madrid, 1989.

(17) J. Samuel Finch, « The Decline of US Military Influence in Latin America », *in* Lars Schoultz, William C. Smith et Augusto Varas (sous la direction de), *Security, Democracy and Development in US Latin American Relations*, North Soothy Center, université de Miami, Coral Gables, 1995, p. 95.

# Géométrie variable

Par MAURICE LEMOINE

QUELQUES semaines après le coup d'Etat perpétré en Bolivie, le 17 juillet 1980, par le narco-général Luis Garcia Meza, la Drug Enforcement Administration (DEA), organisme nord-américain de lutte contre le narcotrafic, cessa d'opérer dans le pays. Le gouvernement des Etats-Unis venait de suspendre la coopération financière et l'assistance dans la lutte contre le trafic de cocaïne *« pour protester contre la déstabilisation du processus démocratique »*. Dans le même temps, heureux hasard, la CIA avait les mains libres pour financer ses opérations centraméricaines grâce à la cocaïne produite dans un atelier clandestin de Huanchaca, situé à 700 kilomètres de Santa Cruz et à 550 de Trinidad.

En 1986, après l'assassinat par les narcotrafiquants d'un scientifique bolivien, Noel Kempf Mercado, d'un pilote, Juan Cochamanidis, et de leur guide, Franklin Parada, qui s'étaient rendus à Huanchaca, le scandale éclata : la DEA – revenue dans le pays – était directement mise en cause pour trafic de cocaïne, *encubrimiento* (recel), financement des « contras » du Nicaragua avec de l'argent provenant de la drogue produite à cet endroit. Elle fut ultérieurement rendue responsable du triple assassinat parce qu'elle connaissait l'existence de la fabrique de cocaïne et n'en avait rien dit (1).

A cette occasion, le député du Front révolutionnaire de gauche (FRI), M. Edmundo Salazar, qui avait enquêté sur l'affaire, se prépara à saisir le Congrès pour lui demander l'expulsion des agents de la DEA. Il fut assassiné à Santa Cruz, le 10 octobre 1986, peu après ses dénonciations.

Omniprésente en Amérique latine, avec d'innombrables agents et informateurs en Colombie, en Bolivie, au Pérou, au Panama et au Mexique, la DEA utilise, depuis sa fondation en 1973, les méthodes des services secrets, incorporant des agents de la CIA à ses postes de direction (2). *« En travaillant infiltrés, nous commettons des délits, nous faisons partie du crime,* dénoncera l'un de ses anciens agents (3). *Il en résulte que ce qui est interdit à un premier ministre ou à un roi est autorisé pour des fonctionnaires de rang très inférieur, et par là même plus exposés à des abus de pouvoir. Nixon a terminé abruptement son mandat pour avoir permis des écoutes téléphoniques clandestines dans l'édifice Watergate, tandis que les agents de la DEA enregistrent des conversations privées en Bolivie sans être sanctionnés par personne. »*

Le 20 août 1992, le gouvernement de M. Jaime Paz Zamora approuva le décret 23 239, ayant pour but de réglementer les activités des agents étrangers accrédités en Bolivie. La disposition gouvernementale ne fut jamais exécutée. M. Paz Zamora fut ultérieurement mis en cause, et avec lui son parti politique – le Mouvement de la gauche *révolutionnaire* (MIR) – pour ses liens avec le narcotrafic. Grâce à des informations savamment distillées par... la DEA.

Toute-puissante à La Paz, la DEA fut dénoncée en 1988 pour avoir expérimenté sept types de substances chimiques dans le Chapare, afin d'éradiquer les plants de coca, provoquant des dommages écologiques irréparables, avec le risque de rendre le sol et l'écosystème inutilisables. En janvier 1989, au nom de la souveraineté nationale, le sous-secrétaire de défense sociale, M. Jorge Alderete, dénonçait : *« La DEA n'informe le gouvernement que de ce qui lui paraît nécessaire, créant une absolue dépendance. »* Le 22 janvier 1993, c'est le président de la Commission bolivienne des droits de l'homme, M. Ernesto Machicao, qui accusera : « Le Rapport sur les violations des droits de l'homme en Bolivie *élaboré par le département d'Etat nord-américain omet le champ de la lutte contre le narcotrafic pour ne pas impliquer les forces de répression des Etats-Unis. C'est dans ce domaine que sont commises les plus nombreuses violations des droits de l'homme, de la part des policiers anti-drogue boliviens et américains*. »

Depuis 1993 et les déclarations de nombreux détenus pour délit de narcotrafic, on sait que la DEA dispose, entre autres à Santa Cruz, de « maisons de torture ». D'après l'avocate Mabel Lopez, dirigeante de la Pastorale carcérale, ses agents appréhendent des citoyens boliviens et étrangers, et les conduisent menottés, les yeux bandés, dans ces maisons où on les fait parler *« avec des méthodes sophistiquées »*. Pour ces détentions, et pour éviter d'être identifiée, la DEA utilise des véhicules loués à l'entreprise Rent-A-Car (4), la responsabilité des opérations étant entre les mains de personnel *latino*, particulièrement de Portoricains.

Insensible aux accusations, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Richard Bowers, réclamait, en avril 1993, *un statut diplomatique, à l'égal de celui des* fonctionnaires de l'ambassade, pour les agents de la DEA. La Chancellerie bolivienne refusa, signalant que ces agents devaient avoir des prérogatives *similaires aux entités qui participent à la coopération* internationale. Néanmoins, si l'on en croit un rapport du secrétaire national de la défense sociale, M. Mario Soliz, le gouvernement n'avait alors aucun contrôle sur le nombre des agents de la DEA entrant dans le pays – en qualité de touristes – pour réaliser des missions de renseignements : *« Nous savons qu'il y a une ou deux personnes qui font connaître leur fonction, mais il n'y a aucune réglementation qui nous permettrait de savoir si les représentants de la DEA sont quarante ou cinquante...* (5). »

EN février 1991, lors du sommet antidrogue de San Antonio (Texas), le président péruvien, M. Alberto Fujimori, parla ouvertement de *« corruption »* en évoquant la DEA. En tout état de cause, celle-ci fait porter tout le poids de la lutte sur les pays latino-américains. En premier lieu sur les paysans *cultivateurs, principales victimes d'une répression* qui les condamne, faute de politiques alternatives, à mourir de faim (6). Sur les narcotrafiquants, c'est bien le moins, particulièrement en Colombie où la lutte menée contre les cartels a eu de réels effets. Mais aussi – hasard ? – sur des gouvernements qui n'ont guère l'heur de plaire à Washington : celui de M. Manuel Noriega en 1989 au Panama, celui auquel participait le MIR en Bolivie, aujourd'hui celui du président colombien, M. Ernesto Samper – souvent défini comme social-démocrate. Le très néolibéral *Ernesto Zedillo, président du Mexique, tout comme* son prédécesseur, M. Carlos Salinas, s'en tirent à moindres frais.

En revanche, on demeure perplexe devant les piètres résultats de l'agence – *elle dispose d'un budget annuel* de l'ordre de 800 millions de dollars – dans son propre pays. La capture des trafiquants de drogue andins et la confiscation de leurs biens semblent l'intéresser davantage que le démantèlement du trafic ou la recherche de l'« argent sale » aux Etats-Unis.

Le 5 février 1997, fut rendue publique, à Bogota, la « liste Clinton », un document classé du gouvernement des Etats-Unis mettant en cause 204 Colombiens et 155 entreprises, particulièrement de Cali et de Bogota (7). *« A quand une liste des consommateurs ? »*, demande-t-on, en grinçant des dents, dans la capitale andine.

(1) *DEA y soberania en Bolivia – cronologia 1986-1994*, Cedib, Cochabamba, octobre 1994. Lire aussi, Gumer Holzman, *On dit que j'ai survécu quelque part au-delà des mers...*, La Découverte, Paris, 1997, pp. 231 à 246.

(2) Sur les relations étroites, parfois contradictoires et même conflictuelles entre la DEA et la CIA, lire Michael Levine, Laura Kavanau-Levine, *Blancs comme neige, la drôle de guerre à la cocaïne*, Dagorno, Paris, 1996.

(3) John Mills, *The Underground Empire*, Doubleday, New York, 1987.

(4) *Hoy*, La Paz, 7 janvier 1994.

(5) *El Diario*, La Paz, 16 janvier 1994.

(6) Lire Maurice Lemoine, « Coca-répression chez les paysans boliviens », *Le Monde diplomatique*, octobre 1995.

(7) *Cambio 16*, Madrid, 3 mars 1997.

CONFLITS DE LA TERRE ET POUVOIR ÉCONOMIQUE AUX PHILIPPINES

# La paix reste fragile à Mindanao

**SALUÉ comme une étape décisive dans la pacification définitive des Philippines, l'accord signé le 2 septembre 1996 entre le président Fidel Ramos et M. Nur Misuari, le chef du Front national de libération moro, n'a pas mis fin à la violence. L'assassinat, le 4 février, de Mgr Benjamin de Jesus, évêque de Mindanao, devant la cathédrale de Jolo, a renforcé les préventions des chrétiens, largement majoritaires dans le Sud philippin, à l'égard d'une évolution au sujet de laquelle ils n'ont pas été consultés. De leur côté, certains groupes musulmans intégristes, opposés à l'accord, multiplient rapts et accrochages avec l'armée.**

**Par CATHERINE GAUDARD ***

L'accord de paix signé à Manille, le 2 septembre 1996, entre le gouvernement du président Fidel Ramos et le Front national de libération moro (MNLF) représente un enjeu de première importance pour Mindanao et le Sud philippin. Aboutissement de plus de quatre ans de négociations menées à Djakarta (Indonésie), il vise à donner aux musulmans ce qui leur a été longtemps refusé : un rôle à jouer dans la direction du territoire (1). S'il a suscité beaucoup d'espoirs au sein de la population islamique, il a aussi provoqué une vague de protestations violentes de la part des chrétiens, qui forment depuis une quarantaine d'années l'écrasante majorité dans l'île (85 % des 20 millions d'habitants).

Les obstacles à surmonter sont immenses. Il s'agit de mettre fin à des haines intercommunautaires multiséculaires, de résoudre les conflits de propriété des terres et de répartir équitablement les ressources naturelles et le pouvoir économique et politique entre les chrétiens, les musulmans et les lumads, ces tribus autochtones chassées toujours plus loin dans la montagne.

La mise en œuvre de cet accord repose largement sur les épaules des deux signataires : M. Nur Misuari, le dirigeant du MNLF, à peine sorti de près de vingt-cinq ans de clandestinité et d'exil, et le chef de l'Etat philippin. Elu gouverneur, le 9 septembre, de la région autonome de Mindanao musulman (ARRM), créée à la suite du référendum de 1989 (2), M. Nur Misuari a également été nommé président du Conseil pour la paix et le développement au sud des Philippines (SPCPD). Ce conseil transitoire est chargé pendant les trois années à venir de promouvoir, suivre et coordonner les efforts pour la paix et de mettre en œuvre des initiatives de développement social et économique. Un référendum régional devra ensuite avoir lieu et un nouveau gouvernement local s'installer.

Des siècles de violence ne s'effacent pas du jour au lendemain. Les Philippins aiment à comparer la situation de Mindanao avec celle de la Palestine ou de l'Irlande : un peuple annexé malgré lui à une entité nationale de religion différente ; des vagues de colonisation agricole assurant aux nouveaux arrivants, chrétiens en l'occurrence, une domination démographique sur les musulmans et les autres minorités ; la prise progressive du contrôle économique et politique de la région par les colons ; un conflit qui se prolonge depuis des générations dans une région fortement militarisée ; des dizaines de milliers de morts de part et d'autre. Tous ces éléments pèsent sur la réussite de l'accord de paix en dépit de la lassitude générale qu'inspire la guerre.

## Chrétiens contre musulmans

LE peuple moro – terme utilisé à l'origine par les Espagnols pour désigner les populations musulmanes du sud des Philippines, puis repris par ces dernières comme symbole d'unité – est constitué de treize groupes linguistiques islamisés. Les principaux sont les Maguindanaos, les Maranaos et les Tausugs. Traditionnellement, la terre des moros n'était pas propriété individuelle, mais domaine ancestral collectif, et seul l'usufruit en était cédé aux membres de la communauté par le *datu*, le chef du clan. Après l'annexion du territoire par les Etats-Unis (traité de Paris, 1898), une série de lois, au début du siècle, déposséda les populations de leurs terres ancestrales en les déclarant domaine public. Certains *datus* proclamèrent alors propriété personnelle toutes les terres de leur clan, décision qui donna naissance à la classe des grands propriétaires terriens moros.

Vers le milieu des années 30, l'établissement de nombreux colons chrétiens à Mindanao fut encouragé. De larges zones de l'île furent accaparées non seulement par ces petits colons, mais aussi par de grands propriétaires terriens d'autres régions et par des compagnies multinationales américaines (3). Ce mouvement s'accéléra après la seconde guerre mondiale. Le résultat fut un renversement de l'équilibre démographique : d'une population musulmane et lumad d'à peine 1,5 million d'habitants en 1903, la région est passée en 1980 à plus de 13 millions, majoritairement chrétiens. Les communautés moros et lumads figurent parmi les plus pauvres de tout l'archipel philippin, situation qui est à l'origine du soulèvement musulman des années 70.

Depuis 1970, plus de 100 000 personnes auraient été victimes des affrontements entre l'armée et le MNLF. L'accord de Tripoli, conclu en 1976 entre le gouvernement et la rébellion, sous l'égide de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), prévoyait déjà l'autonomie des treize provinces du Sud (devenues entre-temps quatorze) qui ont fait l'objet de l'accord du 2 septembre 1996. Mais les neuf provinces à majorité chrétienne s'y opposèrent lors d'un référendum, organisé en 1977. L'apparition de groupes musulmans plus radicaux que le MNLF, dont le plus important est le MILF (Front de libération islamique moro), a compliqué depuis la situation. L'opposition de ces groupes au récent accord de paix risque d'en perturber fortement la mise en œuvre. Une autre organisation, le groupe Abu Sayyaf, moins important militairement, mais non moins gênant, aspire quant à lui à l'instauration d'une République islamique à Mindanao. Il est responsable d'actions terroristes contre les chrétiens. Il serait appuyé par l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan. D'autres petits groupes dissidents du MNLF sont apparus depuis l'accord de paix, tels le MILO (Moro Islamic Liberation Organization). Le président Fidel Ramos a voulu négocier rapidement avec le MNLF, car attendre plus longtemps risquait de permettre aux groupes plus radicaux de se consolider.

Parmi les opposants à l'accord de paix, l'une des inquiétudes concerne l'avenir des forces armées du MNLF. Environ 7 500 guérilleros (sur un total qui varie, selon les sources, de 8 000 à 30 000 hommes) doivent être intégrés par groupes de 100 ou 200 hommes dans l'armée et d'autres forces nationales (comme la police). Mais l'accord n'est pas très précis sur les modalités de cette intégration ni sur son calendrier. Certains craignent que des éléments du MNLF ne rejoignent des groupes paramilitaires et ne se livrent à des affrontements armés avec des groupes paramilitaires chrétiens.

Le nœud du problème, toutefois, réside dans la présence majoritaire des chrétiens dans la plupart (neuf sur quatorze) des provinces couvertes par l'accord. Or ceux-ci considèrent légitime leur contrôle sur des terres où ils sont installés depuis des générations et ils s'opposent à tout compromis avec les musulmans, ainsi qu'à toute réduction de leur pouvoir politique et économique sur la région. A l'approche de l'accord de paix, des protestations se sont produites dans toute la région, surtout dans les villes qui voulaient en être exclues (Iligan City, Zamboanga City, etc.).

Le gouvernement a qualifié ces réactions d'*« émotionnelles »* et de manifestations des *« préjugés chrétiens contre les musulmans »*. La très puissante secte Iglesia Ni Cristo considère l'accord comme un *« appui ouvert à la religion musulmane, une assistance gouvernementale au bénéfice d'une secte religieuse »*. Le droit de regard sur l'exécution de l'accord, octroyé à l'Organisation de la conférence islamique, est également dénoncé. Néanmoins, la hiérarchie des Eglises chrétiennes a fini par se rallier à un appui critique à l'accord.

Sous la pression, le gouvernement a revu certaines dispositions du texte. Il a notamment réduit les pouvoirs et le budget – M. Nur Misuari réclamait 20 milliards de pesos (4) – du Conseil pour la paix et le développement. Mais ce que craignent le plus les chrétiens, c'est l'appropriation de leurs terres et une politique discriminatoire dans les investissements économiques en faveur des provinces musulmanes, plus pauvres, dirigées par le MNLF. Pour protéger leurs domaines, souvent acquis aux dépens des indigènes, les propriétaires terriens n'hésitent pas à faire appel à des milices armées.

Les militaires dénombrent quelque 34 groupes de *« vigilantes »* (milices), la plupart chrétiens, rassemblant environ 25 000 hommes. Certains ont été créés au début des années 70 pour lutter contre le mouvement moro, d'autres dans les années 80 contre les communistes. Les ilagas ont fait leur réapparition : ces catholiques orthodoxes fanatiques, qui se croient dotés d'un pouvoir spécial de nature à les protéger des balles, ont combattu férocement, dans le passé, tant le MNLF que les chrétiens de gauche.

Dans ces conditions, quelles chances l'accord de paix a-t-il d'être appliqué ? En faveur de qui va se faire le développement économique prévu ? L'agriculture, qui regroupe 3,4 millions de personnes, reste dominante dans la région. Sept grandes compagnies multinationales contrôlent les plantations commerciales (bananes, ananas, hévéas, cocotiers, etc.), qui couvraient en 1993 plus de 100 000 hectares. Ces cultures ont des conséquences désastreuses sur l'environnement : destruction des terres par des doses massives d'engrais chimiques et de pesticides, érosion des sols, etc. En outre, seulement 1 % des travailleurs agricoles trouvent à s'employer dans l'ensemble de ce secteur. Les paysans chassés de leurs terres doivent le plus souvent trouver ailleurs leurs moyens de survie.

Autre problème : la déforestation. Sur les 3,92 millions d'hectares de forêts dénombrés en 1981, il n'en restait plus que 1,77 million en 1991. Ces forêts ont été détruites sans souci de leur renouvellement. M. Misuari a déclaré, le 13 octobre 1996, que sa première initiative serait de prononcer un arrêt total de la déforestation. Il a demandé aux lumads de soutenir cette politique. Il devra affronter les résistances de politiciens puissants.

La priorité économique sera-t-elle donnée aux programmes en faveur des plus pauvres et à la promotion d'entreprises industrielles « du peuple » ou aux efforts pour attirer les investissements étrangers ? Le programme national « Philippines 2000 », dont le but est de rejoindre en quelques années le groupe des nouveaux pays industrialisés (NPI), repose sur une économie fondée sur l'exportation et l'utilisation du faible coût de la main-d'œuvre locale. Objectifs souvent contradictoires avec ceux de la justice sociale et économique.

L'enjeu est d'attirer les capitaux des pays musulmans de la zone de croissance d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Brunei) et des Etats du Golfe. Mais le développement des infrastructures (routes, télécommunications et électrification, expansion des ports, travaux d'irrigation agricole), la création d'industries de transformation alimentaire, voire l'expansion du tourisme, risquent de signifier des déplacements forcés de populations (5) ou, au minimum, la perte de contrôle par les paysans de leurs ressources.

La gauche révolutionnaire, active politiquement et parfois militairement dans neuf provinces et sept villes de Mindanao, a qualifié l'accord de *« réactionnaire »*. Quant au Front national démocratique (NDF), formé autour du Parti communiste (6), il dénonce le conflit d'intérêts entre les classes dirigeantes musulmanes et chrétiennes pour le contrôle des ressources. Selon lui, personne n'entreprendra la nécessaire réforme agraire *« de peur de toucher aux grands propriétaires de la société moro ou de s'attaquer aux multinationales »*.

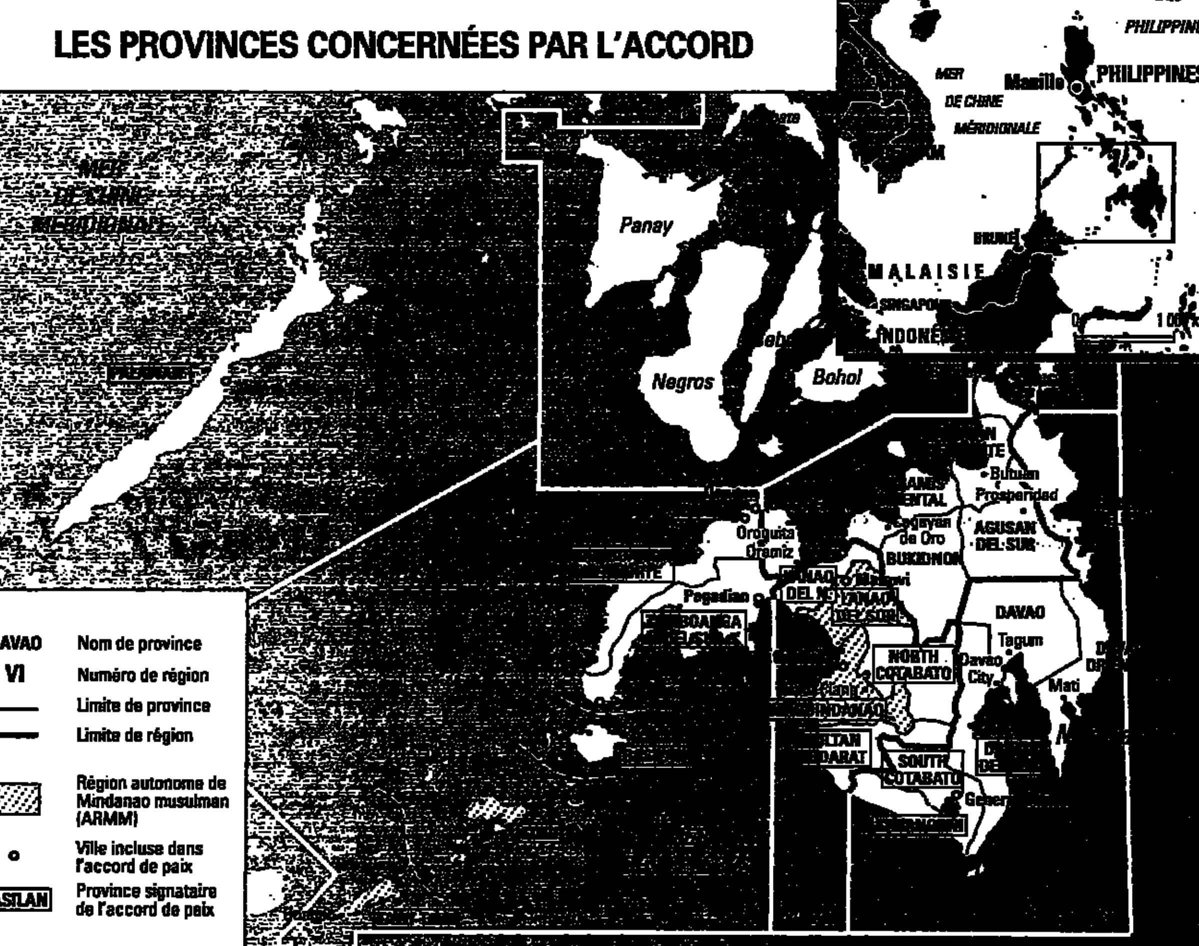
Les communautés moros et lumads sont très largement marginalisées sur le terrain économique, politique et social. Cette situation risque de s'aggraver, même si certaines élites moros bénéficieront sans doute des investissements à venir.

Les clans traditionnels moros, pourtant, ont généralement réagi positivement aux perspectives offertes par l'accord. Quant aux lumads, notamment la Pasaka Regional Lumad Confederation, qui rassemble diverses organisations de lumads du sud de Mindanao, ils n'ont pas été consultés dans les négociations et ont accueilli l'accord avec scepticisme. Ils n'y voient aucune garantie d'annulation ou de suspension des programmes gouvernementaux destinés à les déposséder de leurs terres au profit de sociétés étrangères (7). Pour les lumads, les projets de développement signifient toujours agression et militarisation (8).

La question des droits économiques du peuple moro et des lumads, en particulier de leurs droits à leurs terres ancestrales, constitue toujours la base de leurs révoltes. Si l'accord ne répond pas à leurs espoirs, ils risquent de rejoindre massivement les groupes qui continuent la lutte armée, avec le risque d'une radicalisation religieuse.

* Responsable Asie à Frères des hommes.

**LES PROVINCES CONCERNÉES PAR L'ACCORD**




CÉCILE MARIN

(1) L'accord concerne quatorze provinces sur les vingt-quatre que compte le Sud philippin, et neuf villes sur seize, plus l'île voisine de Palawan. Administrativement, le Sud philippin comprend quatre régions et la région autonome de Mindanao musulman (ARMM).

(2) La région autonome musulmane comprend les quatre provinces du Sud philippin à forte majorité musulmane : Maguindanao (sauf Cotabato City), Lanao del Sur (sauf Marawi City), Sulu, Tawi-Tawi.

(3) Dès cette époque, la société Del Monte obtint le contrôle de près de 8 000 hectares grâce à une concession de vingt-cinq ans renouvelable.

(4) 1 peso = 0,20 franc.

(5) En 1995, dix-huit « incidents de déplacement » ont été relevés, concernant plus de 17 000 familles dans le nord de Cotabato et à Maguindanao. Certaines avaient refusé de vendre leurs terres à la société pétrolière malaisienne Petronas ou à la Philippine National Oil Company.

(6) Le Front national démocratique est dirigé depuis Utrecht, aux Pays-Bas, par M. Jalandoni.

(7) A Lanao del Sur, la société malaisienne Junob Oil s'est assuré le contrôle de 3 000 hectares pour transformer les cultures vivrières en plantations de palmiers à huile. Beaucoup de paysans de la zone seront rabaissés au rang d'ouvriers agricoles saisonniers.

(8) Selon M. Eduardo Ermita, vice-président du groupe gouvernemental aux négociations avec les musulmans, les opérations militaires à Mindanao absorbent encore 30 % du budget des forces armées philippines.

*fallu affronter notre bilan au pouvoir et le fantôme des années 80 »*, confie M. Allen.

Rien n'est moins naturel, rien n'exige autant d'interventions, de législations, d'interdictions, de sanctions que le libéralisme et la concurrence : le traité de Maastricht est touffu et contraignant ; l'Alena a nécessité un texte de près de 2 000 pages ; la liberté du travail à la mode britannique comporte sept lois de répression des syndicats. Autant dire qu'en Nouvelle-Zélande, pour enfanter la société de marché, la machine de l'Etat a dû tourner à plein régime. Il a fallu arracher leurs subventions aux agriculteurs ; privatiser les télécommunications, les banques, les chemins de fer, les forêts ; répandre partout (y compris dans la culture, l'école, l'hôpital) le modèle sacré de l'évaluation et de l'efficience ; légiférer pour abandonner à la Banque centrale le contrôle exclusif de la politique monétaire ; créer un impôt (de 12,5 %) sur la consommation qui financerait la réduction du prélèvement sur le revenu ; légiférer encore pour aligner le droit du travail sur le droit commercial ; légiférer toujours pour démanteler la fonction publique et contractualiser tous ses emplois de direction ; amputer les allocations sociales ; retarder de cinq ans l'âge de la retraite.

M. Roger Douglas a détaillé ainsi sa stratégie d'alors : « *N'essayez pas d'avancer pas à pas. Définissez clairement ce que sont vos objectifs et rapprochez-vous-en par grands bonds qualitatifs. Une fois que le programme de réformes commence à être mis en œuvre, ne vous arrêtez qu'après l'avoir mené à terme : le feu de vos adversaires est moins précis quand il doit viser une cible qui ne cesse de bouger* (7). » Economiste et auteur d'un excellent livre sur « *la commercialisation de la Nouvelle-Zélande* », Brian Easton commente : « *L'approche* [de M. Douglas] *exige que toute opposition aux réformes provienne des privilégiés, des détenteurs d'"intérêts acquis". Il n'y a jamais chez lui la moindre place pour une analyse différente de la sienne. Et cette recette est d'autant plus paradoxale qu'elle a été exposée lors d'une réunion de la Société du Mont-Pèlerin, fondée par Friedrich von Hayek* (8). »

A priori paradoxal, le rôle dirigeant des travaillistes pendant la grande transformation s'explique de deux façons. Côté gouvernement, on abandonna la marche des affaires à une poignée de ministres économiques et à leurs experts sans toujours comprendre où cette marche conduirait. Côté militants, on se préoccupa d'autres choses et d'autres causes, d'ailleurs fort légitimes (le combat écologiste et antinucléaire, la lutte des femmes, le droit des homosexuels, les revendications culturelles et sociales des Maoris, leurs demandes de réparations financières). Sans imaginer que les transformations économiques en cours induiraient forcément un changement de société, puis le rendraient irréversible.

## Dispersion des militants progressistes

L'UN des dirigeants de la confédération syndicale, M. Peter Harris, reconnaît : « *Le gouvernement Muldoon était très autoritaire et très conservateur. Tous ceux qui souhaitaient sa chute ont donc soutenu le Parti travailliste, progressivement devenu la coalition des anti-Muldoon. S'y sont retrouvés les syndicats bien sûr, mais aussi les écologistes, les féministes, les militants de l'égalité raciale. Et même les néolibéraux. Puis chacun ne se soucia que d'obtenir ce qu'il voulait du nouveau gouvernement : les pacifistes, un retrait de l'alliance militaire dirigée par les Américains ; les militants antiapartheid, la rupture des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud ; les syndicalistes, un renforcement du droit de grève. Au demeurant, les travaillistes de base étaient économiquement analphabètes, prêts sur ce sujet à se satisfaire des explications de leurs dirigeants.* »

M. Bruce Jesson, un des principaux intellectuels de gauche du pays, ajoute : « *Quand deux ou trois ministres travaillistes ont basculé du côté de la nouvelle droite néolibérale, il n'y avait pas de structure intellectuelle prête à s'y opposer. Les adversaires des réformes se sont tus pour ne pas nuire au combat antinucléaire de M. David Lange* [le sabotage du *Rainbow-Warrior* par des militaires français eut lieu en juillet 1985]. *Et, puisqu'on ne remettait pas en cause l'obligation dans certains secteurs d'appartenir à un syndicat pour avoir un emploi, les syndicats ne se manifestèrent pas davantage.* »

A l'origine, le Parti travailliste espérait à la fois freiner l'activisme de l'Etat, ses « grands projets » financièrement et écologiquement destructeurs, et « *mettre un terme à la privatisation* » – à l'époque bien modeste – des actifs publics. Ni le nouveau premier ministre, M. David Lange, ni son adjoint, M. Geoffrey Palmer, avocats l'un et l'autre, n'avaient la moindre compétence économique. Ils déléguèrent donc l'essentiel des décisions concernant ce domaine à une troïka de ministres (MM. Roger Douglas, Richard Prebble et David Caygill) dont les deux premiers sont depuis passés à droite l'un et l'autre...

Or la troïka ne faisait que refléter l'avis des hauts fonctionnaires du ministère des finances, souvent formés par l'OCDE, la Banque mondiale, les universités américaines, et désireux de transformer leur pays en prototype de la société de marché. Ce que le conservateur Robert Muldoon ne leur avait pas permis d'entreprendre, le travailliste David Lange le rendrait possible. Les hauts fonctionnaires ultralibéraux avaient converti la troïka, la troïka convaincrait le Premier ministre et M. Palmer, les cinq membres du gouvernement feraient ensuite adopter leurs propositions par le cabinet. Et puisque le cabinet regroupait une partie appréciable du groupe parlementaire travailliste, lui-même majoritaire dans une assemblée omnipotente... Le climat international était on ne peut plus porteur. Comme le rappelle M. Donald Brash : « *A la fin de 1984, les ministres des finances de six pays de l'OCDE – la Nouvelle-Zélande, l'Australie, l'Espagne, la France, la Suède et le Royaume-Uni – étaient des porte-parole actifs de la libéralisation. Et tous sauf un* [le Royaume-Uni] *appartenaient à des gouvernements de gauche* (9). »

Rarement révolution fut plus idéologique. Le ministère des finances était entièrement acquis aux leçons enseignées à l'université de Chicago, qui privilégient la rigueur théorique sur les données concrètes, trop souvent susceptibles de nuire à la pureté du modèle. La société s'adapterait, forcément. D'ailleurs, même si M. Brash reconnaît aujourd'hui que « *les Néo-Zélandais restent ambivalents, voire hostiles aux tourbillons des douze dernières années* », la société s'est adaptée tant bien que mal, certains infiniment mieux que d'autres. M. Brian Easton souligne toutefois que « *le succès politique des adeptes de la commercialisation ne s'explique ni par leur brio intellectuel ni par leur capacité à résister au feu roulant de la critique et du scepticisme. La vérité, c'est qu'un petit groupe se trouvait là où il fallait et obtint l'appui politique qu'il fallait. Il fut ainsi en mesure d'utiliser sa position stratégique et son accès privilégié à l'information économique pour interdire et détruire tout projet alternatif.* »

« *Là où il fallait* », c'était au cœur de l'appareil d'Etat. M. Roger Kerr, qui dirige aujourd'hui le Business Roundtable, un lobby patronal regroupant les patrons des 60 plus grosses entreprises du pays, désormais majoritairement étrangères, était il y a quelques années lui aussi haut fonctionnaire au ministère des finances. Il confie assez volontiers que « *les réformes néozélandaises ont été imaginées au sein de la fonction publique, par le Trésor et par la Banque centrale. La critique du keynésianisme et le désir de procéder à l'ajustement structurel nous sont venus des réunions internationales organisées par l'OCDE, la Banque mondiale, le FMI etc. Et nous avons tenu compte de ce qu'écrivaient des* think tanks *comme le Cato Institute, la Heritage Foundation, l'Institut des affaires économiques de Londres. Membre moi-même de la Société du Mont-Pèlerin, je fais de mon mieux pour rester en contact avec ce réseau.* (10) »



TERRY STRINGER. – « Mask of Fortune » (1996)

## « Métayers sur nos propres terres »

**On peut communiquer grâce à la poste, au train, au téléphone.**

**En Nouvelle-Zélande, la Poste est toujours publique. Mais « efficiente » ; chacun là-bas se souvient encore du vendredi 5 février 1988. A 17 heures ce jour-là, 432 bureaux (plus d'un sur trois) ferment *pour ne plus jamais rouvrir. Ils ne sont pas rentables. L'idée de service public, le refus de voir des* communautés entières privées de leurs caisses d'épargne n'a pas angoissé les décideurs : « *C'était aux banques de résoudre ce problème, pas à nous.* » Et si demain la Poste était privatisée, ses responsables confient que « *ça ne changerait rien.* »**

**La compagnie de chemins de fer New Zealand Railways *est privée, elle. Ce qui ne signifie pas* qu'elle soit à la pointe du progrès. La gare d'Auckland, principale ville du pays, ressemble à un long cube un peu morne posé au milieu de quais peu fréquentés. Avant le départ d'un des quatre trains *quotidiens, quelques voyageurs s'égaillent dans des halls gigantesques.* Bâtiment art déco, rythme du XIXe siècle, attente pour l'enregistrement des bagages : seuls les tarifs sont installés de plain-pied dans la modernité. Il en coûte en effet 129 dollars (520 francs) pour parcourir les 600 kilomètres qui séparent Auckland de Wellington. Mais un tel prix se savoure avec lenteur : onze heures pour atteindre la capitale... Le propriétaire des chemins de fer Wisconsin Railways est une société américaine.**

**Depuis 1990, Telecom New Zealand, principale entreprise du pays, appartient elle aussi à deux sociétés américaines (Bell Atlantic et Ameritech). Une acquisition qu'elles ne doivent pas regretter : en 1997, le profit (qui a augmenté chaque année) devrait s'établir à 730 millions de dollars. La mise de fonds est déjà remboursée... Certes, les tarifs d'abonnement résidentiel au téléphone (environ 140 francs par mois) ne sont pas « concurrentiels ». Mais il n'y a pas de concurrence dans ce marché-là. C'est un monopole. Privé.**

**Et si tout ceci choque un peu les consommateurs, les actionnaires sont comblés. Le guide des investisseurs leur assure d'ailleurs : « *La politique des dividendes de Telecom consiste à distribuer au moins 70 % des profits.* » En 1996, ce fut 92,3 %. Le reste doit servir aux investissements, dont certains sont politiques : M. Chris Galloway, porte-parole de l'entreprise, suggère qu'elle a financé les deux grands partis de gouvernement. Député de New Zealand First, M. Doug Woolerton conclut la leçon : « *Nous risquons de nous transformer en métayers sur nos propres terres. Nous ne sommes pourtant pas là pour enrichir l'Amérique.* »**

## La « vraie droite » prend le relais

CHAQUE « réforme » en entraîne une autre. Pour remédier à la crise financière, le gouvernement travailliste laisse flotter le dollar néo-zélandais. Puis il renonce au contrôle des capitaux et à celui de la politique monétaire. Puis il supprime les subventions – parfois tellement extravagantes qu'elles étaient devenues indéfendables – accordées aux agriculteurs et aux industriels. Puis il libère les échanges. Puis il privatise. A Wellington, dans son très beau cabinet d'avocat spécialisé dans le droit des affaires, le président du Parti national, M. Geoffrey Thomson, explique : « *Les travaillistes s'en sont d'abord pris aux agriculteurs, Douglas ayant confié : "On n'a pas à s'en préoccuper, ils ne votent pas pour nous." Nous n'avons pas été d'accord, pensant que les changements ne devaient pas cibler une catégorie particulière. Mais, au moins, le Parti travailliste a lancé les réformes. Certes, il a dû s'y résigner à cause de la crise et il s'est presque engagé sur cette voie par accident : il se trouvait dans un train express dont il ne pouvait plus descendre. Une fois qu'il a commencé, il a cependant fait preuve de détermination.* »

Et la réforme progresse par ricochets. Privés de toutes leurs subventions, ceux des agriculteurs qui n'ont pas fait faillite réclament à leur tour la libéralisation totale des échanges et des réglementations. Espérant ainsi pouvoir survivre sans béquilles en achetant, acheminant, employant là où ce sera le moins cher. Ils deviennent donc partisans d'une réduction des dépenses publiques qui, croient-ils, allégera la pression sur les taux d'intérêt et provoquera une baisse du dollar néo-zélandais, ce qui aura des effets immédiats sur leur secteur économique presque entièrement dépendant des exportations. Désormais, M. Roger Douglas peut compter sur le soutien que les agriculteurs et les petits patrons apporteront aux « réformes » suivantes, y compris à la mise en concurrence des entreprises publiques.

Au départ, le gouvernement travailliste parle de rendre chaque entreprise nationale plus « *efficiente* » en les gérant comme des sociétés privées. Puis, après y avoir licencié à tour de bras (11), il les vend presque toutes. Même si M. David Lange et la majorité des ministres socialistes ne le comprennent *sans doute* pas à l'époque, la restructuration n'était qu'une étape précédant la privatisation. Et la cession des actifs publics à des acheteurs étrangers. M. Peter Harris récite la liste : « *Nous avons vendu les télécommunications et les chemins de fer aux Américains, les forêts aux Américains et aux Japonais, les banques aux Australiens, les assurances aux Britanniques, les compagnies aériennes aux Australiens et aux Britanniques.* »

En 1990, le Parti travailliste est exsangue. A gauche, une partie de ses militants et son ancien président, M. Jim Anderton, l'ont quitté pour fonder ce qui deviendra l'Alliance. A droite, MM. Douglas et Prebble, que M. Lange, soucieux de pause (« *It's time for a cup of tea* »), a enfin cessé d'écouter, préparent la création d'un mouvement néolibéral pur et dur, l'ACT. Les élections ont lieu. Depuis 1984, le taux de chômage a plus que doublé. Le Parti national revient aux affaires.

L'actuel ministre des affaires sociales, M. Roger Sowry, résume les « *trois pieds du tabouret* » des réformes : « *Les trois premières années du gouvernement travailliste* [1984-1987] *avaient été consacrées à la libéralisation des marchés financiers. Les trois suivantes* [1987-1990] *à vendre des entreprises publiques. Quand nous sommes arrivés au pouvoir, nous avons pris le taureau par les cornes et fait ce que les travaillistes ne pouvaient pas entreprendre eux-mêmes. Ils avaient supprimé les subventions des agriculteurs et des industriels, s'en prenant à des gens qui n'étaient pas leurs électeurs. Mais ils n'avaient pas touché ceux qui les soutenaient : les programmes sociaux n'avaient pas été remis en cause, les syndicats bénéficiaient toujours de privilèges. C'est nous qui avons libéré le marché du travail, réduit le niveau des prestations sociales, vendu les forêts et permis la création de prisons privées.* » Editorialiste de l'hebdomadaire économique *National Business Review*, Graeme Hunt ajoute le plus sérieusement du monde : « *Comme en Europe de l'Est, une fois que vous donnez au peuple le goût de la démocratie, il ne veut plus revenir en arrière. Moi-même, je revois avec horreur l'Etat-providence dont j'étais autrefois si fier.* »

« *Le troisième pied du tabouret* » : le 15 mai 1991, la loi (encore une) sur les contrats de travail entre en vigueur, supprimant tous les acquis des syndicats, réglementant le droit de grève, alignant la législation sociale sur celle du privé. Les patrons, facétieux, célèbrent leur libération chaque 1er mai. En quatre ans, le nombre des syndiqués chute de 45 % ; celui des jours de grève est divisé par dix. « *C'est parce que les salariés sont satisfaits* », confie M. Max Bradford, l'actuel ministre du travail.

Les Néo-Zélandais sont aujourd'hui las des « réformes », et ils sont las du monétarisme. En février dernier, reprochant à la Banque centrale la surévaluation de la monnaie, M. Phil Verry, directeur de l'Office de la laine, accuse : « *C'est une folie. Mais les responsables de cette politique sont enhardis par l'adulation de ceux qui en profitent. Trop souvent, des jeunes prépubères, employés par des institutions financières et se prétendant "économistes", agressent notre intelligence collective à coups d'idées simplistes et de prévisions presque toujours erronées* (12). »

L'Etat-providence s'est rabougri, mais il n'a pas péri. En décembre 1990, au moment de la guerre du Golfe, Mme Ruth Richardson, ministre des finances (13), présente « *la mère de tous les budgets* ». Il prévoit la réduction de 5 % à 27 % (selon les cas) des prestations sociales (allocations chômage, retraites, pensions d'invalidité et de veuvage). Depuis, la droite sait qu'elle ne peut pas aller plus loin : les inégalités se sont déjà creusées dans des proportions que le ministère des finances ne cherche pas trop à préciser (14) ; la santé et l'éducation supérieure ont cessé d'être gratuites. Toutefois, le culte de l'argent, de l'individu et de l'efficience affrontent encore des résistances. Nourris par des traditions d'insularité et de solidarité que même douze ans d'« ouverture » et de « réformes » n'ont pas pu effacer. La Nouvelle-Zélande n'est pas encore l'Amérique : Mme Jeanette Fitzimons, dirigeante des Verts, concède que les sans-abri « *ne sont pas très nombreux* ».

## Lassitude devant les « réformes »

IL y a quatre ans, excédés de devoir toujours « *choisir* » entre un Parti travailliste qui se souciait fort peu du monde du travail et un Parti national qui se préoccupait beaucoup trop des investisseurs étrangers, les citoyens ont imposé, par référendum, l'instauration d'un système électoral de type proportionnel. Trois nouvelles formations politiques se sont alors installées au Parlement : à gauche, l'Alliance ; à droite, l'ACT de MM. Douglas et Prebble. Et puis il y a New Zealand First (NZF). Dirigé par l'actuel vice-premier ministre et ministre des Finances, M. Winston Peters, ce parti est difficilement classable (15). Les Maoris ont voté pour lui ; il est haï par l'*establishment* et méprisé par les intellectuels. Hostile à la domination du capital étranger dans l'économie nationale, il n'est pas progressiste pour autant : au terme de longs marchandages, le Parti national lui doit son maintien au pouvoir.

Le nouveau gouvernement de coalition a promis un gel des privatisations. Mais que resterait-il à vendre ? La Poste ? Déjà gérée comme une entreprise commerciale ordinaire, elle a supprimé près de la moitié de ses emplois. Les hôpitaux ? Un responsable hospitalier triomphe : « *Ce secteur a beaucoup changé pour mieux répondre au climat politique. Le concept d'un hôpital public offrant tous les services nécessaires à une communauté ne correspond plus à la réalité* (16). » On n'ira donc pas plus loin.

Aiguillonné par les organisations économiques internationales et par la presse de M. Murdoch, M. Roger Kerr s'impatiente : il aimerait encore davantage de concurrence entre les hôpitaux, l'abolition du salaire minimum, un contrôle plus strict des pensions d'invalidité, le report à 70 ans de l'âge de la retraite... M. Geoffrey Thomson le rassure à moitié : « *L'ère des réformes radicales est révolue. Mais le chemin de la concurrence, du commerce et de la liberté des capitaux continue.* » La décomposition de la gauche garantit encore quelques beaux jours aux « *jeunes prépubères* » qui opèrent dans les institutions financières.

SERGE HALIMI.

(7) Roger Douglas, *Unfinished Business*, Random House, Auckland, 1993.

(8) Brian Easton, *The Commercialization of New Zealand*, Auckland University Press, Auckland, 1997, 288 pages, 35 dollars. Sur l'histoire des « réformes », lire aussi Jane Kelsey, *The New Zealand Experiment : A World Model for Structural Adjustment*, Auckland University Press, 1995. En 1996, Alister Barry a également consacré un remarquable documentaire au sujet, *Someone Else's Country* (Community Media Trust, PO Box 3563, Wellington).

(9) En France, il s'agissait du gouvernement de M. Laurent Fabius ; en Espagne, de celui de M. Felipe Gonzales.

(10) Sur les boîtes à idées néolibérales, lire Serge Halimi, « L'université de Chicago, un petit paradis au milieu du ghetto », « Les chantiers de la démolition sociale » et « Les boîtes à idées de la droite américaine », *Le Monde diplomatique*, avril 1994, juillet 1994 et mai 1995. Lire aussi Susan George, « Comment la pensée est devenue unique », *Le Monde diplomatique*, août 1996.

(11) De 1987 à 1990, la Poste supprime 30 % de ses emplois ; les télécommunications, 47 % ; les chemins de fer, 60 %.

(12) *New Zealand Herald*, Auckland, 11 février 1997.

(13) Devenue consultante, elle conseille à présent le ministre argentin de l'économie.

(14) L'étude du Trésor réalisée par M. George Barker en 1996 parle d'une « *évolution marquée des inégalités entre 1977-78 et 1990-91* » puis d'une stabilisation. L'OCDE précise pour sa part que « *durant les dix années précédant mars 1994, le revenu disponible réel a diminué en valeur absolue de 4 % pour les quintiles à bas revenu* [les 40 % les plus pauvres] *et de 5 % pour les quintiles à revenu moyen, et c'est seulement pour le quintile supérieur* [les 20 % les plus riches] qu'il a augmenté *de 2 %* » (*op. cit.*, p. 101).

(15) Lire l'analyse qu'en fait Bruce Jesson dans *New Zealand Political Review*, Auckland, février 1997.

(16) John Ayling, *Otago Daily Times*, Dunedin, 22 février 1997.

## LES SALARIÉS PRIS EN OTAGE

# Demain, les retraites

**A quelques semaines de sa fin annoncée, le gouvernement de M. John Major vient de proposer la privatisation totale des systèmes de retraite des fonctionnaires britanniques. On n'en est pas encore là en France, mais la loi créant des fonds de pension par capitalisation constitue un pas important dans cette voie. Ce que l'on a soigneusement caché aux citoyens, c'est que ces fonds ne garantissent en rien la stabilité et le montant des retraites puisqu'ils dépendent essentiellement du « bon fonctionnement » des « marchés », de l'exploitation maximale des travailleurs actifs et de la captation de la richesse produite dans les pays dits « émergents ». Le grand capital financier prend ainsi en otage ses propres salariés !**

Par FRANÇOIS CHESNAIS *

Les fonds de pension, tels qu'ils existent dans nombre de pays, et tels qu'ils viennent d'être créés en France par la loi Thomas votée en février dernier, visent seulement en apparence à garantir l'avenir des retraites. Leur véritable objectif est de répartir toujours davantage au profit des détenteurs d'actifs financiers les richesses résultant de l'activité productive au sens large (1).

Lorsqu'il y a capitalisation de l'épargne individuelle versée par des salariés dans une caisse de retraite d'entreprise ou de branche d'industrie (un fonds, pour reprendre le terme anglo-saxon), le montant de la retraite ne dépend pas de celui des dernières fiches de paie. Il n'est pas non plus indexé sur les salaires ou sur les prix. Il est fonction, d'une part, de ce que le salarié aura pu accumuler personnellement au cours des heurs et malheurs de sa vie active – donc du nombre d'années pendant lesquelles il aura été employé, ainsi que du type de contrats de travail dont il aura « bénéficié » – et, d'autre part, du « succès » avec lequel on aura fait « fructifier » son épargne.

Or ce « succès » dépend davantage de l'efficacité des mécanismes nationaux et internationaux de transfert de richesses auxquels ces placements renvoient que de la compétence intrinsèque des gestionnaires de fonds. Ces mécanismes sont « sociaux », dans la mesure où ils redistribuent une richesse sociale entre individus appartenant à des groupes que la situation professionnelle mais également la nationalité différencient. C'est par l'intermédiaire des marchés financiers, et au nom de principes n'ayant rien à voir avec ceux de la solidarité à l'intérieur du salariat, que cette redistribution est effectuée.

Les cotisations payées par le salarié à la caisse de retraite de son entreprise ou de sa branche, augmentées ou non – selon les systèmes et les moments – par les versements (dits « abondements ») de l'employeur, alimentent un fonds. Dans le système allemand, celui-ci a longtemps servi à accroître les provisions aux bilans des groupes et à renforcer leur capacité d'investissement par autofinancement (2). Jusqu'en 1994, l'aile la plus « industrielle » du Conseil national du patronat français (CNPF) a défendu cette approche, face aux banquiers et aux assureurs. Ceux-ci, au contraire, se sont faits les défenseurs farouches de l'approche anglo-saxonne qui a triomphé avec la loi Thomas : l'épargne salariale est confiée à un financier, dont le rôle est de « bonifier », de faire « fructifier » les sommes déposées entre ses mains, à l'aide de placements sur les marchés aussi rentables et aussi sûrs que possible.

La gestion du fonds peut se faire « en interne », au sein des groupes industriels ou bancaires. Elle exige des compétences appropriées et, depuis les fraudes des années 80, dont le cas Maxwell (3) est le plus retentissant, elle est de plus en plus étroitement surveillée, même au Royaume-Uni. Elle est donc généralement « externalisée », c'est-à-dire confiée à un organisme spécialisé : l'un des grands gestionnaires de fonds de retraite qui centralisent maintenant chacun, à New York, à Londres ou à Tokyo, des dizaines de caisses d'entreprise. A l'égard des gestionnaires, les employeurs ont une exigence particulière d'« efficacité » et de « productivité », car la plupart des systèmes privés n'exigent des abondements de la part des entreprises qu'en cas de faible performance des fonds sur les marchés. C'est aussi en fonction du rendement des placements que sont calculées les commissions – très élevées – des gestionnaires de fonds.

Dans des proportions variables d'un pays et d'un fonds à un autre, les gestionnaires privilégient deux types de placements. En premier lieu, ceux sous forme de titres de la dette publique et d'obligations émises par les Etats de par le monde, notamment dans les pays industrialisés. Dans la première moitié des années 90, ceux-ci ont représenté 20 % à 25 % des actifs des fonds américains, et environ 15 % de ceux des fonds britanniques (4). La libéralisation et la déréglementation financière, et donc la mondialisation du capital qui en a été la conséquence, ont entraîné l'internationalisation des titres détenus. Le marché obligataire public est le compartiment le plus actif et le plus internationalisé de la place de Paris, comme de celles de tant d'autres pays. Avec des variations importantes de mois en mois, entre 20 % et 40 % de la dette publique française ont été détenus par les fonds étrangers au cours de cette décennie *(lire l'article ci-dessous)*.

La seconde forme majeure de placement consiste en portefeuilles d'actions cotées dans les principales Bourses de valeur. Elle domine en termes de calcul des actifs, mais pas nécessairement en termes de flux réguliers de revenus. Elle représente quelque 45 % à 50 % des actifs des fonds de pension américains, mais jusqu'à 65 % de ceux des fonds britanniques. On estime qu'environ un tiers des actions de Wall Street, comme de la City, sont ainsi entre les mains des fonds de pension.

Dans le cas des obligations publiques, le flux de richesses qui alimente les fonds de pension – et leur permet de servir les retraites promises – repose sur le transfert de revenus transitant par l'impôt, avant de tomber dans leur escarcelle au titre du service des intérêts de la dette. Ces revenus naissent dans l'activité économique, notamment sous forme de salaires. Ils sont captés par la fiscalité directe et indirecte, puis dirigés vers les marchés financiers qui en redistribuent une fraction aux bénéficiaires des systèmes privés.

Dans le cas des actions, la « bonification » de l'épargne repose sur les dividendes versés par les sociétés et sur la cotation des titres – dépendant, dans les deux cas, du montant des profits –, ainsi que sur les opérations d'achat et de vente de titres boursiers qui, lorsqu'elles sont réussies, dégagent des plus-values parfois très importantes. Il n'y a pas de miracle de la multiplication des pains. L'« épargne » ne crée aucune richesse en elle-même. Elle ne permet pas, en soi, de servir des retraites. Elle n'est « fertile » qu'en tant que pompe à capter des flux de richesses créés autre part dans le système économique, national ou mondial (5).

Lorsque, en prévision du krach, les gestionnaires de fonds liquidèrent leurs positions sur les marchés obligataires et d'actions à Mexico, et qu'ils en précipitèrent l'effondrement, ils *« faisaient seulement leur métier »*, comme ils le disent. Mais, ce faisant, ils sont partie intégrante de mécanismes économiques constitutifs d'un régime d'accumulation dont ne peut résulter que *« l'horreur économique »* (6). En spéculant par ailleurs contre les monnaies, ils participent à des opérations dont la fonction est de réaffirmer la domination des « marchés » sur les Etats, par le biais de leur endettement, et de rappeler à l'ordre les gouvernements qui perdraient de vue les exigences des grands opérateurs.

Les fonds de pension ont ainsi une nature double. D'un côté, ils sont le résultat accumulé de cotisations perçues sur des salaires et des traitements. Leur but affiché est d'assurer aux salariés concernés, après leur départ de la vie active, une retraite décente et stable. D'un autre côté, dès que le montant de l'épargne accumulée dépasse un certain seuil, ces fonds prennent place dans la catégorie des institutions financières non bancaires, dont la fonction est de faire fructifier un montant élevé de capital-argent en conservant à celui-ci sa liquidité, et en maximisant son rendement. Leur nature économique change alors radicalement, et les cotisants anciens salariés, ainsi qu'une partie des ménages qui ont placé leur épargne dans les sicav et autres fonds de placement collectifs, se trouvent, pour ainsi dire, pris en otage par le capital financier.

Ces couches n'ont aucune vocation « naturelle » à lier leur sort à celui du capital financier, hautement centralisé,


GALERIE LELONG

KAREL APPEL. – « Pantins de personne » (1994)

* Economiste, auteur de *La Mondialisation du capital*, Syros, Paris, 1994 ; maître d'œuvre de *La Mondialisation financière : genèse, coûts et enjeux*, Syros, Paris, 1996.

(1) Lire René Passet, « La grande mystification des fonds de pension », *Le Monde diplomatique*, mars 1997.

(2) Sur le système allemand, aujourd'hui en perte de vitesse face au modèle financiarisé anglo-saxon, lire Lucy apRoberts et Emmanuel Reynaud, *Les Régimes de retraite à l'étranger : Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni*, Institut de recherches économiques et sociales (IRES), Paris, 1992.

(3) Pour tenter de sauver ses affaires en perdition, le magnat de la presse britannique Robert Maxwell puisa 740 millions de livres dans les caisses de retraite des sociétés de son groupe, spoliant environ 32 000 retraités.

(4) Lire, à ce sujet, l'ouvrage de référence de Philip Davis, *Pension Funds, Retirement-Income Security and Capital Markets : an International Perspective*, Clarendon Press, Oxford, 1996.

(5) Sur cette question et celles qui suivent, lire François Chesnais, en collaboration avec Suzanne de Brunhoff, Richard Farnetti, Robert Gutmann, Dominique Plihon, Pierre Salama et Claude Serfati, *La Mondialisation financière : genèse, coûts et enjeux*, Syros, coll. « Alternatives économiques », Paris, 1996.

(6) Lire Viviane Forrester, *L'Horreur économique*, Fayard, Paris, 1996.



## La Bourse de Paris et le pactole de la dette publique

FAISANT flèche de tout bois, le lobby des fonds de pension donne à l'occasion dans le registre patriotique : la mise en œuvre de la loi Thomas permettra, nous dit-on, de contrer le poids des fonds anglo-saxons, notamment américains, à la Bourse de Paris et dans le capital d'un nombre croissant de grands groupes français. Si l'intention était réellement celle-là, alors le terrain choisi n'est pas le bon. De « capital à capital », le combat est perdu d'avance : en 1995, les actifs des fonds américains s'élevaient à 4 258 milliards de dollars, et ceux des assurance-vie et assurance-vieillesse des compagnies françaises à 75 milliards. En l'an 2000, les rapports de forces seront identiques, nonobstant la nouvelle législation.

C'est sur le terrain de la dette publique que se situent les véritables enjeux. Celle-ci constitue en effet le principal attrait de la place de Paris pour les institutionnels étrangers. Le flux de richesses transitant vers ces fonds par l'intermédiaire du budget français – du fait du régime de taux réels positifs mis en place internationalement à partir des Etats-Unis au début des années 80 – pèse d'un poids autrement lourd, pour les salariés français, que la part du capital détenue à la BNP ou dans un des nombreux groupes français que courtisent les fonds d'outre-Atlantique.

Il faut ici rappeler l'analyse du rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale, M. Philippe Auberger, pour expliquer la manière dont s'est constituée et se reproduit la composante structurelle du déficit budgétaire français. Celle qui ne se résorbe pas, même lorsqu'il existe un excédent du solde primaire. Au cours des années 80, *« la dette publique a été soumise à un processus de croissance spontanée, d'effet "boule de neige". Son coût moyen, influencé par le niveau historiquement très élevé des taux d'intérêt réels, et par la part croissante de la dette négociable, est devenu supérieur au taux de croissance de l'économie. Dès lors, la charge budgétaire creuse spontanément le déficit, qui s'ajoute au stock de dette en fin d'année et doit être refinancé à coût élevé. Ce mécanisme, une fois lancé, entraîne la croissance de la dette comparée au PIB, même si le déficit hors dette est ramené à l'équilibre* (1). »

Une analyse imparable : le paiement de la dette est le tonneau des Danaïdes des salariés modernes. C'est donc par son élimination que doit débuter toute réflexion sur les moyens de desserrer l'étreinte du capital financier, dont les fonds de pension anglo-saxons sont de toute évidence un pilier majeur, et sur la politique économique des gouvernements français successifs.

NUL ou presque ne nie que toute lutte véritable contre le chômage passe en grande partie par le financement – français aussi bien qu'européen – de grands projets d'investissement dans les domaines négligés ou abandonnés depuis quinze ans : l'environnement, la médecine préventive, l'enseignement, le logement, la rénovation des quartiers et des banlieues délaissés et paupérisés, etc. Loin de s'engager dans cette voie, les gouvernements ont imposé, sous la surveillance des marchés, une austérité budgétaire qui aggrave encore le chômage et les déficits sociaux, sans réduire d'un centime les sommes dues au titre des intérêts de la dette. La « seule politique possible » consiste-t-elle à accepter que les caisses de l'Etat puissent être grevées par le transfert permanent de plus de 20 % du budget aux marchés financiers ?

Depuis longtemps, l'annulation de la dette des pays du tiers-monde figure en bonne place dans la liste des revendications des partis et syndicats. Elle ne peut plus se limiter à ces pays. Aujourd'hui, c'est de la France, entre autres Etats européens, qu'il s'agit (2).

F. C.

(1) Rapport général sur le projet de loi de finances pour 1995, Assemblée nationale, document 580, 1994.

(2) Lire *Carré rouge*, nº 4, mars 1997 (BP 125, 75463 Paris Cedex 10).

ALARIÉS PRIS EN OT

# , les retrait



rse de Paris

la dette publique

هكذا من الأصل



## PAR LE CAPITAL FINANCIER

# à la merci des marchés

monopoliste et prédateur. Mais, avec les fonds de pension par capitalisation, il existe bel et bien un lien direct, matériel, entre le niveau de leurs retraites et les rendements des obligations et des actions. Leurs intérêts se dressent alors contre ceux d'autres couches, voire contre ceux de la société prise dans son ensemble. Sans l'existence de taux d'intérêt réels positifs et de flux réguliers, « structurels », de ressources occasionnés par le service de la dette publique de par le monde, les fonds anglo-saxons seraient incapables de servir les retraites de leurs membres.

Le rendement des actions, l'autre composante majeure de leurs portefeuilles, est étroitement lié au degré d'efficacité avec lequel les préceptes du *corporate governance* (7) sont mis en œuvre dans les groupes industriels cotés en Bourse. Aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le capital financier est parvenu à faire en sorte que d'anciens salariés dépendent, pour le niveau de leurs retraites, de la férocité avec laquelle sont exploités leurs camarades en activité.

Tel est le formidable avantage politique que ce système offre au capital – une de plus de ses *« beautés »*, pour paraphraser Marx. Encore peu étudié, ce lien pourrait aider à éclairer certaines facettes de l'évolution politique récente, interne et internationale, de ces deux pays.

### Des risques de krach

CEUX qui entendent adopter une position « agnostique » quant aux fondements sociaux et aux conséquences politiques des différents systèmes diront que, en définitive, ce qui compte, c'est leur viabilité respective. Dans le système par répartition, où les actifs cotisent pour payer les pensions des retraités, cette viabilité repose, pour l'essentiel, sur deux paramètres : la pyramide des âges et le niveau de l'emploi et des salaires.

Dans le cas des systèmes par capitalisation, la capacité à servir les retraites dépend de trois conditions :

– que les marchés veillent sur les gouvernements afin que le service de la dette ne souffre pas d'interruption, et que tout doute soit levé sur la capacité des pays à continuer à l'« honorer » dans le long terme ;

– que ne survienne pas de krach boursier, ni même de correction sévère des bulles spéculatives qui se forment sur les marchés ;

– que soient réunies les conditions politiques et économiques permettant la consolidation et l'accroissement du nombre des places financières sûres et « performantes » situées dans les pays hors de la zone de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le second point est particulièrement sensible. On sait l'inquiétude d'une partie des responsables américains, dont le président de la Réserve fédérale, quant au niveau actuel des cours de Wall Street. M. Alan Greenspan n'a pas oublié le krach de 1987. Il se souvient aussi du vent de panique qui souffla, le 17 juillet 1996, lorsque l'indice Dow Jones perdit 3 % en une seule séance, portant à 6 % une chute commencée un mois et demi auparavant. Depuis cette date, le marché s'est repris, pour atteindre des niveaux sans précédent, accroissant d'autant l'inquiétude des experts.

A coups de restructurations, de « dégraissage » *(downsizing)* des effectifs et d'austérité salariale, les investisseurs institutionnels sont parvenus, dans le cadre du *corporate governance*, à accroître le rendement des actions au rythme de 13 % par an depuis le début des années 90. Même si, au cours des trois années écoulées, la croissance économique américaine a été supérieure à celles de l'Europe et du Japon, il reste que, en moyenne, elle s'est seulement élevée à 1,9 % depuis 1991. Or il faudrait qu'elle soit supérieure à 3 % pour justifier une telle hausse des rendements...

La valeur des titres n'est assurée que si les opérateurs parviennent à maintenir en existence les conventions soutenant la hauteur des cotations, et dont la base est toujours en partie fictive. Tôt où tard, les éléments sous-tendant ces fictions s'érodent, et arrive le temps des « corrections ». On entre alors dans la zone des tempêtes, celle où la panique peut s'emparer des détenteurs d'actions, notamment des gestionnaires de portefeuille, dont les responsabilités sont évidemment particulièrement lourdes. Cela peut déboucher en quelques heures sur des krachs boursiers, tel celui d'octobre 1987 : le Dow Jones perdit 22,6 % en une seule journée et aurait coulé à pic sans injection massive d'argent frais par la Fed.

Les conséquences d'une chute de cette ampleur seraient aujourd'hui d'une tout autre gravité. Depuis mars 1991, la valeur nominale – au mieux fruit de conventions, au pire fictive – des actifs financiers détenus par des particuliers, directement ou par l'intermédiaire de leurs fonds de pension et de placements collectifs, s'est accrue *de 5 500 milliards de dollars, soit l'équivalent du montant total de leur épargne personnelle des vingt-cinq années précédentes* (8). Un krach un tant soit peu important aurait pour effet de priver, en quelques jours, des millions – voire des dizaines de millions – de retraités de l'essentiel, sinon de la totalité de leurs revenus de vieillesse (selon les dispositions exactes du système de pension privé auquel ils appartiennent) et de les jeter dans la pauvreté. Les répercussions sur la consommation privée, et donc sur la production et l'emploi, seraient immédiates. Un tel krach aurait des effets non réversibles de leur vivant sur un grand nombre de membres de la classe moyenne. A dix ou quinze ans de leur cessation d'activité (à supposer qu'ils conservent leur emploi), les souscripteurs aux fonds ne seraient plus en mesure de reconstituer une épargne suffisante pour assurer leurs retraites.

En longue période, la viabilité des systèmes de retraite privés dépend aussi – c'est la troisième condition – de la consolidation et de l'accroissement du nombre de places financières sûres et « performantes » situées hors de la zone des pays développés de l'OCDE. Les études anglo-saxonnes sur la mondialisation financière n'en font pas mystère. Un rapport sur le marché mondial des capitaux, publié en 1994 par l'institut McKinsey, examine, dans son introduction, la question de l'âge et de la santé des populations des pays industrialisés. Même si les 29 pays de l'OCDE adoptaient (comme le préconise évidemment l'étude) des systèmes de retraite privés, et réduisaient d'autant leurs dépenses sociales et leurs déficits, la question resterait posée d'assurer, à l'avenir, un flux régulier de revenus aux retraités. Car c'est du « bon fonctionnement » du marché mondial du capital que ce flux dépendra.

Pour l'institut McKinsey, *« les grandes institutions, notamment les fonds de pension et les fonds d'investissement mutuels, qui sont des acteurs dans le marché du capital global, et qui ont la capacité de chercher des rendements sur le plan mondial* (9) *»*, peuvent les y aider. Cette diversification planétaire sera d'autant plus cruciale que les rendements décroissants des placements, auxquels le rapport estime qu'il faut s'attendre dans les pays développés, impliquent *« qu'on puisse faire des placements à rendements élevés dans les pays en développement »*. L'issue des différents scénarios d'allocation et de transferts de ressources sur le plan mondial *« déterminera si l'épargne des retraités leur assurera ou non des rendements suffisants pour vivre* (10) *»*.

La diversification internationale des portefeuilles hors de la zone OCDE a commencé à se faire dans les années 90, avant d'être freinée passagèrement par la crise mexicaine et le krach de la place de Mexico. A la fin de 1992, les fonds de pension avaient placé moins de 2 % de leurs avoirs sur les marchés dits « émergents ». En 1993, les fonds britanniques y avaient porté leur part à 2 %, et les fonds de retraite américains à 0,7 %. Sur la base de travaux d'experts, une étude technique de l'OCDE a tenté une projection des tendances à l'horizon 2000. L'encours des fonds de pension sur les marchés « émergents » pourrait passer de 12 milliards de dollars en 1992 à 353 milliards en 2000, soit une croissance de 2 900 % en huit ans, l'Asie et l'Amérique latine recevant 95 % de ces flux (11).

Les mesures adoptées par le Fonds monétaire international (FMI) pour renforcer la surveillance de ces marchés traduisent certes sa crainte qu'une crise financière de grande ampleur n'y prenne naissance. Mais elles doivent aussi être lues dans le contexte de l'organisation de flux de revenus stables, à la suite des placements réalisés sur ces places financières sous forme de titres de la dette ou d'actions. Nous voici bel et bien en face d'une nouvelle mouture, fût-elle « démocratisée », des « pays rentiers », dont Hobson et Veblen, sans parler de Hilferding et de Lénine, faisaient l'analyse au début du siècle, en en montrant toutes les conséquences politiques. Beaucoup d'entre elles ont retrouvé leur actualité à l'approche de l'an 2000...

FRANÇOIS CHESNAIS.



JÉRÔME BRÉZILLON

UNE CRISE BOURSIÈRE SUFFIRAIT À PRIVER DE REVENUS DES MILLIONS DE RETRAITÉS

(7) Expression que l'on peut traduire approximativement par « gouvernement des entreprises » et qui renvoie à l'intervention croissante des fonds de pension – parfois fatale aux dirigeants – dans la gestion des firmes, afin de maximiser les dividendes servis aux actionnaires. Pour un aperçu des contradictions insupportables dans lesquelles les syndicats américains se sont laissé enfermer, lire l'article de Sylvie Kauffmann dans *Le Monde* du 4 mars 1997.

(8) *Financial Times*, 19 septembre 1996.

(9) McKinsey Global Institute, *The Global Capital Market : Supply, Demand, Pricing and Allocation*, Washington DC, 1994.

(10) *Ibid.*

(11) Pour les références aux rapports cités et le tableau résumant les projections, lire Richard Farnetti, « Le rôle des fonds de pension et d'investissement collectifs anglo-saxons dans l'essor de la finance globalisée », in *La Mondialisation financière*, *op. cit.*

# Un acquis de la Libération remis en cause

LORS de l'examen en première lecture, à l'Assemblée nationale, de la proposition de loi de M. Jean-Pierre Thomas créant les fonds de pension par capitalisation, les porte-parole des groupes parlementaires du RPR et de l'UDF affirmèrent, en janvier dernier, qu'il s'agissait de répondre *« aux attentes de* [leurs] *concitoyens »* et *« aux besoins* [des] *entreprises »*. Manière élégante de dire que c'est sous la pression du CNPF, et avec la participation active des institutions financières, compagnies d'assurances en tête, que fut élaboré le texte définitivement adopté le 20 février 1997.

Dans un livre à caractère programmatique, l'actuel président du Crédit lyonnais fustigeait, voilà quelques années déjà, le *« retard français »* dans un domaine jugé critique par lui et par ses pairs : *« Maints concurrents nous ont précédés dans cette voie, chaque minute creusant l'avance qu'ils ont sur nous* (1) *»*. Si, en matière d'« allègement des charges sociales », revendication obsessionnelle des chefs d'entreprise, la France n'est aucunement « en retard », elle est, en revanche, moins « avancée » que certains de ses partenaires pour ce qui est de la soumission de la société aux diktats de l'accumulation financière. Le capital, en effet, n'a seulement réussi à y mettre à profit qu'une fraction des énormes sommes prenant actuellement la forme d'un salaire socialisé.

Un spécialiste des systèmes de retraite a utilement rappelé que *« quel que soit le mode de prise en charge financière des personnes âgées – régime par répartition, par capitalisation ou réseau familial –, le poids effectif de cette prise en charge repose sur la population professionnellement active. Ce qui change, selon les systèmes, ce sont les mécanismes de répartition et les modes d'intervention des acteurs dans le processus* (2) *»*.

Le financement de la protection sociale française (santé et vieillesse) est une variante originale et relativement radicale des systèmes dits par répartition (3). Ses caractéristiques sont indissociables du contexte dans lequel il a été mis en place, à la Libération. A tout travail reconnu sous la forme d'un emploi est attribué un salaire divisé en deux parties : salaire direct et cotisation sociale. Les cotisations des salariés, comme celles des employeurs, sont converties directement en prestations, sans passer par un stock d'épargne. Financées en même temps que le salaire direct, proportionnelles à celui-ci (avec quelques aménagements), ayant le même caractère de flux que lui, ces « cotisations-prestations » représentent, en fait, un salaire socialisé.

Depuis 1946, la spécificité et la force du système français tiennent à son financement par une cotisation assise sur le travail, et non par un impôt ou de l'épargne assis sur le revenu. Pour un travailleur non qualifié ou employé à temps partiel, cotiser, c'est être reconnu comme salarié, et non comme pauvre. Pour un cadre, cotiser au système général, c'est aussi être reconnu comme salarié ou membre du « travailleur collectif », et non pas comme un individu à revenus plus élevés qui confierait son épargne à une caisse ou à un fonds de retraite. La même philosophie vaut pour les malades, les chômeurs ou les retraités.

*Ce dispositif se traduit évidemment par une perte sèche pour l'accumulation financière.* La socialisation du salaire revient à soustraire aux marchés financiers une partie de la richesse créée au sein du système productif, et à en assurer le maintien dans la sphère de la consommation salariale, prise au sens large. Désormais, la loi Thomas va permettre au capital d'en récupérer une partie sous la forme d'une « épargne » retenue à la source sur la feuille de paie. L'adhésion aux systèmes privés, présentée comme « facultative », dépendra, en réalité, des pressions exercées sur les salariés pris un à un. Les entreprises ont tout à y gagner : une exonération de cotisations sociales pour elles-mêmes et, pour le patronat pris comme un tout, un affaiblissement supplémentaire du régime général qui, aussi longtemps qu'il durera, fera obstacle au plein développement des caisses privées.

La fiscalisation des cotisations-prestations est le volet complémentaire de cette politique. Le but visé est la création d'un système inspiré du modèle britannique, reposant, d'un côté, sur l'épargne de la fraction des salariés auxquels des contrats de travail stables sont offerts et, d'autre part, sur la perception par le fisc d'une taxe, payée en même temps que l'impôt, dont le produit est administré par l'Etat. La voie a été ouverte, en France, par l'instauration, sous le gouvernement de M. Michel Rocard, de la contribution sociale généralisée (CSG). Trop heureux de ce précédent, les gouvernements de MM. Balladur et Juppé, ainsi que leur majorité parlementaire, ont pérennisé la CSG et ont même accru son poids. De même qu'ils ont introduit, notamment dans la loi Robien, des mesures allant dans le sens de la fiscalisation des cotisations sociales.

AUTRE enjeu majeur du passage à un système fondé à la fois sur l'épargne et sur l'impôt : la liberté supplémentaire dont bénéficieront les employeurs en matière de licenciements. Cette liberté, déjà largement acquise sur le plan juridique, est encore bridée par le mécanisme de péréquation entre les branches et les entreprises contenu dans le système général. Ce mécanisme, en effet, contraint encore le patronat – pris comme entité – à assumer financièrement les conséquences de ses options en matière d'emploi.

Si, comme c'est le cas aujourd'hui, les entreprises choisissent le licenciement massif, les mises à la retraite anticipées et la baisse du salaire direct comme mode de gestion courante de la main-d'œuvre, elles sont encore obligées de financer des pensions de retraite, des allocations de chômage ou des prestations familiales plus élevées. Le capital perd ainsi en cotisations ce qu'il gagne en salaire direct. L'obsession du patronat est donc de se décharger de ce poids. Il s'y emploie méthodiquement depuis le milieu des années 80, en menant campagne contre la cotisation afin de reporter sur les contribuables (c'est-à-dire sur les salariés actifs et retraités) la charge de coûts qu'il veut externaliser. C'est ce qui explique son soutien à la loi Robien permettant de financer la réduction du temps de travail par des exonérations de charges sociales.

Dans ce domaine, la réflexion de certains responsables de partis de l'opposition de gauche et des syndicats mériterait d'être approfondie. Chaque fois que le terme « charge » apparaît dans leurs argumentaires pour désigner la part patronale de la cotisation vieillesse-santé (et même la part salariée...), et qu'ils préconisent, ou qu'ils acceptent sans trop de résistance, la fiscalisation d'une fraction de l'assiette, c'est le sens même du système né à la Libération qui est remis en cause. Certes, tous dénoncent le poids supplémentaire que la loi Thomas va faire peser sur les comptes du régime général. Mais aucun n'a encore clairement expliqué que le financement des retraites met en jeu des dimensions cruciales des rapports entre le capital et le travail en France.

F. C.

(1) Jean Peyrelevade, *Pour un capitalisme intelligent*, Grasset, Paris, 1993.

(2) Emmanuel Reynaud, « Le financement des retraites : répartition et capitalisation dans l'Union européenne », *Revue internationale de Sécurité sociale*, vol. 48, nº 3/4, 1995. Le fait d'évidence que le versement des retraites n'est qu'une question de répartition du produit national brut entre actifs et inactifs à un moment déterminé est également rappelé par Malcolm Crawford, « The Big Pensions Lie », *New Economy*, printemps 1997, Institute for Public Policy Research, Londres, cité par Martin Wolf, « To Fund or not to Fund », *Financial Times*, 4 mars 1997.

(3) Nous sommes ici redevable à la communication de Bernard Friot à la commission « Protection sociale » des états généraux du mouvement social, en janvier et mars 1997, publiée dans *Carré rouge*, nº 4, mars 1997. Lire également, du même auteur, « Eloge de la cotisation sociale », *Société française*, nº 55, juillet-septembre 1996, et « L'inscription territoriale de la protection sociale selon son mode de financement », in *Politiques sociales et territoires en Europe*, XVI[es] Journées de l'Association d'économie sociale (sous la direction de Maurice Baslé), Publications de l'université de Rennes, 1996.

VERS UN GOUVERNEMENT PLA

# Ces deux cents sociétés qui contrôlent le

*(Suite de la première page.)*

La dette mondiale (comprenant celles des entreprises, des gouvernements et des ménages) a dépassé 33 100 milliards de dollars, soit 130 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, et progresse à un taux de 6 % à 8 % par an, plus de quatre fois la croissance du PIB mondial. Ces disparités dans les taux sont insupportables et leurs conséquences sont désastreuses (2).

Partout, et dans tous les secteurs, les salaires réels chutent sous le coup des réductions d'effectifs, des fermetures d'usines et des délocalisations. Dans les seules économies capitalistes « avancées », le nombre de chômeurs dépasse les 41 millions, et ce n'est pas fini...

Mais les firmes transnationales échappent à la crise qui fait des centaines de millions de victimes. Faisant l'éloge *des réalisations des cinq cents* entreprises globales recensées dans *Fortune*, les auteurs de cette compilation se plaisent à noter qu'*« elles ont bousculé les frontières pour se saisir de nouveaux marchés et avaler des concurrents locaux. Davantage de pays, c'est davantage de profits. Les gains des cinq cents plus grandes entreprises ont crû de 15 %, alors que la croissance de leurs revenus atteignait juste 11 %* (3). »

Au début des années 90, quelque 37 000 firmes transnationales enserraient, avec leurs 170 000 filiales, l'économie internationale dans leurs tentacules. Cependant, le lieu du pouvoir se situe dans le cercle plus restreint des « deux cents premières » : depuis le début des années 80, celles-ci ont connu une *expansion ininterrompue* (4) *par voie de* fusions et de rachats d'entreprises.

Ainsi, la part du capital transnational dans le PIB mondial est passée de 17 % au milieu des années 60 à 24 % en 1982 et à plus de 30 % en 1995. Les « deux cents premières » (5) sont des conglomérats dont les activités planétaires couvrent sans distinction les secteurs primaire, secondaire et tertiaire : grandes exploitations agricoles, production manufacturière, services financiers, commerce, etc. Géographiquement, elles se répartissent entre dix pays : Japon (62), Etats-Unis (53), Allemagne (23), France (19), Royaume-Uni (11), Suisse (8), Corée du Sud (6), Italie (5) et Pays-Bas (4).

Si l'on fait abstraction des sociétés anglo-néerlandaises à capitaux mixtes (groupes Shell et Unilever), il ne reste que huit pays dans la course, rassemblant 96,5 % des « deux cents premières » et 96 % de leur chiffre d'affaires. En réalité, la concentration est encore plus poussée que ne le laissent supposer de telles statistiques. Car toutes les firmes appartenant à la catégorie des « deux cents premières » ne sont pas des firmes autonomes, comme le prouvent les exemples biens connus de Mitsubishi, de Sumitomo et *de Mitsui, pour ne citer qu*'elles. Il existe cinq entreprises Mitsubishi parmi les « deux cents premières », dont le chiffre d'affaires agrégé dépasse les 320 milliards de dollars. Ces entités au sein de l'empire Mitsubishi, quoique pourvues d'un fort degré d'autonomie, sont stratégiquement imbriquées les unes dans les autres en matière d'administration, de prix, de commercialisation et de production. De même pour ce qui est de leurs communs réseaux économiques, politiques et d'espionnage. Elles ont pour agent politique le Parti libéral-démocrate (PLD), dont 37 % des dépenses de fonctionnement proviennent de l'empire Mitsubishi.

Au sein des « deux cents premières », les disparités de pouvoir n'ont cessé de s'accentuer au fur et à mesure de l'expansion qu'elles ont connue ces deux dernières décennies, et cela en raison, notamment, de la guerre qu'elles se livrent pour s'arroger des parts de plus en plus grosses du marché mondial. En effet, entre 1982 et 1995, le nombre des firmes américaines a chuté de 80 à 53, tandis que celui des japonaises augmentait dans le même temps de 35 à 62. Autrefois première puissance impériale, le Royaume-Uni a vu le nombre des siennes tomber de 18 à 11 ; en revanche, un nain géographique et démographique a surgi : la Suisse. Mais le plus étonnant a été l'essor rapide des sociétés sud-coréennes, dont le nombre est passé de 1 à 6 en un temps relativement court. En tête vient Daewoo, l'un des groupes transnationaux le plus agressivement expansionniste, poigne de fer de l'impérialisme coréen. Avec un chiffre d'affaires dépassant les 52 milliards de dollars, il devance des colosses tels que Nichimen, Kanematsu, Unilever ou Nestlé.

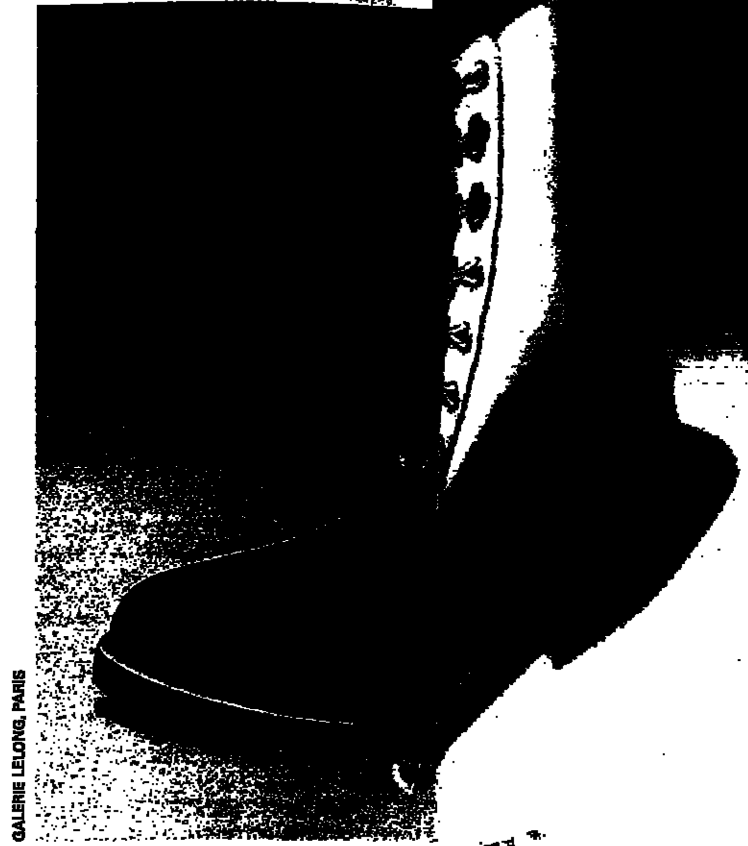
L'expansion planétaire de Daewoo est assez symptomatique de la puissance *des chaebols, les conglomérats coréens.* Les actifs des trente premiers chaebols ont crû de 223 milliards de dollars en 1992 à 367 milliards en 1996 et représentent plus des quatre cinquièmes du PIB coréen (6). Et encore, les quatre premiers – Daewoo, Sandgong, Samsung et Hyundai – se partagent-ils la moitié de ces actifs (184 milliards de dollars). En janvier dernier, la révolte ouvrière a fait voler en éclats le mythe du « miracle » coréen, mais il est douteux qu'il en résulte un ralentissement de l'expansion de ces géants à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Rien de cela n'aurait été possible sans les milliards de dollars fournis par les Etats-Unis durant la phase de croissance coréenne des années 1947-1955, après lesquelles le relais fut pris par des dizaines de milliards de dollars de subventions publiques. Tout comme au Japon, il n'y a pas, en Corée du Sud, de ligne de partage bien définie entre les chaebols et l'Etat (7). Aux subventions publiques, il faudrait ajouter la répression sans merci de la classe ouvrière et la liquidation des droits de la personne. Tous les hommes politiques, sans exception, ainsi que les membres de la haute hiérarchie militaire sont des actionnaires de premier plan qui siègent dans les conseils d'administration des grandes firmes. Dans la confrérie des chaebols, tout le monde se connaît et l'on se marie entre soi.

Qui ne se souvient de cette remarque du grand industriel allemand Walter Rathenau en 1909 : *« Trois cents hommes, qui tous se connaissent, dirigent les destinées de l'Europe et cooptent entre eux leurs successeurs* (8) » ?

Directeur général de Nestlé, mais aussi « impresario » du forum de Davos, M. Helmut Maucher préside La table-ronde européenne des industriels, le club des élites appartenant à quarante-sept firmes parmi les « deux cents premières ». Adversaire implacable de la charte sociale européenne, c'est un actif militant de la flexibilité du travail, comme tous les membres de sa caste.

De 1986 à 1996, les regroupements d'entreprises se sont multipliés au rythme de 15 % l'an et rien n'indique un prochain ralentissement. Si donc rien ne change d'ici à 2000, le coût cumulé de


GALERIE LELONG, PARIS

KONRAD

**LES « DEUX CENTS PREMIÈRES » MONDIALES** *(Chiffres 1995)*

| PAYS | NOMBRE DE FIRMES | CHIFFRE D'AFFAIRES (en milliards de dollars) | PROFITS (en milliards de dollars) | PARTS EN % | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | DU CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL | DES PROFITS GLOBAUX |
| Japon | 62 | 3 196 | 46 | 40,7 | 18,3 |
| Etats-Unis | 53 | 1 998 | 98 | 25,4 | 39,2 |
| Allemagne | 23 | 786 | 24,5 | 10 | 9,8 |
| France | 19 | 572 | 16 | 7,3 | 6,3 |
| Royaume-Uni | 11 | 275 | 20 | 3,5 | 8 |
| Suisse | 8 | 244 | 9,7 | 3,1 | 3,9 |
| Corée du Sud | 6 | 183 | 3,5 | 2,3 | 1,4 |
| Italie | 5 | 171 | 6 | 2,2 | 2,5 |
| Royaume-Uni/Pays-Bas | 2 | 159 | 9 | 2 | 3,7 |
| Pays-Bas | 4 | 118 | 5 | 1,5 | 2 |
| Venezuela | 1 | 26 | 3 | 0,3 | 1,2 |
| Suède | 1 | 24 | 1,3 | 0,3 | 0,5 |
| Belgique/Pays-Bas | 1 | 22 | 0,8 | 0,3 | 0,3 |
| Mexique | 1 | 22 | 1,5 | 0,3 | 0,6 |
| Chine | 1 | 19 | 0,8 | 0,2 | 0,3 |
| Brésil | 1 | 18 | 4,3 | 0,2 | 1,7 |
| Canada | 1 | 17 | 0,5 | 0,2 | 0,2 |
| Totaux | 200 | 7 850 | 251 | 100 % * | 100 % * |
| P.I.B. mondial | | 25 223 | | 31,2 % | |

* Le total n'est pas exactement de 100 %, du fait que les pourcentages ont été arrondis.

# Trahison sociale chez Renault

Par
SOPHIE BOUTILLIER
BLANDINE LAPERCHE
DIMITRI UZUNIDIS *

L'ANNONCE de la fermeture de l'usine Renault de Vilvoorde en Belgique – plus de 7 000 emplois perdus, 3 100 directement supprimés, plus environ 4 000 concernant fournisseurs et sous-traitants – a réjoui la Bourse (à Paris, l'action a grimpé de 130 à 147 F en l'espace d'une séance), mais indiscutablement terni l'image de la firme au losange. Elue par les Français marque du siècle en décembre 1996 (1), à la veille de son centième anniversaire, loin devant Mercedes, Volkswagen ou Citroën, à la pointe de l'innovation avant la dernière guerre, puis des avancées sociales dans les années 50 - 70, l'entreprise a fini par se fondre dans le moule de l'ultralibéralisme. Le groupe produit essentiellement des automobiles et des véhicules industriels, mais seule sa branche financière est bénéficiaire.

* Enseignants et chercheurs au laboratoire Redéploiement industriel et Innovation, université du littoral, Dunkerque.

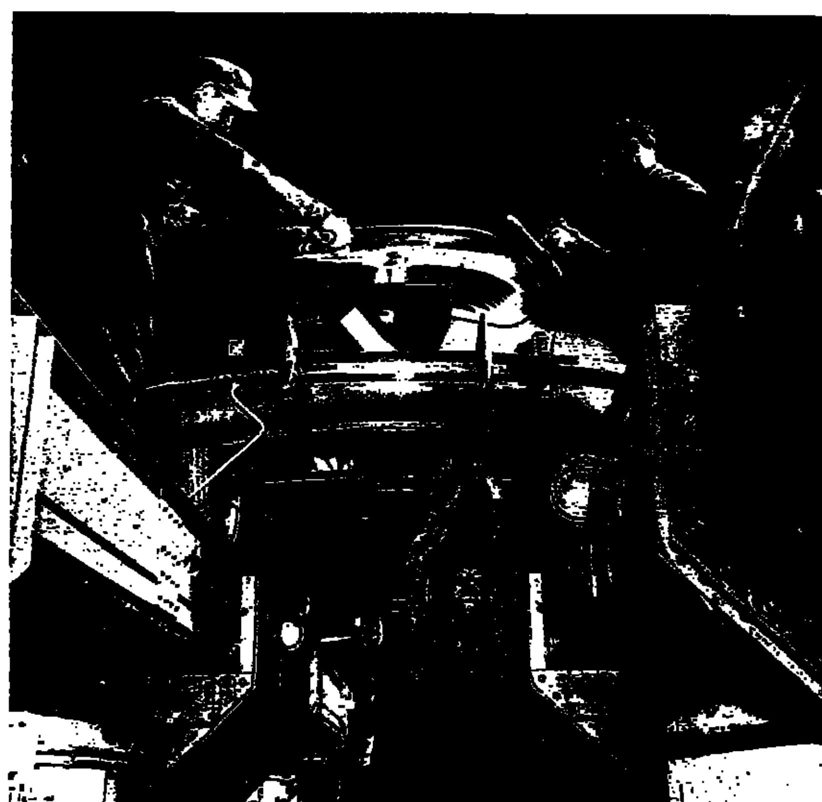
Crée en 1898 par Louis Renault, autodidacte passionné de mécanique, l'entreprise prend son essor à partir de ses inventions (2), avant de se diversifier *et de doubler ses ventes* à l'*occasion* des deux guerres mondiales : munitions, chars d'assaut, ambulances. Keynésien de la première heure, Louis Renault crée une société de crédit à la consommation et incite l'Etat à soutenir la demande de petites voitures, s'implante à l'étranger et quadrille l'Europe avec ses filiales commerciales. Jugé pour *« faits de collaboration »*, il voit son entreprise nationalisée en janvier 1945. Pendant les années 50 et 60, la Régie va symboliser l'innovation sociale et la réussite industrielle du secteur public.

L'industrie automobile est exemplaire de l'organisation du travail des « trente glorieuses » (1945-1975) : installations gigantesques, chaînes de montage, forte syndicalisation. Un accord tacite lie le syndicat CGT, majoritaire, avec la direction : les cadences infernales du taylorisme sont compensées par des avantages sociaux – congés, rémunérations – qui servent de modèle expérimental aux conditions de travail négociées dans les autres secteurs publics et privés. Pourtant, les grèves se multiplient dès la fin des années 60 *contre le « travail en miettes »*. Pour y faire face, la direction a recours à la main-d'œuvre étrangère qui, à son tour, se fera entendre (grèves à Flins en 1981).

Car un tel modèle social ne peut survivre qu'au prix d'une croissance constante du marché. Ce n'est plus le cas après la crise des années 70 alors que Renault est confrontée à une hausse des coûts (approvisionnements et salaires) et à l'arrivée de concurrents japonais, puis coréens, plus compétitifs. Forte de sa position *sur* le marché français *(3), elle diversifie ses investissements* en multipliant les partenariats, s'installe en Europe centrale et orientale (Roumanie, Yougoslavie, URSS), puis attaque le marché américain des véhicules industriels en se rapprochant de Mack et d'American Motors. Elle renforce sa position en Europe (accord avec Volvo, investissements en Espagne et au Portugal) et détourne les politiques de substitution aux importations en créant des filiales en Amérique latine.

Mais l'offensive tourne court. Les bénéfices et les parts de marché s'effritent (38,9 % du marché français et 13,9 % du marché européen en 1981 *contre respectivement 28,7 % et 10,7 %* en 1985). Le premier déficit – 700 millions de francs – apparaît dès 1981. En 1985, il atteint 11 milliards de francs et l'endettement s'élève à 62 milliards de francs. La productivité reste faible : 10,4 voitures par an et par salarié en 1985 contre, en moyenne, 12 en Europe et plus de 30 au Japon.

Pour survivre, l'entreprise doit se moderniser. Le modèle social est laissé de côté, la rentabilité devient la priorité : quinze mille emplois sont supprimés entre 1985 et 1990, tandis que l'Etat octroie 2 milliards de francs pour introduire des robots et accélérer une automatisation déjà ancienne. Dès les années 60, Renault avait adopté les techniques de dessin, de conception, et de fabrication assistés par ordinateur (4). *Dix ans plus tard, l'entreprise développe* un système de lignes de fabrication permettant le fonctionnement semi-automatique des ateliers, vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept avec un effectif réduit, puis se met aux méthodes d'excellence de la production japonaise (flux tendus, cercles de qualité, zéro stock, qualité totale).


WILLY RONIS-RAPHO

**LA 4 CV DES ANNÉES 50**
Réussite industrielle, laboratoire de l'organisation du travail.

En 1983, Renault s'allie avec Matra pour la commercialisation d'un véhicule monovolume, l'Espace, qui devient vite une référence : l'audace est récompensée. Les efforts de qualité également, avec le lancement de la R 19 en 1988, puis de la Clio en 1990. La firme opte aussi pour une stratégie de créneau, à la recherche de nouveaux consommateurs encore solvables avec la Twingo en 1993, les six déclinaisons de la *Mégane à partir de 1995 (du monospace* jusqu'au coupé) et les prototypes Spider, Modus, 4 x 4. Renault, dont les moteurs remportent à plusieurs reprises le championnat du monde en Formule 1, figure également parmi les pionniers de moteurs économes en énergie (voiture électrique) et d'équipements d'aide à la navigation (système Carminat).

Mais dès la fin des années 80, des rapports sur l'avenir de l'industrie automobile en Europe pronostiquent que Renault et Fiat ne survivraient pas au XXe siècle. Depuis, le diagnostic a été corrigé : l'entreprise ne pourrait s'en sortir seule dans un contexte international de guerre des prix. Elle multiplie donc les alliances et les partenariats pour renforcer sa présence à l'étranger (5), tout en réorganisant ses activités. Le conglomérat se transforme en firme réseau et les partenaires se partagent les risques.

Progressivement l'Etat se désiste, le rapprochement avec le suédois Volvo se solde par un échec en 1992, tandis que RVI signe en 1996 un accord avec General Motors pour le développement en commun de véhicules utilitaires ; un autre avec le finlandais Sisu Trucks pour les moteurs, les boîtes de vitesses et les cabines ; puis, en 1997, avec l'allemand ZF pour les boîtes de vitesses mécaniques. Renault, Peugeot SA et Volvo unissent leurs efforts pour mettre au point les moteurs V 6. Cette politique de partage des coûts s'accompagne d'investissements en Amérique latine et en Russie (6).

La stratégie est double : explorer des gisements de demande et rationaliser la production sur les marchés conquis. En 1991, une usine espagnole ferme ses portes, suivie en 1992 par le bastion ouvrier de Billancourt. En 1996, l'usine de Setubal est cédée à l'Etat portugais, les sites de véhicules utilitaires de Creil

RS UN GOUVERNEM

## …NÉTAIRE DES MULTINATIONALES

# x cents soc… qui contrôlent le monde



APHECK. – « Le Conquérant » (1989)

telles transactions atteindra quelque 10 000 milliards de dollars (en comparaison, le PIB des Etats-Unis était, en 1996 et en prix courants, de 7 600 milliards de dollars). Bien évidemment, en cette période marquée par la déflation, le ralentissement de la croissance, le sous-emploi et l'endettement, les sociétés transnationales n'ont guère d'autres moyens de promouvoir leur expansion que d'absorber leurs concurrents, de manière à conquérir de nouveaux marchés.

Les regroupements d'entreprises permettent aussi des économies d'échelle sur le marché mondial. Bien des firmes transnationales y ont recours, tels Boeing et les trois grands de l'automobile aux Etats-Unis, ou bien, au Japon et en Corée du Sud, les géants de l'automobile, de l'électronique et de la construction navale. Cinq entreprises parmi les plus grandes transnationales ont mis la main sur plus de la moitié du marché mondial dans les secteurs clés de l'aérospatiale, de l'équipement électrique, des composants électroniques et du software ; deux autres ont fait de même dans la restauration rapide ; et cinq dans les secteurs des boissons non alcoolisées, du tabac et des boissons alcoolisées...

L'essor des transnationales est encouragé non seulement par leurs propres gouvernements, mais aussi par les énormes subventions et privilèges fiscaux que leur accordent des pays d'accueil comme le Royaume-Uni et l'Irlande, de même que par les gouvernements d'Europe de l'Est qui sont en train de brader le patrimoine national à coups de privatisations et de stimulants fiscaux de toutes sortes.

Fusions et alliances de sociétés (telle l'alliance entre Shell et BP) contribuent à l'édification d'un complexe économique totalitaire. « Libéralisation », « privatisation », « déréglementation », « système de libre-commerce international » sont autant d'arguments rationnels censés justifier cette évolution. Dans ce mouvement de concentration, les grandes banques d'investissement, les fonds mutualistes et les fonds de pension jouent un rôle prépondérant *(lire pages 14 et 15)*. De même, Wall Street fait pression pour gonfler les gains des « valeurs de portefeuille ». Les banques d'investissement y trouvent leur compte.

Le cas de Goldman Sachs, l'une des principales banques d'investissement, au premier rang mondial pour la consolidation de sociétés transnationales, est à cet égard exemplaire. Ses profits ont doublé en un an, passant de 931 millions de dollars en 1995 à 1,9 milliard en 1996. Appliquant ses propres recettes, elle a réduit ses effectifs de 20 % ces dernières années pour ne pas être handicapée par des « coûts du travail trop élevés ». Ce qui ne l'empêche pas de payer plus de 200 000 dollars de bonus annuel à chacun de ses 175 associés, en plus des profits qu'ils réalisent sur leur capital.

Chez Morgan Stanley (9), le président a perçu plus de 14 millions de dollars de bonus en 1996, soit une augmentation de 30 % sur l'année précédente. Mais ces banques ne se contentent plus d'encourager les fusions d'entreprises : elles s'engagent elles-mêmes dans la voie des regroupements. Ainsi la fusion de Morgan Stanley avec Dean Witter a donné naissance à l'une des plus grosses firmes d'investissement et de titres qui soient au monde, d'une valeur de marché de plus de 24 milliards de dollars (10). Et cela a déjà déclenché une réaction en chaîne parmi les autres banques d'investissement et les firmes de courtage.

### Des structures totalitaires

COMBIEN de temps ce jeu va-t-il durer ? « *Franchement, nul ne le sait,* déclare un commissaire aux comptes de la City. *Les banques engagent de très grosses sommes. Nous sommes en train de pousser aux fusions comme des fous, et nous nous en nourrissons...* » Et cet expert hautement qualifié de reconnaître sans ambages que cette débauche d'annexions d'entreprises se finance au moyen de l'endettement. Tout comme l'économie mondiale.

Né en 1996, Novartis est le deuxième géant de la pharmacie. Cette firme est le produit d'une fusion entre Sandoz et Ciba-Geigy, la plus grande opération du genre dans l'histoire des transnationales. En commissions et honoraires légaux, elle a rapporté quelque 95 millions de dollars que se partagèrent J. P. Morgan Stanley et l'Union de banques suisses (UBS). Du jour au lendemain, la capitalisation de Novartis a grimpé de 63 milliards de dollars à 82 milliards. Quand une telle manne tombe dans les coffres d'une infime poignée de financiers, qui oserait parler de crise du capitalisme ? La médaille a toutefois son revers : la naissance de Novartis a entraîné de massives liquidations d'emplois, promptement réalisées au nom des habituelles « économies de coûts » et « restructurations ». Du coup, les actions des deux sociétés ont connu des hausses sans précédent. Dix pour cent de la force de travail seront rognés, dans un premier temps. La misère peut continuer de progresser, l'opération n'en est pas moins présentée dans les milieux de la finance comme une victoire du rationalisme du marché.

Même exultation, à Wall Street et sur tous les marchés financiers, lorsque Boeing a absorbé McDonnell Douglas (14 milliards de dollars). Cette fois, cependant, il y eut une différence dans la stratégie d'annexion puisque cette acquisition ne résulta pas de la seule décision du conseil d'administration de Boeing. Elle avait été énergiquement encouragée par le Pentagone et le département du commerce, soucieux de favoriser la pénétration du secteur américain de l'aérospatiale dans les marchés internationaux. Les liquidations d'emplois ont été massives. D'ailleurs, depuis 1992, le nombre des établissements travaillant pour la défense est tombé de 32 à 9, et plus d'un million d'emplois ont été perdus (11).

Dans ce dernier exemple, les considérations stratégiques sont indissociables de la recherche du profit. Car les patrons de Boeing et les départements de la défense et du commerce des Etats-Unis visaient plus qu'une extension des parts de marché ouvertes aux exportations américaines. Pour eux, l'heure était venue de marginaliser voire de liquider Airbus.

Avec l'apport de McDonnell - Douglas, Boeing détient désormais 64 % du marché. La firme bénéficiera aussi des commandes de la défense qui jusqu'alors étaient passées à McDonnell Douglas ; de même, son accès aux financements du secteur public fédéral va se trouver renforcé. Pour 1997, Boeing prévoyait 51 milliards de dollars de revenus, dont 40 % provenant des commandes de la défense.

Où sont les critères de marché dans tout cela ? Quand Boeing acquiert McDonnell (et d'autres acquisitions suivront inévitablement, dans le sillage de celle-ci), il s'assure d'énormes - subventions. La firme vend ses biens et services fort en dessous des coûts du marché. Ses activités de recherche-développement sont subventionnées par le Pentagone depuis la fin de la guerre, à coups de dizaines de milliards de dollars ainsi que grâce aux achats d'avions.

Pour le moment, le poids écrasant des sociétés transnationales dans l'économie mondiale n'a pas son pendant dans le domaine politique. Qu'en sera-t-il au siècle prochain ? Pourront-elles conserver leurs structures totalitaires de domination et d'exploitation ? Il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini : au moins cette loi vaut-elle pour tous, et s'applique-t-elle aussi aux méga-entreprises. Nul se saurait dire où s'arrêtera le mouvement de concentration capitaliste, ni même s'il trouvera sa limite. Mais déjà, les dégâts sociaux et politiques causés par les fusions et les rachats en série sont en train de fissurer l'édifice...

FRÉDÉRIC F. CLAIRMONT.

(2) Par exemple, la dette du gouvernement fédéral américain (ce que le gouvernement a emprunté pour financer ses dépenses) a crû de 910 milliards de dollars en 1980 à 3 210 milliards en 1990 et à 4 970 milliards en 1995. Elle devrait atteindre 6 200 milliards à la fin de 1997.

(3) *Fortune*, New York, 5 août 1996.

(4) Les « deux cents premières » ne comprennent pas des firmes géantes privées (non cotées en Bourse) telles que Cargill, Koch, Mars, Goldman Sachs, Marc Rich, etc.

(5) Lire Frédéric F. Clairmont, « Sous les ailes du capitalisme planétaire », *Le Monde diplomatique*, mars 1994.

(6) *Cf. The International Herald Tribune*, 18-19 janvier 1996. Lire aussi Laurent Carroué, « Les travailleurs coréens à l'assaut du dragon », *Le Monde diplomatique*, février 1997.

(7) Le lien entre l'Etat et l'oligarchie financière a été une fois de plus mis en lumière par la décision du ministère des finances d'injecter 7,2 milliards de dollars (l'argent des contribuables) pour mettre un terme aux faillites provoquées par l'effondrement du groupe Hanbo (acier et construction).

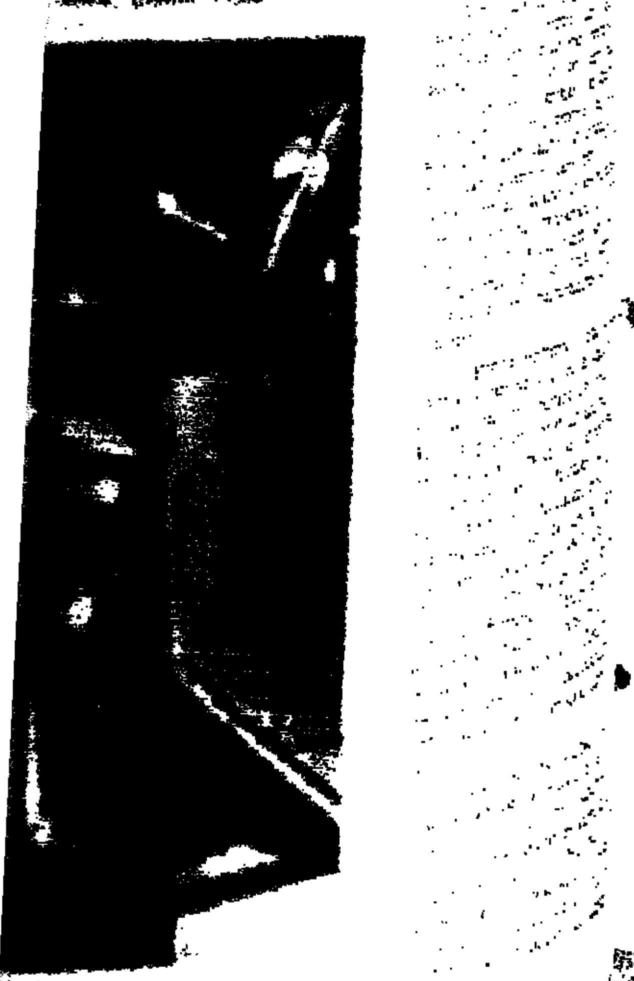
(8) Neuen Freien Press, décembre 1909, cité dans *Tilmann Buddensieg, Ein Mann Vieler Eigenschaften*, Verlag Klaus Wagenbach, Berlin, 1990. Lire aussi *The German great Banks and their Concentration*, documents du Sénat américain, vol. XIV, n° 503, Washington D.C., 1911.

(9) *Cf. Financial Times*, Londres, 6 février 1996.

(10) *Ibid.*

(11) *Cf. The Economist*, Londres, 21 décembre 1996.

# …ciale chez R…ult



et de Batilly sont regroupés. Dans le même temps, le « dégraissage » s'accélère : Renault employait cent quatre-vingt mille salariés (dans l'ensemble de ses sites à travers le monde) en 1988, et moins de cent quarante mille en 1996. En huit ans l'entreprise se déleste de près du quart de ses effectifs.

Mais ces efforts semblent vains. En 1995, avec 1,8 million de véhicules produits (contre 2,5 millions par Fiat, 3,5 millions par Volkswagen, 7,9 millions par General Motors), 184 milliards de francs de chiffres d'affaires (351 milliards de francs pour Daimler-Benz), une productivité maximale de 46,9 véhicules par employé (contre 56,7 pour Nissan, 64,3 pour Fiat, 71,9 pour Opel) Renault est toujours distancé. En 1996, elle affiche 5 milliards de pertes. La fermeture de Vilvoorde, la suppression programmée de deux mille huit cents postes en France et le recul de l'automatisation doivent réduire les coûts en capital et en main-d'œuvre.

La baisse du coût salarial, obtenue par l'aménagement du temps de travail, rend parfois superflus les robots (7). A Flins, depuis 1993, pour accroître la production des Twingo et des Clio, une troisième équipe travaille partiellement de nuit. Pour le modèle Scénic, dont les capacités de production sont insuffisantes par rapport à la demande, l'entreprise n'embauche pas mais augmente la durée de travail.

### L'Etat peut-il s'en laver les mains ?

RÉDUIRE le coût de fabrication d'environ 3000 F par véhicule (soit une économie globale de 4,5 à 5 milliards par an) implique la réorganisation des achats (plan Synergie 500 lancé en septembre 1995), le renforcement de la coopération avec les cinq cent trente fournisseurs et la réduction de l'investissement excessif nécessaire au développement et au lancement d'un nouveau modèle (14 milliards de francs pour la Mégane contre 4 milliards pour les Brava/Bravo de Fiat). L'essentiel de la recherche-développement du groupe (7,9 milliards de francs, soit 4,9 % du chiffre d'affaires en 1995) se réalisera, à partir de 1998, dans l'impressionnant Technocentre de Guyancourt, qui hébergera six mille trois cents ingénieurs et techniciens.

L'avenir de Renault serait-il entre les mains des boursiers ? Ne détenant plus que 47 % du capital depuis 1996, l'Etat peut-il s'en laver les mains ? On pourrait le craindre devant son refus, le 26 février 1997, de financer le plan des quarante mille préretraites présenté par Renault et PSA. Les perspectives restent sombres : le marché européen de l'automobile, un instant dopé par les primes à l'achat de voitures neuves (« balladurette », « juppette », etc.), souffre de surcapacités estimées à plus de deux millions de véhicules par an. Conséquence : cent treize jours de chômage technique pour l'ensemble du groupe Renault en 1996, et déjà vingt-deux jours entre janvier et mars 1997.

Ayant, par son attitude, encouragé la première eurogrève contre la mondialisation qui a mobilisé, en mars 1997, des dizaines de milliers de personnes dans plusieurs pays de l'Europe des Quinze, Renault demeure un laboratoire social, mais c'est, cette fois, bien malgré elle.

(1) Sondage BVA réalisé auprès de 5694 ménages en décembre 1996.

(2) Les premières inventions de Louis Renault (boîtes de vitesses, moteurs) sont brevetées dès 1898. L'entrepreneur dépose plus de cinq cents brevets.

(3) A la fin des années 70, deux voitures sur cinq vendues en France sont produites par Renault.

(4) Renault se distingue en créant le système Unisurf (Unification des surfaces) qui permet de reconnaître les pièces de carrosserie à fabriquer et de commander leur fabrication par machines-outils spécialisées.

(5) Renault réalise seulement 18 % de ses ventes hors d'Europe contre 36 % pour Fiat, et stagne sur le marché intérieur (environ 29 %). Renault Véhicules Industriels (RVI) détient 12 % du marché nord-américain avec Mack pour les plus de 16 tonnes et 12 % du marché européen.

(6) A partir de 1999, cent vingt mille Mégane sortiront tous les ans de l'usine brésilienne de Curitiba. Deux sites sont prévus en Russie, l'un pour l'assemblage des Mégane Classic et de la Laguna et l'autre pour la R 19.

(7) Le taux de robotisation est passé de 90 % à 75 % à Sandouville pour la remplaçante de la R 21 (Laguna) ; celui de la Twingo n'est que de 82 % comparé à celui de la Clio qui s'élevait à 98 %, soit une économie de plus de 200 millions de francs.

RUÉE VERS L'OR DES

# Les beaux jours de la



**LA gangrène de l'économie mondiale par la criminalité financière trouve son prolongement dans les Etats où les pratiques de corruption s'étendent à toutes les activités. En France, la dégradation a fini par atteindre le secteur public, avec la protection des responsables et des partis politiques intéressés, alimentant le discours extrémiste. Faute d'être compensés par un pouvoir judiciaire indépendant et par la liberté des poursuites, y compris au-delà des frontières, libéralisme et marchés continueront de saper les fondements de la République.**

Par CHRISTIAN DE BRIE

Poussive antienne de journalistes crocheteurs de décharges, refrain éculé de petits juges cramoisis fascinés par les paillettes médiatiques, la corruption, cet autre plus vieux métier du monde, mérite-t-elle ce sursaut d'attention des prospecteurs d'évidence et la soudaine pudibonderie d'une opinion publique depuis longtemps délurée (1) ? L'affaire semble entendue si l'on écoute les plaintes indignées du chœur offensé des cabinets de consultants et d'avocats, des services de communication des grandes sociétés et des organisations patronales, ou des journalistes sous influence du monde de la politique et des affaires : il serait grand temps de démasquer le complot ourdi contre les responsables publics et les courageux dirigeants d'entreprise qui luttent inlassablement pour préserver l'emploi dans les bourrasques de la concurrence internationale (2).

*« Quelles que soient les raisons, toutes ces affaires sont la conséquence de mon manque d'honnêteté. En tant que président, je présente au peuple mes sincères excuses »* : aucune chance d'entendre un jour en France de tels propos, récemment tenus par l'ancien chef d'Etat sud-coréen (3). Et pourtant la corruption à la française existe bel et bien, avec ses traits communs au maelström mondial et ses vices spécifiques, dont le premier, emprunté aux mafias, est de nier, jusqu'à l'évidence. Pour au moins 90 %, elle est entièrement privée et se pratique quotidiennement. Dans les affaires, on trouve des pots-de-vin partout, jusque dans le lait des nourrissons, versés par les fabricants aux maternités. Clients et fournisseurs de biens et services possèdent en la matière une très solide expérience.

Curieusement, elle intéresse beaucoup moins la justice et les médias que les 10 % de cas mettant en cause un agent public corrompu par un corrupteur privé. Seul un petit nombre d'entre eux sont découverts, généralement par hasard ou à la suite d'une dénonciation par un concurrent, voire par des ayants droit lésés par la perte d'un avantage mal acquis. Une fraction, partie visible de l'iceberg, débouche sur les affaires politico-judiciaires qui défraient la chronique. C'est dire que la corruption n'est pas le grain de sable, mais bien au contraire l'huile dans les rouages de l'économie de marché, avec laquelle elle a partie liée et dont elle accompagne l'expansion.

Encore faut-il s'entendre sur les termes : la corruption *implique* qu'un corrupteur paie un corrompu pour l'obtention d'un avantage indu. Cela va de la caisse de champagne pour un passe-droit à la commission tarifée pour l'attribution d'un marché. Le paiement peut être direct ou indirect, postérieur ou anticipé, voire constituer une sorte d'appel d'offres ou d'investissement pour services futurs et prend les formes les plus variées : restauration et aménagements de résidences, gratuits ou sous-facturés ; mise à disposition, sans frais, de personnel domestique, voitures ou bateaux ; invitation à des voyages touristiques de rêve éventuellement camouflés en voyages d'études ou congrès ; honoraires surfacturés pour rapports, conférences, conseils, expertises plus ou moins fictifs ; ouverture de crédits sans intérêt ni remboursement ; participation à des brevets ou offre de stock-options ; émargement de parent ou relation avec rémunération et avantages en nature correspondant davantage à leur appétit qu'à leur compétence... Successeurs de la « génération Mitterrand », le premier ministre et le maire de Paris en fonctions, leurs prédécesseurs, les chefs du Parti républicain, des dizaines d'élus et responsables locaux, des centaines de dirigeants et cadres supérieurs d'entreprise ont bénéficié de l'une ou l'autre de ces pratiques pour des montants souvent considérables (4).

Au-delà, dans toutes les affaires de quelque importance mettant en cause les réseaux intégrés de la criminalité financière des ténors de la politique et des affaires, c'est dans les paradis fiscaux et sous couvert du secret bancaire qu'est blanchi l'argent. La formule classique étant le compte en Suisse d'une société panaméenne sous prête-nom, gérée par une fiduciaire genevoise et alimenté par une banque luxembourgeoise, le tout livré clé, ou plutôt numéro de compte, en main. Dès que la corruption est organisée en système, prend place entre le corrupteur et le corrompu un intermédiaire prestataire de services (bureau d'études, société écran, faux-facturier) dont la fonction est de donner une apparence légale à l'opération, faire circuler et blanchir l'argent, jouer éventuellement le rôle de fusible. Une mission *jadis remplie par les « industriels de la fraude »*, sociétés de taxis du milieu (5), aujourd'hui récupérée par les filiales et officines spécialisées des entreprises et des partis politiques.

MAPPEMONDE/éd. MARVAL

MAGDI SENADJI. – « Facile » (1986)

Trois facteurs expliquent le développement explosif de la corruption depuis une vingtaine d'années. Le triomphe de l'idéologie néolibérale tout d'abord et son culte de l'argent, seule mesure de la réussite professionnelle et sociale, du succès des vainqueurs de la compétition économique, obtenu par tous les moyens. En France, cette idéologie a rapidement perverti une fraction de la haute fonction publique, membres de cabinets ministériels, directeurs d'administrations centrales ou d'entreprises nationalisées, comme dans le cas du Crédit lyonnais, où c'est l'abandon des missions de service public pour la course à l'affairisme privé et non les excès de l'Etat interventionniste qui a creusé un gouffre financier sans précédent (6). Une proportion croissante d'énarques est passée du service de la collectivité à celui du capital après avoir utilisé leurs positions dans la hiérarchie administrative pour se promouvoir dans les affaires, au mépris de règles professionnelles inappliquées (7).

Ensuite, la mondialisation des marchés et l'internationalisation des affaires ont ouvert à la criminalité financière des capacités de développement illimitées sur une *terra incognita*, juridiquement vierge de toute contrainte. Tout y est permis, rien n'est sanctionné. Un collier de paradis fiscaux constamment grossi de nouvelles perles entoure la planète, offrant toute sécurité contre de très improbables poursuites, vraisemblablement vouées à un échec programmé par *la volonté des grandes puissances*. Mieux protégé et plus maniable à l'étranger que sur le territoire national, le produit de la corruption fait le plus souvent le détour par les comptes suisses ou luxembourgeois de sociétés panaméennes ou anglo-normandes. Ainsi, non seulement une entreprise n'est pas punissable, en France comme dans la plupart des pays, d'avoir versé une commission destinée à corrompre un agent public étranger pour l'obtention d'un marché, mais elle est même *garantie* du remboursement de ce pot-de-vin en cas d'échec, pourvu qu'elle en ait déclaré le montant (8).

Enfin, la privatisation accélérée des services publics a transformé le rôle de l'Etat et des collectivités locales. De prestataires de services pour des usagers traités à égalité, ils sont devenus attributifs de marchés à des fournisseurs privés prêts à tout pour capter une part d'un pactole d'environ 700 milliards de francs de commandes annuelles et les clients livrés avec. De plus, les mesures systématiques de déréglementation ont fait sauter les contrôles préventifs et les verrous qui rendaient plus difficile la collusion des intérêts privés et publics. Des boulevards de la corruption se sont ouverts, dans lesquels les grandes entreprises fournisseurs multicartes de biens et services se sont engouffrées. Champions toutes catégories : les entreprises de travaux publics et leurs innombrables filiales prestataires de services, les Bouygues, Lyonnaise et Générale des eaux. Régulièrement mises en cause par la Cour des comptes et les chambres régionales, condamnées par exemple, avec des dizaines d'autres, à 380 millions de francs d'amende, la plus forte jamais infligée par le Conseil de la *concurrence*, en février 1996, pour des ententes et manipulations de prix dans les attributions de marché du TGV, elles n'en ont cure. Il est vrai qu'elles contrôlent les médias en partie.



## Des réseaux structurés

LA ruée vers l'or a commencé avec la décentralisation et la large autonomie accordée aux régions, départements et communes. Dès les années 70, devant le coût de plus en plus prohibitif du marketing électoral, celles-ci avaient servi de base au financement des campagnes. Les bureaux d'études mis en place à cet effet par toutes les municipalités et l'expérience accumulée allaient favoriser le développement de véritables *réseaux de corruption structurés autour* de trois espaces privilégiés : les collectivités locales, les partis politiques, le monde des affaires.

Si les premières sont bien représentées sur tout le territoire, de l'Alsace à la Corse, de la Seine-Maritime au Languedoc, sans oublier les départements d'outre-mer, où la corruption finance les clientélismes partisans (RPR à la Guade*loupe et en Polynésie, socialiste* à la Réunion, centriste (CDS) en Guyane, communiste à la Martinique), trois métropoles dominent : Ile-de-France, Provence-Côte d'Azur, Rhône-Alpes. Dans la capitale dauphinoise, le démantèlement du système de corruption mis en place *(voir ci-dessous, l'article de Philippe Decamps)* révélera surtout la différence de traitement réservée aux principaux acteurs. Le grand patron de la Lyonnaise des eaux, ancien responsable et haut dignitaire du RPR, sera seulement cité comme témoin, tandis que le jeune parvenu des affaires locales, sacrifié par sa famille politique, sera envoyé en prison.

Dans le Midi, succédant aux Marseille et Nice des années 80, c'est le Var, l'une des bases du Parti républicain, qui est touché. Son président, à peine dégagé d'une médiocre affaire de financement de mur mitoyen et de piscine privée dans une résidence acquise à des conditions particulièrement avantageuses, perd un des ses plus fidèles lieutenants, maire de Cannes, englouti dans un racket aux machines à sous sur les casinos de la ville, imposé avec les méthodes grossières d'un affairiste bientôt incarcéré. Sa chute suit celle d'un vieux parrain, ancien maire de Toulon et président du *conseil général, issu du même groupe* politique, qui avait mis en coupe réglée un département aux mœurs siciliennes, en bonne harmonie avec la mafia locale et ses relais internationaux. Dans le même département devenu l'une des bases du Front national, un autre dirigeant du Parti républicain, président du conseil général de la Meuse, sera inculpé dans une opération de financement

(1) Sur la corruption, lire Yves Mény, *La Corruption de la République*, Fayard, Paris, 1992 ; « La corruption dans la vie publique », *Problèmes politiques et sociaux*, Paris, 24 janvier 1997 ; « La corruption dans les démocraties occidentales », *Revue internationale des sciences sociales*, septembre 1996 ; et surtout : « La justice face à la corruption », *Déviance et Société*, septembre 1996.

(2) *Le Nouvel Observateur*, Paris, 6 février 1997.

(3) Le président Kim Young-sam, compromis dans le scandale de la Hanbo Steel ; *Time*, 10 mars 1997.

(4) Plusieurs millions de francs, par exemple pour les anciens PDG des sociétés Alcatel et Elf.

(5) Lire Jean Cosson, *Les Industriels de la fraude fiscale*, Le Seuil, Paris, 1971.

(6) Réévaluée récemment à 130 milliards de francs. Lire Christian de Brie, « Au carnaval des prédateurs », *Le Monde diplomatique*, avril 1995.

(7) En particulier l'obligation de respecter un délai de six mois avant d'intégrer une entreprise privée passant des marchés avec l'Etat.

(8) A l'exception notable des Etats-Unis, où, pour arriver aux mêmes fins, les entreprises utilisent des corrupteurs étrangers intermédiaires.

# Grenoble : une leçon inachevée

RÉVÉLÉ au plus grand nombre par l'incarcération de l'ancien maire, le système grenoblois apparaît à la fois comme un modèle et une caricature de la corruption « à la française ».

*Pour la première fois, les juges ont retenu cette* qualification pénale contre un personnage de premier plan, deux fois ministre (1). Les avantages personnels considérables accordés par la Lyonnaise des eaux et le groupe Merlin (près de 20 millions de francs), en échange du marché de l'eau, ne font qu'illustrer une altération bien plus profonde de la démocratie par l'argent, à Grenoble et en Isère. Les dérives des années 80 y reposent sur le socle plus ancien du financement occulte de la politique. Le partage des commissions sur les marchés de l'agglomération a longtemps permis de neutraliser l'opposition.

Dans l'un des départements les plus peuplés et les plus riches de France, les conquêtes électorales appuyées par un marketing effréné – et coûteux – ont permis à un seul homme de tenir les leviers de la municipalité, de l'agglomération et du conseil général. Dans le même temps, la décentralisation libérait les élus locaux de la tutelle. La concentration du pouvoir s'est doublée d'une personnalisation mé*thodique de la prise de décision. Devenu ministre,* le même personnage avait autorité sur toutes les administrations susceptibles de restreindre ses ambitions ou ses projets, et les préfets récalcitrants ont quitté la place.

La cohésion du groupe semblait garantie par la *répartition des prébendes, légales ou non. Ainsi*, un fidèle de la première heure, le député RPR et chef actuel de l'opposition municipale, M. Richard Cazenave, s'est vu confier la Compagnie de chauffage (une société d'économie mixte), avec pour ambition de créer une filiale commune avec la Générale des eaux. Cette seule fonction lui a permis de bénéficier d'une femme de ménage, d'une voiture avec chauffeur (80 000 kilomètres par an !) et de plus de 1 million de francs de voyages aériens.

*La pratique du double langage et la cécité des* médias a longtemps masqué les ficelles les plus grosses. La rhétorique libérale a couvert l'intrusion massive des grands groupes privés amateurs de services publics. A l'impuissance des administrations se sont ajoutées l'inefficacité des contrôles et la faiblesse des contre-pouvoirs locaux. Ainsi, le Conseil d'Etat ne s'est toujours pas prononcé sur la délégation de gestion de l'eau, qui date de 1989. L'incapacité de la justice grenobloise à faire aboutir un seul dossier sensible avant que les magistrats lyonnais ne prennent la relève souligne l'absolutisme des nouveaux seigneurs de province. Un vaste dossier visait l'office HLM de la ville, quand l'ancien patron de la police judiciaire était lui-même logé dans une villa par cet office. A la fin 1996, les manœuvres du procureur général pour protéger un élu ont provoqué l'exaspération et une rébellion *des magistrats qui ont obtenu son départ*. Le procureur général a fini par confesser par écrit que cet élu était l'un de ses amis – et un proche du ministre de la justice. Encore aujourd'hui, les réticences à poursuivre les infractions financières ne semblent pas levées sur tous les dossiers.

L'INCONSCIENCE et l'inconséquence des responsables politiques face à la corruption permet aux mêmes hommes d'occuper le terrain coûte que coûte, au mépris de tout fondement éthique. *Lorsqu'en Europe du Nord un simple écart fortuit* peut conduire à une démission, en France le président du conseil général de l'Isère peut conserver son titre et son traitement au fond de sa prison. Imitant leur chef ou réfugiés derrière la présomption d'innocence, six conseillers généraux mis en examen ou condamnés occupent toujours leur siège malgré les révélations les concernant ; en ruinant la confiance civique.

Le conseil général s'est choisi un président par intérim, le député et maire RPR de Voreppe, M. Michel Hannoun, extérieur au système grenoblois, mais soupçonné par ailleurs d'avoir perçu près de 1 million de francs de salaires fictifs, et convaincu notamment d'avoir attribué un marché de renégociation de dette à son « employeur ». Dans l'attente de son procès, le vice-président chargé des routes, le maire RPR de l'Alpe-d'Huez, M. Jean-Guy Cupil*lard*, exerce toujours son mandat, malgré une incarcération préventive au début 1995 et les poursuites pour corruption dont il fait l'objet.

Reste une vaste inconnue dans les affaires grenobloises : les enquêteurs n'ont pu remonter sérieusement aucune piste internationale. Tout juste peut-on observer les surcoûts considérables et inexpliqués de certains grands équipements publics.

L'expérience grenobloise apporte enfin un démenti aux tenants d'une amnésie, à défaut d'une *amnistie : M. Jean-Marie Le Pen* a perdu des voix à Grenoble entre 1988 et 1995 (2). Si le Front national peut trouver un terreau fertile dans la corruption, il ne profite pas de la lutte contre la corruption lorsque celle-ci est prise à bras-le-corps par les citoyens, relayés par les institutions républicaines.

PHILIPPE DESCAMPS.

* Journaliste.

(1) Alain Carignon a été condamné par la cour d'appel de Lyon, le 9 juillet 1996, à cinq ans de prison, dont une année avec sursis, 400 000 F d'amende et cinq ans d'inéligibilité.

(2) Dans la commune de Grenoble, M. Jean-Marie Le Pen a perdu 1 205 voix entre le premier tour de l'élection présidentielle de 1988 (8 923 voix, soit 13,65 % des suffrages exprimés) et celui de 1995, après l'affaire Carignon (7 718 voix, soit 12, 28 %).

هكذا من الاصل

## AFFAIRISTES ET POLITICIENS

# corruption à la française

occulte de sa villa de Saint-Tropez par une entreprise de construction amie, par ailleurs bénéficiaire privilégié des marchés publics du département lorrain. Une médiocre magouille faisant écran à l'enquête, enlisée, sur une affaire d'une tout autre ampleur, aux ramifications internationales : le financement occulte du Parti républicain (9).

Mais c'est à Paris et en Ile-de-France, entièrement dominés par le RPR, que quelques juges mettent au jour, pièce par pièce, des pans de « racketville », le système de corruption et de financement du parti dominant (10). Occupant la mairie depuis vingt ans, contrôlant des milliards de francs de marchés publics, gonflés grâce à la privatisation systématique des services municipaux, les « chiraquiens » ont eu le temps de peaufiner des méthodes mises au point par les gaullistes dès les années 60 avant d'être adoptées par toutes les formations. La technique est simple : l'obtention d'un marché est conditionnée au paiement par l'entreprise bénéficiaire d'une commission au pourcentage, fixée à l'avance. Généralement versée à une officine contrôlée par des personnes sûres faisant office de trésoriers occultes, camouflées en gérant de cabinet d'études ou en consultant, fournisseurs de prestations fictives et de fausses factures en échange de la commission payée, elle est ensuite livrée en liquide ou virée sur un compte bancaire protégé à l'étranger, accessible au véritable bénéficiaire ou à un homme de confiance.

Comme il y a chaque année des milliers de marchés passés par la ville, l'un des offices publics ou l'une des sociétés d'économie mixte qu'elle contrôle, la source de financement est inépuisable. Par exemple, pour les seuls lycées, il y a des dizaines de marchés, pour l'entretien, le chauffage, la peinture, les cantines, etc. Leur attribution s'effectue selon des règles qui permettent d'en garder le contrôle et de savoir à l'avance qui obtient quoi et à quelles conditions (11). Si les entreprises qui n'acceptent pas les règles du jeu – elles sont peu nombreuses – sont systématiquement éliminées, rien n'interdit de privilégier certaines, bénéficiaires attitrées des affaires les plus juteuses, surtout quand elles sont dirigées par des politiquement proches.

Etendu à toute la région et aux départements d'Ile-de-France, le « tangentoParigi », version nationale du « tangentopoli » milanais, s'il connaît quelques craquements, dans les Hauts-de-Seine, l'Essonne et le Val-d'Oise, mais surtout dans la capitale, où ses pratiques et les responsabilités jusqu'au sommet de l'Etat ont été amplement mises au jour (12), résiste à toutes les poursuites. Il est vrai que de ce côté-ci des Alpes n'existe aucune possibilité de mobilisation judiciaire comparable à l'opération « mains propres », qui, en Italie, a fait disparaître les très corrompus partis de la démocratie chrétienne et socialiste et permis la condamnation des hommes politiques et d'affaires les plus compromis.

Tel est sans doute le trait le plus caractéristique de la corruption à la française : la relative impunité dont elle jouit. Devenus chef d'Etat, premier ministre et garde des sceaux, les anciens maîtres de la ville ont, à leur tour, accès à tous les moyens de pression sur une justice que la République a toujours voulu soumise au pouvoir. Nomination de véritables préfets de juridictions, placés aux postes-clés du parquet et dont on ira chercher la signature en hélicoptère jusque sur les pentes de l'Himalaya (13), découpage des dossiers, refus de poursuite, ralentissement et blocage des procédures terminées par des non-lieux, opérations de déstabilisation contre les juges trop curieux, refus de coopération de la police judiciaire (14) et blocage de l'entraide judiciaire internationale (15), écoutes téléphoniques et pression sur les témoins, les acteurs et les dénonciateurs, allant jusqu'à l'enfermement psychiatrique et au suicide, sont quelques-uns des procédés utilisés.

Comme cela ne suffit pas à éteindre l'incendie qui couve toujours, on a recours à deux coupe-feu bien classiques. D'une part, pour détourner l'attention, l'annonce solennelle d'une grande réforme garantissant l'indépendance judiciaire et le secret de l'instruction, concoctée par ceux-là mêmes qui les taillent en pièces. En somme, les renards encore tachés de sang et couverts de plumes se proposent de garantir à l'avenir la sécurité des poulaillers. D'autre part, changer les règles du jeu, en l'occurrence les dispositions du code pénal, de telle sorte que les poursuites soient vouées à l'échec. La criminalité financière serait certes toujours poursuivie, mais, comme à colin-maillard, les yeux bandés.



DR

GRANDVILLE. – « L'École de natation » (1841)

### Justice arbitraire

ENTENDANT bien se soustraire aux sanctions, les entreprises exercent une énorme pression politique pour que soit expurgé le droit pénal des affaires, à commencer par l'abus de biens sociaux, qui permet le cas échéant de poursuivre le corrupteur, ainsi que le corrompu pour recel, la corruption étant en elle-même et en dehors de cette procédure très difficile à établir. Si le lobby patronal et ses porte-parole parlementaires n'ont pu obtenir satisfaction auprès d'une majorité craignant les réactions de l'opinion à une nouvelle amnistie, ils auront au moins trouvé une oreille complaisante à la Cour de cassation, dévouée à préparer le terrain (16).

Dans la tradition des démocraties de marché, où seuls les voleurs pauvres sont des voleurs, les voleurs riches restant des riches, l'appareil pénal, de la mise en détention provisoire à l'enfermement pénitentiaire après jugement, est conçu pour le traitement expéditif des petits délinquants des classes populaires, présumés coupables, pris en flagrant délit ou sur dénonciation, fréquemment récidivistes, pressés d'avouer (17). Que la même loi, entourée cette fois de toutes les protections et garanties, puisse s'appliquer à des dirigeants d'entreprise pour des délits infiniment plus graves choque des élites habituées à un tout autre traitement. Même si les cas d'emprisonnement restent rares et plus fréquents chez les hommes politiques que chez les hommes d'affaires dans un pays où 40 % des 55 000 détenus sont, dans la plus parfaite hypocrisie, présumés innocents mais traités en coupables. Ce n'est donc pas sans raison que les Français n'ont aucune confiance en leur justice (18). Arbitraire, elle poursuit et condamne les uns, par exemple les dirigeants des partis communiste et socialiste et, pour les mêmes faits, ignore les autres, ceux du RPR ou du Parti républicain. Dure aux faibles, indulgente aux puissants, rarement condamnés, bien à l'abri d'interminables procédures ; inefficace et si coûteuses aux contribuables quand des dizaines de juges, d'officiers de police judiciaire, d'auxiliaires de justice, d'avocats et d'experts, des centaines de témoins, des milliers de cotes de dossiers, débouchent après des années sur des condamnations symboliques pour des malversations qui le sont beaucoup moins.

Il faudra une révolution judiciaire pour lutter contre un pourrissement insidieux qui n'est évidemment pas une exclusivité française et gagne tous les pays et tous les marchés. A commencer par les Etats-Unis, où le président William Clinton (et le vice-président Albert Gore) patauge dans le financement nauséabond de sa campagne électorale, tandis que tout le système politique est pris en otage par les lobbies corrupteurs : ils sont 80 000 en poste à Washington pour faire pression sur 535 parlementaires. Au Japon, où l'alliance des banques et de la pègre dans la spéculation immobilière a failli précipiter le pays dans le chaos, tandis que trois Japonais sur quatre n'ont plus confiance dans un système politique et administratif de plus en plus asservi à un monde des affaires corrompu (19).

Au Royaume-Uni, où les parlementaires conservateurs vendent aux entreprises leurs interventions à la Chambre des communes, tandis que les scandales se multiplient sur les marchés spéculatifs de la City devenus incontrôlables (20). Dans l'Union européenne, où, à coté des fraudes aux aides régionales et à la TVA, les groupes de pression imposent leur volonté à Strasbourg comme à Bruxelles. En Allemagne, où une brochette de patrons de grandes entreprises ont été mis en cause dans d'énormes détournements de fonds à l'occasion de la privatisation des combinats de l'ex-Allemagne de l'Est *(lire pages 20 et 21)*. En Belgique, ce sont les pots-de-vin versés au parti au pouvoir par Dassault, sous le coup d'un mandat d'arrêt international, et par la firme italienne Augusta, pour l'obtention de marchés militaires, qui ont alimenté la chronique, alors qu'en Italie se poursuivent la mise en cause et les condamnations pour corruption des hommes politiques et d'affaires.

En Russie, où les nouveaux kleptocrates libéraux se révèlent autrement performants qu'au temps de la nomenklatura soviétique (ce sont souvent les mêmes) ; en Chine, qui annonce l'expulsion pour corruption de cinq cent mille cadres du parti, en Corée du Sud, qui poursuit ses anciens dirigeants politiques pour de gigantesques détournements ; mais également en Turquie, en Inde, au Pakistan, au Maroc, au Nigeria, au Mexique, au Venezuela, en Colombie, au Pérou, en Argentine, au Brésil... : il faudrait plusieurs volumes pour tenir à jour l'annuaire mondial de la corruption.

Mais, surtout, la mondialisation des affaires met de plus en plus ouvertement en contact les mécanismes et agents de la corruption nationale avec les circuits internationaux de la criminalité financière (21). Les techniques et montages des opérations de lavage de l'argent sale, mis en place sur toute la planète par les établissements financiers, leurs réseaux de filiales et correspondants dans les paradis fiscaux, sont les mêmes, qu'il s'agisse de blanchir les commissions sur marchés versées à un parti, le produit des rackets de la mafia russe, l'argent de la drogue des cartels colombiens ou des triades chinoises. C'est de plus en plus ouvertement que politiciens, entreprises, banques et crime organisé sont impliqués dans de véritables *joint-ventures* où les uns et les autres trouvent leurs intérêts dans l'échange de services.

Dans cette optique apparaît bien dérisoire l'anathème de l'extrême droite contre les « tous pourris » visant les seuls politiciens nationaux ou locaux. En choisissant leur bouc émissaire, les démagogues comptent sans doute un jour se débarrasser du bébé de la démocratie avec l'eau du bain politique tout en s'assurant la protection du *« big business »* et des mafias. De même prête à sourire le catéchisme libéral selon lequel la corruption est affaire d'Etat : moins de public, davantage de privé, et le marché consacrera la vertu. Ce que chacun peut vérifier, à l'Est comme au Sud, où l'Etat est en capilotade et la corruption au pouvoir.

Rien ne laisse prévoir à brève échéance la mise en place de mécanismes internationaux de régulation efficaces. Si tour à tour l'ONU, la Banque mondiale, le FMI, l'OCDE, le G7, l'Union européenne ou l'Organisation mondiale du commerce se penchent sur la menace, c'est toujours à partir d'une approche partielle et sans vouloir affronter les milieux d'affaires. Seuls, jusqu'à ce jour, le petit groupe de juges signataires de l'appel de Genève, et plus récemment les quatre cents magistrats français qui les ont rejoints, ont fait avancer les choses en proposant un ensemble de mesures concrètes pour *« construire, dans l'intérêt même de* [la] *communauté, une Europe plus juste et plus sure, où la fraude et le crime ne bénéficient plus d'une large impunité et d'où la corruption sera réellement éradiquée* (22) *»*. Vaste programme pour l'avenir des démocraties.

CHRISTIAN DE BRIE.

(9) Lire Denis Robert, *Pendant les « Affaires », les affaires continuent*, Stock, Paris, 1996.

(10) Lire Alain Guédé et Hervé Liffran, *Péril sur la Chiraquie*, Stock, Paris, 1996 ; *La Razzia, enquête sur les fausses factures et les affaires immobilières du RPR*, Stock, Paris, 1995.

(11) Tels que : saucissonnage pour permettre le gré à gré des marchés de moins de 300 000 F, ententes préalables entre les soumissionnaires pour choisir le moins-disant, divulgation au futur bénéficiaire d'informations privilégiées, conditions du marché fixées sur mesure pour une seule entreprise, attribution sur un prix minoré corrigé plus tard par des avenants, sous-traitance au profit du véritable bénéficiaire caché par le bénéficiaire apparent...

(12) Lire Alain Guédé et Hervé Liffran, *op. cit.* ainsi que les enquêtes du *Monde*.

(13) Afin d'empêcher la mise en accusation de l'épouse du maire de Paris, pour un rapport de complaisance payé 200 000 francs par le conseil général de l'Essonne.

(14) Dont le directeur, approuvé par le ministre de l'intérieur, sera suspendu de ses fonctions par la cour d'appel de Paris.

(15) En particulier avec les justices suisse *(voir Denis Robert, op. cit)* et belge pour les poursuites engagées contre les PDG des sociétés Merlin-Gerin et Dassault.

(16) Pour la Cour, le versement d'un pot-de-vin de 760 000 F pour obtenir l'annulation d'une dette de 10 millions de francs ne constitue pas un abus de biens sociaux. *Libération*, 7 février 1997 et, *Le Monde*, 8 février 1997.

(17) Lire Philippe Robert, « La justice française et les affaires de corruption », in *Déviance et Société*, *op. cit.*

(18) *Le Monde*, 31 janvier 1997.

(19) Philippe Pons, « La dérive du modèle japonais », *Le Monde*, 4 juillet 1996.

(20) Voir, par exemple, le scandale Sumitomo, une perte de 10 milliards de francs sur le London Metal Exchange, marché à terme des matières premières. *Le Monde*, 9 juillet 1996.

(21) Lire Michel Chossudovsky, « Comment les mafias gangrènent l'économie mondiale », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996 ; Denis Robert, *La Justice ou le chaos*, Stock, Paris, 1996 ; Jean-Louis Hérail et Patrick Ramael, *Blanchiment d'argent et crime organisé*, Presses universitaires de France, Paris 1996 ; et Ludwig Verduyn et Jean Vanempten, *Blanchiment, mode d'emploi*, Editions Luc Pire, Bruxelles, 1997.

(22) Denis Robert, *La Justice ou le chaos*, *op. cit.* ; *Le Monde*, 6 février 1997.

# Qui a profité de

**« C*E nouveau gouvernement est devenu nécessaire parce que l'ancien a démontré son incapacité à combattre le chômage, à défendre le filet de sécurité sociale et à rétablir l'ordre dans les finances ruinées de l'Etat* ». Dressé en 1982 par M. Helmut Kohl contre son prédécesseur, M. Helmut Schmidt, ce réquisitoire s'applique mot pour mot, quinze ans plus tard, à l'actuelle coalition. La contestation sociale s'affirme – avec, en mars 1997, les mouvements revendicatifs des mineurs et des ouvriers du bâtiment – et commence à s'exprimer politiquement. La question de l'unification, de ses victimes et de ses profiteurs, retrouve ainsi une singulière actualité.**

**Par JAY ROWELL ***

C'est avec beaucoup d'émotion et quelque nostalgie que Helmut Kohl doit repenser aujourd'hui aux jours heureux de l'unification allemande, qui virent son triomphe. Sur fond de crise économique, de montée du chômage, de remise en question des acquis sociaux et de peur de l'euro, la cote du chancelier comme celle de son parti sont tombées au plus bas : selon les sondages du début mars 1997, 46 % des Allemands déclarent préférer le social-démocrate Schröder, 40 % demeurant favorables à l'actuel chef du gouvernement ; de même, avec 34,3 %, les démocrates-chrétiens de la CDU-CSU sont devancés par les sociaux-démocrates du SPD (36,3 %). Egalement significatives, les intentions de vote en faveur des Verts (12,2 %) et du Parti du socialisme démocratique (5,2 %), en nette progression. Paradoxalement, l'homme qui a dû son indiscutable popularité aux retrouvailles – dont il fut le principal artisan – des deux Allemagnes laisse aujourd'hui entendre que l'unification serait la cause des difficultés rencontrées par son pays, et de ses propres déboires !

L'Allemagne malade de l'unification ? Celle-ci aurait eu – assure une majorité d'experts – un effet de frein sur l'économie prospère de l'ancienne RFA. Et de citer les transferts financiers de l'Ouest vers l'Est, qui se sont effectivement élevés, depuis 1990, à plus de 150 milliards de marks (1 mark = 3,4 francs) par an et devraient se maintenir à ce niveau dans les prochaines années. A quoi s'ajoutent les dettes laissées par l'ex-RDA, la Treuhand (l'organisme chargé de privatiser l'économie de la RDA) et les fonds spéciaux de l'unification, soit 750 milliards de marks – une somme colossale, surtout si on la rapporte au produit intérieur brut (PIB) actuel des nouveaux Länder (250 milliards de marks).

Cet argumentaire, si souvent répété, occulte toutefois la moitié de l'équation : car l'unification n'a pas seulement coûté à l'ex-RFA, elle lui a également rapporté. Et beaucoup ! Un symbole, évidemment peu souligné par les médias : les profits des entreprises allemandes ont presque doublé depuis l'unification, passant de 345 milliards de marks en moyenne entre 1980 et 1989 à 653 milliards en 1995 ! Victimes d'un côté, profiteurs de l'autre...

En tout cas, les doutes quant au modèle économique allemand n'ont jamais été aussi forts (1). En janvier 1997, le taux de chômage s'est élevé à 18,7 % dans les nouveaux Länder et à 10,7 % dans les anciens. Selon les prévisions, la barre des 5 millions de chômeurs sera dépassée avant la fin de l'année. A l'Est, le PIB est tombé au-dessous de son niveau de 1989, avant la « thérapie de choc ». A l'Ouest, la récession apparue en 1993 a été aggravée par les tours de vis fiscaux et les plans d'austérité.

Que s'est-il passé depuis 1990, époque d'euphorie et de confiance aveugle dans les recettes néolibérales ? Apparemment, les Allemands de l'Ouest auraient payé la facture de l'unification. Et ils seraient condamnés à sacrifier encore longtemps une partie de leur richesse pour payer une « rente » annuelle à leurs concitoyens des nouveaux Länder. Curieux renversement : car ceux qui subissent, les premiers et le plus durement, l'unification, ce sont bien les Allemands de l'Est. Un an après les retrouvailles, le PIB de l'ex-RDA avait déjà chuté de 40 %, la production industrielle de 70 %, et le nombre d'actifs de 40 %. A cette catastrophe quatre causes principales :

– la décision électoraliste d'échanger un mark de l'Est contre un mark de l'Ouest, qui a augmenté le coût réel des biens et services est-allemands de 300 %. Ce choc, confie M. Werner Selbmann, chef d'une petite entreprise de bâtiment en Thuringe, aurait été *« mortel même pour les géants de l'industrie ouest-allemande »* ;

– la réduction comme peau de chagrin des débouchés traditionnels de l'industrie est-allemande dans les pays de l'Europe centrale, suite aux politiques d'ajustement des équipes néolibérales, dont l'économiste Jeffrey Sachs est la figure de proue ;

– le fait que l'industrie ouest-allemande pouvait satisfaire les besoins du marché est-allemand avec ses capacités existantes, les entreprises est-allemandes ne représentant alors au mieux, pour elle, qu'un moyen de pénétrer les marchés d'Europe centrale, au pis une concurrence potentielle sur le marché allemand ;

– la thérapie de choc subie par les *Kombinate* est-allemands, mis sous la tutelle de la Treuhand *(lire l'article ci-dessous)* : démantèlement ou fermeture avec vagues de licenciements, selon le credo libéral de la Treuhand. D'où la priorité absolue donnée à la privatisation rapide au détriment de l'emploi et de l'investissement. La vente des entreprises, qui devait dégager, selon le premier directeur de la Treuhand, 600 milliards de marks, s'est soldée par un déficit de 275 milliards de marks, une perte de 78 % des emplois dans le secteur industriel ; seules 5 % des entreprises ont pu être achetées par des Allemands de l'Est.

Au local syndical de l'IG Metall, situé au cœur de Plagwitz, un quartier ouvrier de Leipzig où les immeubles d'habitation côtoient les usines désaffectées, Mme Sieglinde Merbitz, premier secrétaire du syndicat à Leipzig, explique : *« Ce sont les femmes, les salariés de plus de cinquante ans et les ouvriers peu qualifiés qui ont été victimes des premières vagues de licenciements dans la métallurgie. Pour eux, la chance de retrouver un emploi est quasiment nulle. »* Bref, tous ceux qui n'ont pu s'adapter à l'économie de marché ou que l'on décréta inaptes à le faire. Quand les statistiques officielles n'enregistrent « que » 18,7 % de chômeurs dans les nouveaux Länder, dont deux tiers de femmes, elles « oublient » 800 000 salariés en préretraite, 260 000 participants à des stages de recyclage et 260 000 personnes qui travaillent dans des programmes d'intérêt général appelés à disparaître cette année, à la suite des réductions budgétaires imposées pour que l'Allemagne respecte les critères du traité de Maastricht.



ANNE-FRANÇOISE BRILLOT

BERLIN, 1er JANVIER 1990, PORTE DE BRANDEBOURG
La joie d'hier n'a pas fait que des heureux aujourd'hui

Ingénieur de quarante-cinq ans et mère célibataire, Mme Hilde Förster vit une situation emblématique du parcours de beaucoup de femmes est-allemandes. Employée dans la recherche-développement du VEB Nachrichtenelektronik, elle a perdu son travail peu de temps après que cette entreprise de 4 000 employés eut été achetée par le géant ouest-allemand Siemens. La recherche-développement était alors considérée comme superflue, et seulement 600 emplois ont pu être maintenus. Après deux ans de travail d'intérêt général, elle s'est trouvée au chômage : *« Le plus dur, c'est de se sentir inutile, de se rendre compte que la société n'a plus besoin de toi... que tu es déjà trop vieille. »* 88 % des Allemands de l'Est estiment qu'il y avait plus d'égalité entre les sexes en RDA qu'en RFA – 2 % pensent l'inverse (2).

De l'autre côté, les choses se sont passées autrement... du moins jusqu'en 1992. A la déprime et au sentiment de trahison répandus à l'Est a correspondu, à l'Ouest, l'euphorie générée par les usines tournant à plein régime. Alors que le reste de l'Europe sombrait dans la récession dès 1990, et que l'économie est-allemande implosait, le PIB ouest-allemand augmentait de 5,7 % en 1990 et de 4,5 % en 1991, avec une création nette de 1,8 million d'emplois.

L'explication est simple. Les biens et services ouest-allemands se sont purement et simplement substitués aux produits est-allemands. L'excédent commercial intranational s'élève à plus de 200 milliards de marks par an, ce qui compense largement les 150 milliards de fonds publics qui vont dans le sens inverse (3). Selon M. Andreas Körner, conseiller municipal (SPD) à Leipzig, *« l'argent transféré a été en fait recyclé à 100 % dans l'économie ouest-allemande. C'est grâce à la reconstruction de l'économie est-allemande que l'Allemagne n'a pas sombré dans la récession dès 1990 comme les autres pays industrialisés. »* Résultat paradoxal d'une politique néolibérale, la thérapie de choc a abouti à une relance keynésienne classique au seul bénéfice de l'économie ouest-allemande.

Les salariés ouest-allemands en ont-ils profité ? Rien n'est moins sûr. Dès les premiers signes de ralentissement économique, le patronat a annoncé des restructurations douloureuses entraînant la perte de centaines de milliers d'emplois dans l'industrie. En 1992, l'augmentation de 5 % des salaires a été absorbée totalement par l'inflation (plus de 4 %) et par l'alourdissement de la fiscalité – entre 1991 et 1993, les cotisations pour l'assurance-chômage ont augmenté de 2 points, les taxes sur les produits pétroliers et le tabac ont été relevées, la TVA a augmenté de 1 point, sans oublier l'introduction du très impopulaire impôt de solidarité *(Solidäritatszuschlag)*, qui a représenté une hausse de 7,5 % de l'impôt sur le revenu. En moyenne, ces mesures ont signifié une amputation du pouvoir d'achat de 270 marks par ménage (4), un recul de 5 % depuis 1990.

## Ces salariés, victimes à l'Est et à l'Ouest

LA crise économique et l'austérité budgétaire aidant, les salariés de l'Ouest s'en sont pris aux citoyens des nouveaux Länder, accusés de vivre à leurs dépens. Il est vrai que le gouvernement a justifié l'augmentation de la pression fiscale par la nécessité de sacrifices en faveur de la solidarité avec les Allemands de l'Est. Et l'addition, de fait, a été douloureuse pour les salariés ouest-allemands. Mais les gens de l'Est ont également payé l'impôt de solidarité, comme tous les autres impôts, directs ou indirects. *« Le mythe des citoyens est-allemands qui ne paient pas l'impôt de solidarité a été savamment entretenu. Comment s'étonner alors que le mur qui existe dans les esprits ne soit pas près de disparaître ? »*, constate avec un brin d'amertume M. Andreas Körner.

La vérité, c'est qu'à l'Ouest comme à l'Est ce sont les salariés qui font les frais de l'unification. Ce qui n'empêche pas la Bundesbank, dans son rapport de 1995, de persister à considérer *« les salaires trop élevés et insuffisamment différenciés »* comme le facteur principal de la dégradation de la compétitivité. Et de passer sous silence le faible taux d'investissement, les taux d'intérêt prohibitifs et la surévaluation du mark, qui pénalisent une économie dépendant des exportations (5).

La facture la plus lourde a été acquittée par les chômeurs, plus généralement tous ceux qui dépendent de l'assistance publique, et par les étrangers. Telles sont, paradoxalement, les victimes du prétendu pacte de solidarité de 1993 : sous couvert de mieux répartir les coûts de l'unification, le gouvernement de M. Helmut Kohl s'est alors attaqué à l'Etat-providence. Cette année-là marque le début des plans d'austérité, donc de la réduction, constante depuis, des allocations de chômage et des aides sociales comme familiales, ainsi que de la diminution des remboursements des caisses d'assurance-maladie. Quant aux retraites, elles stagnent alors que l'âge légal a été repoussé à soixante-cinq ans ; en vertu du projet de réforme fiscale, les impôts qui les frappent vont même être augmentés. Contradictoirement, les plans sociaux mettent les salariés en préretraite dès cinquante-deux ans. De surcroît, 1997 sera l'année de la remise en question de la gratuité de l'enseignement supérieur...

Présentés par certains hommes politiques et par la presse de boulevard comme des *« nantis »*, les demandeurs d'asile sont de plus en plus attaqués – mais ces campagnes épargnent les entrepreneurs qui réalisent des profits scandaleux en les hébergeant. Ainsi la firme *GV Gründstücksverwaltung* a-t-elle entassé 300 demandeurs d'asile dans 75 baraques de chantier et encaissé mensuellement 137 000 marks de loyer – soit 1 860 marks par baraque de 14 m² (6). Le droit d'asile ayant été restreint en 1993 sous couvert d'harmonisation européenne, c'est maintenant au tour des travailleurs immigrés de servir de cible. Des voix influentes de l'aile droite de la majorité trouvent *« aberrant »* qu'un pays ayant autant de chômeurs emploie des étrangers.

Sous prétexte de combattre les *« fraudeurs »*, les *« tire-au-flanc »* et les *« faux demandeurs d'asile »*, on dresse les classes moyennes, écrasées sous le poids du fisc, contre les laissés-pour-compte du marché. M. Joachim Widmann (du Parti libéral) a même lancé l'idée d'imposer les *« revenus »* des mendiants, afin de réduire le déficit budgétaire et de *« résoudre rapidement le problème de la mendicité dans les villes* (7) ».

L'augmentation spectaculaire du chômage – d'abord dans les nouveaux Länder (de 3 % en 1990 à près de 19 % début 1997), puis dans les anciens (de 6,9 % en 1990 à près de 11 % début 1997) – a modifié les rapports de forces entre les syndicats et le patronat en faveur de ce dernier. Plus rien n'est tabou, comme en témoigne la déclaration de M. Werner Stumpfe, président du syndicat patronal de la métallurgie : *« Nous avons payé trop cher la paix sociale. Nous ne pouvons plus continuer à nous offrir un tel luxe* (8). »

Pareille déclaration de guerre aurait été impensable il y a quelques années. Ce qui l'a rendue possible, c'est l'exploitation de la crise à l'Est. Le premier tabou fut brisé en 1993, lorsque le patronat revint sur l'accord signé en 1990 et garantissant la convergence progressive des salaires est-allemands sur le niveau ouest-allemand. Depuis, de nombreuses entreprises se sont unilatéralement retirées des conventions collectives, comme Jenoptik et IBM. Bref, le patronat s'efforce d'instrumentaliser la crise à l'Est pour généraliser, à l'Ouest aussi, la remise en question des deux piliers du compromis historique de l'Allemagne : le droit du travail et la négociation salariale.

Dans les nouveaux Länder, il est vrai, la pression psychologique exercée par le taux record de chômage contraint les salariés à accepter des sacrifices pour conserver leur travail et met les syndicats sur la défensive. Le maintien des postes se négocie à n'importe quel prix, ou presque – une attitude compréhensible de la part des travailleurs menacés, mais que le patronat exploite par un véritable chantage à l'emploi. En échange de ses investissements dans les nouveaux Länder, le patronat exige de très fortes subventions. Et, quand les travailleurs prétendent défendre leurs intérêts, il brandit la menace de délocalisation dans les pays de l'Est, où les salaires sont jusqu'à dix fois inférieurs.

Pourtant, la ruée annoncée sur l'Europe centrale n'a pas eu lieu. En 1992, celle-ci n'a attiré que 6,5 % des investissements directs de l'Allemagne à l'étranger, contre 89 % dans les pays industrialisés, notamment les Etats-Unis (9). Les grandes entreprises n'en poursuivent pas moins leur chantage à la délocalisation et, arguant du coût excessif de la main-d'œuvre est-allemande, obtiennent de nouvelles subventions et déductions, au-delà des 50 % déjà consentis à l'investissement dans les nouveaux Länder. Le projet d'usine Volkswagen à Chemnitz, en

* Chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

(1) Lire Matthias Greffrath, « Le modèle allemand bat de l'aile », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996, et Brigine Pätzold, « Les Allemands de l'Est relèvent la tête », *Le Monde diplomatique*, février 1996.

(2) Sondage Emnid, dans *Der Spiegel*, 3 juillet 1995.

(3) Les flux de biens et de services de l'Est vers l'Ouest se sont élevés à 43 milliards de deutschemarks, contre 253 milliards dans le sens inverse en 1994. Lire Rudolf Hickel, Jan Priewe, *Nach dem Fehlstart*, Fischer Verlag, Francfort-sur-Le Main, 1994, 36 DM.

(4) Selon l'estimation de Rudolf Hickel et Jan Priewe, les augmentations d'impôt ont davantage pesé sur les ménages modestes, amputant 4 % des revenus disponibles des ouvriers et employés contre 1,5 % pour les indépendants ayant des revenus deux fois supérieurs en moyenne.

(5) L'Allemagne a en effet été remplacée par les Etats-Unis à la tête des pays exportateurs, notamment à cause de la réévaluation du mark et de la faiblesse de la conjoncture en Europe.

(6) Dieter Hummel, « Verdienstquelle Flüchtlinge », in Herbert Schui, Eckhart Spoo, dir., *Geld ist genug da*, Distel Verlag, Heilbronn, 1996, 28 DM.

(7) Joachim Widmann, cité par le *Leipziger Volkszeitung*, 19 octobre 1996.

(8) *Les Echos*, 20 mars 1996.

(9) En 1992, les entreprises ouest-allemandes ont investi 42 milliards de deutschemarks dans les nouveaux Länder, contre 1,5 milliard dans les pays d'Europe centrale. *Info-Schnelldienst*, n° 23, 1993.



## DE 1989 ONT RETARDÉ LA CRISE

# l'unification allemande ?

Saxe, devait rapporter à la firme des subventions de l'ordre de 500 000 marks par emploi créé... jusqu'à ce que la Commission européenne mette son veto pour concurrence déloyale.

Si les puissants *Konzerne* s'engraissent sur les deniers publics, ce sont les petites et moyennes entreprises qui représentent l'avenir de l'emploi dans les nouveaux Länder. Mais, faute d'un lobby en leur faveur dans le gouvernement fédéral, elles étouffent sous la pression de leurs créditeurs.

Les aventures de l'entreprise de bâtiment dirigée par M. Werner Selbmann sont, à bien des égards, emblématiques. Nous recevant à son domicile dans le village de Heyerode, en Thuringe, il raconte : « *Notre société avait été vendue par la Treuhand aux anciens directeurs pour 24 millions de marks – un achat entièrement financé par l'emprunt. (...) L'Est a attiré beaucoup d'investisseurs disons "peu sérieux", des Allemands de l'Ouest qui voulaient faire fortune. Il a suffi de quelques factures impayées pour provoquer des faillites en chaîne dans l'industrie du bâtiment. Aujourd'hui, je me retrouve en concurrence avec des entreprises étrangères, qui utilisent de la main-d'œuvre portugaise, polonaise ou anglaise payée à 5 marks de l'heure.* »

Certes, les syndicats ont réussi à tenir en échec les projets les plus rétrogrades du gouvernement et du patronat, grâce à plusieurs fortes mobilisations. Il n'empêche : les entreprises ouest-allemandes apparaissent clairement comme les grands gagnants de l'unification. Dans les années fastes, de 1990 à 1992, elles ont engrangé des profits spectaculaires, grâce notamment aux nouveaux Länder dont la production locale s'était effondrée. En 1993, malgré une forte récession, leurs bénéfices ont dépassé 500 milliards de marks, pour atteindre en 1995 un record historique : 653 milliards !

Malheureusement, les statistiques catastrophiques du chômage le confirment, les profits d'hier n'ont pas fait les emplois d'aujourd'hui. Et rien n'indique que cela changera demain. Pourtant, sous prétexte de sauvegarder la production nationale, le gouvernement a fait adopter en 1994, sous le nom de *Standortsicherungsgesetz*, une loi réduisant de 53 % à 44 % les impôts sur les sociétés – et de nouveaux allègements sont annoncés pour 1999. Or ces impôts bénéficient de tant de déductions que leur taux effectif plafonne à 15 %, soit deux fois moins qu'aux Etats-Unis ou en France (10). Au total, en 1995, les entreprises allemandes ont réglé 19,5 milliards de marks d'impôt sur les sociétés, un chiffre à comparer aux 136 milliards de marks d'exonérations d'impôts et de subventions, mais aussi aux 284 milliards de marks produits par l'impôt sur les revenus...

N'oublions pas les profits fantastiques réalisés par les grandes banques grâce aux décisions prises en 1990 : des dizaines de milliards de marks, sans le moindre risque. Un seul exemple : la Deutsche Bank et la Dresdner Bank ont acheté la Deutsche Kreditbank, la plus grande banque de la RDA, pour 20 milliards de marks, en 1990 – cette opération leur a rapporté, depuis, 60 milliards ! L'astuce était simple : l'épargne a été échangée à un taux de 1,475 mark-est contre 1 mark, mais les créances à 2 contre 1. La différence – soit 92 milliards de marks – a été comblée par le gouvernement fédéral, qui verse chaque année des intérêts de plus de 10 milliards aux banques concernées (11). Rien d'étonnant si la Deutsche Bank affiche des profits en hausse de 77 % entre 1990 et 1993 !

Et il n'y a pas que les banques : globalement, entre 1990 et 1995, les revenus du capital ont augmenté de 19,4 %, ceux du travail diminué de 5 %. C'est là l'effet conjugué des taux d'intérêt extrêmement élevés du début des années 90, de la flambée de la Bourse et de la très faible imposition des revenus du capital. Une première tentative de taxer ceux-ci, en 1987, a buté sur une fuite massive de capitaux. Une deuxième tentative, en 1993, devait éliminer ce risque en taxant le capital à la source. Mais, entre-temps, le plafond a été multiplié par dix, et les banques elle-mêmes ont organisé le transfert des capitaux vers leurs filiales au Luxembourg et d'autres paradis fiscaux.

Simultanément, les déductions d'impôts avaient atteint 50 % sur les investissements immobiliers dans les nouveaux Länder. « *Elles ont provoqué*, explique Mme Anke Matejka, présidente de l'Association des locataires de Leipzig, *une flambée de spéculation sur les appartements de standing, où les loyers ont quelquefois dépassé le niveau ouest-allemand.* » Nous recevant à son siège, entouré de bureaux neufs et... vides, Mme Matejka ajoute : « *Ce sont les grands groupes immobiliers ouest-allemands qui ont raflé la mise.* » Le pouvoir d'achat ayant stagné à 60 % du niveau ouest-allemand, même les « privilégiés » détenteurs d'un emploi ne parviennent pas à payer leur loyer.

C'est dire que l'image d'une société de « *classes moyennes nivelées* », popularisée par le sociologue Herbert Schelsky dans les années 60, fait figure d'utopie dans l'Allemagne unifiée : les 10 % les plus riches de la population allemande concentrent 49 % du patrimoine, tandis que les 50 % d'en bas n'en détiennent que 2 %. D'ailleurs, le 5 septembre 1996, le ministre des finances, M. Theo Waigel, suggérait d'abolir l'impôt sur la fortune... Si l'immense majorité de la fortune se concentre à l'Ouest et une grande partie de la nouvelle misère à l'Est, c'est avant tout un clivage vertical qui marquera l'Allemagne de demain.

Mais, s'agissant des comptes de l'unification, on ne saurait se limiter à l'Allemagne. En fait, l'équilibre économique de l'Europe tout entière a été bouleversé par l'événement. L'endettement de la RFA et les tensions inflationnistes de 1989-1992 ont conduit la Bundesbank à relever ses taux directeurs de 6 % à près de 10 %, ce qui a pesé lourdement et durablement sur une conjoncture économique déjà morose dans le reste du continent.

La politique restrictive de la Bundesbank et le recours massif à l'emprunt par le gouvernement allemand ont indirectement fait payer l'unification aux partenaires de Bonn : par le biais des taux d'intérêt et de la hausse consécutive du nombre de chômeurs. Ainsi la Bundesbank et le gouvernement ont-ils fait passer leurs intérêts avant ceux de leurs partenaires européens, alors que l'encre des signatures au bas du traité de Maastricht était à peine sèche.

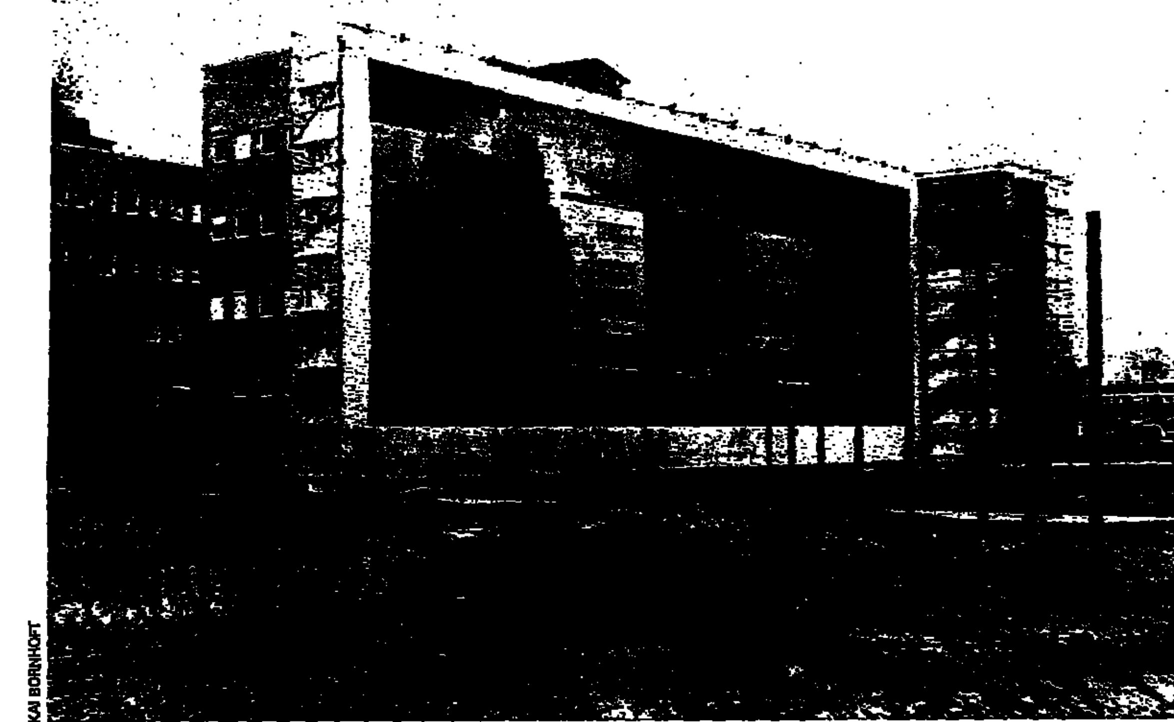
### Enterrement dogmatique

LORS des négociations préparatoires, les dirigeants de l'Allemagne unifiée surent utiliser habilement les peurs suscitées par leur nouvelle puissance pour imposer leur modèle de politique monétaire. Dans un premier temps, le traité avait stipulé l'indépendance des banques centrales, en attendant la création de la Banque centrale européenne chargée d'assurer la stabilité de la monnaie unique. Cet entêtement dogmatique a sans doute coûté des millions d'emplois à l'Europe, alors qu'aux Etats-Unis la Réserve fédérale a depuis longtemps renoncé à l'orthodoxie monétariste, avec les résultats (relatifs) que l'on sait en matière de croissance.

Les discours lénifiants sur l'adoption du « pacte de stabilité» – entériné à Dublin, en décembre 1996, largement sous la pression de Bonn – augurent mal de l'avenir économique de l'Europe. Si l'Allemagne prétend réduire le plus possible le premier wagon de l'euro, tentant notamment d'en exclure les pays du sud de l'Union européenne, elle ne donne pourtant nullement l'exemple. Son endettement public a dérapé, dépassant 80 % du PIB, et son déficit budgétaire dépasse la fameuse barre des 3 % du PIB depuis 1990 (12). Quant à son taux de chômage, il rivalise dorénavant avec celui de la France. La seule recette proposée par le chancelier Kohl pour « *réduire de moitié le nombre de chômeurs avant l'an 2000* », c'est une réforme fiscale qui, entrant en vigueur en 1999, devrait favoriser les entreprises et les ménages à haut revenu, parallèlement à l'accélération de la déréglementation et de la privatisation...

La mystification selon laquelle les Allemands de l'Ouest auraient financé l'unification a été propagée à la fois à l'intérieur de l'Allemagne et à l'extérieur. Elle a permis à un gouvernement en échec de masquer – pour un temps – ses erreurs à l'intérieur de l'Allemagne et d'imposer sa « recette » au reste de l'Europe. Cette recette, aux antipodes du modèle de l'économie sociale de marché qui a fondé la réussite économique allemande, s'étendra-t-elle demain sur tout le continent européen ?

**JAY ROWELL.**


KAI BORNHOFT

SUR L'ANCIEN SITE DE LA TÉLÉVISION DE LA RDA
Il n'y a plus d'argent pour la zone industrielle prévue

(10) Lire : Hans-Georg Wehling (dir.), *Standort Deutschland*, Kohlhammer, Stuttgart, 1994.

(11) *Süddeutsche Zeitung* du 30 octobre 1995 et *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 10 novembre 1995.

(12) *Fin 1995, la dette se répartit comme suit :* 712 milliards de deutschemarks pour l'Etat fédéral, 600 milliards pour les Länder et communes, 275 milliards de deutschemarks pour la Treuhand, et 418 milliards pour les différents fonds créés à l'occasion de l'unification.

# Un formidable transfert de propriété

A en croire les élites ouest-allemandes, la dot de la République démocratique allemande, lors de son mariage avec la République fédérale, était des plus maigres : une montagne de dettes, *un outil industriel dépassé, un patrimoine immobilier* dilapidé et un environnement catastrophique. L'unification ? Un cadeau empoisonné, dit le cliché à la mode dans l'ex-RFA.

C'est « oublier » comment le capital ouest-allemand a *accaparé à peu de frais 85 % de l'outil* productif de l'ex-RDA ainsi qu'une grande partie de l'immobilier. Ce transfert de propriété sans précédent a donné aux habitants des nouveaux Länder le sentiment d'être colonisés. *Orchestrée depuis 1990 par la Treuhand, cette opération doit* beaucoup à la décision de privilégier la restitution des biens sur la compensation.

La mission théorique de la Treuhand était de protéger les intérêts de la population *est-allemande dans la transition vers une économie de marché.* Dans *son « panier »*, 30 000 entreprises, totalisant 4,5 millions de salariés, pour une valeur totale estimée à 600 milliards de marks en 1990. Cinq ans plus tard, lors de la dissolution de cette vaste holding, ses dirigeants *se sont enorgueillis d'avoir privatisé la quasi-totalité des entreprises* – ils firent en revanche le silence sur la liquidation d'une bonne partie d'entre elles. Ils se gardèrent également de souligner que moins d'un tiers des emplois avaient été sauvegardés. *Or la* Treuhand a laissé au contribuable *une* ardoise de 275 *milliards de marks. L'économie est-allemande*, qui appartenait à 100 % à ses citoyens, est passée à 95 % sous le contrôle des investisseurs ouest-allemands et étrangers. Comment un tel patrimoine a-t-il pu être dilapidé ?

En vertu de l'idéologie libérale de la Treuhand, *la* protection des intérêts économiques des *citoyens* des nouveaux Länder passait par *la privatisation. Le moyen est vite devenu finalité* exclusive. Placée sous la tutelle du ministère des finances, la holding a été gérée de facto comme une entreprise privée. Ses dirigeants, déjà rétribués près de 300 000 marks par an, se sont octroyé des primes *allant jusqu'à* 100 000 *marks*, en fonction *du nombre de privatisations réalisées. Tel directeur* régional de la Treuhand avait rempli *son objectif* à... 547 % (1) – comme dans l'URSS stakhanoviste des années 30... D'autres responsables ont quitté l'organisation pour devenir consultants, et *empocher jusqu'à 27 millions de marks d'honoraires.*

Mais le « tout privé», préconisé par la Treuhand, contredit les leçons du miracle économique allemand, fondé sur des participations publiques *dans les grandes entreprises. Obnubilés par la privatisation*, ses dirigeants ne se sont nullement souciés de l'investissement ou de la modernisation des entreprises, estimant que « *la privatisation est la meilleure restructuration.* » Du coup, les acheteurs *n'avaient qu'à attendre* la dégradation des entreprises est-allemandes : ils pouvaient ainsi acheter leurs concurrents potentiels pour une petite fraction de leur valeur, voire les laisser faire faillite *pour récupérer les parts de marché. D'autres entreprises ont été* dépecées : les morceaux de choix furent vendus pour des sommes symboliques, le reste liquidé. Selon le rapport de la commission d'enquête du Bundestag, seul un tiers des contrats de vente ont *fait l'objet d'offres multiples.*

*L'empressement fut tel que, souvent, on ne vérifia même pas* le sérieux des investisseurs. Ainsi 23 entreprises (avec des terrains) employant plusieurs milliers de salariés furent-elles vendues à un certain Dr Greiner, dont l'entreprise ouest-allemande *était au bord de la faillite. Au lieu d'investir 160 millions de marks* dans les firmes qu'il venait d'acquérir, comme le stipulait le contrat de vente, celui-ci pilla ses nouvelles entreprises est-allemandes pour soutenir son entreprise ouest-allemande chancelante.

A une tout autre échelle, Bremer *Vulkan*, le plus grand constructeur *naval d'Allemagne*, acheta *quatre entreprises dans les arsenaux est-allemands pour* la somme modique de 1,5 million de marks. Après quoi sa direction détourna 854 millions de marks de subventions publiques, destinées à la modernisation des sites est-allemands, pour maintenir à flot la maison mère. Dans le même esprit, *Continental, un géant du pneumatique, ferma tout simplement* Gummiwerke Plauen, qu'il venait d'acquérir, après avoir déménagé l'ensemble des machines vers ses sites de production à l'Ouest (2). A beaucoup d'égards, la Treuhand fonctionna comme un libre-service dont les clients ont impunément pillé une économie soumise.

Après l'unification, l'économie allemande s'est retrouvée en situation de surcapacité structurelle. *La Treuhand a donc reçu pour mission prioritaire de réaliser le réajustement structurel de* l'économie est-allemande en organisant étatiquement... la désindustrialisation. Elle détenait à cette fin le pouvoir exorbitant de décider de l'avenir de *4,5 millions de salariés, sans aucun contrôle parlementaire ni syndical*. Si ses déboires ont cristallisé les frustrations des citoyens de l'Allemagne de l'Est, elle a en même temps représenté un paratonnerre *idéal* pour le gouvernement de Bonn. Y a-t-il bouc émissaire plus parfait qu'une institution dont la dissolution est programmée d'avance ?

### Les mains vides

MAIS les *conflits d'intérêts entre citoyens* de l'Ouest et de l'Est procédaient également d'une clause subrepticement glissée dans le traité d'unification par le Parti libéral démocrate (FDP). Il s'agit de la décision de favoriser la restitution de *biens aux personnes ayant quitté* la RDA *entre* 1949 et 1989. Dès la signature du traité, les administrations ont été submergées par 2,17 millions de demandes. Cadeau inespéré pour les uns, cette mesure créait une insécurité permanente pour les autres.

Entre 1949 et 1961, 2,7 millions d'Allemands de l'Est quittèrent leur pays pour la République fédérale. *Leurs biens restés en* RDA *furent nationalisés pour non-paiement* des taxes d'habitation. Actuellement, la majorité des demandeurs sont en fait des héritiers de personnes ayant émigré trente à quarante années auparavant. Selon une enquête réalisée dans le Land de Saxe-Anhalt, 80 % d'entre eux ont déclaré avoir l'intention de vendre immédiatement leur bien récupéré (3). *D'après* Mme Anke Matejka, *présidente de* l'Association des locataires de Leipzig, de nombreux Allemands de l'Ouest ont même vendu leurs droits à la restitution à des groupes immobiliers, qui purent ainsi réaliser des bénéfices mirobolants.

Or ces restitutions concernent directement près de la moitié de la population est-allemande – à travers son logement principal, sa maison de *campagne ou son « jardin ouvrier ». Outre l'incertitude* ainsi créée, le traité a ouvert une véritable boîte de pandore juridique. A ce jour, la moitié des demandes seulement ont pu être traitées, du fait de complications légales : demandes *multiples sur* un *même objet, problèmes de copropriété, distinction* entre la propriété de l'immeuble et celle du terrain, conflits avec des citoyens de l'ex-RDA qui avaient acheté dans les règles la maison qu'on leur réclame *aujourd'hui...*

*Au total, entre restitutions et privatisations* des logements publics, les villages et villes est-allemandes appartiennent en grande partie aux Allemands de l'Ouest (4). *Sans compter que les Allemands de l'Est expropriés dans les zones* frontalières, au cours des années 60, se retrouvent les mains vides. Comment ne jalouseraient-ils pas le sort des émigrés qui se voient restituer leurs *biens alors qu'ils avaient déjà touché une compensation* lors de leur arrivée en RFA ? Les uns doublent leur mise, les autres n'ont rien...

En réalité, le transfert de la propriété immobilière et économique de l'Est vers l'Ouest représente l'expropriation d'un bien collectif appartenant aux *seize millions de citoyens des nouveaux Länder. Cette* dépossession au seul profit des Allemands de l'Ouest conforte le sentiment, très répandu, que les habitants des nouveaux Länder ne sont que des « *citoyens de deuxième classe* ». Comme le remarque M. Andreas Körner, conseiller *municipal* à Leipzig, « *il suffit d'ouvrir les yeux pour voir à qui tout appartient ici. Les Allemands de l'Ouest avaient tout le capital. Bon nombre de mes concitoyens ont le sentiment d'avoir perdu la guerre pour la seconde fois* ».

**J. R.**

(1) Treuhand, *Rapport de la deuxième commission d'enquête du Bundestag*, Bonn, mai 1994.

(2) Lire Hanna Behrend (dir.), *Die Abwickelung der DDR*, ISP Verlag, Cologne, 1996.

(3) Cité dans Daniela Dahn, *Wir bleiben hier oder wem gehört der Osten*, Rowohlt Verlag, Hambourg, 1994, 12,90 DM.

(4) *Les logements privatisés entre* 1990 et 1992 *sont passés à* 95 % sous le contrôle des investisseurs ouest-allemands. *Der Spiegel*, 6 avril 1992.

MALGRÉ LE NIVEAU DE VIE

# Des ombres sur

**DANS les tempêtes qui balayent les Balkans – de l'impasse bosniaque à l'anomie albanaise, en passant par les secousses serbe et bulgare –, la Slovénie apparaît presque comme un havre de paix. Sans doute doit-elle à son homogénéité « ethnique » d'échapper aux déchirements de ses voisins, et à sa relative prospérité de mieux supporter qu'eux les aléas de la transition. Pour autant l'expérience en cours à Ljubljana n'a rien du modèle parfait vanté par l'Occident. Dans un pays dont la dépendance s'accroît, la perspective de l'adhésion à l'Union européenne inquiète les victimes des inégalités.**

**Par notre envoyée spéciale CATHERINE SAMARY ***

La vieille ville de Ljubljana se love entre la colline du château et la rivière Ljubljanica, un peu comme le pays tout entier, avec ses quelque 20 000 kilomètres carrés et ses deux millions d'habitants, se cale entre chaînes alpines et littoral méditerranéen. Fière comme le pic du Triglav qui flotte sur son drapeau, la belle et petite Slovénie a protégé son identité au fil des siècles, dans le cadre d'Etats plurinationaux (1) et d'abord grâce à sa langue *(voir page 23)*.

De ce passé, elle a hérité une peur certaine de toute domination étrangère. Sans doute ce trait constitutif n'est-il pas étranger aux craintes populaires que suscite la perpective de l'adhésion à l'Union européenne (UE). Malgré la modestie des investissements étrangers (2), on entend souvent dire que l'Italie est en train d'acheter le littoral, que l'Autriche et, derrière elle, l'Allemagne dominent les régions frontalières, que le slovène ne sera bientôt plus parlé qu'en famille... En revanche, dès qu'il s'agit de dénigrer les voisins balkaniques, les Slovènes se vantent de leur passé européen, dans le cadre de l'Autriche-Hongrie.

Pourtant, on entend aussi dire que l'horizon multiculturel s'est restreint avec l'indépendance. Mais la « yougonostalgie » ne s'exprime que dans certains concerts ou dans l'intimité, surtout sur les questions sociales et culturelles. Parmi les noms de rues, celui de Tito a disparu. Pourtant, la statue de son fidèle second trône encore sur une place centrale de la capitale : le dirigeant communiste slovène Edouard Kardelj fut le théoricien de l'autonomie des Républiques et provinces yougoslaves. A la fin des années 80, les écarts en matière de revenu par habitant (de 1 à 7 entre le Kosovo et la Slovénie) comme de chômage (plus de 20 % au Kosovo, moins de 2 % en Slovénie) s'étaient creusés au point de sonner le glas de la fédération. L'intervention de l'armée fédérale, après la déclaration d'indépendance de juin 1991, accélère la marche vers l'indépendance, avec une particularité : les Slovènes constituaient la seule nation de la fédération dotée d'une république homogène. L'autodétermination pouvait donc s'y accomplir sans conflit interethnique, dans le cadre d'un Etat contrôlant déjà sa fiscalité, son commerce extérieur, ses infrastructures et préparant même – un an avant l'indépendance – une nouvelle monnaie, le tolar (3).

Six ans après l'indépendance, la Slovénie affiche le plus haut niveau de vie de tous les pays de l'Est (4). Pour être plus insidieuse, l'accentuation des inégalités n'en est pas moins réelle.

On ne voit pas de clochards. Les pauvres, ce sont d'abord les sans-papiers qui permettent d'économiser sur les coûts salariaux et de réduire les dépenses de sécurité sociale... Ils seraient environ 20 000, privés de citoyenneté par l'éclatement de la fédération, auxquels risquent de s'ajouter quelques milliers de réfugiés bosniaques qui, depuis ce mois-ci, ne peuvent plus ni rentrer chez eux ni émigrer. Mais, progressivement, la pauvreté touche aussi des Slovènes. Médecin, Mme Mattea Kozvh dénonce la dégradation du système de santé : *« Autrefois, nous avions gratuitement accès aux soins de qualité. La prévention s'effectuait au niveau des communes. Or voilà qu'on prive de ressources les centres pluridiciplinaires pour valoriser le généraliste privé. »* Sur le plan scolaire aussi, les chances ne sont plus égales. Nombre de parents doivent faire appel aux grands-mères, faute de pouvoir payer aux enfants les activités de l'après-midi. Même l'université commence à obéir aux normes sociales occidentales...

Facteur aggravant : le fossé qui grandit entre ville et campagne. Rakitna est une petite agglomération de quelques dizaines de familles, campée sur les hauteurs dominant Ljubljana. Son président d'honneur, M. Peter Kovacic, dirigeant du petit Parti chrétien-socialiste, s'en prend à la récente réforme des communes, qui a *« doublé leur nombre et donc multiplié une bureaucratie impuissante, tout en étatisant ce qui était autrefois autogéré par les communes »*. Il s'agissait en fait de démanteler des « bastions communistes » pour transférer la gestion des fonds publics aux nouveaux partis au pouvoir. *« Avant, dans la commune de Ljubljana, il y avait cinq localités, dont le fonds de solidarité bénéficiait aux moins développées. A Rakitna, on avait décidé d'autofinancer le développement d'infrastructures locales : téléphone, réseau de routes, canalisations, stade, etc. Désormais ce sont les villes et l'Etat qui centralisent tout. »*

Et de mettre en cause l'horizon borné des privatisations : *« Rénové après 1986, le sanatorium de Rakitna était un lieu de traitement des maladies chroniques pulmonaires, de convalescence et d'éducation à la santé des enfants et de leurs parents,* poursuit M. Kovacic. *Il avait pour vocation une ouverture pluridisciplinaire pédiatrique et internationale. Il risque d'être transformé en... centre touristique. »* Certes, en Slovénie, le passage au privé s'est effectué lentement. Les entreprises ont dû s'adapter aux nouvelles conditions bien avant que le Parlement ait réussi à voter une loi. La perte de l'essentiel du marché yougoslave, qui absorbait un tiers de la production slovène, et le raidissement des contraintes financières ont induit un recul de la production jusqu'en 1993 et un taux de chômage actuellement proche de 14 % (moitié moins selon la méthodologie du Bureau international du travail).

Vu sa taille, le pays est désormais très tributaire de son commerce extérieur, lui-même dépendant du marché occidental (5). Entre 1992 et 1995, le pourcentage d'exportations destinées à l'Union européenne est monté de 61 % à 67 %, tandis que celui des importations en provenant grimpait de 60 % à 69 %. Les échanges avec les ex-Républiques yougoslaves ont diminué d'autant.

*« Nous sommes plus dépendants sur le plan économique depuis que nous avons acquis l'indépendance politique,* n'hésite pas à constater M. Joze Menciger, ancien ministre de l'économie du gouvernement issu des premières élections pluralistes de 1990. *Dans le cadre yougoslave, nous avions notre mot à dire. Dans l'UE, ce n'est plus le cas. Mais nous n'avons pas le choix. »* Cet ancien dirigeant du Parti démocrate a rendu son portefeuille en avril 1991 : le cabinet avait préféré aux siennes les propositions de M. Jeffrey Sachs, le théoricien américain des « thérapies de choc » à l'Est. *« Je voulais fonder les privatisations,* explique-t-il avec le recul, *sur le passé autogestionnaire. Je défendais une approche gradualiste et décentralisée, prenant appui sur l'intérêt des travailleurs et des managers à conserver leurs entreprises. Je préconisais des crédits et tarifs préférentiels permettant aux salariés d'acheter leur entreprise – une formule mieux à même d'encourager un comportement responsable que la distribution gratuite. »*

A cette approche, qui bénéficiait du soutien de la Chambre de l'autogestion – supprimée depuis – et de la gauche, le gouvernement de centre-droite préféra celle de M. Sachs. Rejetant tout vestige d'autogestion, celui-ci prônait la transformation rapide de la « propriété sociale » – qui était à tous et à personne – en « propriété de l'Etat ». Lequel devait ensuite transmettre ses parts à des

* Maître de conférences à l'université Paris-Dauphine. Auteur de *La Déchirure yougoslave*, L'Harmattan, Paris, 1994.

(1) Les Slovènes furent sujets de Vienne jusqu'en 1918, lorsque se forma le « Royaume des Slovènes, Croates et Serbes », devenu Yougoslavie en 1929 sous la domination de la dynastie serbe. Pendant la seconde guerre mondiale, la Slovénie fut partagée entre l'Allemagne nazie et ses alliées, l'Italie et la Hongrie. Sous Tito, elle acquit le statut de République.

(2) Les investissements directs étrangers (IDE), cumulés depuis 1992, se montent à 528 millions de dollars, soit moins de 1 % du PIB agrégé de cette période ou encore environ 264 dollars par habitant (Banque de Slovénie, bulletin de juillet 1996). A titre de comparaison, les montants des IDE par habitant étaient fin 1994 de 319 dollars pour la République tchèque et de 670 dollars pour la Hongrie. *Cf.* Micheline de Felice, articles sur la Slovénie *in Courrier des pays de l'Est*, n° 409, mai-juin 1996, Paris, et n° 386, janvier-février 1994, et *Transitions économiques à l'Est 1989-1995*, coordonné par Edith Lhomel, La Documentation française, Paris.

(3) Lire Catherine Samary, « La Slovénie saisie par les réalités de l'indépendance », *Le Monde diplomatique*, novembre 1992.

(4) Le PIB par habitant avoisine 9 000 dollars, le salaire moyen 620 dollars avec une augmentation du salaire réel de 4 % en 1995. L'inflation est passée de près de 100 % en 1991 à moins de 9 %. La monnaie est pleinement convertible depuis septembre 1995. Le déficit budgétaire représente environ 1 % du PIB.

(5) Les exportations correspondent à 51 % du PIB et les importations à 41 %. Le principal partenaire commercial est l'Allemagne (30 % des exportations et 23 % des importations en 1995), suivie de l'Italie (14 % et 17 %) et de la France (8,2 % et 8,4 %).

# De la Russie à l'Albanie, le vertige de

**ALORS *qu'un calme relatif et précaire semblait, à la fin mars,* succéder au chaos, la crise qui déstabilise l'Albanie dépasse ses frontières. Si l'Union européenne exclut toute intervention directe, l'Italie décrète l'état d'urgence pour contenir la vague « indésirable » des réfugiés. Dans le pays le plus pauvre d'Europe, les escrocs des « pyramides » savaient qu'ils trouveraient – avec la complicité d'un pouvoir choyé par les Occidentaux – des centaines de milliers de dupes. D'où la colère de ces victimes du capitalisme sauvage et de sa maxime trompeuse : « Enrichissez-vous ».**

**Par IBRAHIM WARDE ***

*« Une infime minorité enrichie par la ruine de l'ensemble de la population »* : la formule, énoncée par Saint-Simon au lendemain de l'effondrement de la Banque royale de John Law, est d'actualité en Europe de l'Est, où des « pyramides financières » n'en finissent pas de ravager les économies.

Le principe est vieux comme le monde : l'argent des nouveaux déposants, appâtés par des taux d'intérêt très élevés, n'est pas véritablement investi, mais sert à rémunérer les anciens « rentiers ». Jusqu'au jour où les nouveaux investisseurs viennent, inexorablement, à manquer. L'ascension fulgurante, puis l'effondrement de ces pyramides peut se lire comme une parabole des espoirs et des déceptions suscités par le passage à l'économie de marché. Et la relative impunité dont jouissent ces escrocs illustre l'imbrication des mondes de la finance et de la politique, minés par la corruption et le gangstérisme.

Jusqu'à la tragédie albanaise, la pyramide la plus célèbre était celle de la société d'investissement russe MMM de M. Serguei Mavrodi. Fondée avec un capital de base de 1,1 million de roubles, la société avait émis des actions pour une valeur totale de 1 000 milliards de roubles. Et, bien qu'elle ne fût pas enregistrée au ministère des finances (la cotation des titres était donc illégale), les actions étaient vendues dans des milliers de points de vente, y compris dans les bureaux de poste de l'Etat. Autre innovation : la société cotait ses propres actions et annonçait à l'avance le montant de ses fabuleux dividendes.

Entre février et juillet 1994, l'action de la société passa de 1 600 à 115 000 roubles. Mais le système s'écroula lorsque M. Mavrodi fut arrêté et inculpé, non pour escroquerie ou publicité mensongère, mais pour fraude fiscale. L'Etat lui réclamait 50 milliards de roubles d'arriérés d'impôts. Il contre-attaqua en accusant le pouvoir de vendetta contre lui, et en menaçant de mobiliser ses *« dix millions d'actionnaires »* pour lancer un référendum contre la politique gouvernementale...

Pour sortir de prison, il entre en politique. Opportunément, l'homme d'affaires qui représentait une banlieue de Moscou à la Douma avait été assassiné quelques mois plus tôt. Dès l'annonce de la candidature de M. Mavrodi à l'élection partielle, un tribunal demande sa libération, en vertu d'une directive approuvée par le président Boris Eltsine selon laquelle un candidat au Parlement ne peut être détenu sans l'accord de la Cour suprême. Principal thème électoral du candidat : son élection permettrait à la cotation des titres MMM de reprendre. Par ailleurs, il promet d'investir 10 millions de dollars sur ses propres deniers dans la circonscription, et fonde un parti politique auquel doivent cotiser les actionnaires de la société MMM qui espèrent recouvrer leur mise. Il reçoit le soutien tonitruant de l'ultra-nationaliste Vladimir Jirinovski, qui voit en lui un *« héros du capitalisme populaire en butte à l'arbitraire du pouvoir »*. La cavalerie entre affaires et politique lui réussit. Vainqueur contre dix candidats, M. Mavrodi entre, le 31 octobre 1994, à la Douma. Un vice-président de la Commission du budget et des finances précise même que le nouveau parlementaire *« devrait aider de sa riche expérience à rédiger la loi sur les titres de valeur* (1) *»*.

En réalité, le système bancaire fonctionne en dehors de la loi, ou peut-être au-dessus d'elle (2). A la faveur de prêts récemment accordés à l'Etat en échange d'actions de sociétés industrielles, une petite oligarchie financière a pu faire main basse sur les principaux joyaux industriels du pays. Ce pouvoir et la manière dont il est exercé comportent cependant des risques : 26 banquiers n'ont pas survécu aux « contrats » lancés contre eux en 1996 (3).

A quelques variantes près, tous les pays de l'ex-Europe communiste ont connu de semblables affaires. Saisies par le vertige de l'argent facile, les populations constituent des proies désignées pour des financiers imaginatifs qui profitent de la carence de la loi et de l'attrait de l'enrichissement rapide. Les promoteurs « arrosent » les politiques, lesquels cautionnent leurs opérations. Il savent aussi s'acheter la sympathie du public par leur engagement civique et leur générosité envers les bonnes causes. Le langage même de ces pyramides souligne l'aspect miraculeux de la nouvelle alchimie. En Roumanie, M. Ion Stoica, le comptable qui crée la société d'investissement Caritas – entretenant la confusion avec la très respectable association catholique du même nom –, dit posséder une formule « magique » lui permettant de reverser aux déposants huit fois leur mise au bout de cent jours. Il se fait surnommer « le Messie » et réussit à embobiner quatre millions de ses compatriotes.



ANTONIO SEGUÍ – « Sans titre » (1971)

Au-delà des pertes occasionnées, ces pyramides empoisonnent le système financier avant de ravager le champ politique. Face à l'attrait d'investissements aux dividendes mirifiques, les établissements jusque-là honnêtes doivent, pour rester compétitifs, faire des offres tout aussi alléchantes. Au mieux, ils se lancent dans des placements à haut risque. Au pis, ils s'engagent dans des activités frauduleuses. Et les profits des opérateurs leur permettent de « tenir » la classe politique.

La logique économique, dictée tant par l'idéologie ambiante que par les desiderata des créditeurs étrangers, veut qu'en fonction de la règle d'or du *caveat emptor* (acheteur, méfie-toi) un gouvernement ne soit en rien responsable de la crédulité des investisseurs. Pour certains tenants de l'ultralibéralisme, ces crises constituent même une étape inévitable, voire salutaire, dans le processus d'apprentissage du capitalisme (4). Mais la logique politique est tout autre : les gouvernements doivent faire face à la colère des épargnants grugés, ils cherchent à éviter d'être éclaboussés par les scandales et ils essaient, autant qu'ils le peuvent, de protéger leurs généreux donateurs. D'où ces compromis qui ne satisfont jamais personne : recours à la planche à billets qui relance l'inflation et dévalorise le pouvoir d'achat, ou remboursement en monnaie de singe, par le biais de certificats sans grande valeur.

Beaucoup plus pauvre que les autres, l'Albanie semblait toute désignée pour connaître la crise la plus grave : dernier pays d'Europe à s'être débarrassé du communisme, son nouveau régime semblait ajouter aux tares du capitalisme sauvage celles de pratiques staliniennes

* Professeur à l'université de Californie, Berkeley. Coauteur de *Mythologies américaines*, Éditions du Félin, Paris, 1996.

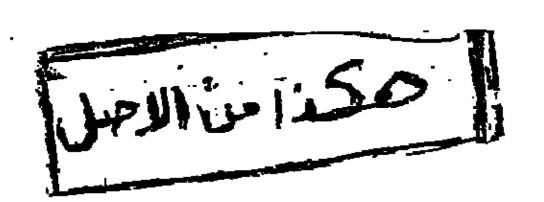
(1) *Le Monde*, 2 novembre 1994.

(2) Marie Lavigne, « L'économie russe tout entière saisie par la finance », *Le Monde diplomatique*, décembre 1994.

(3) *Les Echos*, 3 février 1997.

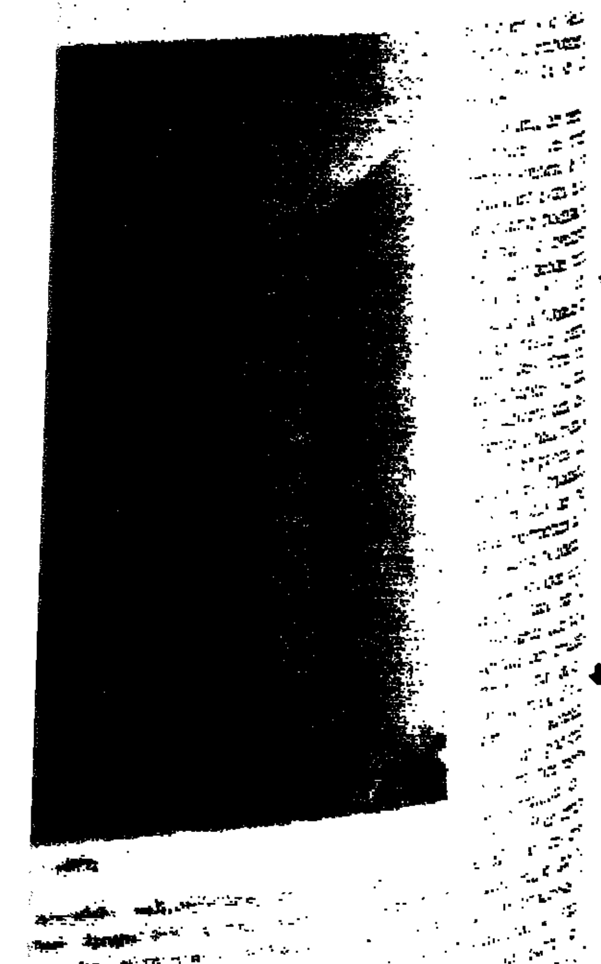
(4) Lire Ibrahim Warde, « Les faiseurs de révolution libérale », *Le Monde diplomatique*, mai 1992.





…RÉ LE NIVEAU DE V…

…ombres su…



…nie, le vertige d…

## LE PLUS ÉLEVÉ DE L'EUROPE DE L'EST

# le « modèle slovène »

fonds d'investissement chargés de distribuer gratuitement à tous les citoyens des coupons donnant droit à l'achat d'actions.

La loi finalement adoptée, après crise et élections, en 1993, représente un compromis entériné par tous les partis. L'Etat ne prend en charge, dans le cadre d'un fonds de développement, que la restructuration et la liquidation des entreprises qui sont en faillite. Gratuitement ou à des tarifs préférentiels, les travailleurs peuvent posséder jusqu'à 60 % des actions – non cessibles – des entreprises. Les citoyens en détiennent 20 % supplémentaires, sous forme de coupons donnant droit à des actions gérées par des fonds d'investissement privés. Et les 20 % restants sont répartis également entre le fonds de compensation des propriétés nationalisées après-guerre et le fonds de pension.

Il se trouve que, si tous les citoyens échangent les coupons qu'ils détiennent encore contre des actions, le nombre de celles-ci serait alors insuffisant. Les fonds d'investissement en profitent pour exiger la privatisation des infrastructures. *« Leur logique, de court terme, est subordonnée à des lobbies politiques »*, estime M. Menciger. Mme Sonja Lokar, de la Liste unie des sociaux-démocrates (6), critique, elle, la gestion des entreprises privatisées : *« Si les syndicats gardent un certain poids dans les négociations collectives organisées dans le cadre du conseil économique tripartite, au niveau des entreprises, les travailleurs ne sont pas défendus, et rien ne s'oppose aux licenciements. »*

*« Nous avons certes plus de chômeurs que la République tchèque, mais cela prouve que nous sommes plus avancés dans notre restructuration : chez nous, la majorité des entreprises se sont adaptées aux règles du marché »*, souligne, dans un parfait français, M. Janez Drnovsek, Premier ministre depuis 1992, il a été confirmé dans cette fonction après la victoire de son parti, le Parti libéral-démocrate (LDS), aux élections législatives de novembre 1996 (7). Il lui faudra néanmoins surmonter l'« euroscepticisme » populaire qu'exprime son principal allié, le Parti national slovène. Bien sûr, les principales formations soutiennent l'adhésion à l'Union européenne – dont, paradoxalement, les conséquences sociales préoccupent plus la droite qu'une gauche obsédée par sa quête de reconnaissance libérale. Et pourtant la Slovénie profonde s'inquiète, à commencer par les paysans, qui craignent les conséquences de cette adhésion sur une agriculture à 80 % privée, dont les exploitations dépassent rarement 10 hectares. *« Comme elle ne représente que 3,4 % de notre PIB, l'agriculture pose un problème plus politique qu'économique »*, répond le premier ministre, M. Drnovsek.



KLAVDIJ SLUBAN

UN FOSSÉ GRANDISSANT ENTRE VILLE ET CAMPAGNE

Le 10 juin 1996, la Slovénie a obtenu le statut de membre associé à l'Union européenne, après avoir levé tous les obstacles dressés par Rome, soucieuse des propriétés des Italiens ayant fui la Slovénie après-guerre. La Constitution, qui interdisait à des étrangers d'acquérir une propriété immobilière, a été assouplie en vue d'une pleine adhésion d'ici à 2001. En attendant, le chef du gouvernement se concentre sur l'adhésion à l'OTAN, pour laquelle il *« souhaite le soutien de la France »*, après celui de l'Italie et des Etats-Unis. Ces derniers ont proposé, en décembre 1996, leur Initiative pour la coopération dans l'Europe du Sud-Est (ICES) aux ex-Républiques yougoslaves, mais aussi à la Hongrie, la Roumanie, l'Albanie, la Bulgarie, la Moldavie, la Grèce et la Turquie. Furieux, le président croate Franjo Tudjman a opposé une fin de non-recevoir. Réticents, mais sous pression, les Slovènes – comme les Hongrois – n'ont pas dit non. *« L'envoyé américain*, explique le journal *Mladina*, *a souligné que ces deux pays se trouvent parmi les candidats à l'entrée dans l'Alliance atlantique et que leur coopération dans l'initiative faciliterait grandement la décision d'élargir l'OTAN* (8). *»* Ici, l'ICES passe surtout pour une OPA des Etats-Unis sur les Balkans afin, face à l'UE, de mettre la main sur ce marché de 150 millions de personnes.

Tant que la situation dans les Balkans ne se stabilise pas, les chances de l'ICES restent minces. Présentée comme une solution de rechange à l'UE, elle est même très mal vue dans la région. Toutefois, la Slovénie pourrait s'en servir pour exploiter sa position de passerelle entre le centre de l'Europe et les Balkans.

Mais la Slovénie s'interroge aussi sur son identité profonde, après la rupture avec le passé titiste. Catholiques à 80 %, ses habitants ne seraient pratiquants qu'à 16 %. Encouragée par le pape, l'Eglise cherche à reconquérir ces âmes perdues, après avoir – note Maja, journaliste de *Mladina* dans les années 80 – repris possession de... ses anciennes forêts. Cette restitution, décidée par le premier gouvernement chrétien démocrate, est si impopulaire qu'un référendum viendra vraisemblablement l'annuler. *« Encore plus impopulaire est la prétention de l'Eglise à dicter aux gens leur mode de vie »*, ajoute Maja en faisant état des campagnes anti-IVG menées dans les écoles et de la tentative d'y réintroduire le catéchisme.

Plus délicate est, selon M. Peter Kovacic, l'opération visant à *« lever l'hypothèque que représente la responsabilité de l'Eglise dans la seconde guerre mondiale et, dans le même mouvement, à dénigrer la lutte des partisans dirigée par les communistes »*. Dans la partie du pays alors occupée par les Allemands et les Hongrois, les ecclésiatiques furent victimes, comme le reste de la population, de déportations massives : *« Soixante mille personnes de Stajerska ont été envoyées en Serbie. Pour remercier les Serbes de leur accueil, nous organisions d'ailleurs chaque année un "train du souvenir" »*, se souvient Mme Anica Miklus Kos, dont la mère fut une de ces personnes déportées. En revanche, dans la partie dominée par les Italiens, notamment Ljubljana, *« l'Eglise a assumé*, rappelle M. Peter Kovacic, *une politique radicalement anticommuniste qui l'a conduite à collaborer au point de bénir les* domobranci, *ces milices soi-disant patriotes qui prêtaient serment aux SS. »*

Malheureusement, ajoute le dirigeant chrétien-socialiste, *« les communistes eux-mêmes ont contribué à des basculements anticommunistes, en multipliant les exécutions sommaires d'ennemis réels ou présumés, en traitant tous les paysans comme des koulaks dès lors qu'ils avaient trois vaches et en mettant tous les curés dans le même sac... »* Et de raconter comment son oncle, Anton Krzic, un ouvrier immigré en France, revint en Slovénie, en 1941, pour prendre part à la Résistance. *« Quand les liquidations commencèrent, il s'opposa à cette politique au nom de la morale communiste. Il fut jeté vivant dans les fosses communes. »* Cela aussi fait partie des comptes qui se règlent aujourd'hui...

CATHERINE SAMARY.

(6) La Liste unie des sociaux-démocrates (ZLSD, pour l'essentiel ex-communistes) est membre de la IIe Internationale. Elle y a évincé le Parti social-démocrate slovène (SDSS), dirigé par M. Janez Jansa, souvent caractérisé comme d'extrême droite.

(7) Le LDS a obtenu 27 % des voix et 25 sièges sur 90, suivi, avec 19 sièges, du Parti national slovène (SLS, très tourné vers les agriculteurs) de M. Marjan Podobnik. Après trois mois de paralysie, un gouvernement de centre-droit a été investi, fin février 1997, qui comprend les libéraux-démocrates, le Parti national slovène et le petit Parti démocratique des retraités (4 %).

(8) *Cf. Courrier international*, Paris, no 326, du 30 janvier au 5 février 1997.

# l'argent facile

*bien ancrées. Sur fond d'arbitraire et de procès politiques, le président Sali Berisha encouragea une libéralisation à tout crin. Se présentant comme le seul rempart contre les anciens communistes, il reçut, malgré des pratiques politiques douteuses, le soutien sans faille de l'Occident. En 1996, le pays a connu la croissance la plus forte d'Europe – grâce notamment aux trafics en tous genres, au blanchiment d'argent sale et, surtout, à l'essor factice de pyramides dont l'écroulement a mené le pays au bord de la guerre civile.*

*Saisis par la fièvre de l'enrichissement rapide, près du tiers des Albanais (et 80 % des foyers) ont englouti leurs maigres économies, le produit de la vente de leurs troupeaux, voire de leurs appartements (récemment acquis pour une somme symbolique) comme de leurs terres privatisées, ainsi que l'argent envoyé par leurs enfants, immigrés en Grèce ou en Italie. Cette crédulité est à la mesure des illusions sur un capitalisme paré de toutes les vertus après avoir été diabolisé pendant des décennies. Venant du régime d'Enver Hodja, toute critique de l'Occident était nulle et non avenue ; à l'inverse, l'image idyllique présentée par les télévisions ouest-européennes ne pouvait être que véridique.*

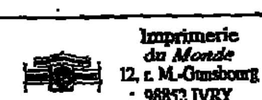
## L'absurde le dispute à la rapacité

POUR une population déboussolée et désœuvrée, dont le revenu mensuel moyen ne dépassait pas 70 dollars, l'augmentation des dividendes promise – 35 % à 100 % par mois – semblait le seul moyen de s'arracher à la misère. La mise en garde occasionnelle concernant les risques encourus se noyait dans le tintamarre des propos rassurants tenus tant par les promoteurs que par la classe politique. Certains déposants étaient conscients de la fragilité de ces investissements, mais ils se croyaient suffisamment malins pour pouvoir les liquider à temps. Le spectacle de l'enrichissement instantané de leurs voisins tout comme l'apparente pérennité de ces pyramides – certaines existaient depuis plus de deux ans – finirent par convaincre les plus sceptiques.

Ici comme ailleurs, finance, politique et civisme cohabitent dans la liesse, et l'absurde le dispute à la rapacité. La fondation Sude a pour patronne une voyante extralucide, qu'on nomme « la Gitane ». Quand M. Rappush Xhaferi, patron de la Fondation de bienfaisance Xhaferi, visite sa ville de Lushjna dans sa Mercedes blindée, il fait figure de bienfaiteur de la cité. N'a-t-il pas fait venir du Brésil et d'Argentine de grandes vedettes du football – dont M. Mario Kempes, embauché pour 350 000 dollars (1,9 million de francs) comme entraîneur de l'équipe locale de football ? Au total, plus de 1 milliard de dollars, soit le tiers du produit national brut, a été enseveli dans ces pyramides. En décembre 1996, les établissements les plus fragiles se retrouvaient en cessation de paiement. A mesure que le château de cartes s'effondrait, tous ceux qui pensaient gagner de l'argent en dormant réalisèrent l'ampleur du cauchemar. Le gouvernement eut beau prendre certaines mesures – emprisonnement des promoteurs qui n'avaient pas encore pris la fuite, blocage des quelques actifs récupérables, interdiction des pyramides –, il était, dans l'esprit du public, responsable de la débâcle. Et tout semblait indiquer que les principaux dirigeants des sociétés d'épargne étaient bien liés au Parti démocratique (PD) au pouvoir, dont le slogan lors des élections législatives de 1996, d'ailleurs entachées de fraude (5), était : *« Votez pour le Parti démocratique et tout le monde gagnera »* – une référence à peine voilée à l'enrichissement instantané qui semblait profiter à tant de monde...

IBRAHIM WARDE.

(5) *Cf.* Paolo Raffone, « De l'usage de la fraude », *Le Monde diplomatique*, décembre 1996.


Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
98852 IVRY


Commission paritaire des journaux et publications : no 57 438
ISSN : 0026-9395
PRINTED IN FRANCE

*A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, utiliser nos numéros de téléphone verts :*
*Paris et sa banlieue : 0 800-03-11-36*
*Province : 0 800-36-11-11.*



# Une langue en guise de pays

L'IDENTITÉ du peuple slovène s'est forgée et maintenue grâce à la culture, et plus précisément à la littérature. Dans la lutte pour l'indépendance, la plume s'est révélée plus efficace que les armes. *Au VIIe siècle, la principauté de Karantanija (dont le centre était dans l'actuelle Carinthie)* possédait sa propre structure politique. Lorsqu'elle passa sous domination franque, au début du IXe siècle, l'aristocratie karantanienne fut éliminée et les paysans, *devenus serfs, préservèrent leur identité par* l'usage de leur langue, le slovène. En 1278, les Habsbourg s'emparèrent – pour 640 ans ! – de tout le territoire. Au XIIIe siècle, le slovène avait encore un statut légal. Par la suite, l'allemand régna pendant plusieurs siècles, reléguant *le slovène au rang de simple parler paysan. L'affirmation de* la conscience nationale slovène s'exprima alors dans la lutte contre la germanisation. Faute de chefs militaires, ce furent les intellectuels et les ecclésiastiques qui menèrent la *bataille contre l'assimilation.*

Premiers textes en langue slovène, les *Feuillets de Freising, destinés à l'évangélisation, datent du Xe siècle.* La langue littéraire, elle, du milieu du XVIe siècle : elle fut élaborée par Primoz Trubar (1508-1586), idéologue de la Réforme. Convaincu que tout chrétien doit pouvoir lire la Bible dans sa langue, Trubar *écrivit et fit paraître en 1550 les deux premiers livres en slovène : le catéchisme en langue* slovène et l'Abecedarium, une grammaire. Malgré la restauration de l'Eglise catholique par la Contre-Réforme, la liturgie catholique utilisa le vernaculaire slovène, dont la propagation se poursuivit, à partir de 1774, avec l'alphabéti*sation et la scolarisation obligatoires. Plus de gens furent concernés* par la langue littéraire. Mais il fallut l'enthousiasme de personnalités volontaires et dévouées – notamment Valentin Vodnik (1758-1819) – pour pallier le manque d'institutions universitaires. Le slovène étant reconnu comme langue officielle par les autorités françaises *d'occupation, Vodnik écrivit la plupart des manuels pour les écoles primaires.*

La publication de la première grammaire de la langue slovène, en 1808, *intitulée Grammaire de la langue slave en Carniole, Carinthie et Styrie,* et l'apport considérable d'hommes tel Vodnik contribuent à l'émergence de France Preseren (1800-1849), dont l'œuvre, d'un niveau comparable à celle de ses contemporains européens, fait le plus grand poète slovène. Il prit activement part aux débats de l'époque, notamment sur l'orthographe avec *Nova pisarija (La Nouvelle Façon d'écrire). L'hymne national* adopté en 1989 fut écrit par Preseren en 1844.

En 1848, *des révolutions* éclataient partout en Europe. Les intellectuels slovènes publièrent le premier programme politique en faveur d'une *« Slovénie unifiée »*. Les revendications exprimées resteront d'actualité jusqu'en 1918, et *même au-delà puisque le futur Etat slovène y apparaît en* pointillé. A partir de la seconde moitié du XIXe siècle, la littérature connaît un essor considérable grâce à l'unification définitive de la langue, à l'augmentation croissante des *revues et des journaux ainsi qu'à la publication des recueils* de poésie – *un événement exceptionnel avant 1848.* Alors apparaît un homme qui occupe une place à part : Fran Levstik (1831-1887). Dans le cadre de son activité littéraire foisonnante, celui-ci se consacra également aux problèmes de *l'orthographe. Il mit en pratique sa théorie dans un bref* récit, *Martin Krpan,* dans lequel un paysan slovène, robuste et sympathique, délivre Vienne et ses aristocrates poltrons d'un géant malfaisant.

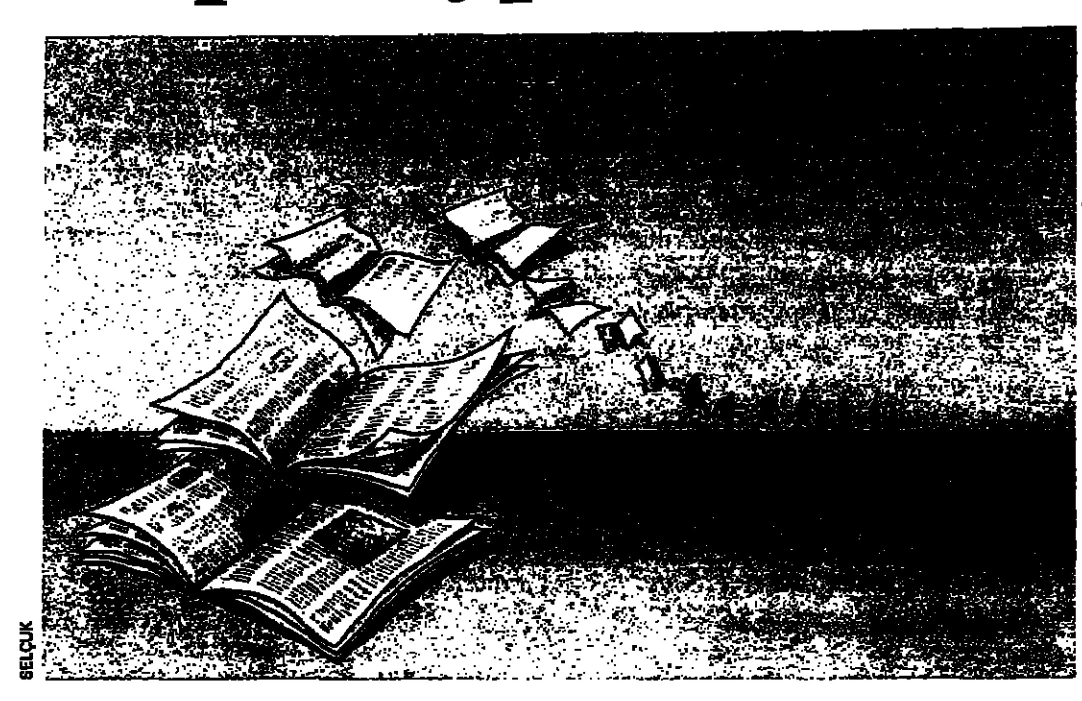
AVEC l'affirmation de son autonomie culturelle, la littérature s'épanouit. L'expression créatrice n'est plus soumise aux seules préoccupations d'ordre didactique et patriotique. *A partir du XXe siècle, la diversité des tendances se manifeste* au travers des courants littéraires majeurs : le « courant moderne », le réalisme, le naturalisme... Cependant, le rôle décisif des écrivains dans la vie publique se perpétuera longtemps encore. Ivan Cankar (1876-1918), *le plus grand écrivain slovène, donna une impulsion nouvelle* à la vie spirituelle de son époque tant par son activité littéraire que par son engagement politique. Appartenant à l'école de la « moderna », il propagea l'idée d'un Etat yougoslave.

*La lutte des soldats slovènes durant la première guerre mondiale, le mouvement de résistance durant la seconde,* la guerre de dix jours en 1991 – contre l'armée fédérale – montrent que la défense nationale et personnelle ne se fait plus seulement par le livre. La séparation du politique et du littéraire s'effectue progressivement, bien que les intellectuels aient joué un rôle *décisif dans l'élaboration et l'accession à l'indépendance. Leur rôle continue d'être prépondérant à l'heure* où les échanges de la Slovénie avec l'extérieur s'intensifient, du fait du passage à l'économie de marché. Le duel, cette forme grammaticale archaïque désignant deux personnes ou deux choses et qui s'est maintenu dans la langue slovène, saura-t-il résister aux guerres des temps nouveaux ?

KLAVDIJ SLUBAN.

## CONCENTRATIONS GÉANTES DANS LES INDUSTRIES CULTURELLES

# Apocalypse médias



SELCUK

*(Suite de la première page.)*

A l'heure de la mondialisation de l'économie, de la culture globale *(world culture)* et de la *« civilisation unique »* se met en place ce que certains appellent la *« société de l'information globale » (global information society)*. Celle-ci se développe à mesure que s'accélère l'expansion des technologies de l'information qui ont tendance à envahir tous les domaines de l'activité humaine et à stimuler la croissance des principaux secteurs économiques. Une *« infrastructure de l'information globale » (global information infrastructure)* se répand comme une toile d'araignée à l'échelle de la planète, profitant des progrès en matière de numérisation et favorisant l'interconnectivité de tous les services liés à la communication. Elle stimule en particulier l'imbrication des trois secteurs technologiques – informatique, téléphonie et télévision –, qui convergent et se fondent dans le multimédia et dans Internet.

Il y a, dans le monde, 1,26 milliard de téléviseurs (dont plus de 200 millions câblés et près de 60 millions branchés sur un bouquet numérique), 690 millions d'abonnés au téléphone (dont quelque 80 millions au cellulaire) et environ 200 millions d'ordinateurs (dont 30 millions connectés à Internet). On estime que, en 2001, la puissance du réseau Internet dépassera celle du téléphone, que le nombre d'utilisateurs du réseau oscillera entre 600 millions et un milliard, et que le World Wide Web (la Toile) comptera plus de 100 000 sites commerciaux (6). Le chiffre d'affaires des industries de la communication, qui était de 1 000 milliards de dollars en 1995, pourrait s'élever dans cinq ans à 2 000 milliards, soit environ 10 % de l'économie mondiale (7).

Les géants de l'informatique, de la téléphonie et de la télévision savent que les profits du futur se trouvent dans ces gisements nouveaux qu'ouvre devant leurs yeux fascinés et cupides la technologie du numérique. Ils n'ignorent pas toutefois que, désormais, leur territoire n'est plus protégé, et que les mastodontes des secteurs voisins lorgnent sur lui avec des instincts carnassiers. La guerre, dans le champ de la communication, se livre sans merci et sans quartier. Celui *qui s'occupait de téléphone veut faire de la télévision, et vice versa* ; toutes les entreprises de réseau, en particulier les possesseurs d'un maillage communicationnel (électricité, téléphonie, eau, gaz, chemins de fer, sociétés d'autoroutes, etc.) aspirent à contrôler une part du nouvel eldorado : le multimédia.

D'un bout à l'autre de la planète, les combattants sont les mêmes, les firmes géantes devenues les nouveaux maîtres du monde : AT&T (qui domine la téléphonie planétaire), le duo formé par MCI (deuxième réseau téléphonique américain) et BT (ex-British Telecom), Sprint (troisième opérateur longue distance américain), Cable & Wireless (qui contrôle notamment Hongkong Telecom), Bell Atlantic, Nynex, US West, TCI (le plus important distributeur de télévision par câble), NTT (premier groupe de téléphonie japonais), Disney (qui a racheté le réseau de télévision ABC), Time-Warner (qui possède CNN), News Corp., IBM, Microsoft (qui domine le marché des logiciels informatiques), Netscape, Intel, etc.

En Europe, toutes les batailles voient l'affrontement de groupes dont les intérêts croisés et les prises de participation réciproques sont multiples : News Corp., Pearson (*The Financial Times*, Penguin Books, BBC Prime), Bertelsmann (premier groupe de communication allemand), Leo Kirch, CLT (RTL), Deutsche Telekom, Stet (premier groupe de téléphonie italien), Telefonica, Prisa (premier groupe de communication espagnol), France Télécom, Bouygues, Lyonnaise des eaux, Générale des eaux (qui domine désormais Canal Plus et Havas), etc. Les prises de contrôle et les fusions se multiplient ; pour la seule année 1993, il y aurait eu en Europe 895 fusions de sociétés de communication (8)...

LA logique dominante dans cette mutation du capitalisme n'est pas l'alliance, mais l'absorption pour tirer profit du savoir-faire des mieux placés dans un marché qui fluctue au gré d'imprévisibles accélérations technologiques ou de surprenants emballements des consommateurs (*cf.* le boom d'Internet). Au cœur de la nouvelle donne, le flux sans cesse croissant de données : conversations, informations, transactions financières, images, signes de tous ordres, etc. Cela concerne, d'une part, les médias qui produisent ces données (édition, agences de presse, journaux, cinéma, radio, télévision, sites Web, etc.) et, d'autre part, l'univers des télécommunications et des ordinateurs qui les transportent, les traitent et les élaborent. L'objectif que vise chacun des titans de la communication est de devenir le seul interlocuteur du citoyen ; il veut pouvoir lui fournir à la fois des nouvelles, des loisirs, de la culture, des services professionnels, des informations financières et économiques ; et le mettre en état d'interconnectivité par tous les moyens de communication disponibles.

Pour que ces infrastructures aient une utilité, encore faut-il que les communications puissent circuler sans entraves à travers la planète, comme le vent sur la surface des océans. C'est pourquoi, à la faveur de la mondialisation de l'économie, les Etats-Unis (premiers producteurs de technologies nouvelles et siège des principales firmes) ont pesé de tout leur poids dans la bataille de la déréglementation pour ouvrir les frontières du plus grand nombre de pays au *« libre flux de l'information »*, c'est-à-dire aux mastodontes américains des industries de la communication et des loisirs (9).

Quatre conférences internationales – Genève, 1992 ; Buenos Aires, 1994 ; Bruxelles, 1995 ; et Johannesburg, 1996 – ont permis au président William Clinton, et surtout au vice-président Albert Gore, de populariser auprès des principaux responsables politiques mondiaux leurs thèses sur la *« société d'information globale »*. D'autre part, lors des débats ayant clos le cycle de l'Uruguay du GATT en 1994, Washington a fait avancer l'idée que la communication doit être considérée comme un simple « service » et, à ce titre, régie par la loi générale du commerce.

Les télécommunications de base représentent un marché de 525 milliards de dollars, en croissance de 8 % à 12 % par an, et constituent l'un des domaines les plus rentables du commerce mondial. En 1985, le temps consacré par les usagers, dans le monde, aux télécommunications (pour parler, faxer ou expédier des données) était de 15 milliards de minutes ; en 1995, il atteignait 60 milliards de minutes ; et, en 2000, il dépassera les 95 milliards de minutes (10). Ces chiffres, mieux que toute autre argumentation, expliquent les formidables enjeux de la libéralisation des communications. En novembre 1996, les Etats-Unis ont enfin obtenu, à Manille, lors du quatrième sommet de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique), l'ouverture des marchés des pays de cette région aux technologies de l'information à l'échéance de l'an 2000 (11). Dans le même esprit, à Singapour, en décembre 1996, la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) recommandait *« une entière libéralisation de l'ensemble des services de télécommunications, sans aucune restriction générale »*. Et, à Genève, le 15 février dernier, toujours sous l'égide de l'OMC, un accord sur les télécommunications, signé par soixante-huit pays, a ouvert, notamment aux grands opérateurs américains, européens et japonais, les marchés nationaux de dizaines de pays.

On sait que l'Union européenne a décidé, de son côté, l'entière libéralisation des marchés du téléphone (sans distinction entre les divers supports, câble, radio ou satellite) à partir du 1er janvier 1998. Dans cette perspective, en prévision de concurrences féroces à l'intérieur de chaque marché national, les monopoles sont peu à peu démantelés, et les opérateurs publics, privatisés. British Telecom, devenue BT, ainsi que Telefonica (Espagne), ont déjà été privatisées. France Télécom, qui mettra sur le marché une première tranche de son capital dès le 6 mai prochain, renforce son partenariat avec l'opérateur public allemand Deutsche Telekom, qui sera lui aussi privatisé après l'an 2000. Les deux opérateurs se sont par ailleurs alliés à l'américain Sprint (dont ils possèdent chacun 10 % du capital) et pourraient se rapprocher du britannique Cable & Wireless, qui envisage l'acquisition de 80 % du capital de Sprint (12). Ainsi, à l'heure où s'effondrent les monopoles nationaux, la course à la taille critique pour survivre dans un marché planétaire

(6) *Correspondance de la presse*, 27 février et 11 mars 1997. Lire aussi : Dan Schiller, « Les marchands à l'assaut d'Internet », *Le Monde diplomatique*, mars 1997.

(7) *La Repubblica*, Rome, 19 février 1997.

(8) *Ibid.*

(9) Lire Armand Mattelart, « Les nouveaux scénarios de la communication mondiale », *Le Monde diplomatique*, août 1996, et *La Mondialisation de la communication*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, décembre 1996.

(10) *Time*, New York, 9 décembre 1996.

(11) *Le Monde*, Paris, 26 novembre 1997.



## Conférences et débats

**NANTES.** Le mardi 8 avril, à 20 h 30, au Centre régional de documentation pédagogique (CRDP), chemin de l'Hébergement, conférence-débat « Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et la démocratie ». Avec Roger Lesgards. *(Contact : Bertrand Chateigner. Tél. : 02-40-74-18-58.)*

**LUXEMBOURG.** Le mercredi 23 avril, à 19 h 30, au Centre universitaire, 162 A, avenue de la Faïencerie, les Amis du Luxembourg et des régions avoisinantes se réuniront pour élaborer un programme d'activités. *(Contacts : Alain Simonetti (352) 43-00-38-31 ou Jean-Paul Lehners (352) 311 357.)*

**LILLE.** Le vendredi 25 avril, à 20 h 30, à la Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, réunion des Amis de la région lilloise pour élaborer leur programme d'activités. *(Contact : Christophe Boussemart. Tél. : 03-20-15-87-45.)*

**SAINT-PAUL-LÈS-DAX.** Le dimanche 27 avril, à 15 heures, au Salon du livre et des médias documentaires, débat « Les maîtres du temps », animé par Bernard Cassen qui, à l'issue du débat, fera le point avec les Amis et les lecteurs des Landes et des Pyrénées-Atlantiques sur les activités de l'association. *(Contact : ARTESUD, Bernard Noël ou Martine Rathier. Tél. : 05-56-99-14-72.)*

**LONDRES.** Le mercredi 7 mai, à 17 h 30, à la London School of Economics and Political Science (LSE), Houghton Street, Londres W2, débat contradictoire, sous la présidence du professeur Leslie Hannah, sur le thème « La mondialisation est-elle inévitable ? ». Avec trois journalistes du *Financial Times* et trois collaborateurs du *Monde diplomatique* (Bernard Cassen, Serge Halimi et Riccardo Petrella). *(Contact : Frédéric Michel. Tél. : (441) 71-574-6556.)*

s'accélère, de même que la recherche de diversification dans tous les secteurs de la communication. Et cela dans une atmosphère de compétition carnassière, où tous les coups sont permis : *« Chaque fois que je discute avec les grands du téléphone,* constate M. Louis Gallois, président de la SNCF, *j'ai l'impression d'entrer dans la cage aux fauves* (13). »

A cet égard, on a pu effectivement constater ces derniers mois comment l'arrivée de bouquets concurrents de télévision numérique provoquait de violentes confrontations dans tout le champ de la communication. En Espagne, cela a conduit à un affrontement brutal et direct entre le gouvernement conservateur de M. José-Maria Aznar, qui pour se maintenir au pouvoir souhaite se constituer un groupe multimédia influent, et le principal groupe de communication, Prisa (*El Pais*, radio SER), allié à Canal Plus (14).

En France, une guerre totale oppose les partenaires de Télévision par satellite (TPS) et ceux de CanalSatellite. Parmi ces derniers, le mouvement le plus spectaculaire a vu, le 6 février dernier, la prise de contrôle, par la Générale des eaux, de Havas et de Canal Plus avec l'objectif de *« réunir à l'intérieur d'un seul groupe de communication toutes les compétences nécessaires à son développement, notamment international »* et de créer *« un groupe intégré de communication de taille mondiale »*. La Générale a, par ailleurs, conforté sa deuxième place dans la téléphonie française en devenant, le 12 février, partenaire de la SNCF, dont elle a racheté en partie, par le biais de sa filiale Cégétel (alliée de British Telecom), le réseau de 26 000 kilomètres de lignes téléphoniques (dont 8 600 en fibres optiques).

Alors que, il y a à peine quelques mois, le président de la Générale des eaux, M. Jean-Marie Messier, n'envisageait nullement un rapprochement avec Havas, pourquoi avoir si soudainement changé d'avis ? *« J'avais sous-estimé,* répond-il, *la rapidité de la convergence entre les industries des télécoms et celles de la communication. Il y aura bientôt un seul point d'entrée, dans la maison, pour l'image, la voix, le multimédia et l'accès Internet. Cette évolution est déjà en route : dans douze à dix-huit mois, elle sera une réalité commerciale. Cette accélération m'a amené à conclure qu'il faut être capable, pour conserver les marges, de maîtriser toute la chaîne : contenu, production, diffusion et lien avec l'abonné* (15). »

« MAÎTRISER toute la chaîne », telle est l'ambition des nouveaux colosses de l'information. Pour y parvenir, ils continuent de multiplier les acquisitions et les concentrations. Pour eux, la communication est, avant tout, une marchandise qu'il s'agit de produire en très grand nombre, la quantité l'emportant sur la qualité. En trente ans, le monde a produit plus d'informations qu'au cours des cinq mille précédentes années... Un seul exemplaire de l'édition dominicale du *New York Times* contient plus d'informations que pouvait en acquérir, durant toute sa vie, un Européen au XVIIe siècle. Chaque jour environ 20 millions de mots d'information technique sont imprimés sur divers supports (revues, livres, rapports, disquettes, cédéroms). Un lecteur capable de lire 1 000 mots par minute, huit heures par jour, mettrait un mois et demi pour lire la production d'une seule journée ; et, au bout de cette période, il aurait accumulé un retard de cinq ans et demi de lecture...

Le projet humaniste de tout lire, tout savoir, est devenu illusoire et vain. Un nouveau Pic de La Mirandole (16) mourrait asphyxié sous le poids des informations disponibles. Longtemps rare et onéreuse, l'information est devenue pullulante et prolifique ; avec l'air et l'eau, elle est devenue l'élément le plus abondant de la planète. De moins en moins chère au fur et à mesure que son débit augmente, mais – tout comme l'air et l'eau – de plus en plus polluée, contaminée.

On peut même se demander si la communication ne vient pas de dépasser son état optimal, son point zénith, pour entrer dans une phase où toutes ses qualités se transforment en défauts, toutes ses vertus en vices. Car la nouvelle idéologie du tout-communication, cet impérialisme communicationnel, exerce depuis quelque temps sur les citoyens une authentique oppression.

Pendant longtemps la communication a libéré, parce qu'elle signifiait (depuis l'invention de l'écriture et celle de l'imprimerie) diffusion du savoir, de la connaissance, des lois et des lumières de la raison contre les superstitions et les obscurantismes de toutes sortes. Désormais, en s'imposant comme obligation absolue, en inondant tous les aspects de la vie sociale, politique, économique et culturelle, elle exerce une sorte de tyrannie. Et a tendance à devenir l'une des grandes superstitions de notre temps.

C'est ce changement qualitatif capital que sentent bien les citoyens dont la déception à l'égard des médias s'accroît, comme le prouvent toutes les enquêtes récentes (17). Aux Etats-Unis, 55 % des Américains estiment que les organes de presse publient des informations *« souvent inexactes »* (18) ; ils se détournent également des journaux télévisés et ne sont plus que 42 % à les suivre régulièrement (contre 60 % en 1993). Sur le Vieux Continent, si 87,9 % des Européens s'informent encore principalement par le biais des journaux télévisés, la méfiance reste grande.

Le reproche central est celui de la spectacularisation, la recherche du sensationnel à tout prix, qui peut conduire à des aberrations (comme on en vit dans l'affaire de Timisoara ou lors de la guerre du Golfe) et à des « bidonnages ». En France, *« l'exemple le plus célèbre fut celui du reportage proposé par Jean Bertolino, dans le magazine "52 sur la Une", où Denis Vincenti fit tourner des figurants dans une carrière de Meudon, prétendant ainsi présenter des noctambules qui hantaient les catacombes de Paris. (...) Le même type de polémique survint, en janvier 1992, avec le reportage où Régis Faucon et Patrick Poivre d'Arvor faisaient semblant d'interviewer Fidel Castro, en enregistrant les extraits d'une conférence de presse où le leader cubain répondait à d'autres questions et à d'autres confrères* (19) ».

L'exemple le plus récent, survenu en Allemagne, a vu la condamnation à quatre ans de prison d'un journaliste, Michael Born, trente-huit ans, reconnu coupable d'avoir falsifié totalement ou partiellement trente-deux reportages. Ce faussaire, sachant que les chaînes réclament des images sensationnelles, avait filmé, à l'aide de comédiens et de complices, de courts « documentaires » sur une prétendue section allemande du Ku-Klux-Klan, sur des trafiquants de cocaïne, sur des néonazis auteurs de lettres-bombes, sur le travail des enfants exploités dans le tiers-monde, sur des passeurs d'immigrés clandestins arabes... Achetés par des chaînes peu scrupuleuses, en particulier par Stern TV (filiale télévision de l'hebdomadaire *Stern* qui publia naguère les pseudo-journaux intimes d'Adolf Hitler...), ces faux reportages, incitant souvent à la haine, ont été vus par plus de quatre millions de téléspectateurs et ont rapporté d'importantes recettes de publicité.



Publicitaires et annonceurs exercent d'ailleurs une influence indéniable et perverse sur le contenu même de l'information. On a pu le constater en 1995, aux Etats-Unis, lorsque les producteurs de l'émission d'information considérée comme la plus sérieuse, « 60 minutes », du réseau CBS, réalisèrent un documentaire pour dénoncer les compagnies de tabac. Celles-ci, était-il démontré, trichaient sur le taux de nicotine inscrit sur les paquets de cigarettes, favorisant ainsi la plus grande accoutumance des fumeurs. La chaîne CBS censura l'émission. Et on devait découvrir qu'elle le fit pour deux raisons : d'abord, pour ne pas se lancer dans un procès qui aurait fait baisser son action en Bourse à la veille de sa fusion avec le groupe Westinghouse ; ensuite, parce qu'une de ses filiales, Loews Corporation, possédait une société, Lorillard, elle-même productrice de cigarettes... Dans les deux cas, les intérêts du capital et de l'entreprise furent placés au-dessus du souci de la santé du public.

Trois mois auparavant, le réseau ABC avait connu une mésaventure semblable. Ayant accusé, dans le programme « Day One », Philip Morris de manipuler les taux de nicotine, la chaîne fut menacée par le fabricant de tabac d'un procès et d'une demande de paiement de dommages et intérêts s'élevant à 15 milliards de dollars. ABC était, elle aussi, sur le point d'être rachetée par Disney, et le procès aurait entraîné une baisse sensible de sa valeur en Bourse. La chaîne opta donc pour un rectificatif public qui, tout en insultant la vérité, lavait le fabriquant de tout soupçon (20).

Alors que les passerelles, les ramifications et les fusions entre grands groupes de communication se multiplient dans une atmosphère de cannibalisme féroce, comment être sûr que l'information fournie par un média ne visera pas à défendre, directement ou indirectement, les intérêts de son groupe plutôt que ceux du citoyen ? Dans un monde de plus en plus piloté par des entreprises colossales qui obéissent à la seule logique commerciale fixée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et où les gouvernements semblent passablement débordés par les mutations en cours, comment être certain que la démocratie sera préservée, amplifiée ? Dans un tel contexte de guerre médiatique acharnée, où se heurtent des géants pesant des milliards de dollars, comment peut survivre une presse indépendante ?

TELS sont les principaux défis qu'affronte, jusqu'à présent avec succès, *Le Monde diplomatique*. La diffusion de notre journal, dans une atmosphère si déprimée pour la presse écrite, a poursuivi sa croissance. Alors que, de la fin 1984 à la fin 1995, ses ventes avaient pratiquement doublé – passant de 86 000 exemplaires à plus de 160 000 –, la progression s'est encore accélérée en 1996.

Selon des chiffres vérifiés par Diffusion-Contrôle (ex-OJD), notre diffusion payée en France s'élève, en moyenne, à 130 150 exemplaires, soit un accroissement de 17,4 % par rapport à l'année 1995 ; et la diffusion payée totale (France, étranger, abonnements) atteint, en moyenne, 180 738 exemplaires, soit une augmentation de 11,2 % par rapport à 1995. De son côté, notre trimestriel *Manière de voir* est crédité, en moyenne, d'une diffusion payée totale de 46 516 exemplaires (+ 11,1 %). Le résultat d'exploitation, alors que nos recettes publicitaires (qui représentent moins de 3 % de notre chiffre d'affaires) ont encore baissé, étant bénéficiaire.

Notre journal a voulu s'adresser, hors de France, à un public plus large, en constituant progressivement un réseau d'éditions étrangères réalisées par des partenaires. C'est le cas en Italie, avec le quotidien *Il Manifesto*, en Allemagne avec le quotidien *Tageszeitung*, en Suisse alémanique avec l'hebdomadaire *WochenZeitung*, et en Espagne avec l'éditeur L-Press. Jusqu'ici trimestrielle, l'édition arabe pourrait redevenir mensuelle. D'autres éditions se préparent, en premier lieu au Mexique.Enfin, en janvier dernier a commencé une nouvelle expérience : la traduction en anglais, à Londres, de l'essentiel de chaque numéro, désormais à la disposition de partenaires anglophones – aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, mais également en Asie et en Afrique de l'Est – par courrier électronique...

L'autre domaine marquant est notre site Internet. Créé il y a trois ans, il figure d'ores et déjà parmi les sites les plus fréquentés en France, avec, début 1997, plus de 150 000 « requêtes » par semaine.

Dernière création en date, notre cédérom. La première édition, parue en novembre 1996, reprend l'intégralité des articles et des cartes publiés, de la chute du mur de Berlin, en novembre 1989, jusqu'au mois de septembre 1996. Chaque année, une nouvelle édition sera mise en vente, qui comprendra les douze derniers numéros et ceux d'années antérieures : l'objectif est de remonter ainsi progressivement jusqu'à 1954.

Dans un contexte général plutôt sombre, ce sont là de bonnes nouvelles pour tous ceux qui demeurent attachés à la défense de la liberté d'expression et souhaitent voir celle-ci mise au service d'une information fiable, et de valeurs et d'idéaux de justice, de solidarité et d'égalité.Nombre d'entre eux se sont regroupés au sein de l'association Les Amis du *Monde diplomatique*, qui, grâce à leurs apports, a acquis des parts du capital du Monde diplomatique SA. L'objectif ardent, afin de mettre durablement à l'abri notre journal, c'est que, conjointement, les Amis et l'Association Gunter Holzmann (regroupant les personnels du *Monde diplomatique*) en arrivent à posséder plus de 33,4 % du capital de la société et détiennent ainsi ce qu'on appelle une « minorité de blocage » pouvant empêcher toute manœuvre hostile.

Dans ce but prioritaire, nos lecteurs devaient, tous ensemble, rassembler 10 millions de francs. Nous en sommes déjà à 8 650 000 francs. L'objectif est donc tout à fait à notre portée si chacun, mesurant les périls et les dangers qui menacent l'information, consent à faire (ou à refaire) un effort financier. S'informer fatigue ; cela coûte aussi, mais une information vraie, libre et rebelle, par les temps qui courent, n'a point de prix.

IGNACIO RAMONET.

(12) *La Tribune*, Paris, 20 mars 1997.

(13) *Le Nouvel Observateur*, Paris, 20 févier 1997.

(14) *Le Monde*, 8 mars 1997.

(15) *Le Monde*, 8 février 1997.

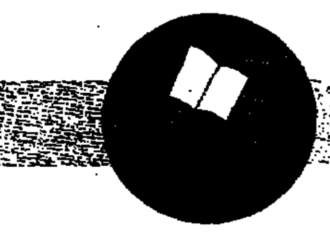
(16) Jean Pic de La Mirandole (1463-1494), savant italien de la Renaissance qui se distingua par l'étendue de ses connaissances.

(17) *Cf. Télérama*, Paris, 29 janvier 1997.

(18) Ils n'étaient que 34 % en 1985, *Le Monde*, 23 mars 1997.

(19) Arnaud Mercier, *Le Journal télévisé. Politique de l'information et information politique*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1997, p. 13.

(20) Lire Serge Halimi, « Industriels solidaires », *Le Monde diplomatique*, novembre 1995.



## LES AMIS DU *MONDE DIPLOMATIQUE*

# Rendez-vous le 3 mai à la Mutualité à Paris

C'est le samedi 3 mai, à partir de 9 heures, qu'aura lieu le premier grand rendez-vous entre les lecteurs du *Monde diplomatique* et l'équipe du journal. Cette rencontre se tiendra à la Maison de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor, 75005 Paris.

**La matinée** sera consacrée à l'assemblée générale de l'association Les Amis du *Monde diplomatique* sur l'ordre du jour suivant :

- Intervention de Riccardo Petrella, président de l'association ;
- Intervention de Jean-Marie Colombani, président du conseil de surveillance du Monde diplomatique SA ;
- Intervention d'Ignacio Ramonet, président du directoire du Monde diplomatique SA ;
- Présentation du rapport d'activité et de gestion par Roger Lesgards, secrétaire général ;
- Présentation des comptes de l'exercice 1996 par François Vitrani, trésorier ;
- Réponse synthétique aux questions reçues sur *Le Monde diplomatique* et sur l'association ;
- Débat sur les interventions précédentes ;
- Vote sur les résolutions :
  - – montant de la cotisation 1997,
  - – montant de la cotisation 1998,
  - – programme d'activités,
  - – quitus financier aux administrateurs ;
- Proclamation des résultats des élections au conseil d'administration.

Tous les membres de l'association ont reçu un dossiercomplet, et notamment le numéro 2 de *La Lettre des Amis*, les bulletins de vote sur les résolutions et les candidatures au conseil d'administration, ainsi qu'un « appel à questions » sur le *Diplo* et sur l'association.

Les lecteurs non encore membres des Amis et souhaitant participer aux délibérations sont invités à adhérer à l'association d'ici l'assemblée générale. Ils pourront aussi le faire sur place.

**L'après-midi** du 3 mai sera consacré à des rencontres entre les lecteurs et les membres de la rédaction du *Monde diplomatique*, auxquels se joindront quelques collaborateurs réguliers du journal.

Ce sera l'occasion de mieux faire connaissance, de discuter des orientations et des projets rédactionnels, et de recueillir le sentiment des Amis sur les initiatives envisagées par Le Monde diplomatique SA. En bref, d'examiner ensemble comment le *Diplo* peut, mieux encore, jouer son rôle dans l'actuel paysage médiatique.

M. ☐ Mlle ☐ Mme ☐ Association ou société ☐

Nom ou raison sociale (en capitales) : ______

Prénom : ______ Nom de jeune fille : ______

Né(e) le : ______ Profession ou raison sociale : ______

Adresse : ______

______ Code postal : ______

Ville : ______ Pays : ______

Téléphone : ______ Fax : ______

☐ **Adhère à l'Association des Amis du *Monde diplomatique***

● Je suis actif, retraité ou personne morale :

☐ 600 F ___ + 100 F (cotisation 1997) ___ total 700 F

Apport supérieur à 600 francs :

☐ ______ + 100 F ______

● *Je suis étudiant, appelé sous les drapeaux ou chômeur*

☐ 200 F ___ + 100 F (cotisation 1997) ___ total 300 F

Apport supérieur à 200 francs :

☐ ______ + 100 F ______

☐ **Verse ma cotisation 1997 d'un montant de 100 F** Nº de carte de membre ______

☐ **Procède à un nouvel apport de : ______ F**

● **J'effectue le règlement :**

☐ Par chèque bancaire ou postal ☐ Par carte bancaire : Nº de carte ______

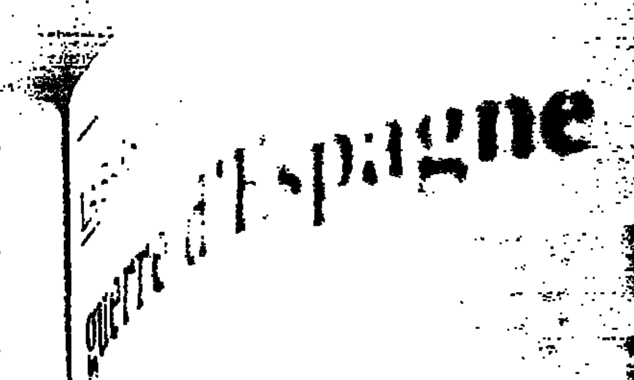
Date d'expiration : ______

Signature ______

Coupon à retourner, accompagné de votre règlement, à la délégation générale
Association des amis du *Monde diplomatique*, BP 461-07, 75327 Paris Cedex 07

DES CRÉATEURS CONTRE

# Les écrivains et la



**IL y a soixante ans, le 26 avril 1937, au cours de la guerre civile d'Espagne (1936-1939), la petite ville de Guernica, foyer des libertés basques, fut détruite par l'aviation franquiste. C'était la première fois, dans l'histoire militaire, qu'une agglomération civile était entièrement rasée par un bombardement aérien. Le monde entier en fut ému. Le peintre Pablo Picasso, bouleversé par ce meurtre de masse, réalisa dans les semaines qui suivirent la célèbre toile que l'on considère comme son chef-d'œuvre et l'un des sommets de la peinture du XX^e siècle. Mais ce furent surtout les écrivains, espagnols et étrangers, qui réagirent à cette tragédie, laquelle faisait suite à l'assassinat du poète Federico Garcia Lorca. De partout, les plus grands d'entre eux (ainsi que beaucoup de cinéastes) vinrent en Espagne, quelques-uns pour soutenir le fascisme, la plupart en solidarité avec la République et les libertés.**

Par EMILIO SANZ DE SOTO *

A maintes reprises, il a été dit que la guerre d'Espagne (1) avait réveillé les consciences endormies d'une Europe indécise. Les consciences étaient-elles si endormies ? L'Europe à ce point indécise ? Le Vieux Monde, au milieu des années 30, paraissait plutôt inquiet face aux vociférations politiques hitlériennes qui intimidaient terriblement mais semblaient irréelles.

Sans préavis, les vociférations se turent et la guerre d'Espagne commença. Et alors, le silence et l'attente de ceux qui devaient se porter au secours de la République espagnole enveloppèrent le conflit. Cette trahison des démocraties réveilla les consciences. Le moment était venu, selon les intellectuels du monde entier, de convertir la conscience en expérience (2).

Au cours de cette conflagration atroce, le communisme comme le fascisme, les utopies anarchistes comme le catholicisme le plus réactionnaire révélèrent leur face véritable et tragique... Cette secousse engendra une soif irrépressible d'expression littéraire. La guerre d'Espagne devint, alors même que le conflit n'était pas achevé, un thème romanesque dans les principales littératures occidentales (3).

En France, il y eut une réaction instantanée de la part de quelques intellectuels. La nouvelle du soulèvement de l'armée espagnole, le 17 juillet 1936, était à peine connue qu'une femme quasi myope, avec des verres de lunettes dont la grosseur surprenait, et sans la moindre connaissance de stratégie militaire, encore moins de l'usage des armes, se rendit sur un front improvisé d'Aragon (là où se passe l'action du film de Ken Loach, *Land and Freedom*) et réussit à monter sur place une brigade de vingt volontaires français, italiens, bulgares et espagnols. Cette femme, riche, de très haute stature intellectuelle, juive, très proche du christianisme, qui avait failli mourir prématurément en Angleterre alors qu'elle fuyait la persécution nazie, est l'un des plus grands penseurs français du siècle, Simone Weil.

Peu après, alors que le gouvernement républicain n'avait réagi que de façon confuse au soulèvement du général Franco, André Malraux, à ses risques et périls, se présentait devant le président Manuel Azaña et lui faisait part de son intention de créer une escadrille aérienne, composée de pilotes volontaires. La raison de ce geste ? « *Je suis convaincu*, écrira-t-il, *que les grandes manœuvres du monde contre la liberté viennent de commencer.* »

De son expérience à la tête de cette escadrille naîtra un roman exemplaire : *L'Espoir*. Malraux y évoque une réalité concrète tirée de son vécu. Il accomplit le fameux désir de tout écrivain en parvenant à traduire littérairement des faits réels.

Au printemps 1937, coïncidant avec la destruction de Guernica, paraît donc *L'Espoir*. Ce roman si précoce, l'un des premiers écrits sur cette guerre, reste sans aucun doute celui qui résiste le mieux au poids du temps. A son propos, le grand romancier cubain Alejo Carpentier, lui aussi présent en Espagne à cette époque, a dit : « *La conscience du héros de Malraux, dans* L'Espoir, *est une action qui n'obéit à aucune limite et qui n'en aura peut-être jamais : là réside son bien-fondé.* »



## Paul Claudel et l'*Ode à Franco*

LA recherche des limites et de la vérité fut particulièrement conflictuelle chez les écrivains catholiques français. La guerre surprit Georges Bernanos et sa famille à Palma de Majorque, aux Baléares. Dans cette ville tenue par les franquistes, Georges Bernanos, en tant que catholique, éprouva d'affreux problèmes de conscience en constatant que, au nom de la croix et d'une soi-disant « *croisade* », on fusillait de purs innocents. Son livre *Les Grands Cimetières sous la lune* (1938) témoigne de cet « état d'âme ».

Georges Bernanos, de même que François Mauriac, ou encore Jacques Maritain, tous trois grands intellectuels catholiques, furent censurés et interdits sous le « très catholique » Franco. En revanche, écrivain catholique français en accord avec le franquisme, Paul Claudel fut l'auteur d'une lamentable *Ode à Franco*.

Deux autres écrivains collaborèrent ouvertement avec l'Allemagne nazie et eurent une fin tragique. Il s'agit de Robert Brasillach et de Pierre Drieu La Rochelle.

Robert Brasillach s'exprime avec une exaltation tristement pitoyable, semblable à certains écrivains espagnols fascistes de ces années-là, comme Rafael Garcia Serrano, auteur de *Eugenio o Proclamacion de la Primavera*. Les titres des livres de Brasillach – *Les Cadets de l'Alcazar* (1936), *Le Siège de l'Alcazar* (1939) – traduisent le ton enthousiaste du défenseur du franquisme. Son meilleur roman, fruit de son « fascisme romantique », fut *Les Sept Couleurs* (1939). Incarcéré à la Libération, clamant ses idéaux fascistes un peu primitifs, il fut fusillé en 1944.

L'œuvre de Pierre Drieu La Rochelle, auteur de ce petit chef-d'œuvre (si prophétique) qu'est *Feu follet* (1931), paraît de qualité bien supérieure. Son roman le plus trouble est sans doute *Gilles* (1939). Le protagoniste, un « *chrétien par ennui* », pense qu'il faut, devant le spectacle si triste et si ridicule d'une bourgeoisie se noyant dans ses propres fausses valeurs, ressusciter l'antique et « *mystique d'Europe* » par la voie la plus directe : le retour aux nationalismes. Comment un auteur de la sensibilité de Drieu put-il tomber dans un piège aussi lamentable que celui des nationalismes ? Il se suicidera en 1945.

L'autre pays d'Europe où la guerre espagnole suscite un intérêt immédiat est la Grande-Bretagne. Le grand poète Stephen Spencer note dans sa *Correspondance* : « *L'Angleterre nous apparaissait comme une masse aussi puissante qu'inerte. Nous pressentions, sans raison apparente, sa décadence. Nous étions las. Nous avions vécu les années d'université comme un luxe inutile. L'université ne nous avait servi qu'à rencontrer d'autres gens emprunts d'une lassitude et d'une fatigue semblables, avec le désir irrépressible de se convertir en dissidents ; mais dissidents de quoi ? De tout et de rien. Nous nous faisions appeler communistes, mais nous ne saisissions rien à des discours qui se voulaient intellectuels mais n'étaient que purs galimatias. Excepté sur un point : nous étions fort préoccupés par le flirt à demi voilé qu'entretenaient certains de nos politiques avec Hitler. Jusqu'au jour où la guerre d'Espagne éclata ; nous avons alors pensé que notre horizon s'éclaircissait. C'est ainsi que tout a commencé...* »

Selon l'historien Hugh Thomas, il y eut deux mille trois cents combattants anglais dans la guerre d'Espagne ; entre 1936 à 1939, ils écrivirent quelque *sept cent trente romans*, recueils de poèmes et récits pour la presse... Cela conduisit Hugh Slater à qualifier ce conflit de « *guerre d'écrivains* ». Et Hugh Ford parlait de « *guerre de poètes* » (*A poet's war*). En effet, certains des plus grands poètes anglais contemporains sont liés à cette guerre. En tout premier lieu, W. H. Auden et son long poème *Spain*, publié en 1937, qui donne le départ à la poésie anglaise moderne, engagée et combative.

A la suite d'Auden : Stephen Spender, Louis Mac Niece, Roy Campbell (lequel, curieusement, choisit le camp franquiste). On citera aussi Julien Bell, fils du critique d'art Clive Bell et de la peintre Vanessa Stephen, sœur de Virginia Woolf, et qui fit partie de l'école poétique de Bloomsbury. Julien Bell mourut en conduisant une ambulance durant la bataille de Brunete. Ainsi que son ami, le jeune poète John Cornford, fils de la poétesse Frances Cornford et de l'illustre professeur de Cambridge E.M. Cornford.

Parmi les romans, documents et mémoires publiés durant les premières années du conflit, il y en eut beaucoup écrits par des femmes. En premier lieu *Storm over Spain* (Tempête sur l'Espagne), de Mairin Mitchell, catholique irlandaise, favorable aux séparatismes ; *Search Light on Spain* (Plein feux sur l'Espagne), de la duchesse d'Atholl, aristocrate favorable aux communistes ; *Death in the Morning* (Mort à l'aube) et *The Painted Bed* (Le Lit peint), deux romans de Helen Nicholson (baronne de Zglinitzki), complètement pro-franquistes ; *Authors take Sides* (Les Auteurs choisissent leur camp), de Nancy Cunard, millionnaire excentrique, héritière de la Cunard Line, favorable à la République ; *Dancer in Madrid* (Danseuse à Madrid), de Janet Reisenfeld, épouse du cinéaste de gauche espagnol Luis Alcoriza, scénariste de Luis Bunuel et réalisateur d'importants films mexicains... Tous ces romans furent publiés entre 1937 et 1938.



PIERRE TAL-COAT. – « Massacres » (1937)

## Arthur Koestler et George Orwell

LES plus remarquables témoignages sont ceux de deux grands poètes : *The Strings were False* (1966), de Louis Mac Niece, qui nous donne une vision très exacte, complexe, de l'Espagne *déchirée* ; *et un livre fort curieux* : les mémoires de Stephen Spender, *World Within World* (Un monde à l'intérieur du monde), de 1951, dans lesquels Spender raconte comment il a passé toute la guerre d'Espagne à chercher son amant homosexuel, déserteur des Brigades internationales...

*Mais, indiscutablement*, les principaux représentants des lettres anglaises intimement liés à la guerre d'Espagne sont Arthur Koestler et George Orwell. Arthur Koestler enveloppait sa personne d'un halo particulier et mystérieux, qui créait chez le lecteur un désir irrépressible de lire ses textes. Avec Ilia Ehrenbourg, il est l'un des deux plus grands journalistes-écrivains du siècle.

Arthur Koestler, d'origine juive hongroise, fut envoyé à Paris par le Parti communiste soviétique. Et de Paris il ira en Espagne, officiellement comme journaliste. Lorsque les républicains battent en retraite à Malaga, Koestler, inexplicablement, reste dans la ville andalouse où il est fait prisonnier par les franquistes. « *Un prisonnier très particulier* », *dira le général fasciste Queipo* del Llano, qui usera de toutes les tortures pour lui arracher une confession cohérente. Le gouvernement anglais intervient alors et, à la surprise générale, obtient sa libération. De cette expérience naîtra l'un des ouvrages les plus célèbres sur ce conflit : *The Spanish Testament* (Un testament espagnol), publié en 1938.

Dans ce livre, qui eut de formidables répercussions, Koestler définira le conflit d'Espagne comme « *une guerre faite de tragédies et non de batailles* ». Il raconte comment, en se voyant confronté à la mort jour après jour, sous la torture du général-bourreau, il a rencontré la liberté. *Ses idéaux communistes lui* apparaissent soudain manichéens et primaires. Dès sa libération, il prendra la décision de rompre avec le Parti et de commencer l'apprentissage de la solitude. Alors démarre sa période anticommuniste. Il renie son œuvre antérieure, réécrit même le *Spanish Testament* ; et obtient, dans l'Espagne franquiste, un succès très particulier avec *Darkness at Noon* (Le Zéro et l'Infini), publié en 1940.

George Orwell, auteur de *Homage to Catalonia* (Hommage à la Catalogne), 1938, a inspiré au cours du temps un indiscutable respect. Une fois le fascisme, le communisme et l'anarchisme libertaire disparus d'Europe, son livre acquiert une portée symbolique. Il fut l'ultime cri désespéré pour la survie de la liberté. C'est ainsi que les Britanniques, en particulier, le considèrent

(1) Sur ce conflit, lire le dossier : « Il y a soixante ans, la guerre d'Espagne », *Le Monde diplomatique*, février 1996.

(2) Sur l'attitude des intellectuels face à la guerre d'Espagne, lire René Bayssière : « Quand les intellectuels s'enflammaient pour une cause », *Le Monde diplomatique*, juillet 1986.

(3) Nous n'aborderons pas, dans cet article, la littérature espagnole et les très importantes contributions des écrivains nationaux au thème de la guerre civile, principal événement historique en Espagne depuis trois siècles.

* Ecrivain et essayiste, Madrid ; professeur de civilisation, de littérature et de cinéma espagnols à l'université de New York.

## Filmer la liberté

ON l'oublie parfois, la guerre civile espagnole fut aussi une guerre de propagande dans laquelle le cinéma joua d'emblée un rôle central. Car c'est le *premier grand conflit survenant après l'avènement du parlant*. Jusqu'alors soumis à des films de divertissement, éloignés de la réalité sociale, le public reçut les premières images de la guerre comme un véritable choc (1).

Dès le lendemain du soulèvement militaire, *Reportaje del movimiento revolucionario*, court métrage produit par la CNT (Confédération nationale du travail) et la FAI (Fédération anarchiste ibérique), est sur les écrans. Le camp *antifranquiste étant, il est vrai, privilégié par la présence* dans sa zone de la plupart des infrastructures cinématographiques. Un commentaire lyrique et véhément accompagne les images de couvents incendiés et celles de combattants anarchistes, aux sourires optimistes, édifiant les barricades. Ce film sera plus tard habilement détourné par la propagande de Franco.

Les nationalistes ne tardent d'ailleurs pas à riposter. Très *vite viennent s'ajouter les films de cinéastes étrangers, tel* le romantique *Terre d'Espagne* (1937) orchestré par Joris Ivens et Ernest Hemingway. Les auteurs souhaitent démontrer l'horreur de toute guerre mais prennent clairement parti pour les républicains, oubliant au passage, parce qu'arrivés sur place après l'échec de la révolution, le rôle joué par les anarchistes. Entre la publication de *L'Espoir* et l'adaptation qu'il en fait lui-même au cinéma, André Malraux procède à des modifications fondamentales, la révolution ayant cédé la place à une guerre tragique, et l'espoir au désespoir.

A travers quelques films mineurs, Hollywood se saisit, dès 1937, de l'histoire en train de s'écrire pour en donner son interprétation immédiate. Il faudra toutefois attendre *Pour qui sonne le glas* d'Hemingway, roman en 1940, puis film de Sam Wood en 1943. L'horreur s'est alors étendue à toute l'Europe.

Sous la dictature franquiste, le cinéma s'évertuera à *exalter les forces nationalistes. L'exemple le plus* édifiant étant *Raza*, de Saenz de Heredia (1941), qui voit se succéder trois générations d'Espagnols dans les guerres ayant fait « *la grandeur du pays* » et dont on apprendra plus tard que l'auteur du scénario n'était autre que le général Franco lui-même.

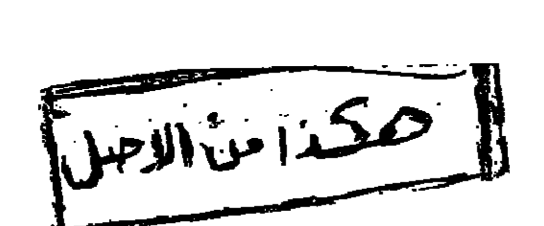
LE conflit est au cœur de l'œuvre de Carlos Saura, qui, usant de toutes les métaphores pour l'évoquer, notam*ment dans La Caza (1976), n'en contourne pas moins diffi*cilement la censure. Le sens de la poésie de *L'Esprit de la ruche*, de Victor Erice (1973), rencontre d'une petite fille et d'un soldat républicain à l'agonie, semble avoir échappé à ces mêmes griffes qui interdiront jusqu'en 1977 *Canciones para después de una guerra*, de Basilio Martin Patino (1971), montage d'images d'archives rythmé par les chansons populaires de l'après-guerre.

De *Mourir à Madrid*, documentaire prorépublicain de Frédéric Rossif (1963), à *Land and Freedom*, de Ken Loach (1995), en passant par *La guerre est finie*, d'Alain Resnais et Jorge Semprun (1966), nombreux seront les cinéastes européens à épauler leurs confrères espagnols pour entretenir la mémoire de la guerre civile.

Récemment, *Un autre futur*, formidable documentaire de Richard Prost (1995), réhabilite enfin le rôle tenu par les anarchistes. Les quelques survivants y reconnaissent cependant les erreurs commises, qui firent de l'expérience espagnole la plus belle mais aussi la plus courte des révolutions de ce siècle.

CARLOS PARDO.

(1) *Las Hurdes* (Terre sans pain), de Luis Buñuel (1932), fut ainsi interdit jusqu'en 1937.



CRÉATEURS CONTR

rivains et la



LA BARBARIE

# guerre d'Espagne

aujourd'hui. La preuve en est le succès obtenu par Ken Loach avec son film *Land and Freedom*, adaptation du livre d'Orwell.

A son arrivée en Espagne comme volontaire, George Orwell s'enrôle, un peu par hasard, dans les milices du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste). Et là ses idéaux deviennent réalité. Très vite, il se convainc que le Parti communiste est la principale organisation contre-révolutionnaire. Il affirmera : *« Le gouvernement républicain craignait plus la révolution que les fascistes. »* A Barcelone, communistes et anarchistes s'entretuaient, et George Orwell en arriva à la pessimiste conclusion que l'unité de la gauche était impossible *« à cause de la nature même de la gauche »*. Malgré ses désillusions, Orwell considéra que la guerre d'Espagne avait un objectif central, aussi sacré qu'inaliénable : la liberté.

Aux Etats-Unis, lorsqu'éclata la conflagration espagnole, une ferveur sociale authentique émanait déjà de la littérature nord-américaine. Elle était surtout palpable chez des auteurs comme John Dos Passos, Richard Wright ou John Steinbeck. Les membres de la *League of American Writers*, dans leur immense majorité, étaient d'ardents défenseurs de la République espagnole. Ils encouragèrent nombre de leurs compatriotes à s'enrôler dans la mythique brigade Lincoln qui devait se couvrir de gloire au front. La presse, en revanche, ne soutint pas la République agressée ; la puissante chaîne Hearts (le *Citizen Kane*, d'Orson Welles) dénonça constamment, tout au long des hostilités, la *« terreur rouge »* en Espagne.

Le premier roman entièrement consacré au conflit fut *The Life and Death of a Spanish Town*, d'Eliot Paul, que la guerre surprit aussi aux Baléares et qui, comme Bernanos, fut horrifié par la cruauté des fascistes à l'égard des paysans et des pêcheurs.

Deux romanciers s'imposent. Tous deux grands connaisseurs de l'Espagne : Ernest Hemingway et John Dos Passos. Déjà en 1922, l'auteur de *Manhattan Transfer* publiait *Rosinante to the Road Again* (Rosinante à nouveau sur les routes), où, à travers le regard innocent d'un touriste curieux, il présentait l'image d'une Espagne non conventionnelle. John Dos Passos revient en Espagne en 1937 pour écrire le commentaire du film de Joris Ivens *The Spanish Earth* (Terre d'Espagne). A peine a-t-il mis le pied sur le sol espagnol qu'il apprend que son ami, le professeur José Robles, a été exécuté par les communistes. A la suite de ce tragique incident, lui aussi reniera le marxisme. Il abandonne le film de Joris Ivens et retourne aux Etats-Unis où il écrit un roman violent : *Adventures of a Young Man* (1939).

Il y retrace l'évolution de Glenn Spotswood, un jeune homme, syndicaliste convaincu, mais qui, à un moment donné, commence à se méfier de la langue de bois du Parti communiste, de ses méthodes proches de l'endoctrinement religieux. Toutefois, à l'heure de vérité, il se porte volontaire et s'enrôle dans les Brigades internationales. Arrivé en Espagne, sur le front, le voici accusé et emprisonné pour sympathie présumée envers les trotskistes. Une fois libéré, il retourne au combat et sera tué lors d'une misssion suicide. Dos Passos écrira : *« Dans une époque d'idéologies trompeuses, l'espérance d'un homme de bonne volonté n'a pas sa place dans l'action collective. »*

La position d'Ernest Hemingway, dans *For Whom the Bell Tolls* (Pour qui sonne le glas, 1940), est plus ambiguë. Son héros, Robert Jordan (Gary Cooper dans le film de Sam Wood), est, comme dans ses autres romans, un personnage auquel l'auteur aurait aimé ressembler. En dépouillant son personnage de toute épaisseur idéologique, Hemingway ne lui laisse que l'honnêteté pour affronter la guerre qui sera *« l'aventure de sa vie »*. Un concept de l'« aventure » un peu ingénu. L'intérêt d'Hemingway pour l'Espagne n'était pas circonstantiel ou passager, fruit d'*« une guerre qui réveilla les consciences du monde »*. Bien avant, dès 1926, il avait publié *The Sun also Rises* (*Le soleil se lève aussi*) puis *Death in the Afternoon* (Mort dans l'après-midi), en 1932.

D'autres romanciers américains vinrent en Espagne. En particulier Upton Sinclair, auteur de *No pasaran !* et *A Story of the Battle of Madrid* ; ainsi que le père du réalisme, Theodore Dreiser ; en plus d'Erskine Cadwell ou Malcolm Cowley.

Parmi les quelque trois mille Américains qui combattirent dans les Brigades internationales, il y eut aussi des écrivains très jeunes et remarquables. De ceux tués au combat, on ne peut oublier deux jeunes poètes : Sam Levinger, mort à Belchite, et Joseph Seligman, dans la bataille du Jarama. Ils avaient vingt ans.

Parmi les nombreux brigadistes qui écrivirent leurs mémoires (Steve Nelson, John Gates, Sander Voros, Edwin Rolfe, etc.), il faut retenir un nom : celui d'Alvah Bessie, le grand scénariste hollywoodien, auteur d'un texte exemplaire, *Men in Battle*. Une fois la guerre terminée, Alvah Bessie publia également *The Heart of Spain*, une anthologie de textes déchirants. Il y eut également des écrivains femmes, notamment la grande Lillian Helman, ainsi que la journaliste Anna Strong, qui publia une biographie très polémique de la Pasionaria.

Certains auteurs se distinguèrent par leur position en faveur des franquistes, comme l'écrivain catholique Hazel Sholley avec *Night Falls on Spain* (1939) ou le fasciste dément Robert J. C. Lowry, avec *Defense in University City* (1938), qui suscita une critique enthousiaste d'Ezra Pound.

Parmi les écrivains russes, un nom s'impose : Ilia Ehrenbourg – dont Hemingway écrivit : *« On aurait dit qu'il faisait la guerre pour son compte. »* Il échappa miraculeusement à toutes les purges staliniennes. Comme il le confie lui-même dans ses précieuses *Mémoires*, personne ne l'envoya à la guerre d'Espagne ; il était déjà sur place puisqu'il était l'ami de Rafael Alberti, de Pablo Neruda... Ilia Ehrenbourg est, avant tout, un écrivain. Et un des plus grands journalistes de notre temps.

Il s'autoproclama correspondant des *Izvestia*. Et avait visité l'Espagne dès 1930, puis publié *Espagne, république de travailleurs*. Fin 1937, il écrit *Ce dont l'homme a besoin*, un court roman, curieusement fort similaire à *L'Espoir* de Malraux. Ses *Mémoires* constituent son vrai testament : il y retrace dans le détail les débats intellectuels autour de la guerre d'Espagne. Comment a-t-il pu échapper aux purges de Staline ? Tant d'autres – comme Babel, Pilniak, Koltsow – n'eurent pas cette chance.

L'autre grand nom du journalisme et de la littérature russes, présent en Espagne durant les hostilités, fut Mikhaïl Koltsow, une des plus brillantes signatures de la *Pravda*. Déjà, en 1931, il avait visité le pays. Dans *Le Printemps espagnol*, récit de ce voyage, défilaient les plus éminentes personnalités du Madrid de cette époque : Azana, Prieto, Pio Baroja, Unamuno... En 1936, il revint, toujours comme correspondant de la *Pravda*. Et publie, en 1938, un passionnant *Journal de la guerre d'Espagne*. A son retour à Moscou, il est élu député au Soviet suprême, nommé membre de l'Académie des sciences de l'URSS et couvert de décorations. Un an et demi après, il est arrêté. En avril 1942, Staline le fera fusiller sans procès. Réhabilité en 1957, son *Journal* sera réédité.



PABLO PICASSO. – « Guernica » (1937, détail)

DR

## Bertolt Brecht et Nikos Kazantzakis

DE leur côté, les écrivains allemands, qu'ils soient communistes comme Ludwig Renn ou proches des fascistes comme Ernst Jünger, ne voient en la guerre d'Espagne que pure allégorie d'un effort inutile. Selon eux, l'Espagne est un pays en prise à l'anarchie (ils veulent dire au désordre et au chaos), qui se consume de lui-même.

Lorsque Ludwig Renn publie, en 1954, à Berlin-Est, son propre testament espagnol, sous le titre de *Der Spanische Krieg* (La Guerre d'Espagne), son opinion est on ne peut plus tranchante : *« La gauche communiste perd toute chance de s'étendre en Espagne, non pas à cause du fascisme international mais à cause de cette gangrène intérieure, constitutionnelle au peuple espagnol, et tellement appréciée des Anglais, qu'est l'anarchisme. »*

Ernst Jünger, entre les lignes, voit les choses de la même manière que Renn, mais sous un angle opposé : *« Le désordre espagnol exige un "ordre intérieur" qui génère un "ordre social", à l'intérieur d'un "nouvel ordre international". »*

Parmi l'œuvre des exilés antinazis, le livre de Herman Kesten, *Die Kinder von Gernika* (Les Enfants de Guernica), relate la douloureuse histoire de survivants d'une famille – les Espinosa – qui, leur foyer ayant été détruit par les bombes de la Luftwaffe sur Guernica, fuient à la recherche d'un refuge. Il écrit cette histoire à la première personne, et nous offre le témoignage d'un des fils Espinosa, adopté ensuite par un couple français qui recueillera également un jeune émigré allemand. L'auteur établit un éloquent parallèle entre les tragédies de ces deux jeunes gens confrontés à la brutalité du fascisme dans l'Europe des années 30.

Le grand dramaturge de gauche Ernst Toller, exilé aux Etats-Unis, s'embarque, en juillet 1937, pour l'Espagne, débordant d'espoir, pour assister au célèbre Congrès des intellectuels antifascistes de Valence. Là, il prend conscience de la crise de ses idéaux. De retour aux Etats-Unis, confronté à l'indifférence du gouvernement américain face à la tragédie européenne, il se suicide dans la solitude et l'oubli.

Thomas Mann lutta, lui aussi, depuis son exil nord-américain pour faire accepter l'idée qu'en Europe se jouait l'avenir de l'humanité. Forts des mêmes sentiments, ses enfants, Erika et Klaus, pleins de ferveur, décident de partir en Espagne. Ils veulent être témoins du drame et défendre eux aussi la liberté. Ni Erika ni Klaus n'étaient pris très au sérieux par les intellectuels new-yorkais de l'époque. Ils ont été, depuis, tous deux réhabilités. En 1952, après le suicide de Klaus Mann, on publia ses mémoires, *Der Wenderpunkt* (Le Tournant), dans lesquelles il raconte longuement son séjour dans l'Espagne en guerre comme l'une des expériences qui donna un sens à sa vie.

Les écrivains catholiques allemands, comme la plupart des français, adoptèrent, contrairement à ce que l'on pense, une position radicalement antifasciste. En condamnant les totalitarismes antichrétiens : *« Dieu aime le monde dans sa globalité parce qu'il est imparfait. »* C'est dans cette optique qu'agit le personnage principal de *Wir sind Utopia* (1942), de Stefan Andres. Ce roman présente des similitudes avec un autre récit allemand et catholique, publié en 1931, avant l'arrivée de Hitler au pouvoir : celui de la baronne Gertrud von Le Fort, *La Dernière sur l'échafaud*, qui fut transposé au théâtre par Georges Bernanos, sous le titre de *Dialogues des carmélites*.

Sur le modèle de Blanche de la Force qui, infidèle par crainte, accepte sa propre mort ainsi que celle de ses compagnons comme unique salut devant Dieu, Paco, renégat carmélite, arrive devant son ancien couvent (converti par les républicains espagnols en prison pour détenus franquistes sur le point d'être exécutés) et laisse fusiller les prisonniers. Alors qu'il pouvait les libérer. Lui-même s'immole, non sans avant avoir absous tous ses compagnons, puisque ce pouvoir lui a été donné par Dieu...

L'apport des lettres allemandes comprend aussi, bien entendu, une œuvre qui, depuis la fin de la guerre, n'a pratiquement pas quitté les théâtres du monde : *Die Gewehre der Frau Carrar* (Les Fusils de la mère Carrar), de Bertolt Brecht. Pièce dans laquelle les cris d'indignation de Thérèse Carrar s'élèvent contre le mensonge et l'hypocrisie des pays démocrates et leur neutralité fictive face au conflit espagnol.

Peu de traces littéraires de cette guerre dans l'Italie de Mussolini. Essentiellement, deux romans : *Michele à Guadalajara*, de Francesco Jovine, et, surtout, *L'Antimoine*, du grand Leonardo Sciascia. Tous deux racontent l'histoire de jeunes gens qui, trompés par la propagande fasciste, s'engagent dans le corps expéditionnaire italien. Ils découvriront, sur les fronts espagnols, la triste vérité sociale, crue et violente, du fascisme. Alors qu'en Italie les choses étaient maquillées de façon théâtrale.

Un auteur italien, cependant, voit dans ce conflit un tournant de l'histoire, c'est Elio Vittorini, dans sa *Conversation en Sicile*, publiée en 1939 dans une semi-clandestinité. Ce livre marque le début de la littérature italienne d'après-guerre.

Un nom domine en Grèce : Nikos Kazantzakis. L'auteur du *Christ recrucifié* fut un voyageur très particulier des terres espagnoles avant et pendant la guerre civile. De cette expérience, il tira un témoignage émouvant dans *Espagne et vive la mort*, livre à la fois impartial, puissant et passionnément attaché à défendre la liberté.

La liste pourrait se poursuivre, des écrivains nordiques, latino-américains, asiatiques et africains ayant également participé à la guerre d'Espagne. Ce conflit départagea le monde entre fascistes et antifascistes, clivage central qui divisa également l'univers des intellectuels, et tout particulièrement la sphère littéraire.

Dans leur immense majorité, les écrivains – à la suite de Malraux, Hemingway, Orwell, Ehrenbourg, Vittorini, etc. – choisirent de défendre la République et ses valeurs face à ce qu'ils sentaient venir comme principal danger des années 30 menaçant leur propre pays et la création artistique : le nazisme anthropophage et liberticide.

**EMILIO SANZ DE SOTO.**



AGUSTI CENTELLES

BARCELONE, 19 JUILLET 1936
Garde d'assaut combattant les insurgés fascistes

## AGUSTI CENTELLES (1909-1985)

## Un photographe sur tous les fronts

L'HISTOIRE du photoreporter Agusti Centelles (1909-1985) mêle à la fois celles de l'Espagne et de la photographie. Elle est exemplaire à plus d'un titre. Au travail dès l'âge de onze ans, il se prend de passion pour l'image à treize ans. Apprenti dans un studio le jour, il travaille au service photo d'un quotidien la nuit. En février et en mars 1936, il couvre les élections qui donnent la victoire au front populaire espagnol. Le 19 juillet 1936, quand éclate la guerre civile, il est le premier reporter dans les rues de Barcelone. Il photographie les barricades, puis, dans les semaines, les mois qui suivent, la formation des milices, les meetings ; il accompagne les colonnes qui montent au front. Il est à Lerida et à Teruel.

Avec la défaite, il doit fuir, mais il emballe et met dans une mallette plus de quatre mille négatifs et son Leica, qu'il va préserver envers et contre tout dans les camps d'internement français où il continue même de photographier. De retour en Espagne, après avoir confié ses négatifs à un couple de paysans français, le journalisme lui est interdit et il est contraint de pratiquer uniquement la photographie industrielle et publicitaire.

Après la mort de Franco, en 1975, Centelles récupère la fameuse mallette et ses milliers de négatifs. Reconnu, exposé (1), honoré, il reçoit en 1984, le Grand Prix national, suprême récompense espagnole pour les artistes plasticiens.

Pionnier du reportage moderne dans son pays, combattant le fascisme, un Leica à la main, producteur et conservateur héroïque de documents historiques, Agusti Centelles est une figure majeure du photojournalisme.

**GUY MANDERY.**

(1) On peut voir ses photographies dans le cadre de l'exposition « 1936 : les Fronts Populaires » : du 26 mars au 11 mai 1997, Maison Robert-Doisneau, 1, rue de la Division-Leclerc, 94250 Gentilly. Tél. : 01-47-40-88-33.

« LES ANNÉES 30 EN EUROPE »

# Chronique artistique d'un massacre annoncé

**C'est le grand retour de l'Histoire dans les musées. A l'occasion d'une exposition peut-être trop ambitieuse et par là critiquable, le Centre Georges-Pompidou a présenté les artistes « Face à l'Histoire », de l'avant-guerre à nos jours (lire *Le Monde diplomatique* de décembre 1996). Le Musée d'art moderne de la ville de Paris a choisi, lui, de montrer des créateurs dans l'Histoire : celle d'un « temps menaçant », beau sous-titre inspiré du tableau de René Magritte qui ouvre l'exposition « L'Art des années 30 ». Est-ce l'actualité du danger ? Rarement des œuvres d'art ont si fortement suscité le sentiment – mieux, le pressentiment – de l'imminente tragédie...**

**Par ITZHAK GOLDBERG ***



CHARLEY TOOROP. – « Méduse mise à la mer » (1939-1940)

NE boudons pas notre plaisir. Le vaste panorama artistique des années 30 organisé par le Musée d'art moderne de la Ville de Paris offre des chefs-d'œuvre, des découvertes et des rapprochements plastiques inattendus. Parcours trop vaste, trop disparate ? Sans doute. L'exposition suit la mode des manifestations géantes et rivalise avec les autres fresques monumentales qui annoncent la fin du siècle (du millénaire ?). Toutefois, en juxtaposant aux abstractions géométriques et biomorphiques la diversité de la production surréaliste, aux différentes formes du réalisme (de la nouvelle objectivité au réalisme magique) l'inventivité *extraordinaire du photomontage, cette mise en* scène encyclopédique a le mérite évident d'échapper aux fictions produites parfois par l'histoire de l'art, tentée par la réduction d'une période à l'un de ses « ismes».

L'exposition du Palais de Tokyo fait, pour la première fois, le bilan d'une décennie qui, sans être « maudite », reste sévèrement jugée par les spécialistes et largement méconnue par le grand public. De fait, il s'agit d'une période qui n'est pas liée à une remise en question de l'ordre plastique. Les artistes de cette génération sont dans la position peu recommandable de l'« entre-deux ». Situés loin derrière les pères fondateurs de l'art non figuratif, suivis par l'arrivée des nouveaux géants de l'avant-garde, les expressionnistes abstraits américains, les créateurs du Vieux Continent ont le droit tout au plus à un strapontin dans les annales officielles.

De plus, si le destin de la production esthétique des années 30 reste dans l'ombre, celui des artistes est souvent bien noir. Les faits sont accablants : en 1932, la dissolution des associations artistiques en URSS constitue le premier pas dans la mise en place de la doctrine du réalisme socialiste, confirmé en 1934, malgré certaines voix qui se lèvent, par le premier congrès de l'Union des écrivains soviétiques.

## Exilés de l'intérieur et fugitifs errants

L*A situation allemande est bien plus tragique.* 1933 marque la fermeture définitive du Bauhaus. Elle voit l'ouverture de la Chambre de la culture du Reich, dont seuls les membres affiliés auront le droit de pratiquer. 1937 – avec le décret de Herman Göring pour *« l'enlèvement dans toutes les collections* (...) *de tout objet ne correspondant pas à l'esthétique du national-socialisme »* et l'ouverture à Munich de l'exposition « Art dégénéré », qui réunit et condamne les œuvres de la plupart des représentants de l'avant-garde européenne – annonce l'enterrement définitif de l'art moderne. Les opposants au régime deviennent soit des « exilés de l'intérieur » réduits à une pratique semi-clandestine, soit des fugitifs condamnés à errer à travers le continent, comme en témoigne, sur un mode qui refuse tout pathétique, *Rayé de la liste* (1933), un minuscule tableau de Paul Klee, lui-même réfugié en Suisse.

Ailleurs, quand la liberté artistique n'est pas directement entravée, la crise économique et le danger fasciste, de plus en plus explicite, engendrent un climat peu propice à la création. Le sous-titre de l'exposition – emprunté à un tableau de René Magritte, *Le Temps menaçant* (1929) – donne toute la mesure de la gravité ambiante. Et pourtant, malgré cette atmosphère pesante ou grâce à elle, le débat sur le rôle de l'artiste dans la société, sur la signification idéologique des différents styles ou esthétiques, n'a jamais autant été d'actualité.

L'éclairante préface au catalogue (1), de Suzanne Pagé, directrice du musée, pèche parfois par sa modestie. Selon elle, l'exposition *« ne prétendant pas à un bilan décidément trop ambitieux* (...), *n'est pas non plus une thèse »* : elle veut d'abord *« donner à voir »*. Curieuse affirmation, qui laisserait croire à la possibilité d'une simple présentation objective des faits artistiques. Il suffit pourtant de poursuivre la lecture de la phrase pour découvrir le vrai but de cette confrontation : *« Réfléchir, notamment, sur l'insidieux flottement des signes et des mots, et leur dérapage dans une période de confusion, de compromis et d'équivoques »*. Bref, une actualité troublante et inquiétante, qui évoque clairement le danger d'ignorer les « détails».

Alors, une « réalité noire », sans lueur d'espoir ? Les choses ne sont jamais si simples. Face à la montée de la barbarie, on assiste comme à une bouffée d'air frais avec la victoire du Front populaire, son invention du temps des loisirs et ses tentatives de développement de la culture pour tous. Le formidable ensemble de clichés signés Henri *Cartier-Bresson ou Pierre Jamet reste le meilleur* témoignage des premiers congés payés, ces derniers instants de bonheur avant la catastrophe annoncée. *« La politique,* écrit Michel Winock dans le catalogue de l'exposition, *n'occupe ni tous les esprits ni tous les moments. Insouciance peut-être, qui empêche d'entendre dans le lointain le bruit des bottes, mais aussi joie de rompre avec la monotonie du travail quotidien. »* Ainsi 1937, date de la sinistre manifestation artistique fasciste évoquée plus haut, est aussi celle de l'Exposition universelle à Paris, la dernière rencontre internationale pacifique qui célèbre la technologie moderne par de vastes décorations murales, comme *La Fée Electricité* de Raoul Dufy, gigantesque « fresque » optimiste réalisée pour le pavillon de l'électricité. La magie toutefois sera de courte durée. L'Espagne est en guerre depuis un an et le pavillon de ce pays expose, auprès de *Guernica, La Montserrat* de Julio Gonzàlez, tragique figure d'une paysanne au cri étouffé.

Dufy et Gonzàlez représentent des cas extrêmes : *d'un côté l'exaltation de l'esprit du temps, de l'autre* sa critique radicale. Là encore, tout manichéisme n'est qu'illusion rassurante. Non seulement les artistes ont parfois des positions ambiguës, mais surtout la possibilité de réduire l'œuvre à un signe transparent et univoque est la preuve irréfutable de sa pauvreté. C'est la démonstration tentée par le regroupement de tableaux baptisé « Arrêt critique *sur des images de propagande »*, à l'écart du parcours officiel et qui risque d'échapper à l'attention du spectateur distrait.

Définies comme des *« images officielles de propagande »*, voilà des exemples d'une production artistique glorifiant les trois régimes dits totalitaires : Italie, URSS, Allemagne. La séparation entre ces derniers évite les glissements dangereux auxquels on est accoutumé et qui renvoient dos à dos des idéologies bien différentes. Certes, partout on trouve le même culte d'un dirigeant vénéré, dans un style qui s'inspire clairement de l'iconographie religieuse, la même exaltation des corps virils et stéréotypés, des manifestations sportives de masse, le même goût pour le monumental. Toutefois, c'est le composant racial qui distingue l'art asservi aux théories du IIIe Reich. Ainsi, les blonds athlètes ou les blonds paysans fixés à leur terre, indiscutablement aryens, sont un pur produit de l'imagerie *völkisch* (qui relève du peuple, du « génie national » ou du « génie de la race»), de l'idéologie du sang et du sol caractérisant *la pensée allemande de* cette période.

Ailleurs, à l'imagerie d'Epinal du bonheur et du kitsch soviétique, dans un style réaliste d'une facture honnête, s'oppose une peinture italienne qui n'hésite pas à employer les artifices avant-gardistes de l'aéro-peinture – une version tardive du futurisme remaniée à la lumière des expériences de vol aérien. Médiocre, cette forme d'expression moderne remet néanmoins en question le dogme selon lequel toute peinture de propagande serait nécessairement « réaliste».

L'aspect pédagogique de cette sélection et la problématique pertinente qu'elle soulève posent néanmoins une question épineuse. Définie par Suzanne Pagé comme imagerie *« complaisante ou clairement militante »*, isolée afin de permettre *« une mise à distance critique »*, elle suppose l'existence d'une ligne de démarcation précise entre œuvres *« soumises »* et œuvres *« indépendantes »*. Certes, les portraits héroïques et idéalisés du Duce sont un témoignage explicite de l'adhésion de leurs auteurs à l'idéologie du chef, et participent de ce que Walter Benjamin nomme *« l'esthétisation de la politique* (2) *»*. En revanche, l'œuvre de Mario Sironi, malgré les opinions fascistes du peintre, se refuse le plus souvent à une seule et unique interprétation. Ainsi, les représentations où le message s'affirme avec certitude ne sont qu'une infime minorité qui se perd dans l'immense majorité d'une production artistique aux *« entrées multiples »*.

Non que cette situation soit neuve. L'impossibilité d'une lecture univoque, ouvertement didactique, est constitutive du fonctionnement de l'image, toujours susceptible, lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'un titre qui en verrouille la signification (*Chômeurs dans une salle d'attente*, de Peter Alma, *Le Dieu de la guerre*, de George Grosz) d'interprétations multiples. Toutefois, le rapprochement entre l'art et la politique dans des circonstances exceptionnelles, contraint souvent les artistes à des choix où le facteur éthique pèse de tout son poids sur l'organisation plastique de l'œuvre.

Le parcours chronologique, qui suppose l'implication de l'œuvre dans son temps sans toutefois la réduire à une fonction d'illustration, met en scène un large éventail des attitudes des artistes dans une Europe *de plus en plus malmenée par son histoire.* Dès l'entrée, les figures majeures de l'époque forment une galerie d'une beauté époustouflante, composée de chefs-d'œuvre qui vont de Pablo Picasso à Georges Braque, de Juan Miró à Fernand Léger, de Piet Mondrian à Vassily Kandinsky.

Pourtant, des accents d'inquiétude se mêlent à la « dégustation » picturale. Ainsi, les personnages *sans visage des toiles énigmatiques de Kazimir* Malevitch sont-ils une réaction contre le retour de la figure en URSS, contre une doctrine officielle qui perd la face ou l'illustration du sentiment d'anonymat ? Ainsi Otto Dix, qui donne, avec l'esquisse de *La Grande Ville,* l'image d'une Allemagne mutilée qui se cherche, une proie facile pour *L'Agitateur* de George Grosz, jamais à court d'arguments séduisants. Ainsi, toujours aussi lucide, le *Fou en transe* de Paul Klee apparaît comme l'image prophétique du tremblement de terre en préparation.

## Une archéologie du présent

ABSTRAITS ou figuratifs, véristes ou surréalistes, les artistes sont dans l'histoire. Celle-ci surgit de temps à autre à travers des images d'actualité Pathé (qui nous font littéralement entendre *« le bruit sourd des bottes »*), des documents politiques et des revues artistiques. Documents qui deviennent des œuvres à part entière quand, alignées face aux tableaux, les images des *Juifs persécutés* photographiés par August Sander affichent la même dignité silencieuse que l'*Autoportrait* en « icône » de Kazimir Malevitch.

L'irruption de la réalité *« menaçante »* dans le champ artistique trouve son pendant dans *« une ruée sur le "réel" comme fondement, finalité de l'art et définition de l'art lui même »*, écrit Gladys Fabre dans un article du catalogue au titre provocateur, « La dernière utopie : le réel ». Le succès de l'expression souvent employée dans les années 30 pour désigner une figuration revue et corrigée par la modernité, le « nouveau réalisme », n'est pas gratuit. Pratiquement sans exception, les artistes prétendent à une meilleure approche plastique de la réalité. Ainsi, aux portraits d'une inquiétante précision de la nouvelle objectivité répond le *machinisme critique du groupe d'obédience marxiste* Art progressiste de Cologne. Accordant une place décisive aux préoccupations sociales et à la lutte contre le fascisme, les représentants de l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (AEAR, fondée en France en 1932) créent, eux, des œuvres d'une lisibilité proche de celle du réalisme socialiste, l'optimisme en moins. Ailleurs encore, le surréalisme (dont l'importance à travers l'Europe justifie la place de choix que lui accordent les organisateurs de l'exposition) invente, de l'objet recyclé aux formidables trouvailles photographiques, un « surréel » où domine une approche onirique de la réalité.

L'obsession du « réel » ne se limite pas toutefois aux styles proches de la figuration. L'abstraction, à son tour, se joint à la recherche d'un art concret, expression désignant le groupe constitué par Theo Van Doesburg. Cet art refuse toute référence à la nature et trouve sa réalité dans la matérialité même des éléments constitutifs de la pratique plastique. Enfin, Piet Mondrian définit en 1930 son ascétisme pictural comme *« superréalisme »* et conçoit ses plans géométriques comme le paradigme d'un monde à venir, d'une utopie au carré.

Dans cette avalanche de formes qui tentent de dialoguer avec la réalité, on distingue difficilement entre *« le réel donné, caché ou construit »* (Gladys Fabre). Tout laisse à penser que les artistes mettent sur le même plan le projet social et l'utopie, l'approche empirique et l'approche philosophique.

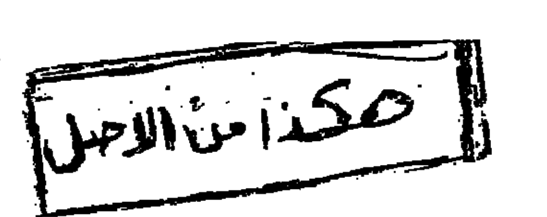
Mais peut-il en être autrement quand les liens avec le réel sont discrédités, quand les certitudes *s'effacent, quand la réalité se décompose et trouve* son meilleur reflet dans ce miroir brisé qu'est le photomontage ? Les représentations des corps disloqués, les assemblages photographiques de John Heartfield, des démystifications de la politique hitlérienne, ne prétendent pas à une reconstitution fidèle ou objective de l'Histoire. Cette archéologie du présent, composée de fragments hétéroclites, est à l'image, sans en être l'image, d'une réalité en désagrégation.

(1) *Années 30 en Europe. Le Temps menaçant*, Flammarion, Paris, 1997, 574 pages, 395 F.

(2) On oublie parfois vite que la démocratie, elle aussi, a grand besoin d'images édifiantes, ou d'une *« politique cérémonielle »*, comme le démontrent Daniel Dayan et Elihu Katz dans *La Télévision cérémonielle* (PUF, coll. « La politique éclatée », Paris, 1996).

* Historien d'art.





AU FESTIVAL DE OUAGADOUGOU

# Le cinéma africain en quête d'espoir

UNE tension toute particulière flottait cette année sur le 15e Festival panafricain de cinéma de Ouagadougou (Fespaco) (1). De pénibles problèmes d'organisation et d'accueil ont succédé à des manifestations étudiantes violemment réprimées par les autorités du Burkina Faso, qui, pour la durée du Festival, fermèrent lycées et université, et déployèrent d'impressionnants cordons de sécurité pour contenir les étudiants à l'extérieur du centre-ville.

D'autres revendications émanaient de la jeune génération de réalisateurs réunis en marge du Festival, à l'occasion du 6e Congrès de la Fepaci (Fédération panafricaine des cinéastes). Objectif : transformer la « poussiéreuse » organisation en un véritable syndicat et *« abandonner le concept dépassé de panafricanisme »*. La Fepaci voulait également réagir contre la création récente, à l'initiative du grand réalisateur malien Souleymane Cissé, d'une organisation rivale : l'Union des créateurs et entrepreneurs du cinéma et de l'audiovisuel de l'Afrique de l'Ouest (Ucecao). Celle-ci, de son côté, reproche à la Fepaci son *« inefficacité sur le plan de la diffusion du cinéma africain, aussi bien en salles qu'en vidéo ou sur les chaînes de télévision »*. A l'issue d'une semaine d'affrontements, les jeunes cinéastes ont remporté une première victoire et créé un bureau de *« refondation de la Fepaci »*.

Une question est revenue dans les débats : quels films réaliser ? *« C'est en faisant des films nés d'une nécessité que l'on pourra intéresser nos publics »*, répond le Zaïrois Balufu Bakupa-Kanyinda, auteur d'un magnifique documentaire sur Thomas Sankara (2). Et qui vient de donner une nouvelle preuve de son talent avec un drôlissime moyen-métrage allégorique : *Le Damier*. Dans son immense palais, le Président-Fondateur-à-vie, dont la toque de léopard, les lunettes noires et la canne rappellent le maréchal Mobutu, souffre d'insomnie. Il souhaite disputer une partie de dames contre un véritable champion. Celui-ci est un jeune issu des cités populaires. Osera-t-il l'emporter face au « Papa national » ? *« Mon film ressemble à ces conférences internationales*, confie Bakupa-Kanyinda. *Les participants étrangers y bousculent les dictateurs. Mais, une fois la conférence terminée, tout le monde repart, et le dictateur est toujours là. »*

D'autres films témoignent du renouveau du jeune cinéma africain. En particulier, *Faraw*, du Malien Abdoulaye Ascofare ; *Tafe Fanga*, d'Adama Drabo (également malien) ; *Buud Yam*, du Burkinabé Gaston Kaboré, et *Asientos*, du Camerounais François Woukoache (3).

*Faraw* raconte une journée de la vie d'une Mère Courage de la région sahélienne tiraillée entre ses trois enfants et un mari impotent. *Tafe Fanga* nous plonge dans la légende du peuple dogon lorsqu'un jour les femmes troquent le pagne pour le pantalon, et les maris prennent la place des femmes. Gaston Kaboré, auteur du célèbre *Wend Kuuni* (1982), véritable mythe cinématographique au Burkina Faso, reprend les mêmes personnages, prône la solidarité entre les hommes, et nous conte les nouvelles aventures d'un héros populaire dans *Buud Yam*. Prétexte à un voyage initiatique à travers une Afrique idyllique d'avant la colonisation.

Avec *Asientos*, François Woukoache s'attaque à un pan tragique de l'histoire du continent – l'esclavage – en ancrant clairement ses références esthétiques du côté d'Alain Resnais et de *Nuit et brouillard*. Les lents travellings à l'intérieur du musée de l'île de Gorée et la musique qui les accompagne évoquent le regard de Resnais sur Auschwitz.

Grande sobriété dans *Léon Gontran Damas*, documentaire de Sarah Maldoror. Par l'art du montage, ce film réunit deux figures mythiques de la négritude : Césaire et Senghor, autour de la mémoire du poète guyanais, et offre l'occasion d'une mise en perspective des plus heureuses : les images du bagne de Cayenne – aujourd'hui squatté par des sans-domicile-fixe – juxtaposées à celles de la base de Kourou. Les mêmes barbelés renferment *« toute l'intelligence scientifique dont est exclue la population locale »*.

FIDÈLE à ses préoccupations (4), Anne-Laure Folly revient, avec *Les Oubliés*, sur une autre tragédie contemporaine : la guerre d'Angola. Et l'on retrouve un instant Sarah Maldoror et son célèbre film *Sambizanga* (1972). Suit une promenade hallucinante à travers des villes en ruine constellées d'immeubles détruits, transformés en villages troglodytes par des populations démunies, revenues à l'âge de pierre. Un pays couvert de 10 millions de mines antipersonnel où, dans cinquante ans encore, selon un démineur, des gens continueront à en être les victimes... Tous films faits d'émotion et de passion qui proposent avec bonheur aux nouvelles générations africaines des regards pleins d'espoir.

CARLOS PARDO,
*journaliste et cinéaste.*

(1) Le Festival a eu lieu du 22 février au 1er mars.

(2) *Cf. Le Monde diplomatique*, mai 1993.

*(3) Certains de ces films seront présentés à Paris* dans le cadre de la manifestation Ouaga Carthage, l'Afrique en films et en musiques, organisée par RFI et le parc de La Villette, qui se tiendra les 3, 4, 5 et 6 avril 1997 à la Grande Halle de La Villette.

(4) Anne-Laure Folly a, auparavant, réalisé *Femmes du Niger* (1993) et *Femmes aux yeux ouverts* (1995). *Cf. Le Monde diplomatique*, mai 1993 et mai 1995.

« MICHAEL COLLINS », un film de Neil Jordan

# Une tragédie irlandaise

TANT de sang a coulé depuis l'armistice de 1918 que l'on est pardonnable d'avoir oublié la *guerre d'indépendance anglo-irlandaise* qui vit s'affronter, entre 1916 et 1921, les forces de la couronne britannique et quelques milliers de nationalistes Sinn Feiners lassés d'attendre l'improbable loi d'autonomie interne, ou Home Rule, qu'on leur faisait miroiter depuis 1886. A travers le portrait cinématographique du maître d'œuvre de cette guerre de l'ombre dont il fut le génial stratège, le *Michael Collins* de Neil Jordan fait revivre, sur le mode de la fresque épique, cet affrontement dont Joseph Kessel avait *pressenti qu'il contenait en germe le principe de dissolution de tous les empires coloniaux de la planète*.

Figure de légende adulée par les uns et honnie par les autres, chef historique d'un mouvement de libération nationale légitimé par les urnes avant de s'imposer par les armes, personnalité complexe et attachante, Michael Collins pouvait difficilement échapper au septième art. Neil Jordan, écrivain et réalisateur irlandais de premier plan *(La Compagnie des loups ; The Crying Game ; Entretien avec un vampire)*, vient de transposer à l'écran ce destin tragique qui n'a pas fini de hanter la conscience des Irlandais.

Pour le réalisateur, c'était un formidable défi à relever, et pour l'Irlandais une manière d'introspection douloureuse en forme de retour sur un passé occulté et défiguré par la guerre civile. Le défi a été relevé d'une façon magistrale puisque *Michael Collins* s'est vu décerner le Lion d'or du meilleur film au dernier Festival de Venise et la coupe Volpi du meilleur acteur masculin pour l'interprétation du rôle-titre. L'introspection, quant à elle, est *bouleversante d'intensité*, d'autant *qu'elle est servie par une distribution éblouissante*.

## Conjurer la malédiction séculaire

PARCE que ce film n'était pas une production comme les autres, il fut pris pour cible avant même sa sortie sur les écrans. En Irlande, certains esprits chagrins s'interrogèrent sur l'opportunité de cette plongée aux abîmes de l'inconscient collectif de la nation, ce qui n'empêcha pas le film d'y battre tous les records d'entrée. En Angleterre, la presse conservatrice prit la mouche. Dans un éditorial, *The Daily Telegraph* demanda l'interdiction pure et simple du film. *Le Times* titra un de ses articles « Le tueur glorifié ». *Le Daily Express* cria à la manipulation. On alla même jusqu'à accuser Neil Jordan d'apporter de l'eau au moulin de l'IRA nord-irlandaise et d'enfoncer par là même un clou de plus dans le cercueil du processus de paix.

A quoi imputer cette bouffée de ressentiment amnésique sinon au désir de complaire aux unionistes, dont dépend la survie précaire du gouvernement de M. John Major ? On reste confondu d'avoir à rappeler, soixante-quinze ans après, qu'au lendemain de la mort tragique de Michael Collins dans une embuscade tendue par ses anciens compagnons d'armes qui le tenaient pour un traître, à l'instar des irréductibles de l'IRA contemporaine qui vouent à sa mémoire une exécration tenace, l'Angleterre officielle parlait un tout autre langage.

*« Je suis indiciblement attristé par l'annonce de la mort de ce vaillant jeune Irlandais*, déclarait David Lloyd George, le premier ministre britannique. *Il est tombé, frappé en traître, alors qu'il s'efforçait de restaurer l'ordre et la liberté dans son pays, qui en a si désespérément besoin. Sa personnalité chaleureuse lui avait gagné l'amitié de ceux-là mêmes qui avaient eu à le combattre comme ennemi, et, pour nous tous qui l'avons côtoyé, la nouvelle de sa mort est cause personnelle d'affliction et de chagrin. »* Winston Churchill écrira que l'Angleterre n'avait pas eu d'ennemi plus acharné ni d'ami plus loyal que Michael Collins, et que personne n'était allé aussi loin que lui pour sceller la réconciliation et *« conjurer une malédiction séculaire »*.

Certains Anglais, mais pas tous, fort heureusement, si l'on en juge par le succès du film de Neil Jordan en Grande-Bretagne, seraient mieux inspirés de voir dans cette évocation du Big Fellow irlandais moins une apologie de la violence, qu'elle n'est pas, qu'une leçon de courage dont l'urgence pour résoudre la séquelle d'un conflit séculaire ne devrait même pas avoir à être démontrée tant elle est évidente (1).

PIERRE JOANNON,
*rédacteur en chef de la revue* Etudes irlandaises.

(1) Pierre Joannon, *Michael Collins*, La Table ronde, Paris, 1996.

# DANS LES REVUES

☐ **RELATIONS INTERNATIONALES & STRATÉGIQUES.** Un dossier sur la politique étrangère du président Chirac. Pascal Boniface s'interroge sur les limites du volontarisme ; Victor Manceron sur la « politique arabe de la France », tandis que Claude Wauthier analyse la stratégie de Paris en Afrique. **(N° 25, printemps, trimestriel, 100 F. – IRIS Presse, 104, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75012 Paris.)**

☐ ***FOREIGN AFFAIRS.*** *Plusieurs points de* vue américains sur la Chine du XXIe siècle : une « menace » pour les Etats-Unis, selon Richard Bernstein et Ross H. Munro ; au contraire, une puissance soucieuse de stabilité, selon Robert S. Ross. Lire aussi l'analyse sans fard de la situation des ouvriers chinois par Anita Chan et Robert A. Senser. **(Vol. 76, n° 2, mars-avril 1997, six numéros par an, 7,95 dollars ; abonnement annuel : 79 dollars. – 58 East 68th Street, New York, NY 10021, Etats-Unis.)**

☐ **ÉTUDES.** La mondialisation ou la radicalisation de l'incertitude ; Italie ; la Démocratie chrétienne entre décomposition et recomposition ; Russie, « âme bariolée ». **(N° 3863, mars 1997, mensuel, 58 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)**

☐ **DISSENT.** Clinton acte II ; le renouveau syndical américain et le besoin de renouer l'alliance entre intellectuels et monde du travail autour de la question des classes sociales ; Sokal, *la science et la gauche*. **(N° 186, hiver 1997, trimestriel, 7,50 dollars. – 521 Fifth Avenue, Suite 1700, New York, NY 10017, Etats-Unis.)**

☐ **EXTRA !** Analyse du discours des médias américains sur la question des retraites, un discours qui, sous prétexte de « crise » à venir, assimile toujours courage politique et mise en cause des droits « acquis ». **(Vol. 10, n° 2, mars-avril, bimestriel, 3,50 dollars. – PO Box 170, Congers, NY 10920-9930, Etats-Unis.)**

☐ **AUTREMENT.** Consacré à la contre-culture des années 60 aux Etats-Unis, cette livraison de la collection « Mémoires » évoque *le dernier sursaut d'utopie qu'a connu la super-*puissance américaine, et suggère ce que seraient les retours de bâton des décennies suivantes. **(N° 47, avril, 130 F. – 17, rue du Louvre, 75001 Paris.)**

☐ **THE NATION.** Un numéro impressionnant dissèque le pouvoir de quelques maisons (ou industries) d'édition sur l'ensemble de la production intellectuelle américaine. Avec tableau récapitulatif. **(Vol. 264, n° 10, 17 mars, hebdomadaire, 2,50 dollars. – 72 Fifth Avenue, New York, NY 10011, Etats-Unis.)**

☐ **NITASSINAN.** Plus de cinq cents ans après l'arrivée des Européens sur le continent américain, il existe toujours une actualité amérindienne. Le Nitassinan, « notre terre » en langue innu, est le territoire traditionnel des Innuat, les premiers habitants du Nord-Est québécois et du Labrador. **(N° 47, janvier-mars 1997, trimestriel, 30 F. – CSIA, BP 317, 75229 Paris Cedex 05.)**

☐ **FUTUR ANTÉRIEUR.** Consacré à l'« introuvable Europe », cette dernière livraison comprend, notamment, des contributions de Jean-Marie Vincent, Etienne Balibar, Denis Berger, Immanuel Wallerstein. **(N° 37, bimestriel, 320 F par an. – Editions L'Harmattan, Paris.)**

☐ **REGARDS SUR L'ÉCONOMIE ALLEMANDE.** Les chiffres du chômage par Land, une étude sur la réforme de l'assurance-retraite et un dossier sur l'industrie agroalimentaire. **(N° 38, mars, cinq numéros par an ; abonnement un an au tarif universitaire : 600 F. – Cirac, 97, rue Anatole-France, 92300 Levallois-Perret.)**

☐ **ÉTUDES HELLÉNIQUES.** Le différend gréco-turc en mer Egée. **(N° 2, automne, semestriel ; abonnement deux numéros : 30 dollars. – CP 382, succursale Outremont, Outremont, Québec, h 2V 4N3, Canada.)**

☐ **LE COURRIER DES PAYS DE L'EST.** « Environnement et diversité des régions russes » : avec des articles sur l'écologie et la transition, la liste des quatre-vingt-neuf « sujets » de la Fédération de Russie et trois riches études de cas (les régions de Kalouga et de Saratov, la République de Carélie). **(N° 415, décembre 1996, mensuel, 72 F. – La Documentation française, Paris.)**

☐ ***HOMMES ET MIGRATIONS.*** *Sous le titre* « Migrants, réfugiés, Tsiganes, d'Est en Ouest », une plongée dans l'imbroglio des minorités nationales en Europe centrale et orientale, en premier lieu dans les Balkans, et des flux migratoires qui en découlent. **(N° 1205, janvier-février 1997, mensuel, 70 F. – 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)**

☐ **WARREPORT.** Ici aussi, un dossier particulièrement riche en informations et en analyses, sur les minorités dans les Balkans, mais également dans le Caucase. **(N° 48, janvier-février 1997, mensuel, 10 numéros : 30 livres sterling. – IWPR, Lancaster House, 33 Islington High Street, Londres N1 9LH.)**

☐ **L'ORIENT DEMAIN.** Dans le premier numéro de cette nouvelle revue, des articles consacrés au conflit israélo-arabe et signés Michel Jobert et Jean Lacouture, Ilan Halevi, Claude Mossé, Jean Daniel, Dominique Vidal... **(N° 1, avril 1997, bimestriel ; abonnement un an : 360 F. – 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)**

☐ **DAMOCLÈS.** La coopération militaire française en Afrique. **(N° 72, premier trimestre 1997, 40 F. – BP 1027, 69201 Lyon Cedex 01.)**

☐ ***IMAGES NORD-SUD.*** Editée en France par l'*Association des trois mondes* (ATM), *centre de documentation spécialisé*, cette revue trimestrielle présente des films du Sud (fictions ou documentaires) qui peuvent intéresser le public du Nord. **(Numéro spécial : « Vidéocassette et développement », 30 F. – 63 *bis*, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris.)**

☐ **ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES.** Trente fiches pratiques sur trente questions-clés relatives à *l'état de l'économie en 1997 : « autre politique »*, clause sociale, *mondialisation, monnaie* unique, spéculation, etc. **(Hors-série, n° 32, 2e trimestre, 40 F. – 28, rue du Sentier, 75002 Paris.)**

☐ **PEUPLES EN MARCHE.** A l'occasion du lancement de la campagne « Pour une économie au service de l'homme », ce mensuel *« de la solidarité internationale »*, édité par Peuples solidaires et Terre des hommes, publie ce numéro spécial. L'occasion de faire le point sur ce qu'ont à dire les militants des ONG sur la place de l'homme dans l'économie. **(N° 124, mars 1997, 20 F. – 10, rue Lanterne, 69001 Lyon.)**

☐ ***SUD-NORD.*** *Folies et cultures. Au sommaire de cette « revue internationale et transdisciplinaire »*, où écrivains et artistes côtoient psychiatres et psychanalystes, l'enfance : d'abord des histoires d'enfants, de l'Afrique aux Amériques et du Pacifique à l'Europe, puis des réflexions sur les droits de l'enfant et leurs violations. Un dossier fourni et sans complaisance. **(N° 4, 1996, 160 F. – 11, rue des Alouettes, 31520 Ramonville-Saint-Agne.)**

☐ **CAHIERS D'ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES.** Questions d'économie forestière : services non marchands, durabilité et rentabilité, dynamique des forêts tropicales. **(N° 41, quatrième trimestre 1996, 140 F. – Route de Saint-Cyr, 78026 Versailles Cedex.)**

☐ **PROBLÈMES ÉCONOMIQUES.** Ce numéro double autour des questions de la croissance économique aborde le renouveau théorique du débat, les gagnants et les perdants, et les doutes (en matière d'emploi et de coût écologique) sur ses vertus sociales. **(N° 2510-2511, 5-12 mars, 35 F. – La Documentation française, Paris.)**

☐ **AVIS DE RECHERCHE.** Travail, marginalisations, citoyenneté ; extrême droite : comprendre pour agir. **(N° 43-44, mars, trimestriel, 80 F. – IRM Sud, 25, rue Saint-Bazile, 13001 Marseille.)**

☐ **SOCIOLOGIE DU TRAVAIL.** Bilan de quinze ans de déréglementation des services publics. Les avocats entre l'Etat, le public et le marché. **(N° 1, vol. XXXIX, premier trimestre 1997, 140 F. – 59-61, rue Pouchet, 75849 Paris Cedex 17.)**

☐ **LA NOUVELLE REVUE.** Citoyens sans frontières : *l'Etat-territoire mis à mal par la* mondialisation et les identités régionales : risque et potentialités d'une refondation du politique à partir du niveau local. **(N° 2, février, mensuel, 60 F. – Boulevard Général-Jacques, 126, 1050 Bruxelles.)**

☐ **DROIT DE CITER.** Des-intégration, un court dossier sur la politique d'immigration *française et ses effets*. **(N° 6, mars-avril, bimestriel, 20 F. – Cedex 0804, 71290 Loisy.)**

☐ **ISLAM DE FRANCE.** Ce nouveau magazine veut donner une image de l'islam tranquille, de ses interrogations sur la foi, de ses problèmes dans la société. **(N° 1, janvier, bimestriel, 10 F. – 12, avenue Karl-Marx, appt 83, 93000 Bobigny.)**

☐ ***LE COMBAT SYNDICALISTE.*** *De la désobéissance à la révolte : le mouvement de* résistance aux lois Debré. **(N° 176, mars, mensuel, 10 F. – BP 38, 94601 Choisy-le-Roi Cedex.)**

☐ **CHRONIQUE FÉMINISTE.** Un bilan de la recherche féministe dans les pays francophones. **(N° 61, janvier-février, bimestriel, 40 F. – 10, rue du Méridien, 1210 Bruxelles.)**

☐ **LA REVUE H.** L'homosexualité est-elle soluble dans le gène ? Poursuite de la réflexion sur l'histoire du FHAR. **(N° 3, hiver, trimestriel, 60 F. – C/o C. Miles, 90, rue de Maubeuge, 75010 Paris.)**

☐ ***URBANISME.*** *Responsabilité des architectes et urbanistes dans l'évolution de la cité et la crise de la ville* : les réformes nécessaires et les perspectives d'avenir. **(N° 293, mars-avril, bimestriel, 120 F. – 8, rue Lecuirot, 75014 Paris.)**

☐ **SOCIOLOGIE DU TRAVAIL.** Le travail scolaire au lycée, le compte rendu d'un symposium sur les avocats et une étude sur la déréglementation des services publics en réseau. **(N° 1, 1997, trimestriel, 140 F. – SPES, 120, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris.)**

☐ **LES CAHIERS DE L'IHTP.** Un riche survol de la nouvelle historiographie de l'URSS, avec notamment une étude sur la correspondance des dirigeants bolcheviques et une autre sur « La Jdanovschina, une campagne antisémite (1946-1949) ? ». **(N° 35, décembre 1996, irrégulier, pas de prix indiqué. – 44, rue de l'Amiral-Mouchez, 75014 Paris.)**

☐ **SOCIAL COMPASS.** Cette revue internationale de sociologie de la religion propose trois ensembles thématiques : relations religion-Etat, *religion-modernité et religion-*nature. **(Vol. 44, 1997, trimestriel, 9 livres sterling. – Sage Publications, 6 Bonhill Street.)**

☐ **LE FRANÇAIS DANS LE MONDE.** Pour motiver les professeurs de français de tous les coins de la planète, un entretien avec Gérard Mermet décrivant la France comme un « malade imaginaire ». Egalement, une présentation des études sur l'éducation réalisées par l'OCDE. **(N° 287, février-mars, bimestriel, 65 F. – 58, rue Jean-Bleuzen, 92178 Vanves Cedex.)**

☐ **ÉTUDES LITTÉRAIRES AFRICAINES.** Une série d'études sur des ouvrages d'auteurs d'Afrique et des Caraïbes. **(N° 2, semestriel, 75 F. – Université de Cergy-Pontoise, Centre de recherches texte-histoire, 33, boulevard du Port, 95011 Cergy-Pontoise Cedex.)**

# LES LIVRES

## ARCHAÏSMES DU MONDE ARABE

# La schizophrénie des pouvoirs

**MINIATURES, suivi de RITUEL POUR UNE MÉTAMORPHOSE, par Saadallah Wannous, traduit de l'arabe par Marie Elias, Hanan Kassab Hassan et Rania Samara, Sindbad, Actes Sud, Arles, 1996, 215 pages, 150 F.**

LA littérature du tiers-monde, qui s'est imposée pendant ces deux dernières décennies sur la scène internationale, est à même de soutenir honorablement la comparaison avec le meilleur de la production littéraire occidentale ; sauf sur un point, cependant : le théâtre. Si les genres romanesque et poétique relèvent essentiellement *d'une créativité individuelle, le théâtre, lui, a besoin pour s'épanouir d'un certain* contexte. Etant le miroir dans lequel la société essaie de se déchiffrer en vue de s'orienter, certains ont intérêt à le briser pour réduire la faculté de cette société à se modeler elle-même. C'est le cas, par exemple, dans le monde arabe où, mis à part l'Egypte et le Liban d'avant-guerre, l'art dramatique reste presque confidentiel. Cela ne signifie pourtant pas que la production théâtrale est absente. L'œuvre impressionnante du Syrien Saadallah Wannous est là pour le prouver.

Méconnue en Occident comme l'ensemble de la littérature syrienne – à cause d'un déficit d'image de ce pays lié en partie à son régime politique, mais surtout aux réactions syriennes constantes face à une certaine politique occidentale, notamment dans le conflit du Proche-Orient –, cette œuvre est célébrée dans le monde arabe. Puisant ses thèmes dans l'histoire arabe, lointaine ou plus récente, elle a à cœur de dénoncer sans complaisance les dynamiques sociales et politiques responsables du maintien de la société dans un archaïsme infantilisant et déstructurant. Elle les traque jusque dans leurs ultimes racines religieuses et tribales.

CELA est bien illustré par cette première et belle traduction de Saadallah Wannous reprenant deux pièces mettant en scène, l'une la prise de Damas, au XIVe siècle, par les hordes de Tamerlan, petit-fils de Gengis Khan, l'autre les manipulations du pouvoir religieux et politique sous l'empire Ottoman au siècle dernier. Mais ce qui est visé, c'est d'abord la société arabe moderne. Une place importante est faite à un certain atavisme des régimes politiques arabes, qui les pousse à s'épuiser dans les luttes intestines sans fin pour sauvegarder des intérêts personnels ou claniques, alors même qu'ils sont exposés à un danger extérieur qui finit par les emporter les uns après les autres.

*L'allusion à l'actualité est limpide. Est épinglée aussi cette schizophrénie qui* habite les responsables, à quelque échelon qu'ils soient, et les pousse à maintenir une morale toute de rigidité, dans les domaines religieux et social, alors qu'ils vivent eux-mêmes dans l'immoralité la plus totale. Saisissante est la figure de ces dignitaires religieux et de ces notables (les Achrâfs descendant de la famille du Prophète) qui brûlent pour une fille de joie, alors qu'ils lancent dans une inquisition moralisatrice des fiers-à-bras *(abadâis)* eux-mêmes vivant dans la violence et la licence. Ce ne sont pas uniquement les princes du pétrole qui se sentiront visés par une telle fresque historique. Cette situation laisse peu d'échappatoires : sombrer dans la folie, s'adonner à un mysticisme dégradé et dégradant ou donner libre cours à ses instincts, à l'instar de cette épouse du doyen des Achrâfs qui se livre à la prostitution pour recouvrer sa cohérence intérieure.

Homme de gauche intransigeant, adepte d'un théâtre à la Bertolt Brecht, Saadallah Wannous sait, dans sa trajectoire personnelle tout en en payant le prix, éviter la schizophrénie qu'il dénonce et créer une œuvre exigeante et belle. La maladie qui le mine actuellement ne l'empêche ni de continuer à aimer la vie et le théâtre, ni à maintenir le cap d'une façon exigeante. Sa lecture est une cure de régénération intellectuelle, morale et esthétique, bien au-delà du contexte arabe.

**BOUTROS HALLAQ.**

● LA GÉOPOLITIQUE. – Pascal Lorot, François Thual. (*Montchrestien, Paris, 1997, 158 pages, 60 F.*) La géopolitique a-t-elle une légitimité, coincée qu'elle se trouve entre la géographie et l'histoire ? Oui, répondent les auteurs, qui se proposent de fournir au lecteur une vision d'ensemble de ce qu'elle est aujourd'hui.

● BEYROUTH ET SES FAUBOURGS (1840-1940). Une intégration inachevée. – May Davie. (*Cahiers du Cermoc, Beyrouth, 1996, 154 pages, 55 F.*) Dans le numéro 15 de sa collection des « Etudes urbaines », le Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contemporain ouvre une page de l'histoire de Beyrouth, celle du mandat français.

● LES SOURCES HISTORIQUES DANS LES TIERS-MONDES. – Textes rassemblés par Pascale Bezancon, Ruben Camara, Issiaka Mande, Jakob Schlupmann. (*L'Harmattan, Paris, 1997, 178 pages, 110 F.*) Cet ouvrage mène le lecteur au cœur d'un débat toujours d'actualité : la construction des savoirs sur les pays des tiers-mondes.

● « AURÉLIEN » D'ARAGON, UN NOUVEAU MAL DU SIÈCLE. – Carinne Trévisan. (*Annales littéraires de l'université de Franche-Comté, série « Linguistique et sémiotiques », nº 30, Besançon, 1996, 283 pages, 140 F.*) Symbole du désarroi consécutif à la Grande Guerre, l'*Aurélien* d'Aragon, « roman du retour » rédigé pendant l'Occupation, permet de repenser les rapports de l'écriture à la guerre.



## PROCHE-ORIENT

**LE DÉFI KURDE, ou le rêve fou de l'indépendance.** – Chris Kutschera, préface de Danielle Mitterrand

★ **Bayard Editions, coll. « Politique », Paris, 1997, 352 pages, 160 F.**

Journaliste indépendant, Chris Kutschera connaît personnellement les principaux acteurs de l'histoire du mouvement kurde : ses entretiens avec Massoud et Mousatapha Barzani, Jalal Talabani, Abdloulrahman Ghassemlou, Abdullah Ocalan, entre autres, ont nourri au fil des années ses carnets de reportage. Il nous les livre à travers cet ouvrage qui est surtout un livre d'histoire : non pas l'histoire du Kurdistan, mais celle des Kurdes. Ce choix de séparer l'histoire des Kurdes d'Irak, d'Iran et de Turquie est déjà significatif du premier des drames que vivent les 25 millions de Kurdes. L'auteur porte un regard lucide sur la dérive clanique et tribale du mouvement national kurde : *« Au Kurdistan irakien, les partis politiques kurdes n'ont plus de partis que le nom : ce sont au mieux des mouvements armés, au pire des bandes. Ils ont prouvé, hélas, qu'ils n'étaient pas capables de gérer le politique. »* Mais, pour le journaliste, il serait injuste de les tenir pour les seuls responsables : *« On ne le répétera jamais assez, les Kurdes ont d'abord été victimes du cynisme des grandes puissances, et en particulier des Etats-Unis. »*

Plaidant pour une entité nationale kurde *« malgré l'impéritie des chefs kurdes ou contre elle, peut-être »*, Chris Kutschera reconnaît que le projet d'un Etat kurde fédéral à cheval sur l'Iran, l'Irak et la Turquie ne paraît pas très réaliste actuellement. Il ne le juge cependant pas plus irréaliste que la construction d'un Etat multinational en Bosnie, auquel la communauté internationale a donné sa bénédiction.

OLIVIER DA LAGE.

## EUROPE

**L'EX-YOUGOSLAVIE EN EUROPE. De la faillite des démocraties au processus de paix.**

★ **L'Harmattan, coll. « Aujourd'hui l'Europe », Paris, 1997, 340 pages, 180 F.**

Sous ce titre viennent de paraître les actes d'un important colloque organisé à Paris du 15 au 17 décembre 1995, enrichis de différentes contributions actualisées à l'été 1996. Il s'agit en fait de la première tentative générale d'état des lieux de l'espace yougoslave, après les accords de Dayton. Le nombre et la variété des intervenants, originaires des régions concernées pour un tiers, permettent de précieux regards croisés, comme ceux de Mary Kaldor sur *« la reconstruction en Bosnie-Herzégovine »* et de l'économiste bosniaque Zarko Papic sur les programmes d'aide à l'économie. Plusieurs auteurs, tels Alain Joxe ou le général Jean Cot, reviennent sur cette *« faillite des démocraties »* qu'a été la gestion de la crise balkanique. L'ancien rapporteur spécial des Nations unies, M. Tadeusz Mazowiecki, s'interroge, lui, sur « les chances de la paix » et le rôle des différentes institutions internationales dans les processus en cours. Florence Hartmann dresse la *« chronologie d'une négligence criminelle »* à propos du génocide de Srebrenica. Rajko Zivkovic pose le problème du statut des citoyens serbes vivant dans la Fédération croato-bosniaque. Les contributions les plus riches viennent toutefois du Kosovo et de Macédoine, notamment celle du philosophe Muhamedin Kullashi.

JEAN-ARNAULT DERENS.

**GJIROKASTËR, LA VILLE DE PIERRE.** – Ismaïl Kadaré, photographies d'Etienne Revault

★ **Editions Michalon, Paris, 1997, 111 pages, 120 F.**

Dans ce beau livre qui célèbre la mémoire et l'histoire de sa ville natale – toits de schiste, lourdes portes et murs vertigineux –, c'est à une visite de Gjirokastër que nous convie le grand écrivain albanais Ismaïl Kadaré. Ville-musée mais aussi ville vivante où, écrit-il, *« ceux qui y sont nés reviennent pour mieux se connaître »*, Gjirokastër présente une extravagante forme urbaine propice à tous les fantasmes, à toutes les légendes. Réunissant la force brute et l'héritage d'une civilisation, ses maisons, dont Ismaïl Kadaré nous fait partager les rumeurs, les rêves ou parfois les drames, se confondent intimement avec les familles.

Ici, derrière les fenêtres, on cultive, entre autres, le culte du regard qui porte loin ; certains des habitants sont enterrés avec leurs jumelles. Jadis occupée par les Ottomans, cette ville de 18 000 âmes qui vit naître aussi Enver Hoxa, livre le long des pages et de superbes *photographies, ses secrets, ses souterrains* sinueux, son austère et émouvante beauté.

ABDELKADER DJEMAL.

**ABOUT TURN, FORWARD MARCH WITH EUROPE.** – Edité par Jane M. O. Sharp

★ **Institute for Public Policy Research-IPPR/Rivers Oram Press, Londres, 1996, 321 pages, 16,95 livres.**

La directrice du programme de l'IPPR consacré à la défense et à la sécurité, chercheur au King's College de Londres, dirige un ouvrage collectif sur les changements des politiques européennes étrangères, de défense et de sécurité. Pour les auteurs, le Royaume-Uni devrait renoncer à certaines missions, voire abandonner son rôle militaire. Mais les gouvernements conservateurs ont préféré mettre les forces armées au service des impératifs américains, en refusant tout débat démocratique à leur sujet. Ce livre suggère que le Royaume-Uni pourrait être plus utile aux Etats-Unis en devenant effectivement partie prenante de l'Union européenne et en s'intégrant dans une politique de défense commune, dont les auteurs examinent les perspectives.

PAOLO RAFFONE.

## AMÉRIQUES

**L'INTROUVABLE DÉMOCRATIE AUTORITAIRE. Les dictatures du cône Sud : Uruguay, Chili, Argentine (1973-1982).** – Jean-Marc Coicaud

★ **L'Harmattan, Paris, 1996, 215 pages, 140 F.**

Après avoir analysé la trame historique dans laquelle s'inscrivirent les coups d'Etat du cône Sud, Jean-Marc Coicaud montre comment, parallèlement à l'usage de la terreur et de la violence d'Etat, les militaires s'attachèrent à mettre en œuvre, directement ou à travers leurs alliés politiques, une idéologie dont l'objectif était de construire l'acceptabilité des nouveaux régimes. Car *« penser qu'un régime dictatorial se limite à l'usage de la répression, c'est méconnaître que toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur légitimité. »* Le comportement des partis politiques est, à cet égard, éclairant. Si, en « bonne » logique, les plus conservateurs appelèrent et soutinrent les *golpes*, l'analyse vaut quelques rappels intéressants, en particulier à propos de l'attitude de la démocratie chrétienne au Chili. Celle-ci, après avoir justifié le coup d'Etat, ne prit ses distances que lorsque son souhait d'un retour rapide à un gouvernement civil, et bien sûr à son profit, fut frustré. Alors *seulement*, elle adopta une *attitude critique*. De même en Argentine et en Uruguay, où de nombreux partis, et pas des plus conservateurs, avaient adopté, dans un premier temps, une position de compromis.

M. L.

## HISTOIRE

**DEPARTURE DELAYED (Stalins Geisel im Kalten Krieg).** – Hermann et Kate Field

★ **Eva Verlag, Hambourg, 1996, 568 pages, 68 DM.**

L'architecte Hermann Field, à la recherche de son frère Noel, présenté par les Soviétiques comme un « espion » américain lors des procès de Prague de 1952, a été arrêté à son arrivée à Varsovie, en 1949, et emprisonné en Pologne, dans un endroit tenu secret, jusqu'en 1954. Il est soupçonné, lui aussi, par les Soviétiques, d'espionnage. Tour à tour, sa femme et lui racontent ces mésaventures dans des Mémoires *passionnants*.

Pourquoi cette utilisation des deux frères Field ? Hermann affirme avec force que ni lui ni Noel n'ont été des espions, pas plus pour le compte des Russes que pour celui des Américains. Au passage, il signale que le livre de Stephen Koch sur l'infiltration soviétique dans les démocraties occidentales manque de sérieux. Noel et lui, dit-il, ont été victimes d'une machination ourdie par les dirigeants soviétiques pour éliminer leurs adversaires au sein du mouvement communiste. Il insiste particulièrement sur le rôle de Béria et de sa police. L'officier de la sécurité polonaise qui a procédé à son arrestation, Josef Swiatlo, était un agent de Béria.

Ce Swiatlo était-il aussi un agent américain ? Hermann Field conteste cette thèse, développée par le Britannique Stewart Steven dans un livre publié en 1974. Ce qui est incontestable, c'est que Swiatlo s'est enfui aux Etats-Unis en 1953. Son passage aux Etats-Unis, reconnaît Hermann Field, a facilité sa propre libération. Il n'en sait pas plus. Autrement dit, beaucoup de mystères subsistent... sur Swiatlo comme sur le reste.

L. R.

## SOCIÉTÉ

**LE SYNDICALISME AU FUTUR.** – Sous la direction de Jean-Pierre Durand

★ ***Syros, coll. « Alternatives sociologiques », Paris, 1996, 368 pages, 160 F.***

Cet ouvrage cherche à ouvrir des voies pour donner aux syndicats de nouveaux rôles dans les entreprises et dans les grandes organisations. Les contributions des chercheurs permettent un large tour d'horizon comparatif en Europe et jusqu'au Japon. Celles des syndicalistes (CGT, CFDT, IG Metall) viennent en contrepoids de celles des directeurs des ressources humaines, comme celui de Casino, qui soutient financièrement les sections syndicales au prorata de leurs résultats électoraux. Les *syndicats ne* sont pas seulement étudiés en tant qu'organisations revendicatives, mais aussi dans leurs relations au processus de travail dans les ateliers ou dans les bureaux et, plus généralement, dans leur capacité à se situer par rapport au procès de production et à la gestion. Des propositions partant de la réalité du travail, de sa crise et des modalités de ses réformes donnent au syndicalisme un éclairage différent. D'où, selon l'auteur, la nécessité de sa professionnalisation par le recours à des experts des sciences humaines. Et ce afin de débattre et de négocier d'égal à égal avec les directions d'entreprise qui, elles, se sont professionnalisées depuis longtemps.

PIERRE GUERLAIN

**WOMEN AND THE WAR STORY.** – Miriam Cooke

★ **University of California Press, Berkeley, 1997, 377 pages.**

L'histoire de la guerre est demeurée jusqu'à présent un domaine réservé aux hommes. Dans son essai critique, Miriam Cooke, professeur d'arabe à l'université Duke, aux Etats-Unis, invite néanmoins à une relecture de l'histoire grâce à l'étude de textes écrits par des femmes sur le sujet. L'auteur, qui a commencé ses recherches par la guerre civile libanaise dans les années 80, a choisi pour champ d'investigation la guerre d'indépendance algérienne, la guerre des six jours, l'Intifada, la guerre Iran-Irak et, enfin, la guerre du Golfe.

Grâce à ces *« autres voix de la guerre »*, Miriam Cooke remet en cause les modes de narration classiques. Selon elle, *« l'Histoire est faite de multiples histoires »*, qui doivent servir à reconstruire les événements. D'une certaine façon, elle réfute aussi les modes de classification objet/sujet de cette Histoire qui s'écrit souvent sans les femmes. Elle nous livre ainsi d'autres lectures possibles, notamment d'un point de vue féministe, de *« l'histoire de la guerre »*.

SOPHIE SENSIER

**LA LORRAINE FRANCIQUE. Culture mosaïque et dissidence linguistique.** – Daniel Laumesfeld

★ **L'Harmattan, Paris, 1996, 316 pages, 170 F.**

L'auteur, docteur en linguistique, originaire du nord-ouest du département de la Moselle, était il y a quelques années l'un des animateurs du mouvement régionaliste. La minorité germanophone lorraine recouvre environ les deux tiers du département de la Moselle, à la frontière du Luxembourg et de l'Allemagne. Ce livre posthume fournit des informations sociolinguistiques, historiques, économiques, sociales et politiques utiles aux Lorrains et à tous ceux qui s'intéressent aux minorités linguistiques, en France ou ailleurs. La plupart des textes rassemblés dans cet ouvrage ont été écrits il y a plus de dix ans et ont déjà un caractère de document historique, en raison de l'accélération des change*ments linguistiques dans cette région.*

ROLAND PFEFFERKORN.

## EN MISSION À TRAVNIK

# Bosnie d'hier, haines d'aujourd'hui

**LA CHRONIQUE DE TRAVNIK, d'Ivo Andric, nouvelle traduction de Pascale Delpech, Editions Belfond, Paris, 1996, 510 pages, 149 F.**

AFFRONTEMENT de l'Occident et de l'Orient, de la modernité et de la tradition... Le magnifique roman d'Ivo Andric, écrivain yougoslave et prix Nobel de littérature en 1961, décrit avec minutie et dans un style lumineux toutes les différences, mais comme pour mieux les rendre nécessaires l'une à l'autre...

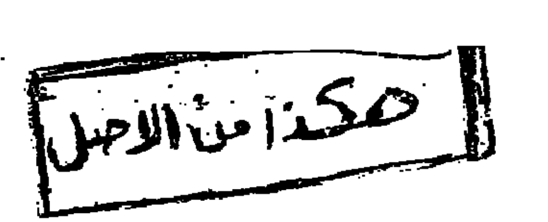
Installé sur la période des guerres napoléoniennes (de 1806 à 1814 exactement), le récit raconte l'arrivée à Travnik, capitale de la Bosnie sous domination ottomane, de deux consuls, Daville le Français et von Mitterer l'Autrichien. Mais la bourgade où coexistent déjà Turcs, Bosniaques *musulmans*, Croates, Serbes et Juifs sépharades venus d'Andalousie vit dans un autre temps que celui des épopées napoléoniennes dont les échos ne parviennent qu'assourdis : le temps de ces hivers terribles de Bosnie, où le froid et l'humidité vous assaillent, celui du cours de la Lasva, la rivière qui creuse l'étroite vallée de Travnik, celui des deux mois d'*été* où la nature explose d'avoir trop souffert.

Ainsi, lorsque les consuls doivent montrer les marques d'une mutuelle hostilité puisque leurs pays sont en guerre, ils ne parviennent pas à se déprendre d'une certaine sympathie née de leur commune difficulté à vivre *« dans ces contrées misérables et sauvages »*...

AUPRÈS du Français Daville, inquiet, toujours insatisfait dans sa quête d'une *« voie médiane »* introuvable, et de l'Autrichien von Mitterer, austère diplomate qui s'épanouit seulement dans la rédaction de longs rapports stratégiques que personne ne lira jamais, l'écrivain dépeint tous les personnages avec un génie du détail, une finesse d'analyse qui nous les rend presque toujours attachants, même lorsqu'ils sont caricaturaux, comme cette folle Mme von Mitterer, qui ne se sent vivre que *« dans les grandes émotions »*.

On dit d'Ivo Andric qu'il était tristement prophétique lorsqu'il décrivait comment, sans qu'il soit besoin d'un événement majeur, une même logique pouvait conduire de l'acceptation de la différence à la haine. Cet extraordinaire récit de la vie ordinaire permet à coup sûr de mieux le comprendre.

**ISABELLE BOURBOULON.**



# LIVRES DU MOIS

## LITTÉRATURE

**LE RETOUR. – Eustachy Rylski, traduit du polonais par Robert Bourgeois**

★ **Les éditions Noir sur Blanc, Montricher (Suisse), 1996, 251 pages, 132 F.**

*« Il n'y a pas de retour si on vient de nulle part »*, déclare Maks Rogoyski, le héros du deuxième roman du Polonais Eustachy Rylski. Peut-être est-ce une réponse à son oncle Chaïm qui, rentré en Pologne après avoir passé plusieurs années en Amérique – *« parce que ce pays a beau le fasciner, il ne s'en sent pas citoyen »* – conclut : *« D'une manière ou d'une autre, nous revenons tous. »*

Après *Le Colonel Stankiewicz* (paru en France en 1991) qui s'attaquait sans complaisance au mythe de la polonité, Eustachy Rylski, dans *Le Retour*, nous invite à suivre – *par des retours en arrière successifs* – la saga de la famille Rogoyski au tournant du siècle, à un moment où la Pologne, écartelée entre ses trois puissances voisines, a disparu de la carte de l'Europe. L'auteur retrace l'ascension sociale de quatre générations de Rogoyski qui, venus de l'Est, tentent en vain de s'enraciner : ils feront toujours figure d'intrus. L'écriture, parfois brutale et teintée d'ironie, donne une saveur toute particulière aux personnages de ce roman qui, sans complaisance, dépeint une réalité souvent grotesque.

ELISABETH KULAKOWSKA.

**L'OISEAU PLONGEUR. – Yves Mazagre**

★ ***Le Milieu du jour*, 23, rue Racine, 75006 Paris, 1996, 55 pages, 100 F.**

Médecin gynécologue de formation et marin par passion, Yves Mazagre s'appuie sur *« l'émotion-connaissance »* pour célébrer la féminité, le désir et le bonheur de vivre dans un monde qu'il sait pourtant implacable. « Bestiaire de sel et de vent », son recueil, orné d'un dessin de Roger Blaquière, déplore aussi la misère et la faim, l'égoïsme, les destructions écologiques et autres maux qui minent la planète. Cette dénonciation empêche l'auteur d'idéaliser le Sud – *« Parler des îles exige donc rigueur et courage »* – et l'entraîne dans une interrogation angoissée : *« Par quelles chaînes aux autres suis-je enchaîné ? (...) Suis-je moi, suis-je tous ? »*

ODILE FELGINE.

## OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

**L'ANNÉE STRATÉGIQUE. – Sous la direction de Pascal Boniface**

★ **Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)-Arléa, Paris, 1997, 303 pages, 140 F.**

Par grandes régions mondiales, l'Europe étant largement traitée – France, Europe occidentale, Europe centrale et balkanique, Eurasie –, cet ouvrage de référence présente une analyse de la situation mondiale, en éclaire les grands enjeux et met en évidence les évolutions à venir. L'analyse des ventes d'armes et des industries d'armement, auxquelles est consacré un chapitre, est abordée sous l'angle stratégique, mais précise que la « compétition économique » constitue le maître mot des acteurs de ce commerce (20 milliards de dollars par an). Les puissances nucléaires se trouvent devant un faisceau d'exigences ayant pour objectif de parvenir rapidement à un désarmement effectif. Mais, si des objectifs comme l'interdiction des armes chimiques, le renouvellement du traité de non-prolifération (TNP) ou d'interdiction complète des essais (Comprehensive Test Ban Treaty [CTBT]) pouvaient jusqu'à présent rassembler une large majorité de la communauté internationale, les prochaines échéances vont au contraire la diviser. Des annexes statistiques permettent d'évaluer les facteurs de puissance de chaque Etat de la planète.

M. L.

## PHOTOGRAPHIE

**DU PHOTOGRAPHIQUE AU NUMÉRIQUE. – Pierre Barboza**

★ **L'Harmattan, Paris, 1996, 270 pages, 150 F.**

Pierre Barboza, spécialiste des imageries numériques, renouvelle la théorie de l'image *« à l'ère de sa reproductibilité technique »* (Walter Benjamin) tout en racontant la genèse de la photographie et de ses dérivés (cinéma, télévision, numérique). La photographie ne serait, pour lui, qu'*« une parenthèse indicielle dans l'histoire des images »*. Explication : contrairement à la peinture qui exige l'intervention *« de la main et du cerveau »*, et opère donc dans le champ symbolique, le procédé mis au point par le trio Niepce-Daguerre-Fox-Talbot implique un *« contact automatique »* entre l'image et l'objet. De ce rapport *« indiciel »* au monde, la photographie revendiquera sur les *« œuvres de l'esprit »* (dessins, gravures, illustrations, peintures et même écriture), l'avantage du *« réalisme »* en même temps qu'une prétention discutable à l'*« authenticité »*. Ainsi se dégage une première frontière conceptuelle entre « reproduction » et « représentation ».

A cela s'ajoute que le projet photographique était double : « exactitude » et diffusion. Selon l'auteur, la télévision aurait privilégié le second terme du diptyque au détriment du premier, poussant sa « logique de circulation » jusqu'à n'utiliser le réel que pour entretenir les besoins d'une fiction permanente, alimentée au carburant de l'émotion. La « parenthèse » se referme avec l'image numérique : qu'elle calcule ou « traite » son référent, de toute façon elle l'invente.

EDGAR ROSKIS.

## « LE DERNIER EMPIRE », de Paul-Marie de La Gorce

# Les Etats-Unis maîtres du monde

« L'*EMPIRE américain est le seul au monde, c'est une hégémonie exclusive et c'est la première fois que ce phénomène étrange survient dans l'histoire de l'humanité »* : tel est le point de départ du dernier livre de Paul-Marie de La Gorce (1). Au lendemain de la guerre du Golfe, l'auteur avait analysé, dans *Le Monde diplomatique*, le rapport de Paul D. Wolfovitz, qui prônait *« un comportement constructif et une force militaire suffisante pour dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier la suprématie des Etats-Unis* (2) *»*. Cinq ans plus tard, cette stratégie a remporté tant de succès qu'elle paraît, à la veille du nouveau millénaire, quasiment invincible.

« L'ordre établi ? » « L'ordre menacé ? » « L'ordre renversé ? » A ces trois questions, qui servent de titres aux trois parties de son livre, Paul-Marie de La Gorce répond respectivement par un « oui », un « oui mais » et un « non ». Oui, le joug des Etats-Unis s'est imposé à toute la planète après l'effondrement du communisme. Oui, des forces entendent le secouer, mais elles n'en ont pas les moyens. Et non, rien n'indique qu'elle les obtiennent bientôt.

Au journalisme événementiel, qui décrit l'actualité plutôt que de l'expliquer, Paul-Marie de La Gorce a toujours opposé un effort d'interprétation, en profondeur et sur le long terme, des relations internationales. Avec un sens de la synthèse qui n'empêche pas les souvenirs professionnels, voire les convictions intimes de l'auteur de pointer ici ou là, il nous entraîne dans un tour du monde géopolitique rapide, éclairant.

L'Union européenne contrepoids aux Etats-Unis ? Mais aucun des pays membres ne veut ni ne peut prendre ses distances avec Washington, pas même la France – désormais prise au piège du traité de Maastricht. La Russie est *« ramenée, ou à peu près*, constate l'auteur, *à la situation territoriale qu'elle connaissait au début du XVII[e] siècle, avant la victoire de Pierre le Grand sur Charles XII »* –, elle a perdu, au profit des Etats-Unis et de leurs alliés, une bonne part de son influence en Europe et en Asie centrale.

*« C'est en Extrême-Orient*, note l'auteur, *que se jouera l'équilibre du monde »*, mais le Japon, sur le déclin, préfère s'associer étroitement aux Etats-Unis, l'Inde voit son unité menacée, tandis que l'irrésistible montée en puissance de la Chine ne prendra corps que dans un lointain avenir. L'Afrique est à l'écart, et l'Amérique latine, qui a tourné la page des guérillas, attend la prospérité du modèle américain. Reste *« l'arc de crise »*, où l'islamisme, hier considéré à Washington comme un *« barrage aux révolutions »*, *« conduit maintenant l'immense cortège des déceptions, des frustrations, des humiliations »*, mais sans être en mesure d'inquiéter sérieusement les Etats-Unis.

*« Tout empire périra. »* Paul-Marie de La Gorce évoque, non sans perplexité, cette leçon de l'histoire. Ecrasante, la supériorité militaire des Etats-Unis exclut toute nouvelle guerre mondiale. Même en recourant à l'arme chimique ou à l'arme nucléaire « rustique », aucun ennemi ne pourrait échapper au sort tragique de l'Irak. Pareillement, ni le terrorisme, ni la guérilla, ni une combinaison des deux ne saurait atteindre profondément Washington. Seule l'Intifada palestinienne, note-t-il, *« a introduit cette phase de l'Histoire où, pour gagner, il faudra une combinaison des forces : politiques, économiques, sociales, armées, médiatiques »*...

MAÎTRES du monde, comment les Etats-Unis feront-t-ils face au chaos engendré par l'ordre même qu'ils imposent à la planète ? A l'heure où l'Europe voit un Etat – l'Albanie – imploser *« à l'africaine »*, l'auteur survole, en conclusion, ce paradoxe. Il souligne à quel point les nations comme les Etats sont déstabilisés, *« en haut »* par la dictature des marchés financiers, *« en bas »* par la montée des communautarismes, et insiste sur le terrible fossé qui se creuse, à l'échelle du monde et de chaque pays, entre riches et pauvres. Mais il prend également acte de l'évanouissement du rêve révolutionnaire. Et de conclure sur cette question : *« L'autre Moyen Age a duré des siècles : le nôtre restera-t-il longtemps comme il est, avec l'Empire qui le domine et les tempêtes qui se déchaînent contre lui ? »*

DOMINIQUE VIDAL.

(1) Paul-Marie de La Gorce, *Le Dernier empire. Le XXI[e] siècle sera-t-il américain ?*, Grasset, 1996, 241 pages, 118 F.

(2) Lire Paul-Marie de La Gorce, « Washington et la maîtrise du monde », *Le Monde diplomatique*, avril 1992.

## « LES FOLLES D'ISTANBUL »

# Disparues de Turquie

ON les appelle « Les folles d'Istanbul », mais elles ne sont pas plus démentes que leurs sœurs de la place de Mai à Buenos Aires. Elles préfèrent d'ailleurs l'appellation « Les mères du samedi » car, chaque samedi, depuis le 25 mai 1995, ces irréductibles manifestent place Galatasarai. Même problème, mêmes cris, même combat : où sont disparus leurs proches – maris, frères et fils – après être entrés dans un commissariat turc, sans avoir ensuite laissé de traces ?

Le réalisateur français Bernard Debord raconte leur combat dans un reportage de vingt-six minutes. Le film a laissé l'assistance comme le jury pétrifiés et obtenu la médaille d'or du Festival international de production audiovisuelle (FIPA), dans la section « Grands reportages », au dernier Festival international de films de Biarritz. Il a été diffusé en mars dernier sur Arte.

En Argentine, il s'agissait de quelques milliers de disparus. En Turquie, leur nombre est pour le moment « seulement » de quelque cinq cents. En Amérique du Sud tout comme près du Bosphore, la même méthode est utilisée pour combattre les *« éléments subversifs »* – et la même réponse cynique est donnée lorsqu'on demande aux autorités des informations sur le sort des disparus : ce sont des criminels qui ont estorqué de l'argent et se sont enfuis...

A la différence de leurs devancières en Argentine, nombre de ces femmes turques sont victimes de la violence policière contre laquelle elles manifestent. Elles racontent leur détresse depuis la disparition de leur parent, et la caméra les suit en juin 1996, au moment précis où la police a choisi la répression brutale contre ces femmes malheureuses. Les femmes parlent en termes simples : Emine et Elif, les paysannes kurdes illettrées, Asena, l'intellectuelle turque, Eren, l'avocate, et Gukbabar, la militante ressortie paralysée à vie d'un interrogatoire de police. Des centaines de policiers en uniforme noir et bleu, des unités anti-émeutes, des policiers ordinaires et d'autres en civil ainsi que des « fliquettes » ont attendu, ce jour-là, les manifestantes à côté de blindés et de chars à eau. Il y avait aussi un hélicoptère dans le ciel et des photographes de la police. Tout cela pour faire face à une cinquantaine de femmes désarmées... Une femme sort une banderole cachée sous ses vêtements, et déjà les policiers se ruent sur elle et la jettent dans une voiture de police. Quelle brutale efficacité.

NADIRE MATER, une journaliste turque ayant participé depuis le début aux sit-in sur la place, raconte cet épisode : *« Les femmes ont commencé à manifester en brandissant une paire de chaussures, symbole de la disparition, car, il y a quelques années, la famille d'une personne disparue à la suite de son arrestation par la police a découvert ses souliers déposés au petit matin sur le pas de la porte. Aujourd'hui, il est interdit de brandir une paire de chaussures, au risque d'être directement emmené au commissariat. »*

Etudiant en histoire à la Sorbonne en 1968, le réalisateur, Bernard Debord, s'est consacré pendant quinze ans à l'enseignement – y compris, deux ans durant, à l'université de Pékin. Il a vécu là-bas le drame de Tienanmen, écrit un livre et réalisé un documentaire sur cette répression. Parmi ses douze films, plusieurs ont été faits avec la collaboration d'Amnesty (1). Avec toujours le même objectif : une recherche constante sur l'individu, homme ou femme, confronté à la violence des institutions.

AMNON KAPELIOUK,
*journaliste,*
*membre du jury du Festival de Biarritz.*

(1) *Amnesty : les raisons de l'ingérence* (1991), *Les Enfants d'Amnesty* (1992), *Chercheurs des disparus*, coréalisé avec Jérôme de Missolz (1993), et, en 1994, *Les Chants de la mort*, un film intéressant sur les massacres au Rwanda et au Burundi qui montre comment les victimes sont devenues les bourreaux.

## TROIS LIVRES SUR L'ART PICTURAL

# Silences et engagement des peintres

ENTRE 1914 et 1920, qu'ils soient allemands, britanniques, italiens ou français, les peintres modernes semblent avoir occulté la réalité de la Grande Guerre dans ce qu'elle avait d'épouvantable, explique Philippe Dagen (1). Ils donnent l'impression d'avoir été contraints au mutisme par l'impossibilité de montrer l'insoutenable. *« Les cadavres, la boue, les canons »*, Fernand Léger, par exemple, en parle dans ses lettres et ses notes. *« L'épreuve de l'horreur »* ne lui inspire cependant qu'un tableau en 1917, *Le Blessé*. Devant les charniers, l'art pictural donne généralement dans un effacement de la représentation.

Philippe Dagen ne se contente pas d'un constat. Pour surprenante que soit l'absence de noms importants sur le thème envisagé (Meidner, Pechstein, Gromaire), il analyse beaucoup d'œuvres. Dans le cas de certains peintres, toutefois, ses commentaires prêtent à discussion. Ainsi, quand il présente le tableau d'Otto Dix *Les Flandres*, réalisé de 1934 à 1936 comme un simple *« effet de style »*, un *« exercice pictural »* qui *« tourne à la rhétorique savante »*. Il voudrait y trouver du réalisme, alors que l'intention profonde de cette toile relève du symbolique. Dix y lance un appel presque mystique à la paix, à travers le thème du sacrifice.

Mais l'intérêt de ce livre est de proposer une solide réflexion théorique. Il a le mérite, notamment, de contester la notion de *« retour à l'ordre »*, devenue depuis quelque temps une banalité à propos des années 20. Contre l'Américain Kenneth Silver, qui voit dans la peinture française d'alors un rejet systématique de l'avant-gardisme et le règne d'un néoclassicisme, Philippe Dagen montre avec des arguments convaincants qu'il s'agit plutôt d'un repliement des peintres sur des valeurs plastiques. Ultime conséquence d'une guerre qui a mis à l'épreuve les pouvoirs de l'art pictural.

DANS le domaine de la critique d'art, Félix Fénéon (1861-1942) est un peu une légende (2). Arrivé à Paris en 1881, brillamment reçu à un concours de fonctionnaire au ministère de la guerre, il écrit dans les publications anarchistes. En avril 1894, il est soupçonné, avec le peintre Maximilien Luce, d'être un complice des poseurs de bombes. Arrêté par la police, il est suspendu de son poste et passe en jugement lors du fameux procès des Trente, en août 1894. Innocenté, il est libéré après cinq mois de prison.

Que devient-il ensuite ? Il est d'abord rédacteur en chef de *La Revue blanche* et, une fois que celle-ci a disparu, vivote de 1904 à 1906 en collaborant au *Figaro* et au *Matin*. Quant aux années qui suivent, elles étaient jusque-là plutôt méconnues, et ce volume de lettres, remarquablement annoté, lève le mystère. Il entre comme directeur artistique à la galerie des frères Bernheim et il y reste jusqu'à la fin de 1926. S'étant lié d'amitié avec l'un des fils de Gabrielle, Jacques Rodrigues-Henriques, qui a ouvert à Paris sa propre galerie en 1922, il va lui servir alors plus ou moins de conseiller jusqu'à la veille de la guerre.

Ce livre montre que Félix Fénéon a non seulement largement collaboré au catalogue raisonné de Seurat, mais qu'il a été, lui qui passe généralement pour un critique indépendant exemplaire, beaucoup plus impliqué dans le marché de l'art qu'on ne le pensait. Il s'est révélé un habile homme d'affaires.

C'est en artiste, et non en historien d'art, que Raymond Perrot a décidé, lui, de parler de Fougeron (3). Peintre d'inspiration réaliste, âgé maintenant de plus de quatre-vingts ans, Fougeron a été fort discuté depuis l'après-guerre, à droite comme à gauche, y compris parmi ceux qui partageaient ses engagements en faveur du Parti communiste.

La méthode de Raymond Perrot aboutit à la fois à une évocation vivante des années 60 à Paris et à une pénétration du travail même de la peinture. A travers les entretiens qu'il a eus avec Fougeron se dégage de cet artiste une tout autre image que celle d'un simple agitateur politique. Il en ressort surtout que, pour produire un art visant à exprimer des idées, à maintenir un « contenu », sont indispensables une solide connaissance historique de la peinture et une réflexion très élaborée sur les valeurs plastiques.

LIONEL RICHARD.

(1) Philippe Dagen, *Le Silence des peintres (les artistes face à la Grande Guerre)*, Fayard, Paris, 1996, 340 pages, 165 F.

(2) *Correspondance Félix Fénéon et Jacques Rodrigues-Henriques 1906-1942*, établie par Jean-Paul Morel avec la collaboration d'Isabelle de La Brunière, Editions Séguier, 1996, 150 pages, 185 F.

(3) Raymond Perrot, *Esthétique de Fougeron*, E.C. Editions (84, boulevard Magenta, 75011 Paris), 1996, 192 pages, 150 F.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

## UN RALLIEMENT AU CULTE DE LA MARCHANDISE

# Le Vatican absout la publicité

Par FRANÇOIS BRUNE *




FIN février. Au moment où des catholiques se scandalisent d'une affiche cinématographique qui représente un « pornographe » en position de « crucifié » (1) – affiche typique des provocations/récupérations qui caractérisent les campagnes publicitaires modernes –, voici que Rome publie un document qui fait l'éloge de la publicité, jugée essentielle au *« fonctionnement de l'économie de marché, qui se généralise aujourd'hui »*, et dont il faut *« surmonter l'idée »* qu'elle soit *« un mal »* (2).

Cette apparente contradiction en couvre une autre, non moins troublante. Alors que certains médias voient dans ce texte, *Ethique et publicité*, une ouverture favorable de l'Eglise au monde de la publicité, d'autres soulignent au contraire les critiques sévères du Vatican (3).

Que penser ? On peut, une fois de plus, douter de la fiabilité des traductions médiatiques de la réalité. Mais on doit aussi, en l'occurrence, se demander si ce n'est pas l'ambiguïté même du discours de l'Eglise, en matière de publicité, qui autorise deux lectures aussi diamétralement opposées.

Le texte *Ethique et publicité*, partant de l'observation que la publicité est *« devenue une puissante force de persuasion qui façonne les attitudes et les comportements »*, se présente sous la forme idéale d'une dissertation en trois points : 1) *Bienfaits de la publicité ;* 2) *Dommages causés en publicité ;* 3) *Principes éthiques et moraux.* Après avoir fait un « pour » et un « contre », les auteurs indiquent sur quels principes fonder une publicité respectueuse de la personne, en appellent à la *« conscience »* des professionnels, ainsi qu'à l'élaboration de codes déontologiques. L'approche de la question semble mesurée et objective.

L'impression d'objectivité est confirmée par la symétrie des argumentations : bienfaits et méfaits de la publicité se répondent méthodiquement, dans quatre domaines successifs : économique, politique, culturel, moral et religieux. Voici quelques échantillons de ce qu'on peut lire :

**Pour la publicité.** Elle est *« un rouage nécessaire au fonctionnement des économies modernes de marché »* ; elle aide les consommateurs à *« prendre des décisions bien informées »*, stimule *« le progrès économique »*, et donc, *« la création d'emplois »*. En politique, elle *« peut offrir son soutien à la démocratie »*. Au niveau culturel, elle *« réjouit l'existence »*, produit *« des chefs-d'œuvre d'art populaire »*. Et même, *« en raison du poids de la publicité sur les médias qui en dépendent pour leurs revenus, les publicitaires sont en mesure d'exercer une influence bienfaisante sur les décisions concernant les contenus médiatiques »*. Enfin, sur le plan religieux, la publicité est pour l'Eglise, aujourd'hui, *« un élément nécessaire de la stratégie pastorale d'ensemble »* (c'est bien le mot « stratégie » qui est employé).

**Contre la publicité.** Elle est trop souvent *« une institution au service du phénomène de la société de consommation »*, façonnant des styles de vie centrés *« sur l'avoir et non pas sur l'être »* ; *« l'abus est encore plus grave si ces attitudes de consommation et ces options sont diffusées dans des pays en voie de développement, où elles exacerbent les crises socio-économiques et portent atteinte aux pauvres »*. En politique, elle peut jouer *« sur les instincts les plus bas plutôt que sur le bon sens et la raison »*. Au niveau culturel, elle *« peut exercer une influence dégradante »* ; *« Les communicateurs succombent parfois à la tentation d'ignorer les exigences éducatives et sociales de certaines catégories du public »* (les plus jeunes, les plus âgés, les pauvres, les femmes). Elle caricature et blesse les images ou valeurs religieuses. Elle pervertit la morale, en exaltant, par exemple, *« la violence et la pornographie »*.

AJOUTONS à cela que, sur l'ensemble du document, les critiques faites à la publicité occupent – en volume – plus de place que l'éloge de ses bienfaits. En particulier, l'introduction du texte réfute le sophisme de la publicité-miroir : il est clairement affirmé que la publicité ne donne qu'un reflet sélectif et déformé de la réalité socio-culturelle, d'où son danger puisqu'elle *« influence profondément les gens dans leur manière de comprendre la vie, le monde et leur propre existence »*.

Un tableau aussi sévère explique que certains médias aient surtout vu dans ce texte une volée de bois vert adressée aux publicitaires, de quoi réjouir les observateurs critiques. Le problème, c'est que les arguments opposés dans ce document s'excluent mutuellement. La publicité est à la fois dénoncée dans ses abus et pleinement légitimée dans son principe, dans sa réalité actuelle, laquelle mène à ces abus.

Il suffit de comparer les deux intitulés de la partie centrale du texte : *Bienfaits de la publicité/Dommages causés en publicité.* Les dommages sont causés *« en »* publicité, et non *par* la publicité ! La publicité, suppose le texte, est bonne en soi, ou du moins neutre : seul un mauvais usage peut la rendre mauvaise. C'est d'ailleurs explicitement affirmé : *« Il n'y a rien d'intrinsèquement bon ou mauvais en publicité. La publicité est un outil, un instrument : elle peut être utilisée de manière bonne ou mauvaise. »*

Or, en employant sans cesse le mot « publicité », le document confond indûment deux aspects bien différents de la réalité publicitaire. En effet, la publicité, c'est sans doute telle ou telle production effective (une affiche, un spot, une campagne) que l'on pourra juger plus ou moins « esthétique », plus ou moins « mensongère », *plus ou moins « morale » ; mais la publicité*, c'est aussi, aujourd'hui, le *système* publicitaire, l'institution économique et sociale qui a le pouvoir – conféré par l'argent, dans notre économie de marché – d'émettre un continuel discours de propagande et de *« façonner les attitudes et les comportements »*, comme le dit si bien notre opuscule.

*Glissant* ainsi plus ou moins sciemment de l'innocence relative de la publicité, comme production isolée, à la justification du système *publicitaire*, comme discours dominant, nos auteurs s'exposent à de dangereuses naïvetés :

1) Légitimer la publicité en disant qu'elle sert fondamentalement l'économie de marché, c'est présupposer que cette économie de marché, telle qu'elle *« se généralise aujourd'hui »*, est elle-même légitime et bonne. Ainsi, le *fait* de la mondialisation et du libre-échangisme est accepté comme étant *en droit*, sans examen.

2) Dénoncer comme « abus » l'édification, par la publicité, de la *« société de consommation »* et de ses *« modèles destructeurs »*, c'est vraiment s'aveugler sur la finalité même des économies de marché. La publicité actuelle est l'expression transparente de l'idéologie de la consommation : il n'y a pas dérive mais logique du système. Vouloir la moraliser de l'intérieur, sans mettre en cause les intérêts qu'elle sert (« les *lois* du profit commercial », constatées par ailleurs), c'est s'inscrire *immanquablement* dans l'ordre des voeux pieux. Que signifie le souhait suivant : *« Les consciences bien formées des professionnels de la publicité... seront soucieuses de ne pas se mettre exclusivement au service des intérêts de ceux qui commissionnent et qui financent leur travail »* ? Elles sont payées pour ça ! Peut-on à *la fois* accepter le système publicitaire actuel et dénoncer *« la publicité indirecte qui incite le public à agir d'une certaine manière, sans que celui-ci soit pleinement conscient d'être conditionné »* ? Voyons : une publicité qui laisserait le public parfaitement conscient de l'influence exercée sur lui... perdrait l'essentiel de son efficacité !

3) Enfin, fondamentalement, ce document ne conteste jamais l'inégalité de pouvoir qui existe entre les citoyens, d'une part, et les responsables des *médias* et de la publicité, d'autre part. Il se contente de *constater* cette puissance de persuasion pour la moraliser, mais sans la mettre en cause dans *sa* disproportion même, comme le montrent ces propos : *« Les médias s'efforcent de mettre un public considérable à la disposition des publicitaires... Cette dépendance financière de la communication de masse et le pouvoir qu'elle confère aux publicitaires impliquent de sérieuses responsabilités pour les deux partenaires. »* O combien ! Et c'est précisément le caractère abusif de ce pouvoir qui lui donne toute latitude, chaque jour, de détourner, récupérer, violenter, banaliser ou dévoyer les « valeurs » éthiques, commerce oblige. On ne moralise pas un tel pouvoir : on le dénonce comme *« intrinsèquement pervers »*.

MAIS voilà : si l'autorité ecclésiastique ne parvient pas à s'attaquer à ce pouvoir en tant que tel, c'est peut-être qu'elle caresse l'innocent désir de s'en approprier des miettes. Mgr Foley, président du Conseil pontifical, considérant que *« Jésus lui-même a fait de la publicité »*, ne souhaite-t-il pas que l'Eglise *« sache mieux utiliser la publicité comme instrument de pré-évangélisation »* (4) ?

* Auteur de *Les médias pensent comme moi !*, L'Harmattan, Paris, 1997.

(1) Voir *La Croix* du 21 février 1997. Le président de la Conférence épiscopale française, Mgr Billé, dénonce l'affiche du film *Larry Flynt*, de Milos Forman.

(2) Document *Ethique et publicité*. Voir *La Croix*, 27 février 1997.

(3) Alors que *La Croix* titre « Rome fait l'éloge de la publicité » et analyse le texte dans cet esprit, ailleurs on souligne la dénonciation par le Vatican des *« effets néfastes de la publicité »* (*Le Monde*, 27 février 1997).

(4) *La Croix*, 27 février 1997.

## Dans ce numéro :



Le Monde diplomatique du mois de mars 1997
a été tiré à 276 000 exemplaires.



